LIRE PAGE 4



L'AIDE AU TIERS-MONDE

A Rambouillet, le Japon proposera

des mesures concrètes

nous déclore M. Takeo Miki

monétaire et économique « ou sommet » qui se tiendra à Rambouillet les 15, 16 et 17 novembre, Le premier ministre, M. Takeo Miki, qui

sero l'un des six participants de cette réunion (avec les présidents

Ford et Giscard d'Estaing, ulnsi que les chefs de gouvernement de

la Grunde-Bretagne, de l'Allemagne l'édérale et de l'Italie), o toujours préconisé pour sa part une politique extérieure plus affirmée pour son pays. Au cours d'un entretien accordé au correspondant du Monde

à Tokyo, il a bien roulu lui exposer ses vues à ce sujet, précisant

notamment que le Japon proposerait à Rambouillet des mesures concrètes d'aide au tiers-monde. Il s'agirait, croit-on sasoir, d'une

extension d l'Asie des principes de l'accord de Lomé entre les Neuf

et le tiers-monde, assortie d'une oue économique joponaise aux pays du Sud-Est oriatique.

(Lire page 22 l'interview de M. Miki par ROBERT GUILLAIN.)

Le gouvernement japonais prépare activement la conférence

Directeur: Jacques Fauvet

La visite de M. Brejnev aux Etats-Unis

serait reportée à l'an prochain

pour l'été dernier puis ajourné à plusieurs reprises, sera très pro-bablement reporté une nonvelle fois, aussitôt avant ou ancore après

le vingt-cinquième congrès da parli communiste soviétique prevu pour la fin février 1976. C'est ce qu'a indiqué en substance, ou cours d'un entretien télévisé dimanche 9 novembre, le présideut

Ford, qui a fait état de difficultés dans les négociations sur les

armements stratégiques. Il se confirme aussi que le départ da M. Schlesinger du ministère américain de la défense n'a pas mis

fin aux tensions entre le Pentagone et M. Kissinger ni an . froid .

qui prévaut depuis quelque temps entre Washington et Moscou. Com-

mentant ce depart pour la première fois samedi 8 novembre, l'agence

Chine nouvelle a cité le sénateur américain Jackson, aux yeux duquel il constitue sune perte pour le peys dans sa recherche d'une

De natre correspondant

Washington, - Répondant di-

manche 9 novembre à des jour-nalistes, le président Ford n'a

nalistes, le président Ford n'a pas caché que la réaction dégative du gouvernement soviétique aux dernières propositions
américaines sur la limitation des
armements stratégiques (SALT)
rendait « moins probable » la
tenue du « sommet e soviétoaméricain cette année « Nous
continuons à négocier, a-t-li dit
notamment, mois le programme
des négociations ne parait guère
encourugeant pour 1975, » Toutefois, a-t-li ajouté, « je ne pense
pas que cela soit nécessairement
nauvais... Je neux un bon accord

mauvais... Je veux un bon accord

et ne souhaite pas être presse par

le temps pour conclure à une

date précise ».

Le département d'Etat est très discret sur la note soviétique qui serait parvenue récemment à Washington. Il laisse seulement

washington. Il lausse seulement entendre qu'elle confirme les po-sitions antérieures de Moscou, mais que, du côté américain, on ne s'attendait pas vraiment à une

flire to suite nage s.i

HENRI PIERRE.

Le voyage de M. Brejnev eux Etats-Unis, initialement prevu

1,30 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,30 dir.; Tutisie, 100 tt.; Alfenagne, 1 DM; Autriche, 8 sch.; Belgique, 11 fr.; Canada, 50 c. cts; Dacemark, 2,75 fr.; Espagne, 22 pes.; Erande-Bretagne, 18 n.; Grèce, 18 dr.; Iran, 45 ris.; Italie, 250 l.; Liban, 125 p.; Lucembourg, 11 fr.; Norvège, 2,75 fr.; Pays-Bas, 0,50 ft.; Portigal, 11 esc.; Sabéd, 2 fr.; Saisse, 1 fr.; U.S. A., 65 ets; Yangaslavie, 10 n. dia.

Tarif des abonnements page 20 S, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 Paris Tèlex Paris nº 650573 Tél.: 770-91-29

THE TORCTON PE

. d'Allemagne

 $\widehat{\mathcal{O}}(k) = \{ |z| :$

. .

150

atomiste allemana

rites artificaties en fi

encous ?!

APPROPRIE LEGIS

A STAND

UN SEUL VIETNAM

L'annonce de la prochaine réunification da Vietnam consacre vraiment la fin de la guerre d'Indochine. Le conflit armé svait commence en 1945 : provisoirement interrompu en 1954 par les accords de Genève, il a cessé définitivement grâce aux nccords de Paris de 1973. Lorsque les deux zones du Vietnam seront ressoudées, son ultime grande séquelle aura disparu.

s Le Vietnam est un, le neunle vietnamien est an, aucuno force an monde ne pourra effacer cette vérité » : cette formule a été répétée un nombre incalculable de fois ; un nom de principes nationalistes que l'adversaire ne pouvait réfuter, le parti et l'armée révolutionnaires ont mené leur longue marche, dont la dernière étape apparaît à l'hori-

Parce que le même mouvement contrôle depuis le printemps le Nord et le Sud et que les responsables doivent mettre en place un système économiquo planifié cohérent, la renulfication semhlait depuis quelque temps réalisee e de facto ». Il suffisait donc d'attendre la conclusion d'analyses, de débuts assurément délieats, pour passer du fait an droit.

Une reunion «de jure» des deux branches de la «famille» victnamionne, même prêcedêc d'élections, ue rendra pas homogène pour autant le corps social du pays. Les dirigeants sont conscients — ils l'ont répété dimanche 9 novembre - de l'existence de particularismes locaux, et l'écart creusé par la guerre entre meutalité sudisto et nordiste ne peut être réduit par décret. Sant à se livrer à des exces terroristes, la revolution sociale dans les campagnes principalement - ne saurait être Sud. Jusqu'à présent, aucuno erreur majeure ne semble d'aillears avoir été faite : aussitôt commises, certaines fautes qualifiées de « bureaucratiques » ont été sanctionnées, et la population en a été avertie.

Certaines expériences originales on cours à Saigon vontelles disparaitre? Pour prendre qu'un exemple, deux journanx sont publies au Sud — l'indépendant « Tin Sang » et le catholique « Cong Giao Vs Dan Toc > — qui, tout en sou-tenant le règime, se distinguent des seuilles officielles. Vont-ils continuer de trancher sur le monolithisme constaté au Nord

Sur un plan plus général. la progressive osmose du Sud et du Nord va-t-elle permettre, dans l'ensemble du pays, un minimum de débats de La transformation des rapports sociaux anciens risque d'aboutir à la simple confiscation du pouvoir par une minorité de cadres confondant leninisme et socialisme, centralisme démocratique et démocratie.

depuis vingt ans ?

10

-

18.54

Contrairement à ce que vient d'écrire Andrel Sakharov, les accords de Paris n'ont pas « trahi » le Vietnam du Sud ; lls ont été la sanction de l'échee américain et une victoire sur l'oppression. La réunification du Victuam est une revanche d'un penple sur une décision étrangère qui lai avait imposé une division arbitraire. Il reste à reconciller les Vietnamiens avec enx-mêmes, avec leur histoire, avec la continuité venne féconder la revolution. Un combat dont les armes les plus efficaces sont la tolérance et l'intelligence. En dépit de la présence an Sud de plus d'un million de soldats demobilisés de l'ancienne armée, aucune epuration sangiante n'a été signalée. D'anclens opposants non communistes an précédent regime — qui ne sont en rien des fantoches de Hanoi - participent aux rencontres préparant ln reunification.

Alors que doit se tenir, an cours des prochains mois, le quatrième congrès da parti des travailleurs. qui devrait assurer l'emergence d'une nouvelle génération de dirigeants, il existe un espoir de voir le Victuam bâtir un système original. Encore faudralt-il que le conflit sino - soviétique ne vienue pas compliquer la tache des quaraute-sinq millions de Victoamieus.

Live nos informations page 6.1

BULLETIN DE L'ÉTRANGER | La fin de la « marche verte » LE FROID ENTRE LES «GRANDS»

Fondateur : Hubert Beuve-Mery

• Madrid et Rabat parlent de succès

M. Boumediène recoit M. Ould Daddah

Après la diecours du roi Hassan Il annonçant, dimanche soir, qu'il meltait fin à la marche veris, calle-ci ayant, selon tul, atteint ses objectits, le parole est de nouveeu aux diplomates. Il eemblo qu'un accord soit infervenu entre Rabat et Madrid, Les deux capitales auraient ratifié le plan proposé par M. Kurt Waldheim et prévoyant l'évacuation du Sahera occidental par les forces armées espagnoles et le passage du territoire soue la responsebilité das Nations uniae. Dans un commantaire autorisé, diffusé par le télévision et la radio, le gouvernement espagnot ee télicita de la décision marocains at affirme qua l'Espagne et son armée ont conservé intacts, durant cet épisode, « leur prestige et leur honneur ». A Aiger, la satisfaction se tainte d'inquiétude. On craint, nous dit

notre correspondant, que les Espagnols n'évacuent repidemant et totalement le territoire et que les Marocains ne mettent à prolit ce départ pour pratiquer une onnexion de fait. Des forces algériennes importantes on été concentrées à le trontière avec le Sahare occidental. Le président mauritanien, M. Moktar Ould Daddah, rencontra ce lundi à Bécher, dens le Sud algérien, le précident Boumediène.

De notre envoyé spécial

Madrid. — Satisfaction et sou-lagement à Madrid. La décision prise, dimanche soir, par Has-san II de considérer la « marche verte » comme terminée tire le gouvernement espagnol d'une si-tuation délicate. L'opinion una-nime se félicite de ce dénoue-ment qui apparaît aussi comme un très net succès diplomatique espagnol.

espagnol.

Le déplacement à Agadir, samedi matin, de M. Antonio Carro
Martinez, ministre de la présidence et l'um des principaux
conseillers de M. Arias Navarro,
n'est évidemment pas étranger à
ce qui est qualifié dans les milieux informés de « très grand
sens des responsabilités du roi
du Maroc ». A Agadir, le ministre
espagnol s'est longuement entretenu avec Hassan II ainsi qu'avec
le premier ministre marocain,
M. Ahmed Osman, et le ministre
chérifien des affaires étrangères,
M. Laraki. Dès samedi soir, on
affirmait à Madrid que ces entretiens « uilaient contribuer à faire
baisser la tension entre les deux baieser la tension entre les deux pays ».

Dans les milieux diplomatiques

on juge que la fermeté specta-culaire du prince Juan Carios culaire du prince Juan Carlos, chef d'Etat par intérim, a été payante. Son voyage éclair à El-Aloun, il y à juste une semaine, a redouné du nerf à une position espagnole qui paraissait ambigué. Il a rassuré les chefs militaires, qui ne voulaient pas quitter le Sahara occidental sous la pression et la menace de l'étranger. Juan Carlos a done gazné son Juan Carlos a done gagné son premier parl Il renforce son alliance avec l'armée, son melleur atout pour la succession.

Tout en réaffirmant leur désir de faire « quelque chose » pour permettre à Hassan II de « souver la face », les négociateurs espagnols sont restés fermes sur le fond. Samedi, des troupes d'élite, en particulier des fusillers marins, étalent envoyés en renfort au Sahara occidental. Quatorse navires de la flotte de guerre espagnole mouiliaient aux Canaries. Parmi eux, les frégates lance-missiles Catalogne et Andalousée. Tout en réaffirmant leur désir

MARCEL NIEDERGANG. (Lire to suite page 3.)

Le Monde PARAITRA LE 11 NOVEMBRE tale, s'apprête à y proclamer l'indépendance, le mardi l'i novembre à zèro beure. Le monvement, qui bénéficie da sonien de l'U.R.S.S., vient de subir plusieurs revers. Son principal adversaire. le F.N.L.A. (Front national de liberation de l'Angolal, appuyé par le Zaire, s'est refusé à célèbrer l'indépendance par des festivités «en temps de guerre» et assure » ne pouvoir garantir la sécurité des délégations invitées à Luanda par le M.P.L.A. ., Enfin, le troisième mouvement do libé-

Le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), qui contrôle Luanda, la capi-

ration. l'UNITA - allie du F.N.L.A. - marquers l'occession de l'Angola à la souveraineié par des cérémonies e Nova-Lisboa, rebaptisés Hnambo,

réponse positive.

En raison de l'oggravation du conflit entra nationalistes. la commission de défense do l'O.U.A. a décidé de demander aux pays membres de l'organisation africaine l'envoi d'une sorce de maintien de la paix ». Au Cabinda, le M.P.L.A., qui contrôle l'enclave et ses richesses pétrolières, redoute d'eu être délogé par une offensive de grand style des forces sairoises.

De la conquête à la guerre civile

L'Angola accède à l'indépendance

sans avoir surmonté ses divisions

Les mythes ont ceci de confor-table qu'ils permettent de faire l'économie des historiens, ce qui par RENÉ PÉLISSIER (*) explique que, lorsque les écoles étaient encore ouvertes en An-gola, on y enseignant tout, sauf son histoire. De fait, peu de Portugais et d'Angolais sont prêts à admettre, même aujourd'hui, que leurs relations ne soot pas vieilles de cing siècles de « civilisation » selon les premiers, ou d'e exploitation » c'après les se-

conds. Or, si l'oo admet que l'Angola fut portugals de 1482 à 1975. Il faudralt écrire que l'A.O.F. était française depuis 1638. Mythifiez, il en restera toujours quelquo chose, ne seraitce qu'une mystification. A l'ori gine de celle-ci, il y n eu, semble-t-il, la volouté, de part et d'autre, de confondre l'Angola du nord

onest (en gros, les anciens royau-mes peuplés de Bakongo et de Moundu, fiels respectifs du FNLA et du MPLA) avec l'ensemble du territoire angolais Cette prétention traduit un biocage psychologique doot ou cons-tate aujourd'hui les prolongements politiques.

(*) Spécialiste de l'Afrique luso-phone, autour d'une étude en deux rolumes : Résistance et répolies en Angola au vingtième riècle.

le puissant royaume de Kongo. (Liro la mute page 3.)

Tout commeocs par une idylie

qui tourna vite à l'aigre. En 1482,

Diogo Cao s découvre a l'embon-

chure do Congo (Zaire en portu-

gais), et par la même occasion

Une caméra brechtienne

En 1939, uno troupe théâtrole ombulonte l« O Thiassos », c'est le titre original du film) arrive dans une petite ville de Grèce. Les baladins, trainant leurs bagages, marchent dans les rues. La Grèce

AVANT ET APRÈS

AU JOUR LE JOUR

Quand le général de Gaulle

a disparu, il y a cinq ans, il n'était déjà plus « aux affaires a depuis un an. Et pourtant on avait un peu l'impression que M. Pompidou gouvernait à voix basse: l'après-de-Gaulle commençait à petne. Quant à l'après-gaullisme, il métinait encore.

Aujourd'hui, l'après - gaullisme est bien là : chacun y apporte sa note. La majorité tangue sur la forte houle de la décrispation et des petites

phrases. Et M. Mitterrand envisage déjà des législatives qui apporteraient à M. Giscard d'Estaing un gouvernement d'opposition.

Le leader socialiste n'aurait sans doute pas na imaginer la même solution avec le general. Est - ce à dire que l'oprès - giscardisme s'accommoderait de Giscard, ou bien que le giscardisme s'accommode de tout?

BERNARD CHAPUIS.

SE SOUMETTRE **OU SE DÉMETTRE**

FRANÇOIS MITTER-RAND voué, s'il ovait été élu président de lo Républiquo en 1974, ò mettre en œuvre le program commun do lo gauche avec le concours empressé de l'actuelle majorità de l'Assemblée na

M. Volery Giscard d'Estoing presidant comploisamment a l'opplication du même programme si lo gauche l'empartait oux élections législatives de 1978...

Ce sont des hypothèses ploisontes mais politiques qu'impose l'un des plus groves défouts de la Constitution de lo Va République, une locune qui tôt ou tard risque de provoquer sa perte.

Le régime reposait à l'origine sur l'outorité et lo stabilité de l'exécutif, fondées ellesmêmes sur lo personne du général de Gaulle. Puis, doutont que ses successeurs pient lo même toille, on décida d'élire le président ou suffrage universel, Mais en ne changeant rien, d'outre part, oux institutions, on changeoit tout. On érigeait le président en dépositoire direct de lo souveraincté nationale, ou même titre que l'Assemblée; on en faisait, sur ce plan, l'égal de l'Assemblée. Et, du même couo, on créait ou cœur des Institutions le germe d'un conflit sons en prévoir la solution.

Aujourd'hul lo gauche o quelque espolr de gagner les futures élections législatives. Elle l'o, cet espoir, en dépit de ses divisions, qui intéressent peu l'électeur, camme le prouvent les sondopes et les consultotions partielles, en dépit oussi de la campagne farcenée de ceux gul font et feront tout pour lui borrer lo route du

En supposant que la pays envole une mojorité de gauche o l'Assemblée notionale en 1978, que pourra faire le pré-sident de la République? En l'étot octuel des textes, il ne pourra que se soumettre ou se

Se soumettre, c'est - o - dire loisser lo gauche oppliquer son programme sons l'entraver serieusement. Mourice Duverger s'est plu à imaginer une série d'« opérations simulotion > (1), le président jouant tontôt le jeu parlementoire, tantôt le jeu présidentiel ; choisissant bian le premier ministra dans lo majorite, mais recusant tel ministre; nommant les hauts fonctionnoires, mais refusant de signer tel décret ou conseil des ministres. Bref. se comportont tantôt en républicain, tontôt en monarque.

(Ltre in suite page 7.)

sur la Grèce

(monorchique) vit olors sous la dictoture du général Metaxas, idéologiquement proche de Mussolini et de Hitler, ce qui n'empêchero pos ceux-ci de lul faire la gue Brusquement, sons que le décur change, les époques semblent se mêler. Un tombour annonçait lo visite de Goebbels. Des voltures à haut - parlours diffusent la propagande du moréchal Popagos, valn-queur des élections de 1952. Dans cette séquence, déjà, lo boucle est bouclée. Théodore Angelopoulos onance la trajectoire du film dans un même mouvement de camèra. 1939-1952 : « Les onnées terribles de notre histoire, dit-il, celles où s'est joué le sort de la Grèce, d'une dictature à une outre, en passant par les invasions italienne et allemande, lo résistance populaire, la protection britannique, lo guerre civilo et la protection americaine. Cette période n'ovait jomais été troitée. » JACQUES SICLIER.

Litte ia suite pape 17)



Hassan II: la «marche verte» a atteint ses objectifs

Agadir. — Entre le Maroc et l'Espagne, il est essentiel qu'il n'y ait « ni vainqueur ni vaincu » a déclaré le roi Hassan II, dimanche soir à ... san II, dimanche soir 9 novem-bre, dans un discours à la nation. bre, dans un discours à la nation. Ces paroles, prononcées au lendemain de longs entretiens à Agadir avec M. Carro Martinez, ministre espagnol de la présidence du gouvernement, sont révélatrices de l'esprit dans lequel les dirigeants des deux pays entendent poursuivre leurs consultations.

Quatre jours après avoir donné l'ordre de franchir le frontière du Sahara occidental, le souverain, en présence des mêmes personnalités — princes du sang, ministres, responsable à divers échelons — a donné l'ordre de repli.

Telles qu'elles ont été exposées par le roi, les raisons de ce reflux sont les sulvantes : la « marche verte » a atteint ses objectifs. Des pays arabes et africains (que le roi a tenu particulièrement à remercier) s'y sont associés. Elle n'a été marquée par aucum incident. Aujourd'hui, il e'agit de bâtir l'avenir à long terme, de marcher vers des horizons nouveaux, evec « un paus ami, poisin. marcher vers des norigons nou-veaux, evec « un pays ami, voisin, frère » (l'Espagne). « Nous devons parcourir maintenant une nou-relle étaps avec la grâce de Dieu », a ajouté le souverain, après avoir dit son admiration à tous ceux qui se sont mobilisés à son appel, et les avoir remerciés.

De notre correspondont ration officielle de Madrid dans ration difficille de Mantin Caris
les heures qui ont suivi le discours. Leur attente a été déçue.
Un schéma de négociations aurait
été mis au point avec M. Carro
Martinez. Chargé en permanence
à Madrid de la question du Sahara
occidental ce membre du gou-

Martinez. Chargé en permanence à Madrid de la question du Sahara occidental, ce membre du gonvernement espagnol était habilité à prendre des engagements plus formels que M José Solis, ministre du Mouvement, qui ouvrit, voici une quinzaine de jours, le dialogue avec Hassan II.

Quelles concessions l'Espagne a-t-elle faltes en contrepartie du geste d'apaisement décidé par le roi? C'est la question que tout le monde se pose an Maroc dans les milleux politiques, qui ont unanimement apporté leur appul à la « marche verte ».

Le premier ministre, M. Ahmed Osman, et le ministre des affaires étrangères, le Dr Laraki, se rendraisent cette semaine à Madrid. M. Karim Lamrani, directeur général de l'Office chérifien des phosphates, ferait partie de la délégation. Les discussions porteraint sur les transferts qu'impique la décolonisation du Sahara occidental et sur la sauvegarde des intérêts espagnols dans l'exploitation des phosphates de Boucrat. Cette phase des négociations n'exclurait pas la recherche de modalités de retrait des forces espagnoles. La pression de la quarche vertes et l'acte d'allé-

tive du Sahara occidental auraient convaince Madrid, estime-t-on lei, qu'il faut compter avec Rabat si l'Espagne veut se retirer dignement du Sahara sans y perdre tous ses intérêts. Ceux de la Mauritanie ne sont pas oubliés. Des la fin des entretiens maroco-espacatols d'Agadir, le Dr Laraki a'est rendu à Nonakchott pour informer les dirigeants mauritaniens.
En commentant londi matin le

mar les dirigeants mauritaniens.

En commeutant londi matin le discours du roi, le ministre de l'information, M. Taibi Benhima, a estimă que le Maroc et l'Espagne venaient de situer nettement le problème du Sahara cocidental dans le cadre des senles parties concernées. De ce fait, a-t-il dit en substance, les deux pays out vouln éliminer toute ingérence de prétendues parties intéressées et ne pas leur laisser l'occasion de semer le trouble dans la région, alors qu'elles e ont déjà l'eau de l'Atlantique à la bouche s.

Selom le ministra, de la même

lantique à la bouche ».

Selon le ministre, de la même manière que les volontaires ont répondu à l'appel du souverain pour franchir la frontière, ils répondront avec la même discipline et le même patriotisme pour rejoindre le camp de Tarfaya, « Je dis bien Tarfaya, a a joute M. Benhima, et non pas pour rejoindre pour le moment leurs joyera.»

LOUIS GRAYIER.

LES ÉVÉNEMENTS DU SAHARA

LA FOLLE AVENTURE S'ACHÈVE

(De notre envoyé spécial.)

Agadir. — Annoncé samedii a novembre à grand son de trompe par la presse, la radio et la télévision marocaines, le « second front » ouvert à l'est de l'axe routier Tah-Ei-Aloum n'aura donc vécu que quelques heures.

Vraisemblablement destinée à raviver les espérances des marcheurs qui marquent le pes depuis trois jours devant les champs de mines, phutôt qu'à contraindre les militaires espagnols à réviser leurs plans de défense, cette ultime tentative de relance n'aura donc pas en de suite.

en de suite. La folle aventure s'achève aprè quatre journées, dont seule la pre-nière a profondément impres-sionné les observateurs présents sur le terrain.

sur le terrain.

Comment les trois cent cinquante mille volontaires qui bivonaquent sous le cial du Sahara accepterout-ils — eux qui n'ont jamais eu qu'une seule idée en tête : faire bouillir à El-Aloun l'eau de leur thé à la menthe — de faire machine arrière et de renoncer à réaliser leur rève? Il est trop tôt pour le dire. Mais on peut cependant augurer de leur déception, sinom de leur ranceur. Accentemnt-ils volontiers leur déception, sinon de leur ran-cœur. Accepteront-ils volontiers de remonter dans ces camions qui les ont fait traverser le Maroc en chantant des hymnes glorieux et de reprendre le chemin de leurs douars, de leurs villages et des



(Dessin de Konk.)

En première ligne avec les légionnaires espagnols

De notre envoyé spécial

El-Aloun. mole du Sahara e organisé to novembre une é l'intention des journalistes. Une carevane de Land Rover a quitté très tôt le ksar d'El-Aloun pour atteindre, deux haures plus tard, les premières lignes en retrait du terrain miné qui devant les Marocains de le marche verte ».

Dès la sortie d'El-Aloun, nous avons dépassé des dizalnes de véhicules du 93° réglment d'artillerie mbde de Tenerife, arrivé is veille des Canaries, Les pièces d'artillerie movenne alialent renforcer le puissance de feu des chars installés à 20 kliomètras de la capitale caharienne. Un pau plus loin, altôl franchi le deuxième barrage de mines, le caravane a dultté le soute lerte légère de la légion, le voyage s'est effectué dens un

Le général Timon nous reçoit. A l'aide de jumelles, on aper-çoit, é 5 kilomètres, l'immensa

Le général, qui vient de surbord d'un hélicoptère des Famet (Forces aéromobiles de l'armée de terre), précise qu'il existe onze campements regroupant chacun entre dix et vingt mille parsonnes. Dimanche camions ont encore franch) le frontiéra. Les 3º et 4º terclos légionnaires avaient reçu la mission de s'opposer le cas échéant à toute nouvelle avance

vibre sous un soieil de plomb, les banderos (batailione) assis-tent à la messe dominicale. Au P.C. du général, le Pèra Luis Gonzaga Euseblo Installe un autel de campagne entre quatre roches. Les légionnaires, vētus de l'uniforme vert olive,

salul de l'Espagne, de con généralissime et de l'ermée. . il y a seulement S % d'étrangers ; dee Allemands, des Noirs de l'ex-Guinée espagnole, des Portugals qui ont eppartenu a le PIDE (ancienne police politique) et même quel-ques Français, dont l'un des auteurs de l'ettentat du Petit-Clamart contre le général de Gaulle, on 1962,

Deux taches vertes ee détachem sur le crète : des guéril-leros, explique un officier d'étatmajor, qui tient à le main un fusii d'assaut soviétique Kalechuikov, salsi au cours de le Bédeuins. Les guérilleros sont des parachutistes du terclo lachés dans le neture en pielne nuit avec deux litres d'eau et queiques vivres, et qui doivent hull heures plus tard par leurs propres moyens, même unité e fait mouvement.

Dans le ciel très bleu, passent des evions d'ettaque au sol chargés de six missiles. Ils se dirigent vers la frontière nord. L'immense et monotone hamada est parsemée d'unités d'artilierle de 175 é longue portès, de chers d'origine américaine, de barrages anti-blindés. Trente-cinq mille hommes des troupes de choc ettendent. Quoi ? ils n'en savent rien... Les chefs disent : « Nous sommes aux ordres. - Quelques officiere auron: ce soir la permission d'alier se détendre au Parador de la capitale. C'est leur seul moment de détente dans une ville qui se side peu à peu de sa population civila européenne. Les Sahraoul sont bloqués dans leur quertier par le couvre-feu entre 19 he et 7 heures du matin. Demain. de nouveaux convole ramaneront vers les premières é travers les champs de mines. dans leur cagoule antisable

and the transfer.

LEO PALACIO.

TUNIS : pourquoi l'Algérie crée-t-elle des difficultés ?

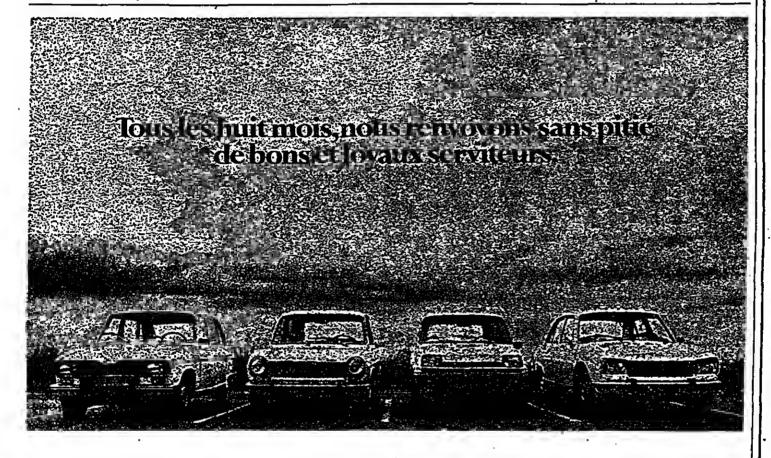
Tunis (A.F.P.). — Le président Bourguiba a déclaré, samedi 8 novembre, en présence de plusieurs journalistes français : « Je pense que le Sahara espagnol, c'est trois jois rien. Je ne vois pas pourquoi l'Algèrie insiste pour crèer des difficultés en revendiquant l'autodétermination pour une poignée de nomades. Pour moi, ce Sahara juit partie du Maroc. J'ai encouragé un accord mauritano-marocain pour un partage de ce territoire. L'Algérie a toutes les richesses du Sahara, le gaz, l'électricité, le périole. Elle préconise l'autodétermination alors qu'elle ne l'a pas réclamée en Irak pour les Kurdes. Je l'ai dit aux Algériens. Boumediène a répondu : « Je ne lanceroi pas un soldat en déchors des frontières de l'Algérie. »

Le Combattant suprême a pré-cisé que le message que lui-même et M. Giscard d'Estaing avaient envoyé au sujet du Sahara occi-dental au roi Hassen II (le Monde daté 9-10 movembre), avait été

également transmis aux gouver-nements mauritanien et espagnol. Le communique commun publié à l'issue de la visite du chef de l'Etat français déclare que « les deux délégations ont évoqué le problème du Sahara occidental. Elles ont exprimé le souhait qu'une solution fuste et pacifique intervienne conformément a ux principes de la charte des Nations unies d'une manière mu parantisse suies d'une manière mu parantisse.

unies d'une manière qui garantisse la paix, la siabilité, ainsi que les relations de bon voistnage des Etats de la région » (1). M. Maaloum Ould Brahim nistre mauritanien de la justice, est arrivé samedi à Tunis porteur d'un message du président Ould Daddah au président Bourguïba.

(1) Notons que ce communiqué fait référence à la charte des Nations unles et non aux résolutions des Nations unies relatives au Sahara occidental, qui préconisent toutes



Huit mois, c'est une camère courte pour une voiture. Les premières défaillances sontencoreloin.

Mais si nous attendions la première défaillance pour mettre nos voitures à la retraite, nous prendrions un risque considérable : celui qu'elle se produise avec vous.

Car dans ce cas, vous nous en voudrez beaucoup et vous irez chez notre concurrent à la première occasion.

En disant beaucour de mal de nous

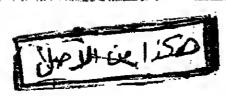
entre temps.

Au contraire, en refusant de vous foumir autre chose qu'une belle voiture impeccable et en pleine jeunesse, nous sommes sûrs de notre petit effet : vous aurez un pincement de regret en venant nous la rendre.

Et la prochaine fois, c'est chez nous que vous reviendrez.

Finalement nous sommes des gens très intéressés. Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

Avis. Profitez de nous.



SAHAOCCIDENTAL

Madrid et Rabat parlent de succès Le M.P.L.A. redoute d'être délogé de Cabinda

(Sutte de la première page.)

Moins d'une heure après l'allocution du roi Hassan II, assortie d'amabilités à l'égard de l'Espagne, la radio et la télévision espagnoles diffusaient dimanche soir un commentaire plein de fleurs et de miel où il était cependant rappelé que « le geste omical de Madrid » avait permis aux pèlerins marocains « de fouler le soi du Sahara » et qu'e aucune vie humaine n'avait été perdue ».

« L'Espagne et son armée, ajoutait le commentaire, maintiennent leru honneur et leur dignité. » Hassan II, par sa décision, a choisi « le melleur chemin pour l'amitié avec l'Espagne ».

Officiellement pourtant, une certaine réserve est encore de mise ce lundi. Le gouvernement ne ferait connaître son sentiment et ne rendrait compte des entretiens d'Agadir que lorsque « les volontaires » marocains auront regagné sans problème leur base de départ. De bonne source, on indiquait qu'un membre du gouvernement de Madrid était prêt à prononcer une allocution dimanche soir, un texte ayant été préparé et même enregistré alors que l'incertitude régnait encore sur

premiere lique

 $\nabla A = A \cdot A \cdot \Delta A$

. د ک

vionnaires espaniel

les véritables intentions de Has-san II. Il a été finalement jugé préférable d'attendre. Mais on croit savoir que Madrid aurait accepté, en principe, de fixer une date pour l'évacuation militaire du Sahara occidrental, l'Espagne et le Maroc entérinant le plan de M. Kurt Waldheim consistant à confier aux Nations untes une confier aux Nations unles une administration du territoire jus-qu'à ce que la population puisse se prononcer librement.

Les négociations engagées entre Rabat et Madrid pour une exploi-tation commune des gisements de phosphates de Fos-Bou-Craa pourraient alors reprendre. A n'en pas douter, les controverses entre les quatre parties intéressées (Ma-pre Evergre Alories Mayuritavite) les quatre parties interessees (Ma-roc, Espagne, Algérie, Mauritanie) renaîtront lorsqu'il s'agira de pré-parer le scrutin d'autodétermina-tion. Mais, à court terme, le pire est évité, et c'est, bien entendu, l'essentiel. Les leaders de l'oppo-sition démocratique reidement le sition démocratique rejoignent le chœur des louanges. « C'est, a dit l'un d'eux, qui n'est pas c'habitude le moins caustique, le plus grand succes diplomatique de l'Espugne depuis pingi-cinq ans... »

MARCEL NIEDERGANG.

La fin de la visite de M. Giscard d'Estaing en Tunisie

Les délais de transfert des fonds des Français seront raccourcis

De notre envoyé spécioi

Tunis. — C'est par une récep-tion à l'ambassade de France que s'est terminée, samedi 8 novembre en sin d'après-midi, la visite de M. Giscard d'Estaing en Tunisie, Le premier ministre tunisien, M. Hèdi Nouira, était présent, ainsi que le ministre des affaires étrangères, M. Chatti.

Le chef de l'Etat français, dans une allocution improvisée, a féli-cité les coopérants, cadres, tech-niciens et chefs d'entreprise fran-çais pour leur action au service du développement de la Tunisie.

Il a été particulièrement applaudi à deux reprises : lors-qu'il a évoqué le projet de loi destiné à faciliter l'exercice par les Français à l'étranger de leurs droits électoraux, et quand il a déclaré : e il y a des problèmes etat de la convergence des vues qui préoccupent certains d'entre sur tous les sujets. — D. J.

vous et les Français déjà rapa-triés: il faut qu'ils sachent que ces problèmes restent présents d l'esprit de leur gouvernement et que nous nous efforçons d'en trou-ver les solutions, a Certains ont vu là une allusion au problème de l'indemnisation des terres nationalisées en 1964 par le gou-vernement tunisien. M. Giscard d'Estaing a également précisé qu'il avait attiré l'attention du premier ministre tunisien sur la longueur des délais prévus par le récent accord sur les transferts de fonds, « M. Nouira pense pou-roir réduire cette durée de quinze

voir réduire cette durée de quinze à sept ans >, 2-t-il annonce. Le communiqué commun, dif-fusé en début de soirée, quelques minutes avant le départ pour

Le communiqué commun

à Tunis à l'issue des entretiens franco-tunisiens déclare que la visite officielle du président Gis-card d'Estaing « a mis en lumière les relations privilégiées entre les deux pays, leur compréhension mutuelle et leur désir commun de resserrer encore davantage leurs liens de coopération dans tous

A propos du Proche-Orient, les deux chefs d'Etat « ont d'abord deux chefs d'Etat « ont d'abord constaté leur souci commun de paroenir à orève échéance à un réglement global juste et durable du conflit. Pour être équitable ce règlement devouit être fondé sur le retrait d'Israél des territoires occupés depuis 1967, le droit de tous les Elats de la région de vivre en paix à l'intérieur de frontières reconnues et guranties et le droit du peuple palestinien de disposer d'une patrie indépendante. Ce règlement devra être assorti de garanties inter-

ctre assorti de garanties internationales appropriées. » Les deux chefe d'Etat ont marqué leur grande préoccupation devant l'évolution dangereuse de la crise libanaise et manifert l'anaise l nifeste l'espoir d'un retour pro-choin de la pair civile dans ce

poys.

» La situation en Méditerranée
o cti étudiée de façon très approfondie. La discussion a révelé
la similitude des vues des deux
chefs d'Etot en ce domaine. Ceuxci ont manifesté leur inquiétude
commune devant la multiplication des foyers de tension dans
la région et leur souci de rendre
d cetic mer sa vocation traditionnelle de lac de paix et de lien
cuire les peuples dont les intérêts
sont complémentaires; ceux-ci entre les peuples aont les intérêts sont complémentaires; ceux-ci ne peuvent que gogner au ren-jorecment de leur coopération mutuelle. >

Après avoir évoqué le pro-bième du Sahara occidental (voir page 2), le texte poursuit : page 21, le texte poissint & S'ogissant de la conférence sur lo coopération économique internationale, le chef de l'État tunisien a réaffirmé son soutien

d cette initiative. » (...)

Sur le plan bilatéral, les deux présidents a ont constaté le caractère exemplaire des relations franço-tensisennes. Ils ont marqué leur volonté de donner à la coopération entre les deux pays un nouvel élan en vue de la renjor-

Zambie

M. KENNETH KAUNDA, chef de l'Etat zamblen, a déclaré, joudi 6 novembre, en recevant ies lettres de créance de M. Jean Français, nouvel ambassadour de France à Lusaka: « La France doit changer de politique ris-à-vis des régimes minoritoires d'Afrique Austrele... » — (A.F.P.)

miqué commun publié cer et de la diversifier ». En ou-l'issue des entretiens tre, ajoute le communiqué, le

cer et de du dessiter si en controlation exceptionnelle au développement de
la Tunisie a été décidé. Elle permettra la réalisation d'un projet
prioritaire. La délégation tunisienne a confirmé de son côté le
principe d'adoption par la Tunisie du procédé de télévision en
couleur Secam.

a Les deux chejs d'Etat ont fait
le point des négociations entre la
Tunisie et la C.E.E. sur la conclusion d'un accord d'association
élargie, la partie française a
donné l'assurance que, en tenant
compte des aspirations tunislennes en ce domaine, elle poursutvra ses efforts afin de faire aboutir dans les meilleurs délats, la
négociation en cours », dit encore

négociation en cours », dit encore le communiqué.



Interviewé à Europe 1

Charles Trenet:

"Le Sherry... On dit qu'il fait la tête légère et le cœur gai, et ça, c'est important".

"Sherry, vin de Xérés", ne au cœur de la lumineuse Andalousie. Le respect des traditions assure la qualité de ce vin, apprécié à l'apéritif par toutes les personnes de goût.



L'apéritif que les connaisseurs prononcent "Sherry" avec un "S"

A LA VEILLE DE L'INDÉPENDANCE DE L'ANGOLA

par une offensive du Zaire

De notre envoyé special

Luanda. — Chacun s'interroge ici, à la veille de l'indépendance, sur le sut de Cabinda, l'enclave riche en pétrole cà la garnison du MPLA, aurait été attaquée dimanche par des unités du FLEC. (Front de libération de l'enclave de Cabinda), dont le quartier général se trouve à Kinshasa, Les combats indécis se seraient déroulés pendant trois heures à la hauteur de Tando-Zinze, localité située à une cinquantaine de kilomètres an nordest de la capitale de l'enclave, sur la frontière zairoise. Les autorités locales s'attendralent à une attaque, le 11 novembre, des troupes zairoises regroupées sur la frontière la semaine dernière.

L'enclave, défendue par l'une des meilleures unités du MPLA, est l'un des principanx enjeux de la guerre. Le FLEC, peut, de aon côté, compter sur un deminillier d'hommes venus des conces spéciales portugaises. Cette année, mille cinq cents recrues supplémentaires auraient été entraînées dans les camps de l'armée du Zaîre. En fait, les deux à trois mille hommes du MPLA, qui défendent Cabinda redoutent surtout une attaque massive de l'armée zairoise. Si le MPLA, était délogé de l'enclave, il lui serait très difficile d'y reprendre pied, car elle est séparée de l'Angola par une cinquantaine de kilomètres de territoire zairois, et l'embouchure du Congo.

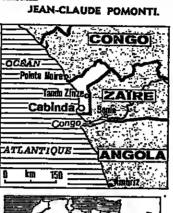
Le pétrole de l'enclave est exploité par la Cabinda Guif, filiale assez coquette de plus de 100 millions de dollars. Mais la Cabinda Gulf passe également pour financer le FLEC, mouvement soutenu par le président Mobutu.

Les nouvelles, encore confuses, qui arrivent de la région de Benquela et de Lobito, sur la côte sud, d'où le M.P.L.A. vient d'être chassé (le Monde des 9-10 novembre) ne laissent pas entrevoir de grand changement. La colonne de mercenaires blancs et de soldats de l'UNITA qui se sont emparés de la région serait conduite par d'anciesse officiers conduite par d'anciesse officiers o

Le pétrole de l'enclave est ex-ploité par la Cabinda Gulf, filiale de la compagnie américaine Gulf Oil, qui aurait passé un modus vivendi avec le M.P.L.A.

Depuis août dernier, les revenus perçus par l'Angola seraient verses par la Cabinda Gulf sur un compte bloqué à Luanda de la Banque de l'Angola, pour être remis à la date de l'indépendance au gouvernement formé dans la capitale, c'est-à-dire au MP-LA. Le monvement de M. Neto devrait. Le mouvement de M. Neto devrait

rés de la région serait conduite par d'anciens officiers portugais en Angola qui connaissent bien le terrain.





Luanda prépare une fête discrète et grave

De notre envoyé spéciol

- Le lutte coniinue. - Rien ne pourrait mieux résumer que ce mot d'ordre du Luande, Les milices populeires s'apprêtent é prendre position sur le front de mer, eu moment où les principales ertères du centre se couvrent d'oritiammes noir, rouge et jeune — les couleure du M.P.L.A. Dans see éditione du lundi 10 novembre, le

Jornal de Angola en est venu eu terme de son comple à rebours : l'indépendance sere proclamée à minuit. Il restere encore é la

Les otticiels portugeie ont choiel de têter leur dépert, pendent le week-end, en s'olirent au Club neval. ancien rendez-vous élégant de le eociété coloniale, langouste trop culte el champa-gne demi-sec. Leurs demières encleves - une partie du palais du gouvernement et l'tie qui lerme à moitlé le baie de Luende - se vident tranquillement, La ville portugaise elle-même semble étrangement calme evec sas bars termés et ses megestns ebandonnés. Trop de voltures cheussées pour qu'on ne sa pose pas quelques questions sur les motifs de ces « accidents ».

Le M.P.L.A. compte laire du 11 novembre, evec simplicilé et gravité, une seule journée lériée. L'interdiction de la vente de toute boisson alcoolisée et une unique parade populeire marqueront le nelssance de le Répubilque contestée et l'investiture de son présidant, le Dr Agostinho

Neto. Luande ne mengue pas de tarine mais de boulangers, et les habitante font le queue pendant des heures pour du pain. Surtout, la guerre élant loin d'être terminée, le mouvement e décidé au mois de tévrier 1978, à l'occasion du quinzième ennivereaire du soulèvement populeire de Luanda contre les Portugais.

La vingtaine de milliers d'Européens restés eur plece ne centre colonial, que les Africains des « muceques » les pas encore occupé. Les der-niers diplometes en poste, comme les consule de Belgique et d'Allemagne tédérale, se retrouvent le eoir dens un resteurant d'hôtel pour y partager une portion de crême de gruyère eu dessert: Des journalistes ont transformé les loceux o'un cabinet d'evocet cossu en centre de presse, tandis que les télex des réceptions d'hôtel ne cessent de crépiter,

On n'entend pretiquement iamais plus le bruit du cenon Mais les enchères ont monté. Luenda prépare l'indépendance sans en xiété, mais evec vigilance •, euivant un eutre mot d'ordre de ses dirigeente. La transition se termine. Lundi, après la tombée de la nuit, trois frégates et quetre paquebots doivent quitter le rede avec, è leur bord, les derniers représentents du Portugal.

De la conquête à la guerre

(Suite de la première page.)

Bien que la couronne portugaise s'embarque alors dans un ambitieux programme d'assistance technique avant la lettre (missionnaires, artisans, etc.), le ver est dans le fruit. Tandis que les rois de Sao-Salvador — notam-ment le grand Afonso I (1506-1543), lettre de la Renaissance qui obtient de Rome que son fils Henrique devienne le premier évêque noir - s'efforcent de developper leur pays, les agents portugais dépêches sur place se révèlent plus soucieux de leurs intérêts que de leur mission. Les bonnes intentions de Lisbonne vont faire naufrage devant les appétits de quelques centaines d'aventuriers et leurs métis, qui ne vivent en Afrique

que pour l'exploiter. Les Portugais ont cependant trouvé au sud du Kongo ce qu'ils cherchaient : une conquista, c'està-dire une colonie irriguée par un

fleuve navigable, le Cuanza. Evangélisation, liaison avec le Zambèze, mines d'argent, etc. l'enumération des espérances portogaises dans les royaumes mbundu (notamment celui de Ndongo dont le roi, N'Gola, donnera son nom à la colonie) est lite. Sauf sur un point : ce pays aride est, en effet, un fructueux corricor à esclaves, soit pris ou achetés sur place, soit importés d'Afrique centrale. Le premier conquistador sera Paulo Dias de Novais, qui, année après année, ouvrira à partir de 1576 (fondation de Luanda) les présides qui permettront de dompter ce pays où la résistance africaine se poursuivra bien après sa mort.

La « mère noire » du Brésil

Le dix-septième siècle est marqué par une longue succession de guerres luso - mbundu, toujours profitables aux planteurs brésiliens. Ni la terrible souveraine anthropophage du royaume de Matamba, la célébre reine Nzinga. ni l'occupation néerlandaise, ni la guerre avec le Kongo, qui s'effon-dre après la bataille d'Ambuila (1665), ne réssiront à chasser les Portugais du couloir du Cuanza et des comptoirs méridionaux comme Benguela (1617). Métissant par nécessité et usant des uns pour briser les autres, 2 000 à 4 000 Portugais au maximum parviendront à s'inscruster pour maintenir le cordon ombilical du Brésil Jusqu'au milieu du dix-nenvième siècle le statu quo territorial sera preservé. De Luanda aux confins du Cassange, les Portugais ont une colonie occupant, err environ 450 kilometres, le cœur du pays mbundu. Le Kongo a été abandonné à son anarchie, le Centre-Angola est à peinc en-tamé, tandis que le Nord-Est, le Sud et l'Est-Angola sont indépendants, voire inconnus.

Le mortier de cette juxtaposition de vassaux et de fortins garnis de déportés a nom la traite, Pendant des siècles, l'Angola aura été la « mère noire » du Brésil, à qui il fournira probablement deux à trois millions d'esclaves. L'indépendance de l'Amérique portugaise et la fin du trafic transatientique — mais non de l'esclavage interne, qui ne «cesse» qu'en 1878 — laisseront un pays exsangue et une société créole démoralisée, où 1830 Blancs et 5770 métis dominent, vers 1845, peut-être 400 000 Africains, dits « soumis ». La métropole, épuisée per les guerres civiles, est un des hommes malades de l'hospice sudeuropéen. Elle essaiera bien, entre 1850 et 1860, d'élargir ses possessions angolaises pour faire sauter le verrou des Etats courtiers qui les cernent, mais l'anémie financière et l'instabilité gouvernemen-

tale la font refluer de ces nouvelles conquistas. Pourtant, même malingre, l'Angola reste la plus importante des têtes de pont européennes en Afrique tropicale, en un temps où des empires se taillent à partir de l'étrave des chaloupes de débarquement.

Castille hégémonique, donneront marche vers l'effacement colonial. C'est après la Conférence de Berlin (1885) que le Portugal réussit non seulement à contrer résistance la plus farouche. Il les convoitises de la France, de faudra un général et une armée l'Allemagne, voire des Boers, mais, blissements aux limites actuelles. Finalement, le Portugal se vott reconnaître un territoire qui, à l'époque, représente à peu près vingt fois la superficie de celui qu'il contrôle réellement.

Une ferre de guerre permanente

Tôt ou tard, il faudra réviser notre jugement sur la prétendue facilité avec laquelle l'Europe se serait implantée en Afrique noire. L'Angola est un cas patent, bien qu'extrême. Les peuples que le découpage colonial a attribués aux Portugais ne se résignent pas à devenir de simples indigènes. Comme les commerçants, sauterelles lâchées sur la brousse, les approvisionnent en armes, on se battra. On va alors assister à un phénomène unique en Afrique tropicale. 80 % des ancêtres des Angolais actuels sont si peu « séculairement » colonisés ou désireux de le deve-nir, qu'il va falloir au Fortugal, entre 1879 et 1926, monter plus de cent cinquante campagnes et actions militaires. Cauchemar du Portugal, l'Angola, banqueroutier

chronique, est devenu une terre de guerre permanente depuis les plages congolaises jusqu'aux ma-récages de la Lunda, sans omettre les jungles montagneuses des Dembos ni les plateaux secs du Sud-Angola. Et il ne s'agit pas de ces petites operations où une compagnie de tirailleurs culbute ble, parce que trop récent. un royaume en une semaine. Nous estimons à plus de trente

mille hommes, et probablement quarante mille, les troupes régulières qui, pendant deux cent vingt-huit mois, ont êté en campagne entre 1879 et 1926, ayant plus de pertes que les guérilleros n'en ont infligé à l'armée actuelle. Il n'est pas inintéresd'Etat, et surtout le sentiment sont les Bakongo et les Mbundu qu'en manquant le départ de la qui se battront le plus longuecourse à l'Afrique le Portugal va ment contre l'envahisseur, et basculer dans la sentine de l'his-, que ce seront eux qui se révol-toire, et être absorbé par une teront en 1961. Et eux seuls l Ce sont pourtant les Ovambos de la le coup d'arrêt à cette lugubre frontière méridionale qui, disposant de plusieurs dicaines de milliers de combattants dotes de fusils modernes, opposeront la éopold II, de l'Angleterre et de de plus de cinq mille métropolitains pour écraser le roi Mance qui est plus remarquable, à dume, en 1915. L'Ethiopie mise à élargir géographiquement ses étagrande bataille de l'Afrique tropicale à la période coloniale, si l'on fait entrer en ligne de compte les effectifs et la puissance de feu

de part et d'autre. Mais les mitrailleuses ayant parié en brousse et le gouverneur général Norton de Matos décime les réseaux nationalistes en ville. la Première République portugaise léguera à la dictature un Angola aplati pret à recevoir la colonisation. Celle-ci sera lente (78 286 Blanes en 1950) et ne prendra. vraiment son essor qu'avec le boom caféier du nord-ouest.

En 1960, la colonisation portugaise en Angola est en plein développement. Les trois révoltes de 1961 vont accélérer cette évolution en raison des investissements et des renforts qu'elles feront affluer dans le pays. Mais, pendant que son armée se bat mollement (en-viron 3 300 soldats sont morts de 1961 à 1974), le régime n'arrive pas, maigré quelques réformes tardives, à se débarrasser des guépes nationalistes. Certains de ses officiers en tirent les conséquences le 25 avril 1974.

Rassembles non par cinq siècles de servage mais tout au plus deux générations de soumission commune, les successeurs des Portu-gais, sautant tout droit de la guerre coloniale à la guerre civile. cherchent dans la fureur des armes à reconstituer une unité dont le seul ciment paraît être un héritage culturel encore bien fria-

RENE PELISSIER

Le Monde réalise chaque semoine UNE SELECTION HEBDOMADAIRE

Réservée aux lecteurs résident à l'étranger

Numéro spécimen sur demande 5, rue des Italiens, 75427 PARIS cedex 05

PROCHE-CRIENT

TANDIS QUE L'ACCALMIE SE MAINTIENT

M. Pierre Gemayel, chef des Phalanges assure le premier ministre de tout son appui

Le cardinal Paolo Bertoli, chargé par le pape Paul VI d'une mission de conciliation au Liban, est arrivé dimanche 9 novembre à Beyrouth, Il devait être reçu, ce lundi, par M. Soliman Frangiè, président de la République, et par M. Rachid Karamá. premier ministre. Il rencontrera aussi, au cours de son séjour, les chefs des

communautés chrétiennes et musulmanes. Concernant l'éventuelle initiative française, on a appris de bonne source à Paris, dimanche 10 novembre, que M. Couve de Murville, ancien premier ministre, pourrait être chargé d'une mission d'information an Liban. De source autorisée, on précisait, ce lundi, au Gusi d'Orsay, que toute spéculation à ce sujet était prématurée.

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Les Libanais vivent depuis plusieurs jours dans une situation de « ni guerre ni paiz », partagés entre la crainte d'une partages entre la crainte d'une reprise prochaine des combats et l'espoir de l'ouverture de discus-sions politiques qui auralent, pour la première fois depuis le début de la crise, quelque chance d'abou-tir à une trère durable, sinon à la fin des hestilités

fin des hostilités. A la faveur de l'accalmie, une partie de Beyrouth continue de se vider. Le nombre des apparte-meuts à louer ou à vendre se muiments a louer ou a venure se mui-tiplie. On a appris d'autre part que plusieurs centaines, sinon plu-sieurs milliers, de musulmans chitte qui, au cours des dernières années, avaient quitté le Liban du Sud pour trouver refuge dans la celuture des cuartiers payvres ceinture des quartiers pauvres de Beyrouth, avaient récemment regagné leurs villages.

regagné leurs villages.
Les enlèvements et les prises d'otages en représailles ont été très nombreux pendant la journée du 9 novembre. Un incident grave a opposé des millciens chrétiens à une patrouille de l'armée à Hazmie, non loin du paiais présidentiel de Basbda, dons la grande banliene cud-est.

dans la grande hanileue sud-est de Beyrouth. Un militaire et trois miliciens out été tués. Néanmoins, l'action de M. Ra-chid Karamé, président du consell, qui a réussi à maintenir la trêve qui a reussi à maintenir la treve depuis neuf jours, paraît béné-ficier à la fois de l'appui des partis du Front progressiste et des phalangistes. On y voit, dans les milieux politiques, un signe manifeste d'ouverture, d'autant que le chef du souvernement n'a que le chef du gouvernement n'a pos ménagé dernièrement ses

Leur chef, M. Pierre Gemayel, a rendu hommage dimanche au président du conseil en décla-rant : « Nous npportons tout notre nppui à M. Karamé » Cette attitude se manifeste au moment où la préparation d'un « plan de réorganisation de l'Etat» est annoncée par M. Rachid Karamé.

FRANCIS CORNU.

• Quatre fedayin qui avalent pénètré, dans la nuit de dimanche 5 novembre à lundi, en territoire israélien, venant du Liban, ont été tués lundi matin au cours d'un accrochage avec une patrouille israélienne, dans la région de Metoula, annoncent les correspon-dants militaires israéliens. Les Israéliens n'ont pas subi de per-tes.

 M. Robert Pontillon, membre du secrétariat du parti socialiste, du secrétariat du parti socialiste, qui assistait, dimanche 9 novembre, à l'ouverture des travaux du mouvement socialiste AvodaFrance, 's'est élevé contre le
projet de résolution des Nations
unies (qui pourrait être voté
cette semaine par l'Assemblée
générale, assimilant le sionisme
au racisme. Il a protesté en outre
contre l'ouverture à Paris d'un
hureau d'information de l'O.L.P.,
déclarant : « Au moment même déclarant : a Au moment même où cette organisation réaffirme son atlachement à la charte de Beyrouth, qui revendique la dis-parition d'Israël, et un moment où des extrémistes intervisnment directement dans les affaires utérieures du Liban, cette déci-sion accuse l'ambigulté perma-nente de la diplomatie française.»

Après la visite du président Sadate

Londres accepterait de vendre des missiles et des unités navales à l'Égypte

De notre correspondant

Londres. — Le président Sadate a regagné Le Caire, dimanche novembre, eu se déclarant a complètement satisfait » de sa visite de trois jours dans la cani-

Samedi soir, il a'était entretenn avec une dizaine de représentants de l'industrie de armements : de British Aircraf Corporation a Vickers, en passant par Marconl. Hawker-Siddeley, Rolls-Royce et Vosper, toutes les grandes firmes susceptibles de fournir du matériel militaire à l'Egypte étalent pré-sentes à cette rencoutre.

An cours d'une conférence de presse donnée dans la matinée, le président Sadate s'était contenté toutefois de répondre « No comment b aux questions concer-mant l'achat par son pays d'équi-pements militaires, et notamment de chasseurs du type Jaguar. Le seutiment, dans les milieur politi-ques de Londres, est cependant que les conversations sur ce sujet ont progresse favorablement. En dépit de quelques résistances très sérieuses au sein du cabinet bri-tannique, il est probable que la Grande-Bretagne acceptera de vendre aux Egyptiens non seu-

 Israël soukaite que des contingents de militaires néerlancontingents de militaires néerlan-dals et belges viennent renforcer les troupes des Nations unies can-tonnées dans le Sinal et sur le plateau dn Golan, a Un tel apport est très souhaitable et nous re-commanderons ces deux pass si le conseil de sécurité nous demande notre avis », a déclaré M. Ygal Allon, ministre israélien des affai-res étrangères, qui doit prochai-nement visiter les Pays-Bas et la Belgique.

 L'O.L.P. n été admise par acclamations comme observateur à la conférence de la F.A.O., qui a la conference de la F.A.O., qui s'est ouverte samedi 8 novembre à Rome. La qualité d'observateur lui avait été reconnue l'an der-nier à l'Assemblée générale des Nations unies, et lui avait été aussi accordée à la Conférence mondiale de l'alimentation, qui s'était tenue à Rome en novembre dernier. — (A.F.P.)

(Publicaté)

ÉTUDIANTS

Dowr la dactylographie et la repro

lement des avions mais aussi des rement des avions mais aussi des missiles et des unités navales. Sur le plan politique, le prési-dent égyptien a indiqué que, usant de son influence auprès des diri-gents d'Israèl, M. Wilson avait favorisé la signature de l'accord de dégagement dans le Sinaï. Il serait sou haitable désormais, estime-t-il, que la Grande-Breta-gne et la France poissent à la recherche d'une « solution glo-bale » au Proche-Orient et parti-cipent à la garantie d'un tel

Pour expliquer son désir de voir convoquer une nouvelle confèrence de Genère, le président Sadate n laissé entendre qu'il ne comptait guère sur une initiative

EUROPE

Portugal

PROVOQUANT UN DÉBUT DE PANIQUE

De violents incidents ont interrompu la manifestation de soutien au gouvernement

Liebonne — Est-on passé si près de la catastrophe au Portugal ce dimanche 9 novembre sur la place du Commerce à Lisbonne ? La manifestation d'appui an aixième gouvernement provisoire, organisée par le parti socialiste (P.S.) et le parti populaire démocratique (P.P.D.), s'achevait. Au balcon du ministère du commerce axtérieur, s'achevait. Au balcon du minis-tère du commerce extérieur, l'amiral Pinheiro de Azevedo en terminait avec son discours, frè-quemment interrompu par la foule qui, de puis irois bonnes heures, lui offrait ce qu'il était venu chercher: la possibilité d'af-firmer, comme il le fit, que a l'énorme najorité du peuple por-tugais était n'ec luis. Après Porto, le 28 octobre dernier, après Faro, au milieu de la semaine der-Faro, au milieu de la semaine der-nière, avant d'autres villes où il se propose d'aller, le premier ministre avait obtenu incontesta-

ministre avait obtenu incontesta-hiement le plus grand succès de sa tournée e phébisaits.

En face de lui, en face de ses voleins immédiats, MM. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste, et Sa Carneiro, secré-taire général du parti populaire démocratique. L'oixante-dix mille à quatre-vingt mille personnes scandaient qu'il n'y avait qu'e un gouvernement possible, le sixième, et aucun autre s.

gouvernement possible, le sizième, et aucun autre a. Fouie immense. Ici à gauche, les socialistes en majorité sous la forêt de leurs drapeaux rouges avec un poing jaune; là, an centre, quelques centaines de militants du Parti populaire monarchiste (P.P.M.) sous leurs drapeaux bleus et blancs; à droite, les partisans du P.P.D. sous les banderoles célébrant la social-démocratie. Plus loin, encerclant la statue du rol Dom José Ic. d'autres banderoles saunes et rouges dénonçant le «social-fasges dénonçant le «social-fas-cisme» témoignaient de la pré-sence des maoistes du M.R.P.P.

sence des maolstes du M. R. P. P. (Mouvement pour la reconstruction du parti du prolétariat) voisinant avec d'autres maolstes, ceux de l'Action ouvriers-paysans (A.O.P.) et avec les gens du particommuniste portugais marxiste-léniniste, (M.P.P.M.L.).

Devant cette mossique de partis lancés dans un concours de slogants parfois assez dissonants—«Oul ou socialisme, non à la dictature» (P.S.); « Mort à Cunhal », « Enfonçons le martaeu dans la tête d'Otelo» (P.P.D.) — parfois communs, pour réclamer la fois communs, pour réclamer la
« discipline » ou fustiger la
« fausse information », le premier
ministre avair démoncé, lui. « fratolérance qui répond à l'intolérance et la violènes qui appelle la
inclusione ». violence». Il avait affirmé qu'il était temps de choisir centre l'anarchie et la discipline » et que ces minorités qui veulent s'impo-ser à la majorité au nom d'une prétendus avant-garde». Il avait également essayé de justifier le dynamitage de Radio-Renaissance et annoncé que le gouvernement allait prendre des mesures pour désarmer les milices illégales.

Une provocation

A 19 h. 30, plusieurs grenades lacrymogenes éclataient subite-ment sur la droite, dans les rangs du PPD, Provocation ? Intervention de quelques soldats de la police militaire (P.M.) pour dégager un groupe de militanis du Centre démocratique et social (C.D.S.) inflitrés dans la mani--Unis dans ce domaine, festation? Alors que plusieur e préélectorale. — J. W. rafales de fusils-mitrailleur festation? Alors que plusieurs

étaient tilrées en l'air par les soldats de la P.M., une partie de la foule, prise de banique, bous-culait tout sur son passage, refluait sous les arcades ou s'enfuyait vers les boulevards longeant le Tage. Dans un désordre indescriptible, plus le urs personnes blessées lors de la bous-culade, asphyxiées par les gaz ou simplement évanouies étaient évacuées sur des civières. A la tribune, le premier ministre, les yeux en larmes sous l'effet des gaz lacrymogènes, essayait vainegaz lacrymogènes, essayait vaine-ment de calmer et de rassurer « le peuple serein ». « le peuple

e le peuple serein ». « le peuple qui ne bouge pas ».

Quelques minutes plus tard, après l'arrivée d'une centaine de soldats de la P.M. venus en renfort, deux nouvelles grenades lacrymogènes explosaient au milieu de la foule, juste sous le balcon. Cette fois, sans donte possible, il s'agissait d'une provocation. Les soldais, nerveux, se croyant attaqués, tiralent des rafales de fusils-mitrailleurs vers le ciel. Sur la place, des milliers le ciel. Sur la place, des milliers de personnes s'étaient jetées à terre en hurlant. Les officiers de la P.M. réussissaient cependant à recognique les services de reprendre leurs hommes en

Les insuites et les cris de la foule demandant la dissolution de la police militaire auraient sans doute provoqué un nouvel, et cette fois sanglant, incident sans l'intervention du capitaine Vasco

De notre envoyé spécial

Lourenço, porte-parole du Consell de la révolution, qui sut convain-cre les soldats de quitter les lieux. cre les soldats de quitter les lieux.

Tout cela montre combien est relative aujourd'hui la « sérénité » du peuple portugals. Le gouvernement ne s'y trompe pas. La mise en « état de prévention » des forces armées a été décrètée par le Copcon à partir du samedi 8 novembre, et pour une période indéterminée. Des. appels à la vigilance ont été lances dimanche 9 novembre par le partir communiste à ses militants, la manifestation de sontien organisée par le P.D. et le P.B. pouvant, selon les communistes, « servir de prétexte à des actes de violence, à une action terroriste et même à une tentative de coup d'État »...

En fait, davantage encore qu'un

En fait, davantage encore qu'un coup d'Etat toujours annonce, ce coup d'Etat toujours annoncé, ce qui menace aujourd'hui directement le Portugal, c'est peut-être les violences de rues et les afrontements incontrôlés. On peut craindre que le pays n'entre dans l'ère des attentats. En donnant l'exemple par son intervention à Radio - Renaissance, le sixième gouvernement a, d'une certaine manière montré es faiblesse politique. Pour quel bénéfice ? Rétablir une autorité largement compromise? Faire taire une opposition d'extré me gauche considérée comme « irresponsable »?

Le véritable enjeu se situait

Le véritable enjeu se situait peut-être ailleurs. Selon diffé-

rentes informations, non confir-mées cependant, il semble que le débat du 7 novembre au Conseil de révolution concernant Radio-Renaissance alt about à l'isole-Renaissance alt abouti à l'isolement du général Otelo de Carvalho, commandant du Copcon et qui était totalement opposé à une intervention contre l'émetteur. Sur ce point, il aurait été en désaccord avec le président de la République, le général Fabiao, chef d'état-major des forces armées. Or de nombreux membres du Conseil de la révolution, notamment ceux du « groupe des Neuf », estiment que le dénouement de la crise portugaise passe, dans un premier temps, par l'élimination politique du général Otelo de Carvalho.

Peut-on, à partir de là, suppo-ser que, après avoir pendant des mois grignoté ou tente de grigno-ter les positions de la gauche communiste et de la gauche révocommuniste et de la gauche révo-lutionnaire da u a différents domaines (presse, réforme agraire, syndicais, commissions de travailleurs), le sixième gouver-nement, fort de l'appui populaire, pourrait s'attaquer de front au problème des forces armées ? Une dissolution éventuelle de la police militaire, réclamée par certains depuis dimanche soir, marquerait dans ces conditions le deuxième dans ces conditions le deuxième stade de l'offensive menée contre le général Otelo de Carvalho.

PIERRE GEORGES.

Allemagne fédérale

DANS LA PERSPECTIVE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 1976

Les socialistes allemands vont tenir à Mannheim le «congrès de la consolidation et de l'unité»

Le congrès du parti social-démocrate allemand se tient du 11 au 15 novembre à Mannheim en prèsence d'une centaine d'invitès et d'un millier de journalistes. Les 436 délègnes devront examiner quelque 1 400 résolutions et élire les instances dirigeantes du parti. M. Willy Brandt est le seul candidat à la présidence, et le chancelier Schmidt se représente à la vice-présidence.

Le principal point de l'ordre du jour est le

programme à long terms du S.P.D. intitule Bonn. — Le congrès de Hanovre en 1973 avait été celui du triom-phe, le congrès de Mannheim sera celui de la consolidation. La les dirigeants sociaux-démocrates portent aujourd'hui sur la situa-tion de leur parti. A Hanovre, le S.P.D. venait de remporter les élections de novembre 1972. M. Willy Brandt était alors au sommet de sa gloire. Malgré les prédictions des Cassandres, l'unité du paril avait bien résisté aux luttes de tendances. L'alliance du centre gauche et de la gauche donnait un nouveau visage au S.P.D.

S.P.D.

Depuis, le parti a dû surmonter une crise qu'il ne prévoyait pas, mais à laquelle il était mieux préparé que le ne croyaient bon nonbre de ses membres. Non seulement il u's pas souffert du rempiacement à la chancellerie de M. Brandt par M. Schmidt, mais l'ancien chanceller lui-même, qui semblait en mai 1974 un homme politiquement et moralement fini. S.P.D. rancier chanceller int-meme, qui semblait en mai 1974 un homme politiquement et moralement fini, a réussi à s'imposer à nouveau à l'intérieur de son parti comme sur la acène internationale. Le S.P.D. a même profité de cette distribution des rôles entre les deux hommes que leur tempérament, leur histoire et leurs aspirations séparent mais qui ont établi une coopération confiante. M. Brandt, est incontesté à la tête du S.P.D. et M. Schmidt ne souge pas, comme il le dit lui-même, à « coiffer les deux casquettes ».

Compiétant la étroika » social-démocrate et veillant avec un soin jaloux à la cohésion de l'ensemble, M. Herbert Wahmer, président du groupe parlementaire au Bundestag, fait manœuvrer ses députés un peu à la manière des légicas romaines. M. Schmidt agit, M. Brandt rassemble et M. Wehner organise.

Une volonté de compromis Le S.P.D. offre souvent l'image d'un parti divisé, déchiré par les luttes de tendances, tiré vers le marxisme par ses turbulents « Jusos » (Jeunes socialistes) ou entraîne loin vers le centre modéré par une alle droite organisée en fraction. L'image u'est, certes, pas fausse. Il suffit pour s'en convaincre de lire les discours des uns faisant l'apologie de l'e économie sociale de marché », et les résolutions des autres réclamant une planification démocratique ainsi que la nationalisation des banques et des grandes entreprises. Mais tous les groupes ont su jusqu'à maintenant, passer les compromis nécessaires à la survise compromis nécessaires à la survise ses. Mais tous les groupes ont su, jusqu'à maintenant, passer les compromis nécessaires à la survie du parti, car tous sont convaincus qu'en dehors de cette organisation gigantesque de près d'un million de membres eniretenant des relations étroites avec des syndicats puissants, ils seraient, à plus on moins lons terme, étitulplus ou moins long terme, élimi-nés de la vie politique. Tout indique qu'à Mannheim

de la cogestion dans les grandes entreprises.

En marge du congrès, pluxieurs chefs de gou-vernements sociaux-démocrates — MM. Kralsky (Autriche), Jörgensen (Danemark), Wilson (Grande-Breingne). Den Uyl (Pays-Bas), ainsi que l'aucien premier ministre finlandais, M. Sorsa, — auront des entrations avec le chanceller Schmidt et M. Brandt.

a cadre d'orientation 85 s. Les délégués se pro-

nonceront d'autre part sur la politique écono-

mique du gouvernement fèdèral et sur l'extension

De notre correspondant

cette unité sera maintenue. La direction du parti s'y est em-ployée au cours des dernières semaines. Elle fera l'impossible pour que l'alliance nouée à Hanovre soit reconduite.

Le texte de « l'orientation 85 » soumis aux délégués de Mannheim est certes légèrement plus à gauche que la première esquisse repoussée par le congrès de Hanovre, mais il est accepté par la droite. L'objectif de ce program me à long terme est de gaptunitser la programme de program me a long terme est d'actualiser le programme de Bad-Godesberg a datant de 1959. A ce congrès, le perit social-démocrate allemand avait répu-dié officiellement le marxisme et proclamé son attachement au et proclamé son attachement au système économique et social de la République fédérale. Cette « actualisation » u'est pes allée sans mal, car le programe de Bad-Godesberg contient des formules ambigués que n'interprètent pas de la même façon la droite et la ganche. « Concurrence autant que possible, planification autant que nécessaire », déclare - t - fl, par exemple. Le droite insiste sur le premier terme de la formule, la gauche ne vent retenir que le second.

ne veut retenir que le second. Un débat économique difficile

La commission du programme à long terme propose une orientation indirecte des investissements privés grâce à une amélioration et à une coordination des instruments déjà à la disposition des pouvoirs publics et à l'obligation imposée aux entreprises de faire connaître leurs investissements « Il s'agit de changer le cadre global de l'activité économique, explique M. Ehmise, un des présidents de la commission, mais la décision d'investir doit rester dans tous les cas aux entrepreneurs. » Les tenants de l'économie de marché an sein du S.P.D. considèrent l'obligation d'annoncer les investissements S.P.D. considérent l'obligation d'annoncer les investissements comme au s'imple prolongement de la statistique ». Une minorité de la commission s'est cependant prononcée pour un contrôle plus strict des investissements privés, aliant jusqu'à la possibilité d'interdire un investissement et pour une socialisation des banques, des assurances et des konzern. La gauche mesurera ses forces sur gauche mesurera ses forces sur cette résolution minoritaire.

L'entente relative sur les objectifs à long terme résistera-t-elle aux débats sur la politique économique actuelle du gouvernement fédéral? C'est là le point d'interrogation ment fédéral? C'est là le point d'interrogation essentiel du congrès de Mannheim « Le danger de contradiction et de collision est grand, explique un député de l'aile gauche. Par exemple : demain contrôle public des investissements aux dépens du privé, aujourd'hui des investissements

privés presque incontrôlés aux dépens de la collectivité; demain, lutte contre les sociétés multi-nationales, aujourd'hui arrangement apec elles p

Le parti n'a pas accepté sans réticences les compressions bud-sétaires, les aldes aux entreprises qui n'étaient pas compensés par des efforts similaires en faveur des couches populaires, une poli-lique économique qui delt pludes coucnes populaires, une poli-tique économique qui dolt plus aux principes du libéralisme qu'aux préoccupations sociales. La crise a jeté bas les véllètés ré-formistes du gouvernement libéral socialiste. La science économique de M. Schmidt n'est plus incontestée comme le montre la publica-tion par un groupe d'universitai-res d'un mémorandum critiquant res d'un memorandum critiquant vigoureusement l'orientation suivie jusqu'à maintenant et proposant une politique de rechange.
(Le Monde du 6 novembre). La
persistance d'un chômage massif
est difficilement admise par un
parti qui a toujours placé le plein
emploi parmi ses objectifs prioritaires.

« La discussion sera vive, mais n'ira pas jusqu'à la rupture, parce que personne n'n de solution miracle à proposer », déclare un membre du centre gauche. La formule vaut aussi bien pour les Jusce et leur catalogue de revendications trop parcellaires pour constituer un programme d'action, que pour le chanceller luimème dont la politique économique n'a pas été couronnée du succès espéré. A Mannheim, le développement de la discussion dépendra surtout du discours de M. Schmidt. Plusieurs dirigeants de la « coalition gauche-centre gauche » l'ont instamment prié de renoncer à son numéro habituel de dompteur et de us pas « chatouiller les nerjs des congressistes », pour reprendre l'expression de l'un d'eux.

En ce qui concerne l'extension « La discussion sera vive, mais

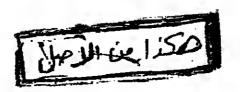
En ce qui concerne l'expression de l'un d'eux.

En ce qui concerne l'extension de la cogestion dans les grandes entreprises, le danger peut venir d'une coalition passagère entre la gauche et les syndicalistes qui n'acceptent pas les concessions jugées trop importantes consenties aux libéraux. Selon certaines indiscrétions des dirigeants, libéraux et sociaux-démocrates se seraient déjà mis d'accord sur un projet très éloigné des revendications syndicales puisqu'il consacrerait la prépondérance des représentants des actionnaires su sein des conseils de surveillance.

M. Wehner a sermonné ses troupes : « Ou bien le comprés se réconnaîtra, uni, derrièra le politique du gouvernement. Heimut Schmidt, ou bien il se parte dans des conceptions qui, depuis longtémps appartienneal, du posse, sur les partes de l'entre le gouvernement, ou bien le S.P.D. Sera renevoyé sur les bancs de l'opposition dont il a mis si longtemps a sortif. voyé sur les banes de l'opposition dont il a mis si longtemps à sortir.

DANIEL VERNET.





EUROPE

Espagne

LA SANTÉ DU GÉNÉRAL FRANCO.

! soutien an pour manage Les ultrus espèrent encore un « miracle »

De notre envoyé spécial

Madrid — Le hall de l'hôpital décisions personnelles. La pre-de La Paz, où le général Franco a été opéré pour le seconde fois le 7 novembre, a servi de cadre à le Sahara. Le seconde, de moinle 7 novembre, a servi de cadre à une cérèmonie qui n'est pas seulement formelle. C'est un «remake» de juillet 1974, alors que
les hiérarques du régime se rendatent chaque jour à l'hôpital
Francisco-Franco, où le Caudillo
etait hospitalisé. La liste des personnalités, citées avec soin par
la presse, la radio et la télévision,
a son importance. Lorsque tout
paraît perdu, les plus hantes
autorités de l'Etat sont naturellement présentes. Lorsque l'espoir
renaît, les «durs», les fidèles de
la vieille garde, arrivent en plus
grand nombre. C'est un signe,
leur manière de montrer que
peut-être, comme en juillet 1974,
le «miracle» aura lieu.
Dimanche 9 novembre, Micolas

MANIQUE

4:5Y4

45 6 1

THE P.

provide to the

-

61.47.8

A-4-2

--- Binn

A 14.00

Jan 20

it tenir a liminhi

tion of the l'unit

Dimanche 9 novembre, Nicolas Franco, frère ainé du Caudillo, agé de quatre-vingt-six ans, c'est rendu lui aussi à l'hôpital. Il rendu lui aussi à l'hôpital. Il avait été frappé en 1972 d'une attaque d'hémiplégie et avait même été donné pour mort par la faculté. Il se porte aussi bien que possible et marche très convenablement, eppuyé au bras de sa femme. N'est-ce pas la preuve que la famille Franco n'est pas comme les autres? Et qu'après tout...

Lundi matin, le Caudillo, dont la situation était officiellement qualifiée de «stationnaire», était encore, selon le chirurgien chef qui l'a opéré, en salle de réanimation et sous «respiration artificielle». Cela ne veut pas dire grand-chose

été de partir dans l'heure pour le Sahara. La seconde de moindre ampieur, a consisté, vendredi dernier, à obtenir du conseil des ministres la nomination de deux commissions. La première chargée d'étudier un régime économique spécial pour les deux provinces basques de Biscaye et de Guipuzcoa, «punies» en 1937. La seconde devant préparer une rèforme très ettendue de la santé. La date limite imposée aux deux commissions pour terminer leurs travaux est la fin de 1976. Dans certains milieux, on espératt la certains milienz, on espérait la semaine dernière que le conseil des ministres de vendredi pourdes ministres de vendredi pourrait adopter une proposition à
fransmetire aux Cortès pour
l'abrogation du décret-loi de 1937,
qui a annulé les privilèges fiscaux des deux provinces basques.
Il n'en a rien été, le prince, chef
d'Etat en fonctions, ne disposant
pas de toute manière des pouvoirs législatifs exceptionnels aocordès au Caudillo depuis 1938.

Les audiences civiles et militaires de la Zarzuela ne sont plus
rendues publiques depuis que Juan
Carios assure, l'intérim, mais, de
bonne source, on affirme qu'il a
reçu, la semaine dernière, entre
autres personnalités, l'archevêque
de Madrid, Mgr Tarancon, chef de
file de l'égiise post-conciliaire, le
comté de Motrico, ancien ambassadeur à Paris et à Washington,
l'un des avocats les plus convainqualifiée de «stationnaire», était encore, selon le chirurgien chef qui l'a opèré, en salle de réanimation et sous «respiration artificielle». Cela ne veut pas dire grand-chose.

Le prince Juan Carlos, dont les visites coîncident évidemment avec les heures les plus dramatiques, a toujours le ton sérieux et juste. Depuis une semaine, il a pris, selon ses conseillers, deux sadeur à Paris et à Washington, l'un des avocats les plus convain-l'un des avocats les plus convain-l'un des avocats les plus convain-l'un des avocats les plus comvain-l'un des avocats les plus convain-l'un des avocats les plus de l'aussi le général Manuel Diez Alegris, ancien chef du haut état-les un réserve. Il est aujourd'hui plutôt « civil » que militaire. Mais avocats les plus convain-les plus de l'aussi l

Ainsi, l'accord, dont M. Kissinger dissit récemment qu'il était en voie d'être atteint, bute toujours sur les mêmes difficultés.

M. Ford, apparemment résigné à ne pas recevoir M. Breinev cette année, ni même avant le printemps 1976, en profite pour affirmer son désir de négorier sans date limite. En fait, un accord intervenant au printemps de l'année prochaine, suivi de la visite du secrétaire général soviétique, servirait très bien les intérêts électoraux du président Ford. Il ressort de ses déclarations aux journalistes, en effet, qu'il compte sur l'amélioration de la situation économique et sur les

Dans l'immédiat, toutefois, la politique de détente, et, plus précisément, la négociation SALT, souffrent de difficultés supplémentaires, liées aux remous de la politique intérieure. L'élimination de M. Schlesinger, très mal accueillie au Pentagone, a renforcé les chefs militaires dans leur méfiance et même leur opposition à la diplomatie personnelle de M. Kissinger, Selon M. Middleton, correspondant misonnelle de M. Kissinger. Selon M. Middleton, correspondant militaire du New York Times, les militaire du New York Times, les militaire du Pentagoue reprochent à M. Kissinger d'avoir préféré ignorer les preuves des nombreuses violations du premier accord SALT commises par les Russes. Les services de renseignements militaires auraient, écrit-il, des informations prèclises appuyées sur des documents photographiques, établissant que les Russes auraient systématiquement « triché » dans de nombreux secteurs, et notamment nombreux secteurs, et notamment

A TRAVERS LE MONDE

Chili

• PAS DE SAUF-CONDUIT POUR LE NEVEU D'AL-LENDE - M. Andrés Pascal Allende, neven de l'ancien pré-sident Salvador Allende, l'un des principaux dirigeants du mouvement clandestin de la gauche révolutionnaire (MIR), 5'est réfugié, le vendredi 7 no-vembre à rarrhassore de Corte. vembre à l'ambassade de Costa-Rica à Santiago, avec sa compagne Mary Ann Beausire. Le Costa-Rica n'a pes encore dé-cidé s'il accorderait le droit d'asile au neveu de l'ancien président, a déclaré le porte-parole du ministère costa-rileur côté, les autorités chillen-nes out fait savoir qu'elles n'accorderaient pas de saut-conduit aux deux militants ré-volutionnaires qu'elles considè-rent comme des « délinquants de droit commun ».— (Reuter.)

Sri-Lanka

UN PROJET DE LOI PRE-VOYANT LA NATIONALI-SATION des banques étan-gères a été présenté, la de novembre, par le ministre des finances, M. Félix Diaz Bandaranaite. Ces établisse-ments sont au nombre de sept (trois britanniques, trois indiens, un pakistanais).





Le froid entre les Grands

(Suite de la première page.) Autrement dit, les Soviétiques affirment toujours que teur nouveau bombardier subsonique, le Backfire (1), selon la terminologie de l'OTAN, ne doit pas être inclus dans les 2400 vecteurs stratégiques autorisés par le projet d'accord; ils n'annaient pas davantage accepté le projet américain selon lequel le Backfire ne figurerait pas dans la décompte, à condition que les Soviétiques en limitent le nombre à 200.

Soviétiques en limitent le nombre à 200.

De leur côté, les Américains maintiennent toujours que leur « missile de croisère » (cruise missile) engin non balistique lancé d'un avian ou d'un sousmarin, n'est pas un missile stratégique à inclure dans le décompte des engins autorisés. Mais les Soviétiques estiment que tout engin d'une partée dépassant 375 miles (600 km environ) doit y être inclus.

Ainsi, l'accord, dont M. Kissinger dissit récemment qu'il était

compte sur l'amélioration de la situation économique et sur les progrès de la politique de détente pour railier d'abord sur son nom le parti républicain, puis la majorité des électeurs au scrutin présidentiel de novembre prochain.

Dans l'immédiat, toutefois, la politique de détente et plus pré-

en construisant des silos d'engins

(1) Introduit en 1974 fishs l'arre-nal soviétique, le Backfire a un rayon d'action de 3600 miles (envi-ron 5000 kilomètres). Il ne peut douc pas atteindre le territoire américain et regagnar ses bases en U. R. S. E., mais les Américains font valoir qu'il pourrait être ravitaillé en vot ou enopre se poser à Cuba.

L'AGENCE TASS CRITIQUE LE PRÉSIDENT FORD

(De notre correspondant.)

Moscou. — Pour la première fois depuis longtemps, l'agence Tass viant de critiquer ouverte-ment le président Ford. Dans un

Tass viant de critiquer ouvertement le président Ford Dans un
compte rendu commenté de l'intervention du chef de la Maison
Blancha, dimanche, l'agence ol'ilcielle soviétique constate que le
président «a consacré une grande
partie de son intervention à la
nécessité d'accroître le budget militaire et de renjorcer le potentiel
de guerre des Elats-Unis ».

Précisant que M. Ford a demandé à la Chambre des représentants de reconsidèrer les coupes faites dans le budget du
Fentagone, l'agence Tass poursuit : « Rendant apparemment
hommage aux partisans du maintien de la tension internationale,
Ford a déclaré que la jorce est
l'unique jondement efficace de
la paix. Parmi les nouveaux membres de mon gouvernement figure
Runsjeld, dont la jidélité à la
politique d'une déjense puissante
a été flustrée au Congrès et au
poste de représentant des EtatsUnis à l'OTAN, a souligné Ford, »

Il est très rare que les commentateurs soviétiques s'en prennent personnellement au président des Etats-Unis. Celui-ci est
en général épargné, au bénéfice
du doute et du réalisme, au détriment du chef du Pentagone,
traditionnel houc émissaire des
« milieux impérialistes ».

Ce commentaire de Tass, qui
est reproduit sous une forme
abrégée par la Pravda de ce hundi
10 novembre, constitue en fait
la première réaction soviétique
of l'acleuse au limogeage de
M. Schiesinger. A la satisfaction

la première réaction soviétique officieue e au limogeage de M. Schiesinger. A la satisfaction des premièrs jours succède la prise de conscience de certaines réalités : le renvoi de M. Schlesinger, dû à des considérations avant tout électorales, ne facilitera pas forcément le développement des relations soviéto-américaines, en particulier dans le domaine de la limitation des armes nucléaires; il risque d'autre part de renforcer le camp des cememis de la détente 2. Voilà sans doute ce qui explique la portion congrue réservée à ces mêmes relations soviéto-américaines dans le rapport d'activité du parti présenté jeudi dernier au Palais des congrès du Kremlin par M. Arvid Pelche (le Monde du 8 novembre). — J. A.

balistiques intercontinentaux en nombre superieur au conting ent calisaques intercontinentaux en nombre supèrieur au conting ent prévu, et deux cents centres de c communde et de contrôle a pouvant être rapidement convertis en rampes de lancement. Selon les milieux militaires, toujours cités par le New York Times, M. Kissinger serait resté sceptique devant ces informations, et aurait même estimé que, mêmes vérifiées, ces violations devalent avoir en lien à l'insu des dirigeants civils de Moscou. Au Congrès, d'autre part, la commission de la Chamb re enquêtant sur les services de renseignements exige de la Maison Blanche par voie de réquisition judiciaire (subpoena) la communication des documents concernant l'observation par les Russes de l'accord de 1972 sur la limitation des armements stratégiques.

tion des armements stratégiques. La commission estime que le gou-

vernement aurait délibèrèment « tratiqué » les rapports concernant les forces militaires soviétiques et notamment leurs caracités nucléaires. Il est évident que l'intitative de la commission a été stimulée par l'élimination de M. Schlesinger. Pour sa part, la Maison Blanche n'entend pas fournir à la commission des documents portant sur des questions actuellement discutées par les négociateurs amèricains et sovié-

actuellement discutées par les négociateurs américains et soviétiques à Genère.

En définitive, le départ de M. Schlesinger complique ptutôt qu'il ne facilite la tâche de M. Kissinger. On tient de bonne source que le secrétaire d'Etat, loin de favoriser l'élimination de son adversaire, aurait au contraire insisté pour le maintien d'un homme pour lequel il avait beaucoup d'estime et qui, pratiquement, le dédouanait auprès

de résister aux pressions du Pentagone. Néanmoins, M. Rumsfeld a l'avantage insigne sur son prédécesseur d'être plus souple et d'avoir l'oreille du président, dont il est le « copain ». Le président Ford, justifiant devant tes journalistes le remaniement gouvernemental, a reconnu qu'une « tension croissante », affectant la cohésion de l'équipe gouvernementale, se développait entre MM. Schlesinger et Kissinger. Il a même prédit que MM. Rumsfeld et Kissinger ne seraient pas toujours d'accord, mais, a-t-il ajouté, « l'atmosphère au sein du gouvernement sera meilleure... ». goupernement sera meilleure... x

HENRI PIERRE.

L'ARME «RÊVÉE»?

L'accord conclu à Viadivostel n novembre 1974 entre tes Etats-Unie et l'Union soviétique limitati te nombre de vecteurs d'armes stretégiques à deux mille quatre cents pour chacun des pays. Ces vecteurs d'armes stratégiques étaient à le loie tes bomberdiers et les sous-marine nucléaires. Mais comment détinir une arme straiégique? Estce une fusée à longue portée qui, une fois lancae, suit une trajectoire ballstique? Ou seument une fusée à longue portée ?

La controverse s'est engagée depuis un an délà entre les Etats-Unis et l'Union soviétique à propos d'un nouveau type de missile amàricain, le Cruise. C'est un missile encore en cours de mise eu point, dont les premiers essais en voi ne commen-ceront qu'en 1976. Mais ses caractérisliques lui permettent d'échapper à la classification

Il en existe deux versions. Le Cruiee stratégique possède une tête nucléaire et sa portée est d'environ 1500 miles nautiques (2700 kilomètres). La version tactique est une erme conventionnelle d'une portée beaucoup plus réduite

C'est le missile étratégique qui inquiète les Soviétiques. Dévetoppé conjointement par la marine et l'Air Force eméricaines, il fait appel aux technotogles tes plus avancées. Les techniciens ont d'abord réussi à le miniaturiser suffisemment pour qu'il puisse être lancé d'un tube lance-torpilles, et c'est un des arguments principaux utilisés par les Etats-Unie pour effirmer qu'il ne saurait tomber sous le coup des eccorde de Viadivostok. Le Cruise stratégique ne masure, en effet, que 6 mètres de long et e un die-mètre de 50 centimètres. Malgré sa petite tallie, il peut emporter le carburant dont Il e besoin pour etteindre son objectil.

Une carectéristique non moins remerquable est son système de guidege, qu'il emprunie à cer-tains missiles de courte portée déjà plecés à bord de navires de surface. Il vole très bas, à moins de 200 mètres du sol, en suivant les courbures du terrain. Sa tra-jectoire n'est donc pas balistique, et c'est à peine si les radars les plus perfectionnés peuvent le détecter. Il emporte evec lui le profil de trajectoire qu'il doit suivre, un radar mesure constamment son eltitude, et il

est guidé par une centrale à Inertie. Les Americains affirment que la précision de son tir, eprès un traiet de 2700 kilomètres, est de l'ordre de 200 mètres, 60 mètres même elfirmant certains. Le système de guidage a séjà subi

Son coût ? 500 000 dollars environ dit le Pentagone, solt 2,25 mlllions de Irancs. Les Américains ont peut-être reussi, evec le miseile Cruise, l'arme revée, de petite talle, relativement bon merché. M. Schlesinger la voyait surtout à bord de bomberdiers, et de eous-merins, nucléaires ou non. Elle permettra, en effet, d'atteindre les positions adverses et notammant les bases de départ de l'eppareil de représailles sans evoir à s'eventurer en terrain étranger. L'armée de l'air americaine n'est pas trop pressée d'ecquérir le missile car elle craint qu'il ne rende quelque peu caduc le nouveau bombardier B-1 qu'elle développe et dont le coût unitaire, 18,5 millions de dollars, révâle le complexité. La merine, en revanche, est enthousiaste et verrait volontiers la Cruise sur tous les sous-marins. Elle pourrait construire un millier de ces engins.

D(0)[[3] VIENT DE SORTIR

- Le classement unique des entreprises européennes selon leurs performances.
- Un inédit de François Ceyrac : l'après-crise.

Une grande enquête : l'impôt sur les plus-values, le pour et ... et toutes les rubriques habituelles: "Actualité", "Entretien",

Votre".

En vente chez les principaux marchands de journaux.

La situetlon est redevenue calme à Dacca, indique-t-on è New-Delhi de source diplomati-que. Seul signe des troubles des jours précédents : des détache-ments de l'armée stationnent demens de l'armée stationnent de-vant certains édifices publics. L'aéroport a été rouvert diman-che 9 novembre au trafic inter-national. Radio-Dacca a rappelé à la population que les réunions publiques et les grèves étaleut interdites.

Devenu l'ahomme fort » du Bangladesh, le général Ziaur Rahman a fait libérer sept détenus politiques, notamment le commandant Jalil, béros de la guerre de libération, et M. Abdur Rah, responsable étudiant, l'un et l'autre dirigeants du parti socialiste national, incarcérés sous le régime de Mujibur Rahman, et MM. Takhrudin Thakur et Monzam Hossain, anciens ministres du gouvernement Moshnistres du gouvernement Mosh-taque Ahmed, qui avalent été emprisonnés la semaine dernière après le coup de furce du général Khalid Mosharaff.

Le général Ziaur Rahman se seralt entouré d'un conseil de trois membres dont la compositrois membres dont la composi-tion et les intentions n'out pas été précisées. Un nouveau prési-dent de la Cour suprême, M. Mahmoud Hussein, a prété serment samedi. Il remplace M. A. M. Sayem, devenu chef de l'Etat: ce dernier a déclare qu'il se fixerait pour tâche de préparer la venue en pouvoir de repréla venue au pouvoir de repré-sentants élus du peuple.

dance en provenance de Dacca parvenue à un quotidien étran-ger, un journaliste bengalais écrit landi 10 novembre dans le Financial Times : « Il existe mainte-nant des indications précises selon lesquelles le coup de force du général Khalid Masharaf; était soulenu par l'Inde. Leur plan était de libérer les quatre diri-geants du régime de Mujfini Rahman et d'installer deux d'enre sur au pouvoir en tant que président et premier ministre et d'invoquer ensuits le truité indo-bengalais, en vertu duquel, si do-bengaladesh le demande, l'Inde s'engage à aider ce poys à faire dans à toute mouse portée à se

face à toute menace portée à sa sécurité » Ce scénario a été compromis, Ce scénario a été compromis, poursuit le journaliste, lorsque les quatre anciens lieutanants de Mujibur Rahman furent assassinés à la prison centrale de Dacca dans la nuit du 2 au 3 novembre. Ayant compris que leur opération avait de ce fait échoué, les putchistes auraient alors tenté de se maintenir au porvoir et de recueillir un souaiors tente de se maintenir au pouvoir et de recueillir un soutien populaire. Mais la majorité des militaires, écrit encore ce témoin, sont très hostiles aux Indiens. Aussi, dans la milt de jeudi à vendredi, prirent-ils la décision de faire libérer le général glant Palman aux aux la serif. décision de faire libérer le général Zlaur Rahman, qui avait été conduit en prison après la prise du pouvoir par le général Khalid Mosharaff. Celui-ci aurait été tué. e Il y a encore, au sein des forces armées, des groups dissidents qui n'acceptent pas les ordres », ajoute le journaliste.

Vietnam

La réunification sera précédée de l'élection d'une Assemblée constituante

Saigon (A.P.P.). — La réunifi-cation des « deux régions du Viet-nam » sera « rapide ». Elle sera précédée d'élections générales dans l'ensemble du pays, qui condui-ront à la désignation d'une Assem-blée nationale chargée de voter une nouvelle Constitution et de mettre en place de nouvelles institutions. C'est ce qu'ont dé-claré dimanche 9 novembre, au cours d'une conférence de presse commune, le secrétaire d'Etat à la présidence du gouverne-ment révolutionnaire provisoire, ment révolutionnaire provisoire, M. Une Ngoc wy, le porte-parole du comité militaire de gestion de la région salgonnaise, le colonel Duong Dinh Thao, et le secrétaire de la conférence régionale élar gie du Sud, M. Eo Xuan Son.

Cette « conférence élargie » du Sud, composée de personnalités politiques directement rattachées au régime révolutionnaire et de personnalités « progressistes », a désigné les membres de la délégation sudiste qui se réunira avec une délégation du Nord pour mettre au point les modalités des élections générales et de la réuni-fication. La date et le lieu de réunion des délégations seront précisées ultérieurement. Les urateurs se sont refusés à faire une quelconque prédiction sur la date

d'aboutissement du processus de réunification. Composée de vingt-cinq person-nes, la délégation du Sud sera conduite par le secrétaire de la section sudiste du Parti des trasection sudiste du Parti des travailleurs, M. Pham Hung, Ellie
comprend également M. Nguyen
Huu Tho et M. Huynh Tan Phat,
respectivement président du F.N.L.
et président du G.R.P. La délegation du Nord sera dirigée par
M. Troong Chinh, président de
l'Assemblée nationale de Hanol.
Cinq personnalités du Parti des
travailleurs du Vietnam siègeront
dans la délégation du Sud. Parmi
les autres principales personnalidans la délégation du Sud. Parmi les autres principales personnalités faisant partie de cette délégation figurent le ministre des affaires étrangères du G.R.P., Mme Nguyen Thi Binh, Mme Ngu Ba Thanh, ancienne présidente d'un mouvement de femmes en opposition au régime Thieu; M. He Ngoc Nhuan, directeur du journal indépendant Tin Sang: M. Tran Ngoe Lieng, qui fut incarcéré par le précédent régime, et des représentants des religions; trois membres du clergé boud-dhiste (dont la bonzesse supérieure Huynh Lien), caodaiste, un hoa-hao et deux catholiques, et M. Huyuh Tam Nam, ancien dirigeant étudiant emprisonné jusqu'au début de 1975.

AMÉRIQUES

Argentine

L'aviation est engagée contre la guérilla

Bueuos-Aires (A.F.P., Reuter).

— Pius de milie trois cents personnes out été arrètées dans la nuit du 8 au 9 novembre au cours d'une vaste opération anti-guérilla à Mendoza, dans l'ouest de l'Argentine, a-t-on appris officieleilement à Buenos-Aires dimanche.

manche.

La intte contre la guérilla d'exfrème gauche a par ailleurs falt
huit morts samedi à novembre
dans la province de Tucuman :
six guérilleros et deux soldats. Des
bombardiers des forces aériennes
argentiues ont attaqué des positions tenues par les guérilleros
dans cette pruvince. Selon un
communiqué de l'aviatiun, des
chasseurs bombardiers de type
Douglas A4-H ont lancé des
bombes à fragmentation et ont
mitraillé des objectifs dans la
province de Tucuman, « en accond et coordination avec les
jonces terrestres ». Un repérage
eérien avait permis de localiser
un campement et des éléments
subversifs, précise le communique
La cinquième brigade de l'ar-

La cinquième brigade de l'ar-mée de terre argentine est enga-gée contre les qué-illeros dans la région de Tucuman depuis février cielles, les insurges ournient perdu une centaine d'hommes depuis le début de l'opération, dont deux de leurs principaux ebers.

Sur le plan politique, l'offensive de l'opposition contre la prési-dente Isabel Peron se poursuit.

Celle-ci est notamment accusée d'avoir, le mois dernier, signé un chèque de 887 000 dollars sur les deniers de l'Etat pour payer des dettes privées. Le parti democra-tique progressiste a demandé à son tour, le 8 novembre, à la pré-sidente de démissionner.



(Demin de PLANTU.)

POLITIQUE

PÉKIN . SOUPCONNE L'U.R.S.S. ET L'INDE D'AVOIR FAVORISÉ LE COUP DE FORCE DU 3 NOVEMBRE

(De notre correspondant.)

Pékin. - Après une semaine d'un prudent silence, Pékin vient de faire échu aux événements du Bangladesh dans des termes laissant assez clairement voir ou vent les sympathies de la Chine. Selon une dépens de Chine nouvelle. une depeans de Crins nouvelle, diffusée dimanche 3 uovembre, le général Ziaur Rahman «a écrasé un coup d'Etat multiuira» monté par son coilègue le général Mousharat. Celui-ci, seiun la même dépêche, avait «usurpé» le pouvoir et c'est « à la demande du paralle des formes crindes et de

chine nouvelle euneidère comme significatif que l'agence Tass et le gouvernement indien alent rapporté c'très rapidement a le coup d'Esta du 3 novembre. Citant des agences étrangères, elle fait état, en revanche, de l'inquiérude des autorités de Delni depuis le renversement de situation intervenu le vendredi 7 novembra. Pétin s'abstient de porter des tervenu le vendredi 7 novembra. Pékin s'abstient de porter des jugements trop précis sur les personnalités civiles, mêlées aux événements de Dacca, de même que de tout commentaire sur les orientations de l'équipe formée par M. Sayem et les dirigeants militaires. On retiendra sculement de cette première réaction que Pétin cette première réactiou que Pékin soupeonne fortement l'U.R.S.S. et l'Inde d'avoir favorisé le putsch Inde d'avoir favorisé le putsch du 3 novembre, mais estime avoir retrouvé dans le nouveau gouvernement bangalais un interlocuteur anssi valable que l'avait été pour la Chine, M. Moshtaque Ahmed, avec qui le dialogue avait été nuné immédiatement après la mort de Mujibur Rahman, le 15 août.

ALAIN JACOB.

ef ventes par adjudication

APPARTEMENT

44, allèe da la Porêt. M. à px 56.000 P. Rena M° Michel PENOT, avoc. (tél. 950-02-16). Via sur place da 14 h. à 15 h., semedis da é h. à 10 h.

Vente sur sainte immob, su Palais da Justice à CORBEIL-ESSONNES (81), le mardi 18 novembre 1975, à 14 h.

UN PAVILLON

CHILLY-MAZARIN (Essonne)

III, rue de Massy MISE A PRIX : 80.000 FRANCS

EMISE A PRIX: 38.000 FRANCS
Consignation indispensable pour anch.
Renseignements Mr TRUKILLO et
AKOUN, avocate smociés à CorbellBasonnes, 51, ros Championis, tél.
496-30-26 et 495-14-18.

MEUDON-LA-FORET

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Vente an Palais Justice Versailles, mereredi 19 novembre 1975, 16 h.

IMPORTANTE PROPRIÉTÉ SISE dans l'ILE de VAUX

Canton de Meulan
(Freilmen)
MAISON DE MAITRE AVEC JARDIN, PISCINE, GRAND TERRAIN
le tout d'ene contence cudestrela da 1 bc. 15 c. 68 cc.

MISE A PRIX: 500.000 FRANCS

S'ad, Mr GUEILHERS, avoc., Versallien. 11, r. Etats-Généraux, 950-52-52.

ENTREPRISE DE MENUISERIE A SCEAUX

(92) - 3 bis, rue Marguerite-Renaudin - AVEC BAIL corps battment comps.: Rez-de-ch., abilist 15 m x 9 m; iw ét., 4 p. cuis, lavabo, cab. toll, we cour. M. à priz 10.000 P (pouv. ét. bais.) Counsen. 7.000 P Shd. M: DEMORTREUS notairs, 67, bd Saint-Cermain; Me SAGETTE, syndic, 8, rue de Savole.

Vante au Palais de Justice à Paris, le jeudi 27 nevembre 1975, à 14 h. EN UN LOT

8 appartements et 2 studios

5, rue Mademoiselle, Paris - 15°

MISE A PRIX: 500,000 FRANCS

S'adr. Me MARGANNE Evocat à Paris (1e'), 345, rue Saint-Honorà. Tribunaux de Grands Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi Zi nevembre 1975, à 14 h.

UNE PROPRIÉTÉ à Saint-Maur-des-Fossés-94

MISE A PRIX: 400.000 FRANCS

S'adr. Me MARGANNE avocat à Paris (1=), 348, t. Saint-Honoré; Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

L'Association des conseils politiques s'inquiète de la limitation des moyens financiers des candidats aux élections

politiques » américaiens cher-chent-ils à s'accommoder de la nouvelle lui. An cours des débats, ils ont souligne leurs efforts pour rede-Les membres de l'Association internationale des conselis poll-tiques, qui uut tenu leur huitième congrès à Paris les 6 et 7 novembre, réuniront leurs prochaines assises à Washingtou en novembre 1976. A cette occasion, ils affréteront un echarter s afin de nermettre à des parlementaires affréteront un e charter » afin de permettre à des parlementaires et à des spécialistes des questions électorales européens d'étudier sur piace les mécanismes de la campagne présidentieile américaine qui se déroulera à cette époque. Fondée en 1968 par M. Michel Bongrand, qui avait organisé la campagne de M. Jean Lecanuet en 1965 et celle de la majorité en 1967, et par M. Jo Napolitan, conseiller du président Johnson et du partil démocrate, cette association est eujourd'hui présidée par M. Max Beauches (11. Les congressistes ont décidé de la dénommer désormais Association gouvernementale et politique pour mieux souligner que ses membres

gonvernementale et politique pour mieux souligner que ses membres s'occupent non seulement des campagnes électorales des partis politiques mais des actiuns permanentes menées par les gouvernements auprès de l'opinion publique (sécurité routière, énergie, tabac, politique, etc.). Au cours des débats, M. Ciliton White, conseil du parti républicain américain, a fait une communication sur les conséquences de la nou-

ricain, a fait une communication sur les conséquences de la nouvelle législation des Etats-Unis qui limite les ressources électorales des candidets.

Désormais, un candidat à la présidence ne pourra pas disposer de plus de 10 millions de dollars (près de 5 millions de dollars. Ce pla-fonnement relatif est d'autant plus ressenti que les candidats sont soumis, aux Etats-Onis, à une double campagne électorale, celle destinée à obtenir l'investiture et celle de l'élection proprement dite. Aussi les conseils,

POSE DE MENUISERIES

u te genres P. ARCHAMBAULT, exp 28 bis. bd SEBASTOPOL

VENTE Palais Justice de Versailles, le mercredi 19 novembre 1975, è b. 30

MAISON D'HABITATION

d'un étage, sise à

GOUPILLIÈRES (78)

rue din Bout-Lambert
MISE A PRIX : 20.009 PRANCS
Pour tous renseignements, e'adresser
à M* SILLARD, avocat à Versailles,
78 bis, bd de la Reina (\$50-02-99).

Vente sur saiste immob. ad Palais de Justice de Corbeil-Essonnes (911, le MARDI-18 NOVEMBRE, 1975, à 14 b.

UN APPARTEMENT

à GRIGNY-2 (91)

6, avenue des Sabions
MUSE à PRIX : 20.000 F
Consignation indispensable pr enchér.
Renseignements : Nº TRUXILLO et
AKOUN, avocats associés à CorbellEssonnes, 51, rue Champlouis.
Tél. : 495-30-25 et 495-14-18.

(1) Aveuue Louise, 522, Bruxelles

souligné leurs efforts pour redé-couvrir... le militantisme, le vo-lontariat, le bénévolat, des éi-toyens, que les pays européens utilisent depuis longtemps. De même, ils comptent développer les envois de circulaires (auxquelles les postes américaines n'accordent pas de tarif réduit), et les juur-naux de circonscription de pré-férence aux vastes mais uné-reuses campagnes publicitaires et télévisées. Mais ils redoutent que la limitation des dépenses élec-torales ne pénalise les candidats nouveaux qui doivent multiplier les efforts pour se faire connai-tre, u'assure aux sortants une rente de situation et ne bloque le renouvellement politique.

le renouvellement politique. le renouvellement politique.

M. Michel Bongrand a souligné qu'en Europe le c marketing
électoral a consiste à établir un
diagnostic de la circonscription,
pui à définir une stratègie opérationnelle, et enfin à fournir
une assistance au candidat. Mais
pour que le « marketing politique » soit efficace il faudrait,
a-t-il estimé, que les investitures soient accordées assez tôt
pour que le candidat nouveau pour que le candidat nouveau acquière la notoriété et provoque l'adhésion dans sa eirconscription.

l'adhésion dans sa eirconscription.

Les congressites ont été reçus par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, qui leur a déclaré: « Il n'est pas souhaitable que vous jassete une politique scientifique, mais la politique d'une époque scientifique. Vuire action vous place entre le hasard et la nécessité » M. Charles Helou, ancien président de la République du Liban, assistait aux travaux, qui auraient dû se dérouler à Beyrouth si les événements n'en avaient pas décidé autrement.

« PRÉSENCE SOCIALISTE » SOUHAITE LA RÉUNIFICATION DE TOUS LES MOUVEMENTS D'INSPIRATION RÉFORMISTE

Le mouvement Présence socia-liste, que dirige M. Léon Bont-bien, ancien député S.F.L.O., et qui se situe dans la majorité pré-sidentielle, a réuni son elnquième congrès samedi 8 et dimanche 9 novembre aux Lilas (Seine-Saint-Denis). BAIL APPART, surt. 95 m2 env. M. & Px (p. 8t. b.) 10,000 F. Cons. 1,000 F. Sud. Me Ferrari, synd. 85, r. Rivoll ; Me Demortreux, n., 67, bd St-Germain.

M. Léon Boutbien a regrette que M. Giscard d'Estaing « décoive purfois » ceux qui ont upté pour lui, « notumment lorsqu'il autorise l'ouverture d'un bureau de l'OLP, à Paris, quand il recoit M. Gérard Nicoud à l'Elysée ou serre les mains des condamnés de droit commun ».

La motion adoptée à l'unanimité dimanche par le congrès affirme en particulier : « La division de la France en deux blocs antagonistes et presque égaux en nombre n'est pas une donnée constante de la vie politique française. » Les membres de Présence socialiste appellent de leur veu « la nécessaire réunification de tous les montements démocratiques les mouvements démocratiques d'inspiration socialiste, réfor-miste et humaniste ».

Dans le nº 107 du

MAGAZINE LITTÉRAIRE

un dossier

SAINT-JOHN PERSE

François Chatelet parle d'André Glucksmann Huysmans aujourd'hui L'actualité des romans

En vente dans tens les kinques : 6 F Magazine Littéraire

> 75007 Paris 40, rue des Saints-Pères. Tél.: 544-14-51

Les élections municipales

SUCCÈS DES BONAPARTISTES A AJACCIO

CORSE : Ajaccio (2º tour). Inscr., 20 700 : vot., 13 348 ; suf. expr., 12 959. Liste bonapartiste conduite par Mile Noëlle Rossin, fille du maire, décédé, 5 398 voix, 4 sièges : liste Ajaccio - demain, conduite par M. José Rossi, cons. gén., réf. - C.D.P., eomposée en outre d'un R.I. et de deux centre gauche, 4 691 ; liste d'union de la gauche, conduite par M. Albert Ferracci, P.C.F., 2 870.

(fi e'agissait 'de compléter le (II e'agissait 'de compléter le conseil municipal après le décès di maire Fuscai Rossini, bonapartiste, surveun le é reptembre. Pour pourvoir les quatre sièges vacants, aix listes étalent en présence an premier tour qui avait denné les résultats suivants : Inser., 20 700; vet., 11 715; suffr. expr., 11 305; liste bonapartiste. 3 759 voix; liste Ajacciodemain, 3 054; liste du P.C.F., 1 526; liste pour le renouvean ajaccien, demain, 3 954; liste dn P.C.F., 1 538; liste pour le renonvean ajaccien, conduite par M. Ambreise Fieschi, cons. gén., sans étiq., 1 51e; liste dn P.S., conduite par M. Auge Pantaloni, 752; liste dn Menvement des radicaux de ganche, conduite par M. Antoine Parodin, 599.

Avent le second tour, trois listes s'étalent retirées. Celles du parti socialiste et des radicaux de ganche s'étalent désistées pour la liste du P.C.F. La liste pour le Reneuveau ajaceleu, dont le leader, M. Fleschi, enseiller général sans étiq, a son-tenu la liste conduite par M. José Rossi, s'était également retirée. La liste bonapartiste, conduite par Mile Rossi et que l'U.D.R. sontenait, l'a emporté assez nettement à ce second tour; toutefois, elle ne de-vance celle de M. Rossi, conseiller vance celle de M. Rossi, conseiller général d'Ajaccio, que de 113 voix an vote physique (les machines à voter étaient utilisées), l'écart final de 707 voix s'expliquant par l'avantage an vote par correspondance qui a denné 652 voix à la liste benapartista et 57 à la liste de M. Rossi. La liste du P.C.F. totalise à 69 voix près le score réalisé au premier tour par les trois listes da gauche.

gne que « pour la première fois de-puis des décennies une force politi-que nonvelle disposant d'une repré-sentativité équivalente à celle du vieux parti bonapartiste apparatt à Ajaccie s, crée une situation effec-Ajaccie 3, area une situation effec-tivement nouvelle dans cette viue. M. Rossi a été sontenu par les répn-blicains indépendants et il se but sans ambiguité-ad soin de la majo-tité présidentielle, glera que M. An-toine Marcangell, président du parti bonapartiète, fait observer anjour-d'hai aver son montagent dessurd'hai que son moovement demeure e le plus grand électeur d'Ajaccio, avec lequel toutes les formations conserve son entière originalité, sa particularité et son indépendance

Il est A noter que le dépouillement des votes par correspondance n'a denné lien à sucun incident, ce qui n'avait pas 6tô le cas lors du pre-mier tour. Le résultat, il est vrai, était acquis au vote physique : 4 746 vois aux bonapartistes, 4 634 à Ajaccio-demain, 3 864 au P.C.F.

En mars 1971, les trente-trois candidats de la liste bonapartiste, pré-sentée par M. Bossini, avaient été élus au premier tour avec 8 537 voix centre 2 234 à la liste d'union de la gauche composée de communistes et de socialistes, et 1247 à la liste du Parti corse pour le progrès sur 18 248 inscrits et 12 818 suffrages

Le successeur de M. Pascal Rossini, qui sera éin jeudi soir, 13 novembre, par le conseil municipal (entière-ment bonapartiste), sera désigné le iundi le normante par le comité central bonapartiste. Deux candidats sont en présence : M. Charies Ornano et M. Pierre Predail, vice-président du conseil général de le Corso-Sud.]

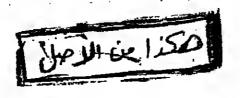
NORD : Marpent (2º tour).

Inscr., 1807; vot., 185; suf-expr., 1106. MM. Serge Verblactze, P.C., candidat de l'union de la gauche, 714 voix, ELU; Victor Schmif, U.D.R., 392.

ill s'agissait de pourroir au ram-placement d'un conseiller municipal socialiste décèdé, avant de procéder à Pélection d'un nouveau maire, aguès la démission de M. Maurice Fostier, P. S.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 1887; vot., 1152; suffr. expr., 1712. BM. Serge Verbinetze, P.C., 458 voir; Panl Tiqueux, P.S., 437, et Victor Schmit, U.D. R., 217. On remarquera que, ponr le second tour, toue les suffrages qui c'étaient portés an premier tour sur le candidet socialiste na se sont pas re, ortés sur le candidat communiste. Compost jusqu'à ce scrutin de vingt et un socialistes, le conseil municipal compte désonnais vingt socialistes et un communiste.]

Le P.S.U. a organisé, samedi 8 et dimanche 9 novembre, à Paris, deux journées d'études consacrées aux problèmes municipaux, à l'intention de ses étus locaux. Ceux - ci devraient notsumment consacrér leurs travaux à la préparation d'une « charte municipale du P.S.U. », permettant de « réaliser les mesures de contrôle populaire » préconisées par le paris.



Le P.S., le P.C.F. et l'alternance au pouvoir

munistes et socialistes sur l'attitude que la oauche devrait prendre d l'égard du président de la République au lendemain d'une victoire éventuelle lors des élections législatives? Sur le fond, sans doute pas. En tout cas, les communistes, d la lettre, ne s'opposent pas à la doctrine développée samedi 8 novembre au micro de R.T.L. par M. Mitterrand, doctrine qui n'est d'ailleurs qu'un rappel des positions défendues en 1973 par la gauche unanime: en cas de succès de la coalition formée autour du programme commun, le président de la Répu-blique devrait ou se saumettre ou se

有班总包

1

1110

Le premier secrétaire du P.S. préfère envisager l'hypothèse selon laquelle M. Giscard d'Estaing accepterait de se soumettre. Elle la stuation et de légitimer en quelque sorte. l'arrivée de la gauche au pouvoir en l'inscrivant dans un processus naturel et donc rassurant. En période prédectorale — le pré-cédent de 1973 l'a prouvé, — le P.C.F. aurait

la même réaction. En revanche, dans la mesure où l'objectif prioritaire des communistes est aujourd'hui de reconquérir le terrain perdu au profit du P.S., ils cherchent d'abord à se montrer comme des adversaires plus révolus du pou-voir que leurs alliés. Dès lors, toute évo-cation d'une cohabitation possible entre la gauche et M. Giscard d'Estatny est vigoueusement écartée. Ce n'est pas — encore le moment pour de telles spéculations, ont répliqué dès dimanche et M. Marchais et M. Leroy. Sur les antennes de TF 1, le direc-

teur de l'Humanité a ajouté : « La question je ne sais quelle négociation, de rechercher je ne sais quelle entente avec Giscard ; la question posée est celle de trouver les moyens de rassembler la majorité du peuple de France pour que cette majorité débar-rasse la France du pouvoir giscardien, »

Sans ouvrir le débat sur l'alternance, le P.C.F. préfère dénoncer l'ambiguité de la démarche du P.S., dont le premier secrétaire a même été soupponné par M. Marchais de vouloir « affrir ses services » au pouvoir. Le débat constitutionnel n'est souhaité pour l'instant que par M. Robert Fabre, président des radicaux de gauche, qui, lors de sa dernière conjérence de presse (le Monde du 7 novembre), a demandé que la loi suprême soit complétée. - T.P.

L'HOMMAGE DE M. GISCARD D'ESTAING A M. MENDÈS FRANCE

POLITIQUE

M. François Mitterrand a évoqué samedi 3 novembre au micro
de R.T.L. les hommages répétés
rendus par M. Giscard d'Estaing
à M. Pierre Mendès France. Le
premier secrétaire du P.S. a noté:
« Je crois que cet hommage est
juste. Le rôle de Pierre Mendès
France a été déterminant dans
rétablissement de relations amicules entre les diférents pays
d'Afrique du Nord et la France,
en même temps qu'était amorcé
un processus de décolonisation
qui, paradote supplémentaire, à
l'époque a été vivement combattu par ceux qui représentaient
les amis du général de Gaulle
et par les amis de M. Giscard
d'Estaing. D'ailleurs, après que
Pierre Mendès France eut engagé
la politique dont le félicite juste-M. François Mitterrand a évo-Pierre Mendès France eut engagé la politique dont le félicite justement aujourd'hut M. Giscard d'Estaing, il a été renversé par le partt de M. Giscard d'Estaing et quelques autres... C'est donc de la part du président de la République, un geste que fapprouve à la jois que de marquer l'histoire que de souligner le rôle éminent d'un homme, lui-même éminent, et en même temps que de venir à récipiscence en reconnaissance que la droite française s'était trompée. »



Perles de Culture 2, rue de la Poix - Tél. : 261-03-29

PROBLÈMES

FONCIERS

M. François Mitterrand : M. Giscard d'Estaing M. Marchais : nous n'attendons pas du maître doit reconnaître à la gauche le droit d'appliquer de l'Élysée qu'il applique la politique de la gauche le programme commun-

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, qui était samedi 8 novembre l'invité

SE SOUMETTRE

OU SE DÉMETTRE (Suite de la première page.)

Se démettre, c'est - à - dire donner sa démission quitte à se représenter aussitôt devant le pays. René Capitant, Juriste et aguilliste, ne voyalt d'autre solution en écrivant dès 1966 : « Le peuple a le droit de renverser le président de la République... en envoyant àl'Assemblée une majorité hostile à la politique persidentielle --- par exemple, une majorité dirigée par Mitterrand > (2). Ne pas se demettre sergit même < commettre un attentat contre le

Mais se démettre ne résoudrait pas automotiquement le problème, et lo contradiction ne rétablirait pas nécessoirement l'unité entre le pouvoir législatif et le pouvoir présidentiel. Rien ne dit en effet que le président démissionnaire ne seroit pos reélu et ne se retrouverait pas devant la majorite qui l'aurait contraint à se demettre. Et l'hypothèse seroit la même s'il s'ocissoit d'un président de gauche face à une majarité de drotte.

Foute d'être allé à un véritable régime présidentiel lors-qu'il a été décidé d'élire le chef de l'exécutif au suffrage universel, on risque d'aller à une crise de régime voire à une épreuve de force. Pour l'éviter, les juristes n'ont guère de solution à proposer; les aptimistes, eux, ant une réponse : ils font confiance au sens républicain du président pour que, désavoué par le pays, sente pas) et au bon sens du peuple pour que, s'il se repré-sente, il ne soit pas réélu. C'est beaucoup exiger de l'un et de

Ce double pari peut s'engager en 1978 ou en 1961, ou en... D'ici id, il seroit plus sûr de réformer la Constitution. Sur ce point capital et quelques

(2) Ecrits politiques, Flamma-rion, 1971.

• M. Jean Charbonnel, maire U.D.R. de Brive, ancien ministre, a jugé « extrêmement sévère » la « sanction » frappant M. Sanguinettl, évincé de la présidence de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer. Il a ajouté : « Alexandre Sanguinetti, comme Michel Debré, découvre tardivement que les intérêts majeurs de la nation ne sont plus aujourd'hui défendus. Convaincu pour ma part, depuis plus aujourd'hut defendus. Con-vaincu pour ma part, depuis langtemps, que le rulliement à la droite est pour le gaullisme une voie sans issue, je ne peux que me réjouir de cette prise de conscience. Mais celle-ci n'aura de signification réelle que si less actes suivent les paroles, c'est-à-dire si l'ensemble des gaullistes, rejetant la « giscardisation » mortelie dont ils sont menacles s'opposent désormais avec résolu-tion à la politique actuelle. »

• M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, qui présidait sa-medi 8 novembre, à Montpellier, une réunion de travail de la Fé-dération régionale (Languedoc-Roussillon) du centre démocrate. a fait allusion aux divergences apparues entre républicains indépendants et gaullistes, a déclaré qu'il n'avait « rien d reprocher » à ses partenaires, « chacus se comportant comme il l'entenà s, « mais, a ajouté le président du centre démocrate, je ne veux pas entrer dans la guerre de mata-cores au sein de la majorité ».

de R.T.L. a été interrogé sur le problème constitutionnel qui se poserait si la gauche obtenait la majorité lors des élections légis-latives de 1978. M. Mitterrand a rappelé que cette question avait déjà été soulevée en 1973 et que Georges Pompidou avait leissé entendre qu'e au cas où la gauentendre qu's au cas où la gau-che l'emporterait, il n'appellerait pas la gauche à gouverner ». Il a ajouté : « Le premier qui a eu le réflexe de protester en disant : « M. Pompidou n'a pas le droit » de ne pas appeler au pouvoir la » gauche victorieuse, [la gauche]

» du programme commun », le premier qui a dit cela, c'est Geor-ges Marchais / En somme, Georges Marchais exigeait de Pompi-dou qu'il appelât comme premier ministre un représentant de la gauche victorieuse. Cela n'a pas gaiene vicioneuse. Cette nu pre-changé, le programme commun reste le même, et le programme commun indique que le suffrage universel dont toujours nous ser-

» Quand le suffrage universel aura dit, f'espère que ce sera en 1978, que la gauche doit gouver-ner, M. Giscard d'Estaing devra s'incliner. Mais si la gauche devait engager son action en disant : engager son action en disant:

a Donnez-moi la majorité pour
s que je ne goucerne pas », ce
serait d'abord absurde, ce serait
la meilleure jaçon de perdre cette
bataille, et ce serait aussi une
jaçon de contredire ou de manquer au contrat du programme
commun. Je dis done que si la
gauche l'emporte, elle doit eziger
le gouvernement de la France
afin d'appliquer le programme
commun avec le président de la
République en place. Nous ne
mettons pas en question la régularité de l'élection acquise en
1974. Il appartiendra simplement
d M. Giscard d'Estaing de reconnaitre notre droit absolu d'appliquer le programme sur lequel nous quer le programme sur lequel nous aurons été élus. (_)

n Si M. Giscard d'Estaing ne » Si M. Giscard d'Estaing ne permet pas précisément à un premier ministre et d'un gouvernement de gauche d'appliquer le programme commun, blen entendu il y aura confiit, et dans l'hypothèse d'un confiit, il faudra bien que le président de la République s'incline. Ou tout au moins, il faudra bien que le peuple tranche; voilà comment doit se poser le problème!

M. François Mitterrand a indiqué samedi 8 novembre au micro de R.T.I. qu'il se rendrait pour un voyage privé de six jours aux Etats-Unis le 24 novembre. Le premier secrétaire du P.S. doit effectuer, en outre, des déplacements en Finlande, en Hongrie, en Algérie, au Mexique et en Israel an cours de l'année à venir.

M. Georges Marchals, secrétaire général du P.C.F. a répondu, dimanche 9 novembre, à ple de France autour du propie de de main pour qu'il se traduise commun soit bien appliqué demain, pour qu'il se traduise est opposé au programme commun soit ben appliqué demain, pour qu'il se traduise réellement par des modifications fondamentales dans les conditions de vie et de travail des Français, il faut un parti communiste fort et influent.

M. Pierre Juquin, député de l'Essonne, membre du comité central du P.C.P., a déclaré dimanche 9 novembre à Limoges: « Laisser croire que Giscard d'Estaing pourrait un jour parrainer un gouvernement appliquant intégralement le programme commun de la gauche, quelle illusion! (...) Le but de Giscard est d'obtenir une gauche gentille, avenante, aussi jaible que possible. Il lui jaut pour cela. que possible. Il lui faut pour cela modifier l'équilibre de la gauche : un parti communiste affalbil, un parti socialiste dominant. »

M. Etienne Pajon, membre du secrétariat du parti commu-niste, a délcaré à Saint-Etienne : a Nous ne voulons pas êire un parti bon pour élire les au-tres et qeu les autres ne veulent pas élire. Nous n'avons pas une vocation de cocus. »

a Les tenants du capitalisme se réjouiraient de voir le P.S. renforcé et le P.C. affaibli, a-t-il ajouté, car l'histoire pruove que la gauche a toujours échoné quand le P.C. était faible : ainsi lors du Front populaire, nous n'étions pas assez nombreux. »

 M. Pierre Beregovoy, membre du secrétariat du P.S., note dans le mensuel Combat socialiste :
 La théorie de l'avant-garde qui reste celle du parti communiste consiste à rechercher l'alliance la consiste à rechercher l'alliance la plus large autour d'un « noyau dur » constitué par la classe ouvrière et incarné par son parti. Elle est erronée pour deux raisons. D'abord, le parti communiste n'a pas le monopole de la classe ouvrière. Ensuite, elle ne rend pas chaque catégorie de travailleurs responsable, au même degré, de la construction du socialisme. Cette notion d'avant-garde conduit le parti communiste d s'ériger en juge, voire en guide, de l'action de ses partenaires. C'est une conception théoriquement fausse et politiquement dangereuse (_).

• M. Jean Lecannet, garde des sceaux. président du Centre dé-mocrate, a déclaré dimanche soir 9 novembre, au micro d'Europe 1: • Contrairement des que pense M. François Mitterrand, il y a incompatibilité entre le pro-

gramme commun et la société de libéralisme avancé (...). Les Français ne pourront conserver une société de liberté qui soit en même temps de réformes pour le progrès qu'en gardant au président de la République la président de la République la

majorité qui est la sienne et en l'orientant vers les grands

axes de sa politique.

 M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, président de la Fédéra-tion nationale des clubs Perspec-tives et Réalités, a affirmé, vendredi soir 7 novembre, devant le club de Nantes : « Il est normal que le parti communiste, dont la pensée politique est maintenant dépassée, souscrive aux thèses surannées du programme commun. Le P.C. est en train de dépérir et il jaut le laisser dépérir tranquillement ». « Il est autrement plus grave, a noté M. Four-cade, à propos du parti socialiste tions politiques s'accrochent encore d ce programme. »

Pour une solution libérale, voyez pages 221-/222 et 243/246 du livre RELEVER LES DÉFIS

Problèmes d'aujourd'hui por Jacques VILLEMINOT

Un livre dont la presse

Edité par la Pensée Universelle 7, rue des Carmes, 75005

Al Kelly Comment faciliter votre vie professionnelle ★ publi-union Ce qu'il faut faire... Ce qu'il ne faut pas faire 1, rue Théodule Répot 75017 Paris - Tel.: 227-89-20

A NANCY

M. Marchais présente un « plan de sauvegarde et de développement régional >

Nancy. - A Nancy, dans le fief de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber exposé au caurs d'un meeting samedi après-midi 8 novembre les conceptians de son parti sur la régionali-

Après avoir rappelé que dès 1969 le P.C.F. s'est prononcé pour l'élec-tion d'une assemblée réglonale au et ter); tion d'une asse suffrage universal et à la représentation proportionnelle, M. Marchals a Indiqué que la région de M. Giscard d'Estaing était » une région ailbi, une région corset, une région courroie de transmission de l'Elysée et une parodie de région ». Il e-ajouté : Dans un second temps, on vous tera admettre une grande région angiobant la Sarre, le Luxembourg et le Lorraine où cette dernière ne sera plus qu'une zone euxiliaire dont les destins seront tracès per la République tédérale allemande. La querelle Metz-Nancy sera vite règlée puisque les deux villes seront devenues des sous-prélectures de Sarre-

M. Georges Marchais e développé ansuite un • pian de seuvegarde et de développement régionel . comprenent six points :

des mines et des usines dans le nord de la Lorraine, du textile et du secteur tertiaire dans le sud) : (député réformateur de Meurine et... du sécleur terhaire dans le sud); Moselle), M. Georges Marchais, ... améiloration des conditions de secrétaire général du P.C.F., a travail et de vie dans une région

qui « compte permi les plus riches de France et parmi les plus dure-ment touchées par la crise ac-tuelle »; ces naturelles existentes (charbon

- priorité eu développement du potentiel aldérurgique lorrain; développement d'industrise diversifiéee correspondant sus

besoins régianaux :

— création de nouveaux équipe ments routiers, socieux et culturels M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, a es-timé, samedi 8 novembre, dans une interview à France-Inter, qu'il « faudrait étre les conseils

qn'il « jaudrait être les conseils régionaux au suffrage universel », et que, en attendant, « il jaut au moins appliquer concrètement la loi de 1972 sur les régions, ce qui n'est pas du tout le cas ». M. Chaban-Delmas, qui préside le conseil régional d'Aquitaine, a ajouté que les présidents des conseils régionaux « allaient le demander au premier ministre avant la jin de l'année ».



"design", son poids plume (13 kg) qui permet de le placer ou de le déplacer facilement.

reste accessible á tous les budgets.

LE PORTACOULEUR SENSITRONIC 28 cm ARISI QUE TOUS LES PORTAVISEURS MÉMOTRONIC NOIR ET BLANC SONT EN VENTE CHEZ TOUS LES DISTRIBUTEURS AGRÉES PIZON BROS

ANNIVERSAIRE

Le souvenir du général de Gaulle a été célébré dans la plupart des communes de France

Le cinquième anniversaire de la mort du général de Gaulle a été « Personne ne souhaite actuelle-célèbre dimanche 9 novembre dans la plupart des communes de la V République, dont le général Brance avec le dépôt de gerbes aux monuments aux morts.

Une messe a été dite dimanche soir à Paris, en l'église Saint-Louis des Invalides, en présence de M. Jacques Chirac, premier ministre.

ministre.

Dans toutes les circonscriptions législatives, les sections de l'U.D.R. avaient pris l'initiative de cérémonies du souvenir.

A Colombey-les - Deux - Eglises, M. Valéry Giscard d'Estaing avait fait déposer une gerbe tri-colore sur la tombe du général par le chef d'état-major particulier de la présidence de la République.

Deux mille à trois mille per-sonnes ont effectué un pélerinage à Colombey, à l'invitation de l'As-sociation nationale d'action pour la fidélité au général de Gauile. Une messe a été célébrée en pré-sence de Mine de Gauile. Les Compagnons de la libération, parmi lesquels se trouvait M. Jac-ques Chaban-Delmas, se sont rendus au mémorial. Un groupe d'une soixantaine de Lorrains étalent venus à pied de Nancy, étaient venus à pied de Nancy, distant de 130 kilomètres. M. Pierre Messmer, ancien pre-mier ministre, député U.D.R. de

lappel

el politique au service

exclusif d'« une certaine idée

de la France »?

RENE-VICTOR

PILHES

PHILIPPE

DE SAINT-ROBERT

JACQUES

VENDROUX

teur. 1 M. André Bord, secrétaire général de l'UDR., a déclaré de son côté : a La vision élevés et étendue que nous donnait de la France et du monde le général de Gaulle et du monas le general de Granue se vérifie chaque jour dans l'im-périeuse nécessité, pour la société française, d'évoluer, sous peine de s'essouffier ou de s'effriter, vers une indispensable et véritable participation et de développer une autorité plus que jamais requise dans les relations internationales. 3 Les diverses chaînes de télévi-sion et les postes de radio ont rendu des hommages à l'œuvre du général de Gaulle.

● L'institut Charles-de-Gaulle (5, rue de Solférino, Paris - 7º) organise du 21 au 23 novembre un colloque sur le thème : « Les conditions de l'indépendance na-

La statue

Entré dans l'histoire de France, Charles de Geuile? Tout le monde ces jours-ci l'a répété est sorti et il y est rentre. Rentre dans cette visille histoire de France, que l'on dit événementialla et qu'on n'ensaigne plus guère qu'à le télévision. Une ire tellement exemplaire, tellement héroique qu'en cours de l'excettente émission de Cleude Santaffi et Françoise Verny, l'homme de Colombey n'était pas plutôt entré, evec Titus, Andronicue, César et quelques eutres, tout droit dans l'Antiquité.

Un Romein Gary Imberbe el dimanche soir cataloguer avec ettendrissemant (TF 1), ses tinalias et asa coupa de génie (« ce n'est pas le commen deur, c'est don Juan), mals c'est le atatue drassée par Santalii qui emeure : « Parlez-nous de lui, grand-père, parlez-neus de lui... -

GENERAL BINOCHE Mejestueux, cruei, marginei, l'origine de « l'Affaire Binoche » royal, entré dans son parsonnage le 18 juin 1940 pour n'en jemels soriir, tel fi est apparu samedi, d'autant mieux qu'on ne le voyali DE MURVILLE Vers un régime présidentiel ? Je voudrais vous parler de la France guère et qu'on l'entendait peu. textes de de Gazile evesi qui, mieux la rhétorique classique, ANDRÉ FROSSARD tes, dire Gary, sux ans. Ce style al caractéristique que caux qui écrivent sur Charles de Gaulle — tel Laurent Salini, lui-même, dans l'Hu-MICHEL JOBERT PIERRE LEFRANC ANDRÉ MALRAUX tent le ton et les cadences

El que de granda acte évoquer ce grand ecteur i Maimariage de Jeanne d'Arc et de Marceau. Non, plutôt Saint-Just -. Juice Roy, marmoréen et senti-mental — « Il n'était pas un personnage de Shakespeare, il était Shakespeare. Il était la tempête ». Maurice Cirvei, qui mime le « père », morts sens qu'il l'ait revu. Fidel Castro, évoqué per

Jean Daniel, et que passion cet autre séducteur de foules. - inclassable -, - hors du commun -, le vieux solitaire couché, immense et troid, sur cette « porte du siècie » qui derrière lui, selon Maireux, s'est termée. Du siècie ? De bien des

JEAN PLANCHAIS.

(1) Cité par le Monde du

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

L'AMENDEMENT GALLEY A LA RÉFORME FONCIÈRE

La loi sur l'architecture aux calendes grecques?

Le projet de loi sur l'architecture n'a au-

22 novembre prochain, à l'appel de l'Asso-ciation pour la démocratisation de l'urba-nisme et de l'architecture (ADUA), qui organise une fête la veille.

Chacun campe sur ses posi-

dispositione du projet de loi (le

Mende daté 12-13 octobre), les

architectes ont manifesté dans la rue le 23 septembre et

réciamé le démission de M. Mi-chel Guy, secrétaire d'Etat à la

culture, eccusé de talblesse face eu ministère de l'équipement. Le

couvernament no o'est pas,

samble-t-ll, ému de cet accès de colère dans une profession en

profe à des maux divers et

devenue presque marginale à

On en est th. Et le projet de

loi sur l'architecture, qui préten-dait réformer la profession et

déclarait l'architecture d'.- Intérêt

public», e été soigneusement rangé dans un tiroir. Les raspon-

sables déclarent, sans grande

conviction, qu'il pourreit être déposé sur le bureau de l'As-

semblée à le fin de la session, afin d'être discuté des le pro-

L'affaire était mel engagée.

Fece oux meledresses du gou-vernement, qui s'apprélait à

de le profession, les architectes

ont au beau leu de dire qu'on

jes fivreit eux promoteurs, situa-

ciame le cristion de « conseile »

tion dont tie samblalent s'ec-

En fait, la réferme ne réformait

pae grand-chose. Ce projet

ommoder fort bien fusqu'ici.

ses 'Veux,

sait certaines pratiques. Les pou-voirs publice a'engagealent à construire avec un architecte ce qu'ile tont déjà... Aux constructeura privés, la projet n'imposett revanche, d'employer un erchi-tecte selarié, altuation peu diffé-

rente de celle où un promoteur

fait signer per un architecte

les services de marketing. El la qualité da l'architecture dans tout cale ? Ralivad-alla du législatif ? Peut-on la décréter et aufit-ii de déclarer qu'ella est d'elntérêt publice? À ce titre, réforme de l'enseignement et celle de le commande publique seront - s'ils aboutiseent à des réaultats concrets - sans deute

Sensibiliser et Informer

plus déterminants.

Reste l'espect le plus Intéressant du projet de joi : la création dans cheque département d'un - conseil erchitectural -. Sans attendre qu'une éventuella loi rende se consultation obligatoire; Sénat le financement d'un tel Sénat le financement de ces organisme qui existe delà à l'étet plus ou moins embryon neire, dans certains départe-

cuns chance d'être discuté, comme prévu. au Pelais-Bourhon avant la fin de l'année. Sans attendre, le gouvernement fait touisfois le nécessaire - per un amendement

turala, consell architectural. Sous des appellations diverses, l'idée est apparue dans les projets auttecture : Il s'agit de créer des organismes de conseil au service du publio, chargés de former et d'Informer les candidats à la construction et les professionnels du bâtiment, efin d'améliorer petit à petit la qualité archi-tacturale des édifices et lour

insertion dans les eltes. Avant même qu'une loi rende laur consultation obligatoire, prépare leur financement, leur tonctiennement et leur contrôle, des cellules se sont mises en piece dans certaine départements ou dans certaines zones ibles. Le parc des Cévennes, le Lot, le Corse, le Savole, par exemple, disposent d'équipes de leunes architectes qui conseillent mande d'un permis de construire, essistent les municipalités eu, altions, des contérences, présentent das films et des montages audio-visuals, efin de sen-

sibiliser le public. : Seion le ministère de l'équipement, que l que soixente-dix départements organisant au tement de tele services. En tait, ia piupart ne disposent pour l'Instant que de quelques archi-

financiers destinés au service de co architectural, dont la loi - si elle est voite un jour -- rendra la consultai obligatoire

de l'Etat.

ou deux jours par mois. Cer-tains conseils g è n è r e u x soutiennent financièrement ces entreprises tinancées sur le budget

Si l'amendement proposé au Sénat par M. Robert Galley, ministre de l'équipement, dans le projet de loi foncière, est adopté, une taxe addit (d'un meximum de 0,3 %) à le taxe locale d'équipement sera prălevée. Elle devrait rapporter quelque 40 eu 50 millions de trancs, solt quatre ou cinq tole plus que les sommes dégagées ectuellement. Son affectation eux eervices de conseil erchitectural ne pourra être définie que dans une loi de tinances et sens doute pas avant l'an prochain. C'est à ce moment-là qu'il sera nécessaire de veiller à ce que le gestion de ces tends soit contiée conjointement au ministère de d'Etat à le culture.

Tandie que le gouvernement ousse, morceau par morceau, son projet, la profession critique cette intégration du service de tration de l'équipement et réciama le création de conselle ouxqueis pereient associés les professionnels de la construction. les élue et les essocietions.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

Prenez vos aises



Nos TriStars vous assurent les vols Paris-Londres les plus spacieux et les plus silencieux.

TriStar est le demier né de la flotte British Airways, la flotte la plus moderne du monde.

TriStar 2-3 moteurs Rolls Royce. Donc il est plus silen-Et c'est le plus grand des moyen - courriers. Donc vous avez plus de place.

Alors, la prochaine fois que vous irez à Londres, profitez-en : prenez vos aises, prenez la Rolls-Royce des avions, prenez



British alrways

Partout dans le monde vous serez en de bonnes mains

JACQUES BINOCHE

L'Allemagne et le Général de Gaulle

(1924-1970)

Préface du Général Binoche

PLON

100 **CI.** ...

©ct: i

région parisienne

La bataille sur

THE FONCIORE

F- ----

uses

Lenteins

le statut est **ouverte**

N maire de Paris; un vrai maire comme dans toutes les communes de France et non plus seulement un président du Conseil de Paris sans guère de presiige et de pouvoirs. Depuis 1878, il n'existait plus. Il devrait réapparaître en 1877, après les élections muni-

- Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieux, va dans quelques jours présenter eu commission le projet du gouvernement qui sers discuté eu Parlement au début de décembre. On en commit les grandes lignes. Paris est une commune et un département. On y trouvers un maire élu par le conseil municipal et chargé d'exécuter ses décisions et un préfét de département représen-tant l'Etat au même titre que le préfét de police pour les fonctions qui mi sont propres. Le projet gouvernemental prévoit en outre, dans son état actuel, l'élection d'un conseil municipal de cent membres, la désignation d'une commission per-manente à l'Hôtel de Ville et, dans chaque arron-dissement d'où disparatiront les meires actuels, d'une commission consultative composée d'élus. Parallèlement des l'été prochain, la région parisienne qui devrait s'appeler lle de France deviendra elle austi une région comme les autres dotée de son conseil régional, de son comité écono-mique et social, mais dont l'exécutif restera le prétet de région.

La liste des candidats au titre de maire de la capitale est ouverie et le débat sur le futur statut est engage. Il porte notamment sur les points suivants : quels seront exactament les domaines et les poids — respectifs du maire et du préfet : comment sera désignée la commission permanente et quel sera son rôle; quel sera exactement le rôle et les moyens des commis-sions consultatives d'arrondissement: quel sera le rôle — et le poids — du préfet de Paris face à un maire puissant et à un préfet de région de

Les spécialistes s'affrontent déjà sur ces questions mais leurs débats n'ont pas encore intéresse les Parisiens. Les intéresseront-ils vraiment et le nouveau statut leur donnera-t-il les moyens de s'intèresser à leurs propres affaires? Paris a beaucoup changé... depuis 1870; ses habitants aussi. Paris, c'est évident, n'est pas une ville comme les autres, et la région parisienne reste différente. Mais, à lire le futur statut de la ville et celui de la région, on est frappé par le manque d'imagination dont out souvent fait preuve ses auteurs. Les Parisiens et les babitants de la région parisienne réclament un « siziut de droit un », mais de droit commun dans l'esprit et pas forcément dans la forme. Peut-on, par exemple. espérer qu'ils « participeront » mieux. si, suriout dans les quartiers nouveaux, on conserve un découpage administratif et électoral ancien et si l'on remplace les malries actuelles. déjà si exsangues et si peu commes, par des commissions vaguement définies? Est-il judicieux de conserver un préfet face à un maire dans un département qui n'est composé que d'une ville ? Voici quelques-unes des questions de fond qu'il n'est peut-être pes trop tard de poser comme le fait ci-dessous M. Luchaire.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON,

Le Vexin joue la carte de l'artisanat

UX portes de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, dans le Val-d'Oise, le Vezin va-t-il devenir au cours des dix prochaines années un des fiefs de sienna? C'est un des principaux objectifa du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (S.D.A.U.). La priorité est tou-jours donnée à l'agriculture, mais le développement du Vexin passe également par la relance du commerce, la protection du paysage at la promotion du tourisme.

Situé à l'extrémité nord-ouest de la région parisienne, le Vexin s'étend aur une superficie de 48 700 hectares et compte vingtsept milie sept cents habitants. entiellement agricole, ce terri-



toire, dont l'uniformité est rompue par des buttes couvertes de forêts, compte soixante-six commille habitants. Le Vexin repré-sente 40 % de la superficie du Val-d'Oise pour 3 % de la popu-

Quatre communes en vedette

Le schema directeur d'aména-gement prévoit une population de les activités de service à l'habita-35 000 habitants pour 1985. Quajouer un rôle important ; Magny-en-Vexin, Marines, Chars et Us. Beaucoup plus qu'un développe-ment accéléré de cette région, c'est le rééquilibrage économique des petites communes rurales qui a été choisi. Trois lignes directrices : artisanat, commerce et tourisme.

Bien que la proportion d'agri-culteurs exploitants et de salariés agricoles demeure forte, leur nombre est en régression. Les activités artisanales qu'on envisage de créer dans le Vexin relanceraient la vie de ses petites communes. Interrogés, 92 % des maires souhaitent des implantations arti-

tion, d'artisanat d'art et de bâtitre communes sont appelées à ment Cette politique de promotion peut réussir. Le Vexin. en effet, a toujours été un lieu privilégié pour l'artisanat : cent cinquante-neuf entreprises artisanales y sont installées pour dix mille habitants, contre cent dans le Val-d'Oise. Cette activité apparaît particulièrement adaptée au caractère rural et à la qualité de l'environnement de cette région.

Le Vexin est sous-équipé en commerces. Les élus souhaitent le maintien des commerces de dépannage (cafés-épiceries) dans les petites communes et la création de commerces alimentaires courants dans les communes de deux sanales dans leur village. Leurs cents à cinq cents habitants.

Respect du milieu naturel

En fait, pour le Vexin, l'artisanat et le commerce sont intime-ment liés. L'amélioration de ces taire des sites pittoresques du dééquipements passe par le « renforcement » de certains centres existants (Marines) at par la création de ces activités dans les zones démunies ou appelées à atteindre une forte augmentation de population comme dans le sud de la région.

Les buttes, les vallées, les bois et bosquets situés près de la ville nouvelle et à 30 kilomètres de Paris permettent de penser que le Vexin peut jouer la carte du tou-

Les territoires de soixante-trois partement. Le schéma d'aménagement protège les chemins ruraux, de même qu'il prévoit la création d'équipements d'accueil et de loisirs.

Une telle ouverture doit se faire a dans le respect des activités agricoles et du milieu naturel ». C'est dans cet esprit que devrait être entrepris la création du parc régional du Vexin, décidés à l'Elysée le 13 septembre au cours d'une réunion interministérielle.

JEAN PERRIN.

FAUT-IL UN PRÉFET A LA CAPITALE ?

Parlement la création d'un département de Paris; le territoire de la capitale correspondra

donc à deux collectivités locales : 1) Le Ville da Paris, commune régla par le coda de l'administration communale sous quelques réserves, dont le principale est le maintien des attributions du préfet de polica; un maire élu par le Conseil de Paris en dirigera les services :

 2) Le département da Paris, régi par le législation départementale, evec cette particularité que les attributions du conseil général seront exercées par le Conseil de Paris, qui elégera alnel, tantôt en tant que conseil municipal, tantôt en tant que conseil général ; le préfet de Paris

dirigere les services du département. Le projet gouvernemental — qui va être discuté par le Parlement repose sur une certaine logique : le nouveau maira da Paris doit avoir. sauf an matière de police, autant de pouvoir que chacun des autres maires de France : autant mais pas plus ; or, el le maire dirige les services municipaux, prépare et exécute les délibérations du conseil munici-pal, c'est le préfet — et non un exécutif départemental élu — qui dirigo les services départementaux, prépare et exécute les délibérations

du conseil général:

par FRANÇOIS LUCHAIRE (*)

« collectivité territoriala à statut par- tes les affaires de la compétence du ticuliar »; Paris n'était ni une conseil municipal sont réglées sous communa ni un département mais evalt - des compétences de nature commune le et départementale .

Pour qua le maire de Paris n'ait pas plus da pouvoir que ses collègues de province. Il fallalt donc retirer à le Ville de Paris ses compétences départementales, et pour cele créer un département de Paris. Les inconvenients, de la solution

gouvarn ementale sont cependant nombreux : 1) il n'est pas normal de donner à deux collectivités locales le mêma base territoriale; un service public départemental ne se conçoit que s'il brang nu enformus yuof uo senummos

nombre da communes du départe-

ment male jamais pour une scule. 2) Le projet gouvernemental réduit les pouvoirs du maire, mêma en matière communala; en effet, il crée une commission permanente à l'imaga de la commission départementale, mais qui eura eussi compétence pour les affaires communales; or, la conseil peut déléguer ses attributions le lei du 10 juillet 1964 supprimant le à cette commission que la maira na département de la Seine (art. 1) « fa présida pas ; ainsi, alors que dans Ville de Paris », c'est-à-dire une las autres communes de Franca tou-

la présidence du maire, à Paris, les affaires déléguées à la commission permanente seront réglées par celleci sans la présidence du maire.

3) Mais surtout, l'administration actuelle de le Ville da Paris devra étre coupée en deux.; une partia des 'services' et leur parsonnel seront municipatix at sous l'autorité du maire, d'autres seront départementaux et sous l'autorité du préfet; certains immeubles de la Ville da Paris lui seront retirés pour être transférés au département (sans Indemnité) par décret, après, il est vral, avis du Conseil de Paris ; le budget sera ausal divisé en deux

il y e tout à redouter du parell découpage das services, des immeubles. des personnels et du budget : que da confilts à prévoir pour conserver ou arracher tel immeuble, tel buresu, tella automobile, tel service et telle

(*) Président de l'université de Paris I : mambre du bureau national du Mouvement des radicaux de

Le premier maire de Paris dépensera certainement l'essentiel de son temps à défendre les blens, les prérogatives et les finances da le ville contre un département que le gouvernement sera soupçonné de favori-

ser en préférant le préfet au maire. Una telle dichotomie prendra des années pendant lesquelles les ser-vices publics fonctionneront mal. Elle risqua aussi da coûter cher eux

Mais sussi sur la plan politique quelle tentation pour un gouvernement qui, en favorisant le département dans lequel la préfet reste la clet da vollte (direction des services préparation, exécution des décisions collégiales, ordonnancement des dépenses), pourra ainsi réduire l'autorité du nouveau maire élu de Paris I

Il serait dommage qua parell souci parties : pour l'une, le maire sere l'emporte sur l'utilité d'une adminisordonnateur, pour l'autre, ce sera tration unique, beaucoup plus à même de rendre à la population pari sienno les services qu'alla lui doit que ne la seralent deux administrations différemment dirigées et souven

> La solution la plus almpla et la plus économique consiste à :
>
> 1) Laisser à la Ville de Parla toutes ses compétences: 2) Confiar au maira de Paria la

> présidence da la commission per-3) Na pas créer un département de Paris :

4) Supprimer la préfet da Paria : 5) Confier au préfet da la région parisienne la tutalle de droit commun et la représentation des intérêts da

- D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

Seine-et-Marne

DU BRUIT AUTOUR DE MELUN - VILLAROCHE

«L strafic maximum annuel de l'aéro dro me de Melun-Villaroche devrait Metun-Vullaroche derrait
s'établir à environ 120 000 mouvements d'avions, dont 40 000
pour l'activité industrielle et
d'entraînement relevant du
ministère de la déjense, 40 000
pour l'activité d'entraînement des corps techniques de l'aviation vivile et 40 000 pour l'aviation de voyage (_). Ces indications per-metient d'affirmer que le niveau de bruit de 1969 ne sera pas

Le ministre de la qualité de la vie cherche, par cette réponse, publiée le 28 octobre au Journal officiel, à rassurer M. Roger Combrisson, député communiste de l'Essonne, qui lui demandait de s'opposer à une extension du trafic sur cet aérodrome, en rai-son des nuisances que subtratent les riverains. Sa position est pour le moins surprenante.

M. Jarrot se réfère au niveau de bruit de 1969 résultant des vois d'essais d'avions militaires qui ont depuis cessé. Il recomnaît lui-même que « de tels trajics n'étaient pas sans avoir de notoi-res repercussions sur l'environ-nement ».

D'autre part, si la réalisation du projet officiel ne risque pas d'aggraver l'intensité du bruit, il du projet officiel ne risque pas de signer l'avis d'enquête préala-d'aggraver l'intensité du bruit, il aboutira à multiplier, en revan-che, le nombre des mouvements d'avions. Ceux-ci passeralent de 10 000 à 100 000 par an, au cent quatre-vingt-dix logements moment où la ville nouvelle de

Melun-Sénart fera le plein de ses habitants.

Certes, la ministre promet que les pistes de l'aérodrame ne seront pas agrandies. Promesse scront pas agrandes. Processe trop facile, Melun-Villaroche peut dès aujourd'hui accueillir des avions de 30 tonnes (une Caravelle pèse 56 tonnes).

M. Jarrot semble donc avoir fait sien un vieur projet du secrétariat général à l'aviation civile et de la chambre de commerce de Mehm (Le Monde du 14 septembre 1972). On s'étonnera que le ministre de la qualité de la vie l'ait adopté sans en changer un iota et surtout sans consulter les étus de l'association, de défense de l'environnement de Melun-Sénart.

Val-d'Oise

190 LOGEMENTS A HOTRE-DAME

A FIN de protester contre le projet de rénovation du quartier Notre-Dame, de Pontoise (Val-d'Oise), deux cents de ses hebitants out décidé d'envoyer à M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, plusieurs centaines de cartes pos-tales demandant son interven-

Le préfet du Val-d'Oise, M. Gilbert Carrère, vient en effet, à la demande du maire de Pontoise, M. Adolphe Chauvin (centriste).

AUTOROUTE A-86: COMMENT LA BOUCLER ?

E comité de sauvegarde de Versailles vient d'adresser au président de la Répu-blique, M. Valéry Giscard d'Es-taing, une lettre-ouverte concer-nant le tracé de l'eutoroute A-86.

Le 18 juin, rappelle le comité, l'Elysée avait indiqué dans un communiqua que le président de la République désirait que l'administration « étudie, de manière approjondie, toutes les hypothèses de tracé, notamment celles qui, jusqu'ici, r'avaient jait l'objet que d'études sommaires. Il s'a g'it d'approjondir certaines études, de jaçon que ce soit bien le meilleur trucé possible qui soit adopté. »

Selon le comité, deux tracés sont actuellement en concurrence : l'un, à l'est de Versailles, est pré-conisé par le district ; l'aure, à l'ouest, par le ministère de l'équirouest, par le ministère de l'équi-pement. Or les études menées actuellement ne tiennent pas compte de la proposition du co-mité qui, selon son président, pré-sente de multiples avantages : le tracé, par l'ouest de Versailles (Yvelines) ne traverserait pas de communes en zone urbanisée, 10 hectares seniement de forte seraient détruits (contre 63 dans seraient détruits (contre 63 dans le tracé retenu par le district) : le prix de revient de l'ouvrage serait de 450 millions alors qu'il serat pe 450 millions alors qu'il atteint 910 millions dans le pro-jet du district et 1 400 millions si la proposition du ministère de l'équipement est retenue.

Le préfet des Yvelines, M. Jean Brenas, affirme quant à lui que tous les tracés seront étudiés.

Parcs industriels à Evry. A eux seuls, les prix seraient déjà un argument décisif.

100 à 135F le m2.

Soit deux fois moins cher que la moyenne des prix pratiqués en pro-

Des avantages sans prix.

Pas de TLE. Et pourtant les terrains sont viabilisés et l'environnement soigné. Une redevance réduite à 25F/

m2 construit Des démarches simplifiées. Vous beneficierez d'une aide importante pour la recherche d'un financement et de soutiens efficaces

pour toutes les procédures administratives Ce sont les avantages d'une ville

Un choix de terrains

nouvelle.

de 1500 m2 à plusieurs ha. Vous pourrez acheter un terrain nu mais aussi louer ou acquérir des locaux "clé en main".

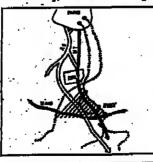
A vous de choisir votre emplacement Les parcs industriels d'Evry ont chacun une vocation particulière. Vous aurez donc la possibilité de choisir le lieu d'implantation le plus en rapport avec votre type d'activité.

Une position stratégique,

Ces terrains, proches du centre. dEvry, sont parfaitement desservis. L'autoroute du sud et la N.7 mettent Evry à 20 mm de Pans. Deux lignes SNCF relient Evry à la gare de Lyon et à la gare d'Austerlitz. La nouvelle ligne SNCF sera mise

en service le 6 décembre. Ses 4 nouvelles gares seront des nœuds d'échange avec le réseau RATP. Elles mettent Evry à 33 mm. de

la gare de Lyon. A Evry, fintendance a précédé.



Tél. ou écrire à M. REZEAU. EPA. Av. de la Préfecture. 91011 EVRY. Tel.: 077.82.00 Telex: EPEVRY 600774F.

Vous ne serez ni les premiers, ni les demiers, à vous implanter à Evry.

JUSTICE

AU CONGRÈS DU SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE A MARSEILLE

De la lutte pour le pouvoir au régime des honoraires

Marseille. - Le congrès du Syndicat des avocats de France, qui a lieu depuis le 8 novembre à Mar-seille (le Monde daté 9-10 novembre), n'échappe pas aux us et coutumes de ce genre de réunion : il y a ce qui se dit, il y a ce qui se trame. Ce qui se dit n'est pas totalement inatiendu.

Il y a déjà de l'esprit de continuité dans ce jeune ement : Marseille (1975) fait suite à Gremovement: mareuse (1573) fait suite à Gre-noble (1974), et l'on voit encore plus nettement remettre en cause le mode de désignation des conseils de l'ordre, leur fonctionnement, leur degré d'initiative et d'indépendance; fout comme l'on assiste à un examen sévère, mais sans démagogie, des modes et du taux de rémunération de l'avocat; des modifications qu'on pourrait leur apporter, du poids que représentent, pour l'indépendance du barreau, les pratiques actuelles.

Quant à ce qui se trame, on en chercherait vien sûr aussi painement l'annonce dans le thème du congrès - « Des avocats, pour quoi faire ? » que dans la liste des commissions chargées de débattre d'un tel sujet. La lutte pour le pouvoir

Car s'il est d'usage de rappeler que le SAF,

L'immense catalogue dresse par Me Francis Pudlowski, du bar-reau de Paris, dans son rapport d'orientation devait d'abord rappeler que les avocats sur qui tous et même eux s'interrogent, évo-luent dans une société en crise où ctous les secteurs de la vie où atous les secteurs de la vie sociale sont de plus en plus son-mis à l'exploitation capitaliste ». En sorte que, les assauts du minietre de l'intérieur et les abandons du ministre de la jus-tice se conjugant; « les libertés sont menacées » et, dans ce cas, « la justice ne constitue pas un monde à part ». « Or, la classe sociale au nouvoir n'a pas de raison de noupouvoir n'a pas de raison de vou-loir changer une justice qui, loin de donner un contenu aux droits que les travailleurs crolent avoir

conquis, le plus souvent consacre des inégalités de fait eristantes, » Cette crise de la justice n'épar-gue pas l'avocat, à propos duquel on a pu se demander s'il avait « encore une quelconque utilité », d'autant que « le rôle de l'avocai, déjà limité, tend à se restretadre », « Pourtant, observe M. Pudlow-ski, l'avocat continue d'être un geneur pour le pouvoir. C'est pourquoi le pouvoir s'acharne à le discréditer.» Quant au régime des honoral-res, il était l'objet d'une commis-

sion réunie dimanche après-midi. Certes, il n'en est pas sorti une

l'ordinateur de bureau

de grandes entreprises.

le développement de votre entreprise. Importante mémoire de masse sur

Hermes Data System 211 est un calculateur de conception

Floppy-Discs compatibles IBM

Technologie garantissant

une très grande flabilité

(de 1 à 8 unités).

des informations.

Imprimente rapide à

aiguilles avec doubles caractères noir et rouge.

Double tracteur pour l'entraînement de

modulaire : il évoluera avec

HERMES DATA SYSTEM 211:

nous l'avons pensé pour les PME et

les établissements décentralisés

présent dans quarante-huit barreaux, est e proche dn programme communs, on ne peut plus aujourd'hui s'en tenir à un tel raccourd. D'abord parce que le SAF compte plus ouvertement que les partis de la gauche — et sans les récuser — un certain nombre d'adhérents dits « gauchistes : qui savent se faire entendre, à défaut d'obtent gain de cause. Le bureau dut bien le constater débat de procédure sur l'organisation des dis

De plus, si, pour les partis, l'appellation e programme commun » paraît à certains deve caduque, les groupes qu'on y rattache connaissent la même évolution. Certes, à présent, la direction du SAF est our mains du parti communiste : le président, la socrétaire générale et, jusqu'à il y a peu, la trésorière, en sont membres. Rien n'indique toutefois que cela doive durer. Comme ailleurs, le PS. grossit à la base. Quelle place le P.C. va-t-il devoir concéder? A quel partage va-t-il consentir juste avant d'y être contraint? Autant que le thème officiellement retenu, c'est là une question primordiale du congrès de Marseille.

solution miraculeuse qui permet tratt, dès maintenant, au client de n'être plus dans l'ignorance presque complète de ca que lui coûtera un procès à engager ou même une consultation. Mais la commission est convenue, annon-cent est un erre sans deute l'avis cant ce qui sera sans doute l'avis général, qu'il n'était plus possible de « continuer comme avant ».

Un débat honnête

De notre envoyé special

Dans cette optique, on a donc rappelé les études de coût, de prix de revient de l'heure d'avocat (de 100 à 150 F selon les casì tel qu'on l'a déjà fait à Lyon, à Bobigny ou à Paris. On a louguement discuté sur le point de savoir si l'estimation du revenu de l'avocat devait être posée en termes de nécessité ou en termes de futur souhaitable. On a recherché selon quels critères devait être établie la rémunération moyenne d'un avocat : la conventiou collective qui régit la situation de leurs employés ou les traitements touchés par les magistrats. Des chiffres d'origine lyonnaise ont même été fournis qui faisalent apparaître des rémunérations a n'n u elles de

dimanche matin 9 novembre à l'occasion d'un

66 000 à 75 000 F pour & les cabinets les plus anciens », 35 000 F e pour les cabinets récents ».

Bref, le débat s'est honnêtement engage et les difficultés n'ont pas été contournées, ce qui ne signifie pas qu'elles aient déjà été résolues. Personne ne s'y attendait d'allieurs, pas même le SAF. Il reste que ce mouvement assume, aussi limité que soit le nombre de ses achérents, une tâche de clarification dont le reste de la profession, à de rares exceptions près, n'a officiellement cure. — Ph. B.

• M. Jean Ravail, délèqué général du médiateur. — Le Journal officiel du 9 novembre publie une décision, mettant fin aux fonctions de délègué général du médiateur, exercées par M. Jacques Legrand. M. Legrand sera remplacé par M. Jean Ravail, inspecteur général de l'administration au ministère de l'intérieur, D'anire part, le médiateur, M. Aimé Paquet, a créé un secrétariat général chargé d'instruire les réclamations qui lui sont adressées. M. Denys Pierre et M. Viviane Weil ont été nommés respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint.

La discrète célébration du 25° anniversaire de la convention européenne des droits de l'homme

d'être celébre du 5 au 8 novembre à Rome, sur l'initiative du Conseil de l'Europe, le vingi-cinquième anniversaire de la convention européenne des droits de l'homme, signée dans la capitale italienne le 4 novembre 1950 et entrée en vigueur le 3 septembre 1953.

Souls des experts étalent conviés à ce qu'il faut bien appeler une commen gent, en dehors de la nation invi-

Charge de présenter le « bilan politique de la garantie euro-péenne des droits de l'homme », M. Pierre-Henri Teitgen, profes-M. Pierre-Henri Teitgen, professeur à l'université de Paris - I, ancien garde des sceaux, n'a luimème jugé le bilan positif que « dans l'ensemble et dans les limites des obligations » définies par la convention. Saisie de sept mille requêtes individuelles au 1° janivier 1974 (1), la commission n'en a finalement retann que cent trente. Cinq pays sur dix huit, dont la France, dernier pays à ratifier la convention en 1974 avec la Suisse, refusent encore que les particuliers puissent agir directement contre les Rhats, cè qui a permis à un parlementaire socialiste français, M. Jean Péridier, sénateur de l'Héraulit, d'observer qu'il n'y avait pas de vraie. server qu'il n'y avait pas de vraie ratification si celle-ci écartait les recours individuels.

recours individuels.

Reste pour l'instant ce résultat, qui, pour représenter une faille réalle dans l'omnipotence des Étais, est maigre. A quoi peut-il tenir? A l'extrême lourdeur de la procédure, ce n'est pas miable. Mais quelle part doit-on ménager aux propos du président en exercice de la cour européanne, M. Balladore Pailleri, pour qui cette dernière n'a pas mission de protéger les droits de l'homme mais la convention qui en dresse la liste?

N'est-ce pas faire trop pen de

la liste?
N'est-ce pas faire trop pen de cas de l'observation de M. Max Sorensen, foge à la cour de justice des Communautés européennes de Luxembourg (c'est-à-dire l'Europe des Neul, et non pas cella des dix-hult représentés au Conseil de l'Europe)? Il notait dans son rapport sur l'évolution des droit de l'homme de 1950 à 1975 : « Il faut considérer l'objet et le buil d'un truité comme s'opposant le but d'un traité comme s'opposant à la fixation et l'immobilisation rigides de la réglementation juri-dique, pour réserver la possibi-lité d'une évolution qui tienne compte des modifications et transformations que subit le milieu social dans lequel le traité dott être appliqué.» Il n'eu est pas moins vrai que M. Sorensen pré-

De notre envoyé spécial destinée à promouvoir la réforme

destinée à promouocir la réforme sociale. »

Des six rapports présentés, on notera d'abord, en termes de pur droit international, celui da M. Ciaudio Zanghi, président du comité d'experts en matière de droits de l'homme du Conseil de l'Europe, professeur à l'université de Messine, qui s'est livré, pour ainsi dire, à une analyse spectrale de la convention entre 1950 et nos louis.

nos jours. Mais, puisqu'il s'agissait des droits de l'homme, donc de démodroits de l'homme, donc de demo-cratia, n'est-es pas le rapport consacré par M. Willibald Pahr, directeur général de la chancel-lerie fédérale d'Autriche, à « Févo-lution de la liberté d'expression » qui retiendra le plus l'attention? Faisant référence aux événements portugais: (les affaires de Répu-blica et de Radio - Renaissance). le rapporteur affirmers que la le rapporteur affirmera que la liberte d'information est « indispensable au fonctionnement de la démocratie plus encore que les droits traditionnels de réunion et d'association ». Car, pour lui, « la collaboration du citoyen aux af-faires publiques ne se limite plus à participer à intervalles plus ou moins longs à des élections ou des plébiscites, mais nécessite une parplebiscites, mais necessite une par-ticipation permanente à la gestion de la chose publique ». Mais seul sera à la hauteur de cette tache un citoyen bien informé, «tota-lement intégré dans le système de

communication sociale ». Cependant, M. Pahr observera « La liberté d'information est de nos jours doublement menacée. Le progrès technique (en soi dépourou de signification) en-traîne une tendance à la concentraine une tendance à la concen-tration, qui incite ceux qui dis-posent des moyens de communi-cation à en abuser. » De sorte que cette concentration aboutit à e empêcher le citoyen de faire usaga de son droit de procurer et de recevoir librement l'infor-cention ». Or a la société est mation ». Or, « la société est désormais touve d'interpenir de manière efficace pour créer et maintenir des conditions dans

tante, l'Italie, aux seances d'ouverture et de clôture, n'avait dépêché de représentants, et l'impres-sion prévalait d'une certaine indifférence des Etats envers cette juridiction qui seule de son genre, pent, entre autres, accueillir les plaintes des particuliers contre ces Etats,

Il est vrai que la somme des résultats obtenus durant ce quart de siècle n'a de quoi susciter ni la crainte des Etats jaloux de leur souveraineté ni l'enthousiasme des défenseurs des droits de l'homme.

lesquelles l'enercice de ce droit est pessible à tous ».

Ayant indiqué que la tâche des Etats ne pouvait plus se réduire à une proclamation formelle de la liberté de la presse, l'orateur devait conclure: « De nos fours, les partis politiques, la grande industrie et autres puissants groupes de pression s'efforcent de mettre la main sur les moyens d'information et d'orienter cellect dans le seus qui leur convient. » « Cette situation, toute nouvelle en matière de liberté d'information, oblige les pouvoirs publies à veiller au maintien de la diversité » (M. Pahr avait affirmé auparavant : « Le devoir de l'état demeure l'existence de médias ayant la possibilité et la volonté de fournir l'information »). Mais les pouvoirs publics, conclut-il, doivent agir avec prudence de manière que la liberté d'expression ne soit pas remplacée par una diversité d'opinions manipulée par l'État. »

PHILIPPE BOUCHER.

(1) Celles-ci sont soumises à la commission des Droits de l'homms — après épuisement des voies de recours dans le pays visé par la requête, — qui se prononce sur leur recevabilité.

Devant la cour d'appel de Paris

L'AVOCAT GÉNÉRAL REQUIERT DE LOURDES PEINES D'EMPRISONNEMENT CONTRE LE RESPONSABLE DU PATRIMOINE FONCIER

Il aura fallu plus de trois heures à M. Amable Pasturel, samedi 3 novembre, devant la neuvième chambre de la cour d'appel de Paris Paris, pour requerir contre les principaux responsables de la société civile de placements immobiliers Le Patrimoine foncier de lourdes peines d'empri-sonnement, formule elliptique qui ne laissait deviner si l'avocat général demandait ou non une

genéral demandati ou non une asgravation des peines prononcées le 26 juillet dernier par le
tribunal correctionnel (cinq ans
d'emprisonnement pour Claude
Lipsky et trois ans pour GeorgesWalter Huc).

Auparavant le représentant du
ministère public avait démontré
le rôle de chacun dans les prélèvements frauduleux réalisés par
l'intermédiaire da sociétés fictives
au préjudice des épargnants, ainsi
que dans les prélèvements directs
effectués sur la caisse du Patrimoine à la veille du départ de
Claude Lipsky pour Israéi et de
Georges Waltar Hue pour le
Venezuela.

Paidoiries du 13 au 15 novem-

Paidoiries du 13 au 15 novem-

L'affaire Paul Touvier

POURYOIS EN CASSATION CONTRE L'ARRÊT DE LA COUR DE PARIS

Le procureur général de la cour d'appel de Paris vient de se pour-voir en cassation confae Farrêt rendu le 17 octobre dernier par la chambre d'accusation de Paris dans l'affaire Paul Touvier.

Les six familles de résistants qui avaient engagé l'instance se sont, elles aussi, pourvues en cassation contre cet arrêt qui déclarait irrecevables les plaintes déposées contre l'ancien chef de la milice de Lyon, parce que les faits dénoncés étaient déjà prescrits lorsque fut promulgué, le 26 décembre 1964, la loi déclarant imprescriptibles les crimes contre l'humanité.

Le chambre criminelle de la Cour de cassation devrà donc, à nouveau, examiner un dossier qu'elle connaît bien, pour avoir, le 6 février dernier, cassé des arrêts des chambres d'accusation de Lyon et de Chambéry, qui se déclaratent incompétentes.

Après un accident du fravail

PEINE AGGRAVEE EN APPEL POUR LE DIRIGEANT D'UNE SOCIÉTÉ

La cour d'appel de Metz a condamné, le vendredi 7 novem-bre, M. Yves Pelissier, présidentcondamné. le vendredi 7 novembre, M. Yves Pelissier, présidentdirecteur général d'une entreprise
de. construction de Saône-etLoire, à un mois de prison avec
sursis et 5 000 F d'amende, et
M. Descharne, conducteur de travaux, à la même peine de prison
et 2 000 F d'amende, à la suite
d'un accident mortel survenu en
avril 1974 sur le chantier de construction d'une malterle dans le
port de Metz.
En juillet, le tribunal de grande
instance n'avait condamné les
deux hommes qu'à un mois de
prison avec sursis et à une
amende de 900 et 1 000 F.
Le 4 avril 1974, des ouvriers de
Penireprise étaient occupés à la
mise en place d'un panneau de
eoffrage métallique d'un poids de
1 500 kilos retenu par une corde
de chanvre. La corde cassa et
deux ouvriers furent écrasés par
le panneau. L'un d'eux, M. Méchmet Aydigmus, fut toé sur le coup,
cependant que son collègue était
hlessé.

FAITS DIVERS

o Un comité pour le soutien et la libération de M. Yann Fouéré (1), directeur du journai l'Avenir de la Bretagne, arrêté le 21 octobre à Saint-Brieuc, a réuni plusieurs dizaines de signatures qui réclament la libération immédiate de M. Fouéré et s'élèvent contre e la répression politique que le gouvernement français utilise à l'encontre des autonomistes de l'Heragone ».

(1) M. Jean-Jacques Mourreau, 8 his, rue Lacharrière, 75011 Paris.

The Front des jeunes progressistes annonce qu'il a déposé une plainte contre K. après le cambriolage commis pendant la nuit du 30 au 31 octobre à son siège social, 10 bis, avenue de la Grande-Armée, à Paris (17°).

Du papier à en-tête du F.J.P. et de la Conférence internationale des jeunes d'Europe et des pays arabes ayant été volé, le P.J.P. « tient à-mettre en garde ses interlocuteurs, tant au sein de la a tient a metire en garde ses in-teriocuteurs, tant au sein de la presse que des mouvements poli-tiques, contre une éventuelle uti-lisation à des fins provocatries de ce papier à en-tête ».

 RECTIFICATIF — Le serrétaire général de l'Association pour la défense du terroir breton pour la défense du terroir breton l'addition au la Paragond Lé nous indique que M. Raymond Le Borgne — interpellé samedi 18 octobre, lors d'une opération de police visant les milleux aotono-mistes bretons — n'est pas le fils de M. Théophile Le Borgne, maire et conseiller général de Lander-neau (indépendant), comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 21 octobre. nous indique que M. Raymond Le



Nous desirons

Ti recevoir une de

Ponction

assister à une démonstration de l'ordinateur HDS 211

Langage direct adapté aussi bien à la gestion qu'au calcul technique.

Lecteur-enregistreur

Ecran de visualisation.

Bibliothèque standard

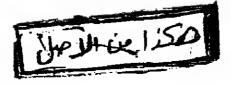
de programmes.

sur cossettes magnétiques.

Montparnasse est au cœur de Paris, et l'hôtel Sheraton au cœur de Montparnasse.

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver: tél. 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel



in gran

AF \$141

FF1 ...

4

2.3

8.7

un raidissement croissants.

par PAUL CANONNE (*)

paraît que l'Elysée est à le recherche d'une idée-force sur l'en-esignement (le Monde du 21 juin). Recherche étonnante s'il en est : depuis des décennies, rapports et plans e'accumulent dans

les tiroirs. Tout le monde a son avis sur la question et se croit

compétent, y compris ces « observateurs » que eont, en principe, les journalistes. Mais quand on réunit tout ce beau monde pour dis-

cuter, il n'en sort qu'una certifuda ; celle d'une totale absence de consensue (cf. ectes du colloque Fontanet). Et quand un ministre,

pour une fois du métier, présente un plan d'ensemble cohérent et passablement novateur, c'est un tollé de protestations contradictoires qu'il l'accuelle, tant et si bien que le grand projet de loi aranoncé

na retrouve un semblant da visage que grâce aux amendements des parlementaires. Il y a donc de quol y perdre son istin, et il n'est nullement étonnant que l'Elysée cherche une idée-force capable de

dépasser ces contradictions. Mais y e-t-il bien des contradictions; en quoi consistent-elles at peut-on les dépasser? Si l'on e'en tient eux idées générales, épanouissement de l'indi-

vidu, transmission des connaissances, formation du citoyen, préparation à le profession, intégration des apports de « l'école parallèle », coopération da la familia et de l'école, tout la monda sembla d'accord. Mais c'est une apparence trompeuse. Pour les grands concepts comme la laïcilé, l'obligation ecolaire, la gratuité, chacun y met un autre

contenu. Comme pour la démocratie, il y e tout au plus eccord sur les mots : tous les partis se prétendent « démocratiques », et pourtant... Et si les esprits e affrontent avec violence dès qu'on eborde, par exemple, l'égalité des chances ou le rôle du bac, ce o'est

pas equiament parce que les réponses concernent des millions de

perants et d'élèves, c'est surtout parce que ces réponses dépendent,

en définitive, de l'idée qu'on se fait de l'homme et de le société.

par conséquent d'un projet politique eu sens le plus large du terme.

Prenons, par exemple, le problème du programme comm uniqua et obligetoire (îl ne s'agit que d'enseignement...). Un tel pro-

gramme va de pair avec une conception élitiste du secondaira et devient impraticable dée jors que je quasi-totaillé des enfants entre

en eixième. Si on veut le maintenir, il feut revenir au lycée de papa, et c'est le rêve de beaucoup. D'autres, en revancte, veulent adapter le moole eu niveau moyen de la classe d'âge : c'est alors le tronc

commun, le plus petit dénominateur commun, récismé à la fois eu nom de l'égalité des chances (qui, dans cette conception castratrice consiste à couper tout ce qui dépasse) et de le revendication caté-

maintien des fillères. Abomination pour les rousseauistes de la

pédagogle qui, erguant du mauvais fonctionnement des fillères ectualles (eu détriment des plus faibles, il faut le dîre), refusent d'en

chercher les causes et condemnent cette organisation comme intrinsèquement mauveise. Pour les thuriféraires du plan Langevin-Wallon, en particulier, c'est un article de foi dont on ne saurait discuter : d'où

l'approbation de Pierre Juquin face eu projet Fontanet (1) et les dis-

cussions difficiles de la commission mixte paritaire du Parlement pour mintroduire dans le loi Heby les ectivités d'epprofondissement.

Des problèmes tout eussi complexes, pédegogiques bien eur, mess eussi politiques et, en outre, systématiquement politisés, se posent

à propos de la cohérence des programmes d'enseignement. En son nom, les conservateurs et tous ceux pour qui les Intérêts calégoriels passent eyant ceux des âlèves, réclament le maintien de l'encyclo-

pédisma de ladia. En son nom et tout autent pour des raisons caté-

horeires d'bistoira et de philosophie une ettaque dallbérée du gou-

vernement en placa contre le développement de l'esprit critique. Mele ces mêmes gens qui prétendent défendre l'organisation systé-

metique des connaissances - et elle est nécessaire effectivement -

affirment en même temps : « Il n'y e pas de connaissance ni d'infor-

mation objectives. « (Le Monde du 25 septembre.) Ce n'est certes pas feux, d'une certaine façon. Mais cale aboutit aussi, le cas échéant,

à oler « cette base commune d'accord, avec son implication que les

êtres humains forment une seule et même espèce... La théorie nazle

ou d'un achéme d'explication euquel toutes les connaissances

el tous les esprits doivent se plier. On sait, en effet, par expé-

rienca que cette ettitude n'est pas l'apanage des totalliariemes révolus. Et en supposant que le professeur marxiste et prosétyte ne soit qu'une création de l'idéologie dominante, il resterait à

convaincre les élèves qui en subissent un - et leurs parents -

qu'il ne s'egit là, en effet, que d'une ombra chinoise sur le paroi de le caverne. Et al une part importante du programme est leissée

au bon plaistr de chacun, les parents eeront plus que jamais en droit de demander des comptes aux enseignants quant à lour propra

Nous touchons là su vrai problème de toute réforme de l'ansei-

gnement, sur le pien politique. La majorité dont est légalement issu le gouvemement, actuel n'est, dans l'éducation nationale, qu'une

minorité. Les syndicats qui ecutionnent l'opposition obtiennent 80 % des voix. Les parents de même tendance, plus de 60 %. Parents et

enseignants de cette tendance forment généralement un front uni evec les grandes centrales syndicales (FEN, C.G.T., C.F.D.T.) et les

pertie soutenant le programme commun, pour combattre toute tentative

de réforme qui, améliorant le fonctionnement de l'Institution ecoleira, donc rédulsant les sources de conflits, démobiliserait les militants. On se demende même s'ils ne refuseralent pas leur propre projet

de rétorme, dès lors que c'est le gouvernement en place qu'ile leur proposerait. Or en face c'est, hélas i le désert, ou presque : les

syndicats et associetions minoritaires soni incapables de s'unir, entre

eutres raisons parce que tel ou tal, qui se proclame pourtant

la vocation d'un service public qui e'adresse é tous, on fait une réforme qui empêche le dévolement politique de l'institution et la

modernise. Mais on prend alors le risque de heurter de front l'oppo

allion - qui s'arroge volontiers le monopole en matière d'enseignement, ce qui, du reste, répond logiquement é son espoir d'une » eutre société », sinon d'un homme nouveau — et de déciencher

des vagues qui, vu la puissance des drganisations qui entrent en jeu et leurs liens evec le domaine social et le domaine économique,

pourralent fort blen beiayer ledit gouvernement. Mais renforcer la

mainmise de l'opposition eur le système scolaire, c'est aussi préparer

le renversement de majorité politique. Alors, que faire ? Les repentirs successils de M. Haby illustrent ca dilemme et ses canséquences.

metiquo et de priocipe à une opposition constructive el de concer-tation. Or ce que l'opposition croit être le condition indispensable

de sa victoire politique le conduit, hélas i vers une ntolérance et

Une véritable réforme de l'enseignement ne pourrait être, dans les conditions actuelles, que le fruit du passage de l'opposition systè-

El l'embarras de l'Elysée n'e rien qui doive surprendre.

Le dilemme est donc en gros le suivant. Ou bien on prend le risque da faira une réforme répondant aux voaux de l'opposition at, pratiquemant, cale veut dira qu'on accepte qua le système ecolaire devienne, de plein droit, l'un des principaux leviers de le transformetion politique de le société. Ou bien, sans en faire le véhicule de l'idéologie dominante, ce qui n'est pas non plus

» libérel », prétend à l'hégémonie.

Dès lors, on se demande e'il s'agit de le cohérence propra à chaque discipline, à une conception d'ensemble de l'enseignement

nie spécifiquement l'existence d'une notion de vérité » (2).

es » volent dans le réduction partielle de

Ou alors c'est vers le diversification des contenus et des maîtres qu'il faut aller, en eccord avec le diversité des élèves. Mais cela veut dira aussi, même evec le recours aux groupes de niveau, le

gorielle du corps unique avec horaira et salaira uniques,

LA FEN ET LA FÉDÉRATION CORNEC L'IMPOSSIBLE CONSENSUS à propos des « journées vérifé » du 12 au 15 novembre

POLÉMIQUE ENTRE M. HABY

M. René Haby, ministre de l'éducation, vient de mettre en garde la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.; présigée par M. Jean Cornec) à propos des « journées vérité » que ces deux organisations ont annoncées pour les 12, 13, 14 et 15 novembre. Il e'agit de permettre aux parents d'élèves de venir librement dans les locaux scolaires, pour y voir vivre l'éta-M. René Haby, ministre de venir librement dans les locaux scolaires, pour y voir vivre l'éta-hlissement de leur enfant « à cœur oupert » et s'entretenir avec les enseignants. M. Haby y voit « l'inusion des établissements scolaires pendant quaire jours », le risque de « voir troubler le dérou-lement normal des classes, et Isque de Coor trouter le desou-lement normal des classes » et cune pression inadmissible, au moment où le Parlement discu-tera du budget de Péduention . La FEN, dans un communiqué, declare de son côté : « Les parents qui visitent leur école ne doivent pas être considérés comme des a personnes étrangères à l'éta-blissement, ils ne constituent pas un « public » venu au spectacle. Ils revendiquent le droit d'être admis comme des interlocuteurs des partenaires.»

La C.F.D.T. et son Syndicat général de l'éducation nationale disporent que la « campagne verité » organisée du 12 au 14 novembre par la Fédération de l'éducation nationale et la Fédération des l'éducation nationale et la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (le Monde du 24 octobre) ait été décidée unilatéralement par ces cresanisations. La C.F.D.T. estime, dans un communiqué, « que l'école et l'éducation ont trop d'importance pour être l'objet de décisions isolées et anti-unitaires ». Le syndicat « engage donc l'ensemble de ses organisations à intervenir activement pour faire de cette campagne d'information ■ La C.F.D.T. et son Syndicat de cette campagne d'information une véritable action commune des travailleurs, des personnels de l'éducation, des jeunes et des pa-

L'ASSOCIATION PRESSE INFOR-MATION JEUNESSE SOUHAITE UNE UTILISATION ACCRUE DES JOURNAUX DANS LES ÉTABLIS-SEMENTS SCOLAIRES.

L'Association presse information jeunesse (APLI) — qui rassemble une centaine de journalistes pari-sieus et provinciaux spécialisés ou s'intéressant aux questions d'éducation et de jeunesse — a décidé, au cours de son assem-blée générale réunie mercredi 5 novembre, de développer l'action entreprise depuis cino années en entreprise depuis cinq années en faveur de « la presse à l'école ». L'association réclame en parti-culier que e tous les titres, sans exception aucune, puissent être admis sans obstacle (dans les établissements scolaires), au choix des enseignants et des élèves appelés à les utiliser », et que « le ministère de l'éducation et les organisations regroupant l'en-les organisations regroupant l'en-semble de la presse écrite puissent signer un accord pour des tarits d'abonnement préféren-tiels s. L'APIJ juge aussi néces-saire un effort de formation des enseignants, pour la connaissance de la presse et son utilisation pédarogique. pédagogique. L'association a élu un nouveau L'association à en un nouveau bureau pour l'année 1975-1976. Présidente, Marie-Laure Augry (T.F.1); secrétaire général, Jean-Pierre Corcelette (éditions Fierrus); irésorier, Bernard Soulé (démissionnaire du Figaro); membres : Christiane Chombeau (Le Monde) Eleve Olliette (L'Armoll); par Chimbeau (Le Monde) Eleve Olliette (L'Armoll); par Chimbeau (Le Monde) Eleve Olliette (L'Armoll); par Chimbeau (L'armoll); par Chimbe memores: Christiane Chombeau (le Monde), Pierre Olivieri (l'Hu-manité Dimanche). Le bureau comprend également des repré-sentants des groupes régionaux de l'AFIJ (Alsace, Aquitaine, de l'AFIJ: Jean-Jacques Schaet-tel (l'Alsace), Jean-Pierre Spiriet (Suf-Curet) Cdille Cimetierre (Sud-Ouest), Odile Cimetierre (agence Algles, Lyon), André Cau-dron (Nord-Eclair).

 Délégation universitaire chinoise en France. — Une délégation universitaire : chinoise, compre-nant notamment les vice-prési-dents des comités révolutionnaires des universités de Pékin, Chan-ghal, Tientsin, Kirin et du Liso-Ming, des enseignants et des di-recteurs de plusieurs facultés, ainst que le responsable du bureau des affaires étrangères du minis-tère de l'éducation, effectue une visite d'une dizaine de jours dans les universités françaises. Celle-ci succède au voyage de dix prési-dents d'université français en Chine l'an dernier. Les membres chine l'an dernier. Les memmes de la délégation, acc mpagnés de trois représentants de l'ambassade de Chine populaire à Paris, ont été reçus le vendredi 7 novembre par M. Jean-Pierre Soisson, secré-taire d'Etat aux universités.

LES GRANDES MANŒUVRES D'AUTOMNE

Les projets de création d'un nouveau syndicat étudiant L'absence des étudiants de la vie politique et syndicale du pays crée un vide que certains cher-chent actuellement à combler. Les étudiants so-

cialistes devraient annoncer, le 19 novembre, au cours d'une conférence de presse, leur projet da création d'un syndicat d'étudiants. Le Mouvement d'action et de recherche critique (MARC, proche de la C.F.D.T.) va constituer dans les jours qui viennent son « collectif national d'initiative et de liaison » (« le Monde » du 15 octobre 1975). Les

uns et les autres lanceront-ils conjointement un syndicat étudiant » non corporatiste » et » anticapitaliste » qui rivalisera fatalement evec les deux UNEF, mais surtout evec l'UNEF ex-Renouvezu, animée par les communistes ? Les syndicats, les partis politiques et leurs

« antennes » étudiantes, les mouvements confessionnels préparent cet eutomne de grandes manœuvres, dont les étudiants, pour la plupart indifférents jusqu'ici sont l'enjeu.

Des comités pour un syndicat des étudiants de France, (Cosef), animés par des étudiants socialistes, ont fait leur apparition ici et là dans les universités depuis la rentrée. Leur objectif, comme leur nom l'indique, est de préparer la création d'un syndicat étudiant qui se situerait dans la mouvance socialiste et qui pourrait voir le jour en 1976. Au parti socialiste, officialiement, on se montre très prudent à propos de cette initiative. Mme Edith Cresson, déléguée du P.S. à la jeunesse et aux étudiants, préfère laisser parier les étudiants eux-mêmes. M. Louis Mexandeau, député du Calvados et délégué du P.S. à l'éducation, est plus explicite : a Il ne s'agit pas de créer une courroie de transmission syndicale de notre parti. Les étudiants ne l'accepteraient d'aulieurs pas. Nous remarquons simplement que le P.S. n'a pas actuellement d'interlocuteur syndical valable dans le monde étudiant et que cette situation est anormale, »

à la Fédération de l'éducation nationale; ceux-ci, craignant une poussée communiste à l'université, poussée communiste à l'université, ne seraient pas fâchés de voir les étudiants socialistes renforcer l'eutre UNEF (Unité syndicale, dirigée par les trotskistes de l'Alliance des jeunes pour le socialisme). Une certaine peur du gauchisme joue également son rôle: le MARC epparaît trop proche d'un certain « folklore P.S.U » pour être vraiment crédible aux yeux des responsables du P.S. En définitive, les dirigeants socialistes ne sont peut-être pas très soucieux de contribuer à rassembler au sein d'un syndicat sembler au sein d'un syndicat étudiant toute une extrême gauche qui pourrait finalement leur causer des embarras. Le P.S.U. a laissé le souvenir d'une gestion parfois élastique à la Mutuelle nationale des étuciants de France (M.N.E.F.). L'actuelle direction socialiste de la M.N.E.F., qui suit pourtant ettentivement le projet de syndicat étudiant, en-tend blen garder ses distances et

ne pas donner prise au soupçon qu'elle pourrait favoriser financiè-rement celui-ci. La dernière séance exploratoire La dernière séance exploratoire réunissant les diverses organisations citées plus haut, qui s'est tenue, lundi 3 novembre, n'a pas contribué à clarifier la situation. Les étudiants socialistes continuent à hésiter entre une alliance avec le MARC, bénie par la C.F.D.T., et la tentation de faire cavalier seul, oui risouerait de recavalier seul, oui risouerait de re-C.F.D.T., et la tentation de faire cavalier seul, qui risquerait de rejeter le MARC dans une sorte d'unité d'action avec l'UNEF (ex-Renouveau). Les faibles troupes ces uns et des autres (mille pour le MARC, guère plus pour les étudiants socialistes) ne doivent pas, en effet, cacher le véritable enjeu de ces alliances. Celui-ci est électoral. Les conseils d'université doivent être renouvelés en décembre. Le mandat de la pludécembre. Le mandat de la pludécembre. Le mandat de la plude de la conseils d'université doivent être renouvelés en décembre. Le mandat de la pludécembre. Le mandat de la plude de la conseils de la plude de la plude de la conseils de la plude de la plude de la plude de la conseils de la plude de la plu décembre. Le mandat de la plu-part des présidents d'université, qui sont élus par ces consells,

DOMINIQUE DHOMBRES.

Envisagé

à la veille des vacances

La volonté des étudiants socialistes de lancer un syndicat dans leur milieu de travail était déjà connue evant les vacances (le Monde daté 18-19 mai 1975). Mais Monde daté 18-19 mai 1975). Mais le projet ne reposait pas uniquement sur eux. Des séances exploratoires avaient en lieu en mai et en juin, sous l'égide de la C.F.D.T., réunissant des représentants du P.S., du P.S.U., du Mouvement d'action et de recherche critique (MARC), du Mouvement rural de la jeunesse curtière catholique féminine, de la vrière catholique féminine, de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) et de l'Action eatholique universitaire. La présence de ces mouvements d'action catholique ne doit pas surprendre : il y e longtemps que certains d'entre eux, eu particulier la JEC, pren-nent position sur les problèmes politiques ou syndicaux, et ils avaient sans doute leur mot a la creation dun syl d'étudiants.

An cours de ces séances, des difficultés ont surgi entre le difficultés ont surgi entre le MARC et les étudiants socialistes. Pour le MARC, le futur syndicat ne devait pas se lier les mains ne devait pas se lier les mams en approuvant un programme de gouvernement, fût-il celui de la ganche. Les étudiants socialistes, en revanche, estimaient néces-saire une référence au pro-gramme commun. D'autre part, les représentants des divers monvements en présence étaient agacés d'avoir affaire à chaque réunion à des interlocuteurs différents du côté socialiste. Les étudiants socialistes n'ont plus en effet de structure officielle. L'ancien bureau, de tendance CERES, a été dissous le 3 mai dernier par le comité directeur du parti.
Quant à Mme Cresson, candidate
à Châtellerault, elle n'a pu
assister qu'à une seule réunion.

Néanmoins, un projet commun semblait se dessiner : un collectif national devait fédérer les groupes épars, un rassemblement national était prévu fin jauvier, un journal devait être lance et le MARC souhaitait « se dé-passer » en disparaissant au sein du nouveau syndicat. · Tout semble remis en cause

Tout semble remis en cause depuis la rentrée : les étudiants socialistes qui ont formé les Cosef ne semblent plus désireux de les fondre immédiatement dans une instance qu'ils ne controlleralent pas. Les idées du MARC (qui sont aussi celles de la C.F.D.T.) sur l'étudiant comme « jeune travailleur en formation » recevant un salaire, sur l'enseignement alterné (comportant des stages rémunérés dans les entreprises et les administrations) ne leur sont guère famillères. Mais, surtout, il semble que sur l'opportunité même du licenciement d'un syndicat étudiant le P.S. soit profondément divisé. C'est, dit-on, une vielle idée de M. François Mitterrand, mais le CERES y est hostile et préfèrerait voir renforcer les rangs de l'Unice petionale des étudiants. rait voir renforcer les rangs de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau animée notamment par les étu-diants communistés).

Plus importante apparaît l'hostilité de certains responsables syndicaux socialistes appartenant

• Stages pour les diplômés de l'Université à la recherche d'un emploi. — L'université de Vin-cennes (Paris VIII) organise à partir de la mi-novembre un stage gratuit à l'intention des diplômés de l'enseignement supé-rieur à la recherche d'un preneur a la recherche d'un pre-mier emploi. La d'urée de ce stage est de deux mois, à raison da deux séances d'une demi-journée par semaine. * Université Paris-VIII, formation permanente, route de la Tourelle, 75371 Paris Cedex 12, tél. 808-82-26.

CARNET

Naissances — Annick Lione, Simone et Christian Zhamermann, ont la joia d'annoncar la venue da Cédric, Christian. Paris, le 7 novambre 1975,

Dèces

EDMOND BARRACHIN On apprend le décès à Paris, 9 novembre, de M. Edmond BARKACHIN, sénateur des Hauts-de-Seine, ancien ministre.

M., Edmond RARRACTEN, sénateur des Hauts-de-Seine, ancien ministre.

[Né le 12 Janvier 1900 à Paris, Edmond flarrachin est étu député des Ardennes à la Javeur d'une étection partieig en 1934. Il s'inscrit eu groupe de la gauche rodicale. Battu aux légistaives de 1936, il devient directeur du bureau politique, du parti social trancais et occupe co poste jusqu'en 1939, Engagé, volonfaira au début de la guerre, fait prisonnier, il s'évade et rejoint les Forcas françaises librés, dans les rangs desquelles sa couduite lui vant la croix de guerre et la médalle militaire, etu membre de la deuxième Assemblée constituente en 1946, à la tête d'une liste du parti républicain de la liberté dans la Seine, il est réétu à l'Assemblée nationala la même anhée. A nouveau réètu en 1951, il s'inscrit au groupe R.P.F., mais quitte la formation goulliste en 1952 après avoir voté en faveur de l'Investiture de M. Antoine Pinay, estimant que les effectifs du groupe goulliste ne lui permettent pas d'adopter l'attitude d'opposition au régime de le IVe République prinée par le général de Gaulle. Edmond Barrachin fonde alors le « gruupe Indépendent d'action républicaine et sociale ». De luin 1953 à juhn 1954, époque à laquelle n' doit être hospitaine et sociale ». De luin 1953 à juhn 1954, époque à laquelle n' doit être hospitaine et sociale ». De luin 1953 à juhn 1954, époque à laquelle n' doit être hospitaine et sociale ». De luin 1953 à juhn 1954, époque à laquelle n' doit être hospitaine et sociale ». De luin 1953 à juhn 1954, époque à laquelle n' doit être hospitaine et sociale ». De luin 1953 à juhn 1954 époque à laquelle n' doit être hospitaine et sociale ». De luin 1953 à juhn 1954 époque à laquelle n' doit être hospitaine et sociale ». De luin 1953 à juhn 1954 époque à laquelle n' doit être hospitaine et sociale ». De luin 1953 à juhn 1954 époque à laquelle n' doit être hospitaine et sociale ». De luin 1953 à juhn 1954 époque à laquelle n' doit être hospitaine et sociale ». De luin 1953 à juhn 1954 époque à laquelle n' doit être h

LOUIS PIMONT

Nous appranons la décès de M. Louis PIMONT, député socialiste de la Dordogne, maire de Bergérac, mort dimanche 9 novembre dans une clinique de Bordeaux, des suites d'une opération chirurgicale. ume cumique de Bordeaux, des suites d'ume operation chirurgicale.

[Louis Pimorit était né le 20 février 1905 à Laguenne (Corràze). Après un début de carrière à la préfecture de ca département, ê y est déégué dans les fonctions de prétet à la Libération, puis est nommé secrétaire général de la Dordogne (février 1945). Sous-préfet de Partheney (Deux-Savres) en 1946, puis de Bergerse (Dordogne) en 1949, puis de Bergerse (Dordogne) en 1949, puis de Bergerse (Dordogne) en 1949, puis de Bergerse (Dordogne) en 1958, il occupe, bujours dans le même cabinet, les fonctions de conseiller technique. Placé en position de conseiller technique. Placé en position de conseiller générel de la Dordogne en luin 1962, et réélu dépuis. En novembre suivant, il est étu dépuis de ce département et s'epparente eu groupe S.F.I.O. Elu maire de Bargerse en 1968 à la faveur d'une élection partielle, fl est battu le même année eux élections législatives, mais retrouve son siège en 1972.

M. Pimorit sere remplacé à l'Assemblée autonaite par M. Raoul Jarry, conseiller général, maire d'Eymat (Dordogne).]

— Mme Raymond Aubry-Lecomic, M. Michel Aubry-Lecomic et ses enfants.
M. et Mine Bernard Courtan et leuns enfants,
M. et Mine André Carle et Leuns min committee and the committee and the colonel of Mine Paul Benson.
Le colonel of Mine Paul Benson.
Le doctour et Mine Louis-Charles
Desrosiers et leurs enfants,
sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de Maître Rzymead AUBRY-LECOMTE, notaire honoraire, encien président de la chambre départementais des notaires de la Sarthe, ancien président de la caisse régionale de garantie des notaires de la cour d'appel d'Angers, leur époux, père, grand-père, frêre, survenu le é novembre 1975 en son domicile, muni des sacrements de l'Egiise, à l'âge de soixante-quinse RDS.

Ans.
La cérémonie religieuse aura lieu la mercredi 12 novembre, é 13 h. 45, en l'église Saint-Dominique, 18, rue de la Tombe-Issoire, 14° Ni fieurs ni souronnes, des prières. Le présent avis tient lieu de faire-

7. rue Emile-Dubois, 75014 Paris.

M. Jacques Martinais et ses M. et Mine Bernard Comte, Leurs parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès

da Mme Christiane MARTINAIS, survenu brutalement le 1975. Les obsèques ont et lieu au colombarium du Père-Lachaise, le vendredi 7 novembre 1975. Cet evis tient lieu de faire-part.

La Fondation da France nous prie d'annoncer ta décès d'une de ses donatrices,
 Mms H.-E. NADOLNY,
survenu à Paris, le 4 novembre 1975, dens sa quatre-vingt-neuvième année.

année.
Un arrvice religioux à sa mémoire sara célèbré le vendredi 14 novembre, à 11 h. 30, au templa de Peotemont, 106, rue de Grenelle, Paris-7°.

Anniversaires

de la mort du docteur Françels BACLESSE, une pensée est demandée à tous ceux qui restent fidèles à son souvenir.

Messes anniversaires

- Le jeudi 13 novembre, en ta chapelle Saint-Jean-Baptiste de Bellevilla (métro Jourdain), une messe anniversaire sera célébrée, à 8 heures, pour la repos de l'ama du regretté du regretté

Pierre MORAN,
professeur à l'Université de Paris I
(Panthéon-Sorbonne).
De la part de :
Mins Moran,
Mile Garcie,
M. et Mine Garcie et ses enfants.

Remerciements — Guy, Yves, Alain Lévêque et leurs familles remercient tous ceux qui se sont associés à leur deuil lors du décès de leur mère,

Visites et conférences

MARDI 11 NOVEMBRE VISITES GUIDEES ET PROACE.

NADES. — Caisse nationale des mon um en ts historiques, 15 h., 25, boulevard de Vaugirard, Mme Legregoois: « Le quartier Maine-Montparnasse et la tour ». — 15 h., métro Monge, Mme Cevald: « Le mosquée de Faris ». — 15 h., 33, rue de Eivoli, Mme Pajot: « Saions du ministère des finances ». — 15 h., devant l'égliss, Mms Puchal: « Esint-Germain-l'Auxerrois ». — 15 h., métro Etté, Mme Dètres: « De de la Cité ». — 6 h., 12, rue de Tournon: « Le Sénat » (Mme Barbier). — 15 h., métro Père-Lachaise » (Tombes élèbres du Père-Lachaise » (Mma Camus). — 15 h., métro Saint-Paul: « Les restaurations du Marais » (Connaissance d'id et d'ailleurs). — 15 h., 123, boulevard de Port-Royal de Paris et le jansénisme » (Mme Ferrand). VISITES GUIDEES ET PROME-NADES. — Caisse nationale des

Bitter Lemon au raffinement sans précédent. SWEPPES Bitter Lemon.

RELIGION

L'ASSEMBLÉE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS MÉTÉOROLOGIE

Vous portez un message spécifique

affirme Mgr Le Bourgeois

Deux absences regrettables et regrettees samedi 8 novembre à l'UNESCO, où l'assemblée de la Fédération du protestantisme français avait organisé une séance publique sur le thème : « Qu'attendez-vous du protes-tantisme? »

Il s'en est fallu de peu que Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille, fût là. Il avait en effet Marseille, fût lâ. Il avait en effet accepté de venir comme orateur plusieurs semaines avant d'être ein président de la conférence épiscopale de France. Cette nouvelle charge ne lui facilitait pas les choses : cela aurait été son premier acte public ; il aurait en une moindre liberté d'expression ; son calendrier s'est trouvé brusquement plus chargé. S'il n'a pas cru devoir passer outre à ces obstacles, Mgr Etchegaray a pourtant adressé un message « qui n'est pas de pure formé » et dont on lira d'autre part certains passages. tains passages.

Deuxième absent : un conférencier agnostique qui aurait permis d'élargir le thème de la rencier aginosaque permis d'élargir le thème de la séance et de parer au danger souvent couru par les chrétiens de narcissisme. Le pasteur Albert Gaillard, ancien secrétaire général de l'Eglise réformée de France, l'a regretté en ces termes : « Je crains que nous n'enjermions l'avenir de l'Evangile dans ce que Roger Mehl appelle un « énclos ». Il serait bon que nous entendions la voix et la quête de ceux qui, sans partager notre foi, ne sont pas étrangers à l'espérance de l'Evangile. »

La séance de l'UNESCO n'a cependant manqué ni de substance ni d'intérêt. On peut même avancer qu'elle fera date dans l'évolution de l'accuménisme en

l'évolution de l'œcuménisme en France. En demandant à la hié-rarchie catholique d'exprimer officiellement son opinion sur les

officiellement son opinion sur les lacunes du protestantisme français, la fédération met en effet celle-di su pied du mur. l'obligeant à clarifier un contentieux que dix ans de congratulations post-conciliaires mutuelles ont tendance à recouvrir, au moins en public.

Voici les principales e questions » de Mgr Armand Le Bourgeois, évêque d'Autan et président de la commission épiscopale pour l'unité des chrétiens, qui était venu à la place de Mgr Etchegaray. Elles faissient suite à une énumération de diverses qualités ray. Elles raissient sinte a une foundration de diverses qualités de l'homme protestant : attention à la parole de Dieu, c'est-à-dire la Bible; sens de la responsabilité personnelle; coresponsabilité écclésiale; sens de la liberté, etc.

« alternatives gratuites » du geure de « sacerdoce universel ou sacerdoce ministériei »; e grâce ou sacerdoce ministériei »; e grâce ou mérite »; e charisme ou institution »; e allergies » à l'égard des structures de l'Eglise, des ministères, des sacrements ; tentation de se démarquer par rapport au catholicisme : manque de consensus doctrinal, ecclésiolo-gie incertaine ; insuffisance d'un trangul d'impensaire et de renyctravail d'inventaire et de renoupellement » de la tradition protes-tante analogue à celui qui est en-trepris par l'Eglise catholique depuis Vatican II.

"« Nous avons conscience que vous portes un méssage spéci-fique, a déclaré d'autre part légr Le Bourgeois. Lancez-nous donc l'affirmation joyeuse, en même temps que renouvelée et ac-tualisée des institutions jonda-mentales de la Réjorme. »

Après avoir risqué cette for-mule : « Parits dos à dos, nous sommes passés par le fuce à face, maintenant nous cheminons côte à côte », et énumérs divars types d'actions qui pourraient être menées en commun, l'évêque d'Antire conciet

d'Autum conclut : «Si notre « morale close » s'ex-

Message de Mgr Etchegaray

« NOUS DEVONS TENDRE COUTE QUE COUTE

A UNE UNITÉ ORGANIQUE » Voici queiques-uns des pas-sages du message adressé par écrit par Mgr Fichegaray en tant que président de la confé-rence épisoopale de France :

a Je souhaite que vous puis-siez mieux définir votre unité protestante et votre vocation

a Il ue s'agit plus de clarifier nos divergences ou de soulignes nos convergences, nous devous tendre coûte que coûte à une unité organique dans une Relise respectivents des valeurs et des traditions particulières, sou-cleuse d'une exhortation per-manente et mutuelle à la conversion, s

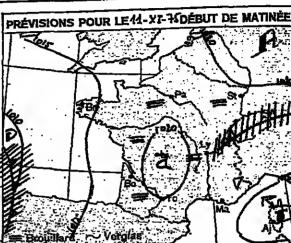
« Notre grande tiche - L plus urgante et la plus difficile concerne l'ecclesiologie, le mystère de l'Aglise, à la fois institution et événement, afin d'éviter aux fidèles de camper dans un « no man's land n où ia foi perdrait vite toute comis-

dans ce monde en mutation sont plus devant nous que der-rière nous, si complesses et si hesse dei nom quise encors a nonserre descompres bar les honserre descompres bar les hesserres des noms ser-bresserres des noms ser-

prime parjois en termes différents, notre « morale ouverte » est la même. Dans une société permissive, abusivement permissive, le rôle des chrétiens ensemble est moins de rappeler des lais que de foire entende la manage de foire entende de la manage de foire entende de la manage de foire entende de la manage de la man que de faire entendre le même

AUJOURD'HUI





Evolution probable du temps en France entre la-lundi 10 novembre à 0 heure et la mardi. Il novembre à

La France ristera dans une sone de veuts falbles, entre les hautes pressions continentales qui demeurent à peu près s'attionnaires et les basses pressions des Açores qui se développeront vers le golfe de Gascome et la péninaia Ibériqus.

Mardi 11 novembre, le tamps sera brumeux eur la plus grande partié du pays, avec des brunillards matinaux nombreux, et souvent très

denses dans les vallées au lever du jour. Dans le quart eud-ouzet, de be lle s éclairles se développenun l'après-mid. Allleurs, le ciel restera généralement très nuageux avec des

generalement très nuageur avec des pluies éparses.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de 1s journée du 9 novembre; le second, le minimum de le nuit du 9 au 10): Ajaccio, 18 et 9 degres; Biarritz, 13 et 2; Bordeaux, 9 et 4; Brest, 10 et 3; Caen, 8 et 4; Cherbourg, 10 et 5; Clermont-Ferrand, 7 et 4; Dijon, 7 et 5; Granoble, 7 et 2; Lille, 7 et 3; Lyon, 5 et 3;

Marseille, 12 et 9; Nancy, 7 et 1;
Nantes, 8 et 4; Nica, 15 et 7;
Paris - Le Bourget, 8 et 4; Pau, 13
et --1; Perpignan, 9 et 8; Rennes, 9
et 5; Stranbourg, 8 et 4; Tours, 7
et 5; Toulouse, 5 et 4
Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 8 et 1 degré;
Athànes, 18 et 11; Bonn, 10 et 2;
Bruxelles, 6 et 1; Res Canaries, 2;
et 17; Copenhague, 8 et 5; Genère, 7
et 4; Lisbonne, 18 et 7; Londres, 10 et 5; Madrid, 13 et --4; Moscou, 2 et 0; New-York, 21 et 17; Pelimade-Majorque, 15 et 3; Rome, 18
et 12; Stockholm, 5 et 4.

loterie nationale

Liste officielle des sommes à paver tous cumuls compris, aux billets entiers

Termi- naison	Finales et numeros	Sommes a payer	Termi- naison	Finales et numeros	Somme à payer
1 -	921 343 451 329 581	F. 500 5 000 50 000	7	19 307 21 167 329 587 157 537	F. 50 000 50 000 50 000 100 000
2	32, 1 482 5 022, 5 562, 6 142, 343 452, 44 662, 59 122, 329 582, 278 132,	200 5 000 5 000 5 000 5 000 50 000 50 000 50 000 100 200	8	8 148 ' 358 668 9 148 343 458 23 988 51 118 329 588	100 1 100 1 100 1 100 6 100 5 100 50 100 50 100
3	83 3 993 5 563 343 453 077 393 329 583	200 5 000 5 000 5 000 100 000 5 000 200	. 9	49 2 549 3 009 343 459 69 829 87 289	200 5 200 5 000 5 000 50 000 50 000
4	329 584 269 224 343 454	50 000 100 000 500 000		90 999 329 589 000 999	50 000 50 000 700 000
5	765 5 525 9 875 343 455 77 395 329 585	500 5 000 5 000 5 000 50 000 50 000	0	80 530 680 9 820 343 450 329 580 139 280 352 190	200 500 700 5 000 5 000 50 200 100 200 100 000
6.	9 696 343 456 329 586	1 000 5 000 5 000 50 000	TRAN	ICHE DU G	ROS LOT
7	27 6 237 6 377 343 457	200 5 000 5 000 5 000	TIRAGI	E DU 8 NOVE	MBRE 197

MÉDECINE

L'AMIRAL SANGUINETTI : parmi les cadres, on peut déceler une certaine fermentation.

DÉFENSE

Le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinett, président de la commission permanente des essais des bâtiments de guerre. crie « cosse-coe » dans une inter-view que publie, cette semaine, l'hebdomadaire le Point, et il

view que publie, cette semaine, l'hebdomadaire le Point, et il estime que « les armées courent à la faillite ».

Au risque de « se faire saquer unc fois de plus » (1), le vice-amrical d'escadre Sanguinetti, frère de l'ancien secrétaire général de l'U.D.R. M. Alexandre Sanguinetti, affirme que « les cocoricos ne doivent plus abuser personne. Certains metériels arrivent à bout de souffle ». « Vous verrez, dit-il, qu'il jaudra réarmer les cieux chassepois qui sont dans nos musées. » Le viceamrial d'escadre Sanguinetti cite l'exemple de la marine : « Il fui foudra quarante ans, à la cadence actuelle, pour construire son nouveau porte-hélicoptères. »

Le vice-amiral d'escadre Sanguinetti estime qu'il n'est pas le seul à faire un diagnostic aussi sévère. « Parmi les cudres, on peut, dit-il, déceler une certaine genenatation : ils venient un instrument de travail, c'est-à-dire que leur amée ait les moyens de ses missions. » Si en e haut lieu » on l'ignore, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti en rend responsables eles ministres qui, depuis des années, se sont repliés de plus en plus sur leur entourage personnel et ignorent avis et avertissements des chefs militaires responsables ». « Si cela dure, c'est la catastrophe », dit-il. la catastrophe », dit-il.

(1) Après la publication dans le stonde daté 19, 20 et 21 septembre 1974 d'une série inticulée « Vus autocritique de l'institution militaire », le vice-amiral d'accadra Sanguinetti avait perdu ses fonctions de major-général de la marine le 30 octobre 1974 et il n'a retrouvé un poste que le 27 noût 1975.

L'OPÉRATION « BOUKE DE NEIGE »

« Videz vos placards sans pour sutant débarrasser vos caves i », est en quelque sorte le mot d'ordre de l'opération e Boule de neige » contre le cancer, organisée jusqu'au 14 novembre, par l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer à Villejutj (1) et la Lique nationale contre le cancer (2).

nale contre le cancer (2).

En effet, pour la première fois dans une campagne pour une grande cause nationale, il ne sera pas demandé d'argent, mais des objets et dons en nature (étains, cuivres, services de table ou de verres, porcelaine, argenteris linge de maison, peintures, gravures, bijoux, objets de collection, etc.) qui seront cendars aux enchères par des commissatres-priseurs bénévoles.

Le objets expendit litre de

Les objets peuvent être de-posés par les donateurs, pour Paris, sur l'esplanade des Invalides, et pour la province, involues, et pour les salles de dans les matries, les salles de vente, et sur les autres lieux indiqués par voie d'affieheties apposées dans les boulange-ries et pharmacies.

(1) 15, Evenus Paul-Vaillant-Couturier, 94800 Villejuif, Tel. 726-65-18. (2) 90, rue d'Assas, 75006.Paris. Tél. 325-24-05.

cancer aux Etats-Unis a augmenté de l'Institut national américain du cancer a expliqué cette soudaise 1975, révèlent des données statistiques publiées jeudi 6 novembre à Washington. Le taux de mortalité du cancer a en effet atielnt le chiffre record de 176,3 contre 189,5 en 1974. Le directeur de l'Institut national américain du cancer a expliqué cette soudaine hausse constatée pendant les sept premiers mois de 1975 par contre 189,5 en 1974. Le directeur de l'Institut national américain du cancer a expliqué cette soudaine hausse constatée pendant les sept premiers mois de 1975 par contre 189,5 en 1974. Le directeur

PREMIÈRE RÉUNION DE LA COMMISSION CHARGEE D'ETU-DIER LES PROBLEMES DE L'AVENIR DE LA MÉDECINE LIBERALE

fisamment ressenti, ainsi que le suggère Mgr Etchegaray.

La Bible en bandes dessinées

11 novembre, le thème de leurs travaux « Situation et vocation du protestantisme », l'assemblée a

consacré sa journée de dimanche à des études bibliques. Pour les protestants qui refu-sent toute hiérarchie ou autorité ecclésiale, la Bible, Parole de Dieu,

est l'autorité suprème. Encore faut-il s'entendre sur le sens de cette souveraineté et étudier l'An-

cette souverameté et étudier l'An-cien et le Nouveau Testament en Eglise pour les interpréter cor-rectement. Les méthodes de lec-ture de la Bible sont nombrenses, et pas toujours complémentaires. Elles sont donc source de diver-gences. La plupart des désaccords entre les chrétiens proviennent de 18

entre les chrétiens proviennent de là.

La Fédération a vouln laisser à ses Eglises membres la liberté de présenter les méthodes qui avaient leur préférence.

1) Lecture spontanée «fonda-mentaliste», c'est-à-dire pratique-ment une prédication de type plus ou moins plétiste;

2) Lecture « bibliciste » où la Bible est expliquée par la Bible et singulièrement le Nouveau Tes-tament par l'Ancien;

et singulièrement le Nouveau Testament par l'Ancien;

3) Lecture historico-critiqua;

4) Lecture structurale, etc.

A ces lecteurs de type classique, on pourrait ajouter la transcription par bandes dessinées.

Elle a été présentée sur l'écran
au cours d'un culte de la Cène
résolument moderne : m'im e
résolument moderne : m'im e
liburgique par les concélébrants.

vin présenté dans une jaure avant d'être versé par deux diaconesses dans des coupes de ceramique, solo de flûte, etc.

solo de flitte, etc.

Les cultes protestants ont la réputation d'être souvent ternes et ennuyeux. Ce ne fut pas le cas de celui-ci, qui aurait plutôt pêché par un caractère spectaculaire peut-être trop appuyé, si l'on en croit certains fidèles.

HENRI FESQUET.

La « commission Ordonnesu », chargée de procéder à l'étude des problèmes posés par l'avenir de la médecine libéraie, a tenu sa première réunion jeudi 6 novempremière reunion jeun s'inveni-bre, au ministère du travail. Le création de cette commission, qui devait se réunir dès le mois d'acût, avait été décidée en mai dernier, au moment de la signa-ture de la convention provisoire entre les médecins et les caisses

entre les médecins et les caisses de sécurité sociale. Présidé par M. Pierre Ordonneau, conseiller d'Etat. ce groupe de travail comprend des représentants des ministères intéressés (travail, santé, finances et agriculture), des médecins (conseil de l'ordre, syndicats médicaux, plus un médecin hospitale-universitaire) et des caisses de sécurité sociale.

Le programme de la commission, « ambitieux et qui demanderu de longuez études », estime M. Ordonneau, comporte la prise en charge de tous les problèmes que pose l'exeruice de la médecine, de l'obtention du diplôme au départ à la retraite. Seront en premier abordées, dès la semaine prochaine, les questions de la formation médicale continue et de mation médicale continue et de l'implantation des jeunes méde-

Les premières conclusions de ces travaux devraient être ren-dues vers la fin du premier semestre de 1976.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 9 novembre 1975 : DES DECRETS

Portant création de cantons dans le département de Seine-et-Marne;
Modifiant les régimes administratif et financier de la Comédie-Française.

UN ARRETE

D'aptitude aux fonctions de maître de conférences agrégé-médecin, chirrurgien, spécialiste ou biologiste des hôpitaux.

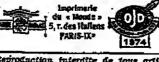
Bilté par la SARL le Monde. Gérants : lacques Fauvat, directeur de la publication



MOTS CROISÉS

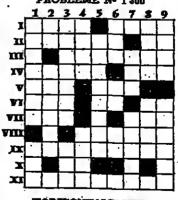
de la Loterie Nationale

Relatif à la procédure de nominaiton aux emplois hospitalo-universitaires vacants mis au recrutement, au titre de l'année 1975, pour les disciplines autres que la rhumatologie, la psychiatrie d'adultes et la chirurale infantile. rurgie infantile. DES LISTES



Reproduction interdite de tous arti-cies, sur accord avec l'administration.

PROBLEME Nº 1 300



HORIZONTALEMENT

HORIZONTALEMENT

I Arrive à ébullition dans des con ditions très particulières d'échauffement; Fut favorable à Condé. — IL Le soleil et les soucis l'attirent peut-être; D'un auxiliaire. — III. D'une certaine contrée. — IV. Pour les prendre, il suffit parfols de se baisser; Dans une locution latine exempte de pitié. — V. Raconte (inversé); Réduisit de volume. — VI Arrête le souffie; Saint; Prénse. — VII. Jouèrent un rôle dans la Bible; Ne donne qu'une très falbie idée de la pampa. — VIII. Pris par le vainqueur. — IX. Appar-

tiennent à une méchante race. — X. Abréviation. — XI, Comme des reproches inacceptables.

F.

VERTICALEMENT VERTICALEMENT

1. Rétrécit à l'usage; On ne donnerait pas cher de sa peau.—
2. Titre a brégé; Câbles.— 3.
Avaient de quoi se désaltérer;
Figure hiblique.— 4. Coup dur;
Elément d'un jeu.— 5. Généralement lavées par des gens très
propres.— 6. Devises étrangères;
Orientation; Abréviation.— 7.
Prénom féminin; Appel peu protocolaire.— 8. Héroine de Zola;
En Espagne.— 9. Localisée;
Durent moins longtemps quand
elles sont basses.

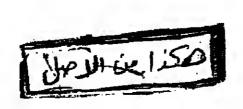
Solution du problème nº 1 299

Horizontalement I Portraits.— II. As; C.C.;
Oul.— III. Lenine; En.— IV.
Elles; Areg (of «erg»); — V. Ur;
Occase.— VI. An; Is.— VIII. Or;
Deni.— VIEI. Aune; Erse.— IX.
Troussa.— K. Rå; Ro; Io.—
XI. Elues; Tri.

Verticalement

1. Pâleur; Atre. — 2. Oseur; Oural. — 3. Ne; Arno. — 4. Tol-son; Bure. — 5. Ron; S.O.S. — 6. Escides. — 7. Io; Raserait. — 2. Tuées; N.S.; Or. — 9. Sin-gardes

GUY BROUTY -



L'assainissement monétaire international L'art et l'impôt par la méthode des petits pas

L'ASSAINISSEMENT d'un système monétaire interna-tionai toujours eussi insteble sera l'un des thèmes principaux de la conférence » au sommet » que six chefs d'Etat et de gouvernement (Etats-Unis, France, Allemagna tédérale, Grande-Bretagne, Jepon et Italie)

tiendront à Rambouillet les 15, 16 et 17 novembre prochains. Une réforme d'ensemble élant pour l'instant exciue, que taudra-t-il faire pour permettre une stebilisetion progressive des taux de change?

ST-IL réaliste de chercher aujourd'hui à élaborer une nouvelle cherte mo-nétaire plus ou moins universelle destinée é prendre le suite de celle de Bretton-Woods ? N'est-II pas plus raisonnable, pour le moment tout eu moins, de considérer comme une donnée le modus vivendi qui e'est établi au cours des dernières années et de chercher par des mesures concrètes à le rendre progressi-

vement plus acceptable?

Catte thèse semble aujourd'hul gagner du terrain. Elle e trouvé récemment un avocat da poids en la parsonne de M. Alfred Hayes, encient président da le Federal Reserve Bank de New-York. Dans un exposé présenté é Washington, le 31 soût der-nier, M. Hayes e suggéré que, afin de limiter l'ampleur des fluctuations de changes, afin d'éviter, en particulier, des mouvements erratiques entre les priocipales monneles, les eutorités responsables de le gestion de ces monnaies renlorcent leur

Une tella coopération exista délà lusqu'à un certain point. Elte fonctionne notar en ce qui concerne tes relations entre les pays membres du » serpent ». S'aglasant, en revencte, des relations entre les monnaiss du « serpent » et le dollar, le développement de le concertation se heurte au fait que, du côté des Etats-Unis, la libre flottement du dollar est resté jusqu'ict un dogme. Les responsables américains, s'ils se prétent à des actions de nivellement des cours, n'acceptent pas de les pousser jusqu'é un point où elles risqueraient de constituer une attainte à ce dogme. Entrer dans vota judicleusement auggérée par M. Hayes supposeralt done une évolution des conceptions américaines. . . .

Entrer dana cette vola supposeralt aussi que fût résolu un problème technique iniportant sur lequal l'attention ne s'est peutêtre pas jusqu'ici suffisamment concentrée.

par GUILLAUME GUINDEY (*)

entre le Système de réserve fédérale américain et les autres banques du club. Mais là s'arrête le similitude. Pour complèter les - swape - et les consolider, les Etats membres de la Communauté éconor européenne ont institué entre eux un eys-tême de concours mutuals, d'un montant d'allieure assez faible. Les Etats-Unis ne disposent pas de facilités de ce genre (su moins aussi longtemps que n'entrera pas en vigueur l'accord prévoyant un concours mutuel entre les pays membras de l'O.C.D.E. En revenche, on peut dire qu'ils bénéficient de la part du reste du monda d'une faculté da découvert d'un type special et d'un montant illimité. Dans la mesure où tes partenaires des Etets-Unia consentent à echater et à conserver des dollars, lis dispensent les eutorités américaines de la nécessité de posséder des réserves. En outre, ils permettent à cas autorités de s'endatter cans courir de risque de change, pulsqu'alles contractent des dattes libeilées non pas en monnaies étrangères, mais dens leur propre monnale (alors que les emprunts de réserves, notamment sous forma de «swaps», es traduisent habituellement par des dettes libellées dans la monnale du préteur).

teurs de l'instabilité du dollar. Le principal moyen ausceptible d'être mis en œuvre an cas da nécessité d'un soutien de la monnaie américaine est constitué par les achets de dollars auxquels les banques centrales des pays autres qua les Etats-Unis sont disposées é procéder. Male l'initiative da tels achets ne vient pes des Etats-Unie eux-mêmes. Et les benques centrales à qui l'initiative appartient cont forcément influencées, entre autres préoccupations, per la souci da ne pes courir la risque de change du dollar pour des commes trop importantes. Par allieurs, les Etats-Unia peuvent laisser jeur monnele se déprécier cans suble l'inconvénient d'un ant en dollars de leur dette extérieure. Le résultat de ces particularités est que, lorsque le spéculation e'exerce contre le dollar, ella rencontre

La situation très spéciale du dollar

Pour que soit pretiquée une politique d'interventions coordonnées sur les marchés des changes, capable d'y faire régner un minimum de stabilité, il convient que chacun des partenetres solt pourvu d'une quantité suffisante da munitions. A cet égard, il exista une dissymétrie fondamentale entre Les munitions peuvent être soit des réserves possédées soft des réserves empruntées. La dissymétrie existe dans les

S'agit-il de réserves possédées ? Les pays eutres que les Etats-Unis sont propriétaires d'or et propriétaires da dollars. Malgré les entraves qui s'opposent sujourd'frui é l'utilisation du métal, ils peuvent, dans une certains mesure, mobiliser leur or en le el ne, uo etnurque a situare en tennob

21.3

vendent sur la marchà (pour autent que celui-cl solt en état de l'absorber); de plus, al les projets envisagés à Washington eu mois de septembre demier prennent corps, une banque centrala pourra de nouveau vendra de l'or à una autre banque centrale à un prix réalists. Quant sux réserves en dollars, elles sont utilisables cane difficulté. Du côté des Etats-Unis au contraire, tout se passe comme ai les Amé-ricains ne possédaient pas d'or, puisqu'ils ne reconnsissent plus eu métal la qualité d'Instrument monétaire et pulsqu'ils paraissent regarder leur encalesa comme une sorte de trésor de guerre. Et lla ne disposent que de faibles quantités de devises étrangères leur politique n'étant pas d'en conserver. Au total, ils n'ont pas da - réservers possédées ...

les banques centrales du club de Bâle tent des facilités réciproques é court terms sous forms de - sweps - ; dans ce domaine, il n'y e pas de différence

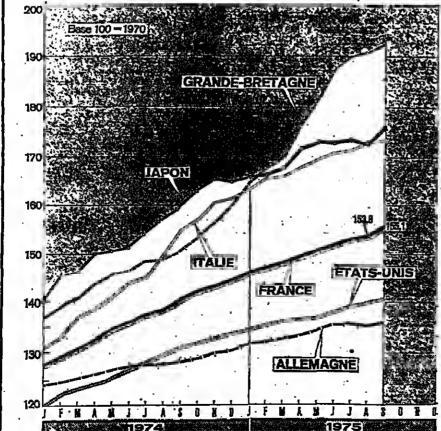
(*) Ancien directour général de la Banque des réglaments internationaux.

Cette situation dissymétrique a des conséquences multiples. Elle est l'un des fac-

moins de résistance que lorsqu'alle e'ettaque à d'autres devises

(Lire in suite page 16, I'v col.)

La hausse des prix en France reste nettement plus forte qu'en Allemagne et aux États-Unis



ALLEMAGNE fédérale et les Etais-Unis obtiennent de meilleurs résultais que la France dans la latte contra l'inflation. En un an de septembre 1974 au même mois de 1975, la hausse des prix à la consommation a été, dans ces trois pays, respectivement de 6.3 %, 7,8 % et 10,7 %. Cependant le coût de la vie a augmenté de 10,4 % aux Pays-Bas, de 10,8 % en Belgique, de 12,7 % en Italie... et de 26,7 % en Grande-Bretagne. En moyenne la progression aunuelle des prix de détoil 0 été, pour ces sept pays, de 12,2 % et — abstraction faite de la Grande-Bretagne — de 9,8 %.

En France le ralentissement de la hausse des prix, qui s'est interrompu en septembre, provenait, pour l'essentiel, du secteur des produits manufacturés qui enregistrait la baisse des coûts des matières premières intervenue entre mai 1974 et juin 1975. Ce facteur compensait, selon le Conseil national du patronat français, l'augmentation des revenus, qui « ne s'est pas ralentle...».

par HENRI MERCILLON et PIERRE GRÉGORY (*)

ANS l'indifférence générale, le France se vide progressivement des cuvres d'art qui ont fait sa grandeur. Il importe de s'interroger sur la compatibilité d'une nouvelle taxation et de le préservation du patrimoine artistique. Les objets d'art forment un capital culturel, evant d'être un capital physique. Cette réalité est mise implicitement en cause lorsqu'on cherche à imposer les plus-values réalisées par les détenteurs de biens d'art au même titre que celles qui résultent de la possession d'immeubles, de terrains, de valeurs mobilières ou de métaux précieux.

Certes, sur le plan de la justice fiscale, cette démarche peut sambler digne

d'intérêt ; nous voudzions montrer que des décisions bâtives ou imprudentes peuvent avoir des conséquences désastreuses et accélérer tout à coup l'appau-

vrissement culturel d'un pays.

Dans un pays où la fraude de l'impôt reste le sort collectif le plus pratiqué, dans lequel la Conseil des impôts signale des taux de sous-estimation de 22 % des revenus fonciers, de 56 % pour les bénéfices industriels et commercioux et de 77 % des bénéfices de l'exploitation agricole, il peut paraître original, ou simplement démagogique, d'établir de nouveaux impôts. Il reste que les indifférents au monde de l'art ont tendance à établir une corrélation étroite entre les détenteurs d'œuvres d'art et les ménages les plus fortunés. La réalité est singulièrement plus complexe.

S'il est certain que la marché de l'art n'est ouvert qu'à ceux dont les revenus permettent de dégager une épargne, il n'en est pas moins visi que nombreux sont les amateurs on « chineurs » culti-vés aux revenus modestes qui parviennent, eu hasard de leurs recherches (antiquaires, ventes publiques), à cons-tituer des cadres de vie qui font l'admi-ration de tous les spécialistes. Et ce

n'est pas le privilège de la fortune. Tous les jours s'échangent dans des lieux publics, pour des sommes modestes souvent inférieures, à 1000 francs, des céramiques, des peintures, des estampes aux qualités esthétiques estimables. Pour le prix d'une motocyclette - un des objets les plus prisés par les jeunes de notre société de consommation, toutes classes sociales confondues, — il est possible d'acquérir de véritables chefs-d'œuvre.

Nous renvoyons les aceptiques au récent achat, par le musée de Sèvres, d'un magnifique pot à décor coréen de le manufacture de Vincennes, ou encore au merveilleux exemple du musée de Brest, qui, avec l'aide d'une équipe remarquable de conservateurs des musées nationaux, a réuni, en quelques années - pour la prix d'un pavillon de banliene, -- un ensemble unique da peintures italiennes, françaises et des écoles du Nord des dix-septième, dix-huitième et dix-penyième siècles.

Un effort intellectuel

On peut expliquer de tels faits, Dans notre contrée où le nombre des objets d'art disponibles est encore considérable - mais pour combien de temps! les plus belles acquisitions sont presque toujours le fruit de l'effort intellectuel d'un amateur d'art. La connaissance des objets, pas plus que celle des scien-ces, n'est le privilège des possesseurs de capitaux. Or, faire peser un impôt sur les objets d'art revient à contraindre les amateurs les moins fortunés au désert esthétique. En examinant ce qui peut alsément prévoir l'avenir de la nouvelle fiscalité. Qui pourra organiser le départ de telle toile ou de tel meuble vers Zurich ou Londres? Ce n'est pas, nous le savons, les amateurs d'art aux revenus modestes, mais ceux qui possèdent déjà des comptes dans des banques suisses ou britannique

Il est certain que, depuis quelques années des investisseurs institutionnels tentent d'intervenir sur le marché des blens d'art pour étendre leurs champs d'activité à l'heure où les placements traditionnels - obligations, actions et or - ne suscitent plus l'engouement de jadis. L'échec auquel ils sont voués dans le domaine de l'art ancien (objets de plus de cent ans d'âge) est prévisible : on ne spécule ni sur l'œuvre de Charles de la Fosse ni sur les commo-des de Louis XV. Le faiblesse, la dispersion de l'offre et l'absence d'homogénéité des biens paraissent les meilleurs garants de l'honnêteté du marché. Deux exceptions peuvent être évoquées à cet endroit : les modes — mouve-ments d'oubli et de redécouverte — et les créations modernes et contempo-

Ces dernières peuvent à l'inverse de leurs ainés donner lieu à des mouvements spéculatifs, donc à des profits rapides et importants; mais l'expérience de la peinture scadémique du XIX. siècle devrait indiquer qu'en art seul compte le verdict des siècles. Cer-

tains granda noms contemporains auront sans doute le destin de Melssonier. En 1889, le duc d'Aumale achète pour 190 000 francs-or son tableau les Cuirassiers de 1805, monument du pompiérisme cher à Salvador Dali. La même année, il acquiert en Angieterre pour la même somme trois cent dix dessins de Clouet, En 1975, le tableau de Meissonier représente, en termes monétaires, la valeur d'un seul dessin de Clovet. On peut ajouter pour ter-· miner que l'intérêt soulevé, même arti-ficiellement, par les œuvres modernes ne saurait qu'encourager une création que chacun souhaite active.
Une fiscalité malhabile peut rapide-

ment tarir le courant des dons et des legs. Un collectionneur ou un amateur est toujours un mécène en puissance. Le musée du Louvre reçoit chaque année des œuvres de qualité, et l'on peut affirmer sans être démenti que, sans les grands legs du XIXº siècle, nos musées de province seraient quasiment vides. Pourquol pénaliser les bienfaiteurs en puissance à une époque où la plupart de nos chefs d'entreprises et de nos technocrates d'état paraissent souvent montrer à l'égard de l'art un mépris matérialiste?

Comment dans les années futures organiser ces grandes expositions qui font appel aux trésors des musées publics et des collections privées, ai les amateurs craignent une pénalisation à la suite de leurs prêts?

Craignons d'aboutir alors à la rétention des objets d'art, à leur non-publication dans tes revues spécialisées, à leurs échanges our un marché parallèle (un meuble, une toile, une céramique se transportent sans difficulté d'une maison à une autre) ou à leur départ secret vers des marchés étrangers (Londres, Zurich, New-York). Cette dernière crainte paraît d'autant plus fondée que nous assistons déjà à un très fort courant centrifuge en partance de l'Hexa-

Le « déstockage »

Ce pays qui fut l'un des plus riches du monde en biens d'art, est entré dans une phase décisive — en termes écono-miques — de déstockage. Il perd chaque année une partie des biens qu'il a accumulés au long des siècles. Cet appau-vrissement est révélateur du sens des courants d'échanga et de notre puissance relative. Les objets d'art rejoignent les économies dominantes : au dix-neuvième siecle, la Grande-Bretagne ; au vingtième siècle, les Etats-Unis, depuis quelques années la Japon, demain, peut-être, les pays pétroliers (Voir l'encadré page 15.) L'appauvrissement français touche toutes les estégories d'objets d'art. Un spécialiste, Jérôme Borville (1), rappelait récemment que sur l'œuvre recomme (trente-cinq tableaux) de Vermeer, dixhuit ont transité par notre pays. En 1975, il n'en reste que deux en France. En 1966, trente Renoir ont quitté l'Heragone ; cinquante-cinq en 1973. La même année, cent soixante et onze tableaux impressionnistes furent exportes dont : quatre Gauguin, cinq Cézanne, huit Pis-sarro, trois Degas, trois Toulouse-Leutrec. Sommes-nous riches dans cette catégorie de la peinture française? Au contraire, la patrireté de nos musées de province

(°) Respectivement codirecteur et secré-taire du Centre d'économie international des blans d'art, Université de Paris I.

désole le visiteur. On exhibe une pâle aquarelle ou un dessin approximatif de l'adolescence de l'artiste. Nos jeunes provinciaux prendront le train pour Paris ou l'avion pour Chicago afin de con-naître les peintres de leur pays.

Prenons un exemple récent assez bouleversant : Georges de La Tour — littéralement redécouvert par l'histoire de l'art française. Son œuvre compte une quarantaine de tableaux reconnus. En vingt ans, dix sont entrés aux Etats-Unis. Quatre ont quitté la France, dont D. Madeleine Fabius, qui a rejoint en 1974 la Madeleine Wrightsman. L'exportation en 1960 aux Etats-Unis de la Discuse de bonne aventure avait soulevé une profonde indignation; celle de la Madeleine Fabius est saluée, avec légèreté et inconséquence, par une grande revue d'art française, « Cette œuvre servira l'art français dans sa nouvelle des-tination : Washington ». Nous aurions préféré qu'elle soit accrochée aux cimaises de Nancy, Lille ou Marseille, Jamais plus elle ne reviendra en France. Elle est partie dans le silence des mécènes, des fondations, des P.-D.G., des syndicats, des universités, des maires et des

(Live la suite page 15, 1" col.)

(1) Paribas-Information, la Fuite des œuvres d'art, janvier-février 1975.

La société post-industrielle est derrière nous

E changement radicel de l'orienta tion de se politique économique et industrielle qua la gouvernement traveilliste e annoncé le semaine dernière n'intéresse pas seulement la Grande-Brotagne. Le document que le premier ministre, entouré du chen de l'Echiquier maie eussi des représentents du patronat et des trades-unions, a présenté la semaine dernière (le Monde du 7 novembre) délinit la nouvelle stratégie destinée à rejeunir le structura de l'industria et à accroître son efficacité.

Pour l'Immédiet, peut-on lire dans le texte, cela signifie donner la priorité au développement industriel eur la consommetion et même sur noe objectifs socieux : Il n'y a pas d'autres moyane de développer la base sur la-quelle repose tout le programme de ré-torme économique et social du gouver-

Ces propos contrestent avec les ol jectile que meints « futurologues » assi-gnalent naguere à la sociaté » post-industrielle » à laquelle les netions las maistrement de la fin de ce siècle. La récession e au moins le mérite de laire reprendre conscience des contrain tes qui, selon toute vraisemblance, conlinueront à peser sur les citoyens même ceux des pays classés parmi les plus notes. Aux Etats-Unie, les déboires financiers de le ville de New-York illustront la contradiction dans laquelle s'est enfarmée une municipalité - et au-delà d'alle toute une collectivité nationale - qui croyaît que désormais la seul problème important était celui da le répartition des richesses.

Loe transferts sociaux sont sans doute encore inauffisants dans da nombreux domaines, maie il est clair que la Communaulé ne pourre pas continuer, sens réduction du niveau de vie da tous à rempiir les obligations de toutes sortes qu'alla a souscrites si alle ne concentre pas é nouveeu le principal de son elfort sur l'investissement produciil. C'est là un impérait auquel le France, elle aussi, devra se soumettre, comme cela a élé rappelé opportunémant é l'occasion d'un récant collegue sur la crise organisé par France-

Le protectionnisme est encore tenu en laisse

L'est possible et même probable que le communiqué qui doit être publié à la fin de la conférence « au sommet » de Rambouillet réaffirmare l'opposition à tout retour au protection-nisme. Déjà, les pays de l'O.C.D.E. avaient pris un engagement semblable eu mois de mai 1974. Les dirigeants des grands pays industriels sont, en effet, et à juste fitre, convaincus que dans les circonstances actuelles une remise en cause du libre-échange pourrait avoir les effets les plus désastreux. Il n'est pas douteux nistes menées au début des années 30 que les pointiques protectionnisses mences au debur des années su par la quasi-totalité des États industriels ont beaucoup contribué à l'époque à aggraver et à prolonger la grande dépression. Or, de nos jours, la part relative des échanges internationaux dans l'économie mondiale est beaucoup plus importante qu'il y e quarante

C'est un fait que, jusqu'a maintenant, les gouvernements ont assez bien résisté aux pressions que les milieux industriels et

perfols, comme aux Etats-Unis surtout, les syndicats de travailleurs exercent sur eux pour réduire on supprimer la concurrence étrangère. C'est en Grande-Bretagne, malgré la baisse de la livre, que la pression est actuellement la plus forte. Si le gouvernament travailliste devait céder, cela pourrait modifier le climat reletivement optimiste qui règne actuellement dans ce domaine.

Cependant, les graves difficultés qu'éprouvant plusieurs secteurs importants, telles la sidérurgie ou la chimie, poussent les professionnels à rechercher des accords visant à limiter la concurrence. Plusieurs centaines d'arrangements de ce genre. dérogatoires des règles posées par le GATT, sont actuellement en

vigueur de per le monde. Les négociations multilatérales du GATT, qui out été officiellement ouvertes à Tokyo au mois de septembre 1973 evec l'objectif de compléter et d'élargir les résultats du «Kennedy round », se poursuivent à Genève dans une indiffér

près générale, étant donné que, si le protectionnisme n'est pas revenu en force, l'esprit n'est plus à l'expansion des échan Depuis un an et demi. le commerce international s'est contracté dans une proportion plus forte encore que la dimination de la production constatée dans tous les pays. Un des objectifs de ces négociations est de s'attaquer également aux ebstacles non tarifaires que les différents États opposent aux échanges par le hiais de réglementations de toutes sortes. Il semble quaves la récession on ait en tandance à c'abriter encore devantage derrière ces réglementations pour limiter ou abolir la compé-

On lira ci-dessous, notamment sous la plume de nos correspondants à l'étranger, dans quelle mesure les tendances protec-tionnistes ont gagné du terrain depuis plusieurs années dans les pays qui sont les principaux partenaires commerciaux de la France.

FRANCE

commune. La crise comme ailleurs y en-traîne une certaine résurgence des revendications protectionnistes. La manifes-tion le plus apectaculaire en a été 19 crise viticola, qui a vu les vignerons méridicnaux e'élever avec vigueur contre les Impor-tations de vins italiens, amenant ainsi le ent à taxer ces Importations. Mele l'Industrie n'e pas échappé eu meu-

Blen entendu les secteurs rencontrant les difficultés les plus sérieuses ont été les premiers à réagir. C'est ainsi que les fabritations en provenance du Brésil, d'Espagna et des pays de l'Est. De même les responbles de l'industrie textile ont-ile profité de l'occasion pour reppeler leurs revendications concernant certaines importa venues des pays de l'Asie du Sud-Est. Enfin M. Georges Chavanes, au nom des producteurs français de petits matériels électriques, a récemment protesté publique ment centre la concurrence des pays de l'Est et netammeni de l'Allemegne de l'Est. Attitude plue sérieuse, les sidérurgistes une - concertation - à l'échelle mendiale. La concertation vise à déterminer en commun les prix minimum et les quantités échangées.

Le geuvernement n'est pas resté lotalemant courd à ces récriminations. Les viticulteurs méridionaux ont été entendus et Paris na veut pas céder à la Commission européenne qui lui demande d'abolir la taxe d'importation sur les vins Italiens. M. Michel d'Ornano e annoncé plusieurs mesures propres à protéger l'industrie textile : suppression des facilités ouvertes eux

Le vin italien

exportateurs d'importer des sous-produits hors contingent; rétablissement du visa technique sur certaines importations de fibre et de tissus : surveillance accrue des importations des produits textiles qui s'effectualent dans des conditions anermeles. Parallèlement, le geuvemement a déposé devant la Commission européenne plusieurs plaintes en dumpleg, concernant les contre plaqués en provenance d'indenésie, certains produits chimiques et les chaussures.

Est-ce l'annonce d'un changement de olitique radical ? On e'en défend. - Nous restons attachés au libre-échange », dit-on nous avone prises et les démarches que nous evons faites concernent les secteure bien particuliers qui soutirent d'une concur rence que nous jugeons déloyale. Au reste, comment pourriens-nous être tavorables à un retour au protectionnisme, alors que nous comptons blan payer notre facture pétrollère par un développement de nos

La position du C.N.P.F. est pretiquement similaire : - Depuis l'entrée de la France dans le Marché commun, nous nous sommes prononcés peur le libéralisation des échanges extérieure à le condition que tout le mende jeue le mêma jeu. A partir du ment où nous constatons des formes de concurrence abusives, nous devons être

A l'inverse de ce que l'on e pu constater en Grande-Bretagne et parfois aux Etats-Unis, les syndicats français n'ont jamais demandé une réduction des importations. Mais ils demandent une remise en ceuse de le société capitaliste, dont le développement est lié... au libre-échange,

ALLEMAGNE FEDERALE

Bonn. — Depuis l'année « zéro » de la reconstruction, II-y a vingt-cinq ans, le République fédérale a fondé son déveleppement, puie sa prospérité économique sui le libre-échange et l'insertion de l'Industrie d'hui, un salarié sur sapt travaille pour l'exportation et un quart environ de la

Le chanceller pialdera ee « sommat » monétaire et économique de Paris, comme il l's fait encore récemment à Washington, pour le maintien, voire le renforcement du Ubre-échange.

Dans la crise ectuelle, la multiplication des excessives. Elle est mise sur le compte d'un processus d'adaptation > aux condi nemiques nouvelles. A charga pour l'Etat d'atténuer les conséquences sociales des termetures d'usines.

La règle générale souttre quelques exceptions. Pour des produits industriels très partextile) Il existe encore des restrictions

Appréhension des hommes politiques et des industriels

se plaignent d'être envahis par des textiles venus d'Extrême-Orient et surteut des pays de l'Est à des prix défiant toute concuras parier du cas extrême des chemises est-allemendes vendues 65 pfennig (environ 1.12 franc), les produits textiles des pays de l'Est sont à meitié prix par rapport aux articles similaires produite à

Les autorités considèrent que les pays socialistes se livrent eu dumping, mais elles sont pratiquement impulssantes. En affet, le commerce inter-allemand n'étant pas mia eu tarif extérieur commun de C.E.E., le trontière entre le R.F.A. et la R.D.A. reste très perméable.

La aituation difficile de la aiderurgie est également cause de souci. Près d'un tiers des empleyés sont ectuellement au chômege technique. En quelques mole, les prix ont baissé de 35 % à 40 %. Pourtant, gouvernement et patronat sont hostiles aux mésures dirigistes envisagées à Bruxelles (protection du marché européen, fixatien de quotes de production at de prix minimum).

Là encore, ils préférent sux interventiens autoritaires une limitation volontaire de la

Les milleux industriels et politiques voient un double danger, d'une part, dans les procédures enti-dumping eu les plaintes pour concurrence déleyale vieant, eux Etats-Unie, des sociétés européennes, d'autre part, dens le revendication du tiers-mende d'un nouvel ordre éconemique » eù le » libre jeu de la concurrence » ne jeuerait plus un rôle essentiel.

La ministère de l'économie e commandé une étude sur les conséquences pour l'emploi d'une plus grande libéralisation du commerce internetional comme la déclaration de l'ONU sur le nouvei erdre économique mondiei le réclame eussi. Cans le transformation du cuir, la textila, la chauseure, l'horlogerie et le mécanique de précision, deux cent cinquante à six cent mille emplois devraient être eupprimés d'ici à 1985 Les miliarix dirigeants allemanda considérem que la R.F.A. doit continuer à jouer le Jeu de la division internationale du travail.

ITALIE

Des mesures

vite rapportées

Rome. - Aucune mesure protectionniste n'existe en Italie depuis la levée, le 24 mars dernier, des dernières restrictions aux importations qui avaient été adoptées, dix mois plus tôt, au plus rique. Ces dispofort de la crise éconon sitions prévoyaient le dépôt obligatoire. pendant six mois, d'une caution égale 50 % de la valeur des achats extérleurs. Elle devait être versée à la Banque centrale par les importateurs, ou par les exportateurs, si ceux-ci acceptalent de se substituer à leurs clients. Destinées à réduire l'énorme déficit

de la balance commerciale, les restrietions s'appliquaient aux produits industriels et à la plupart des produits agricoles. Ces derniers — excepté la viande de bœuf - ne furent plus soumis au dépôt préalable à partir dn 22 juillet 1974. En mars 1975, l'amélioration de ses comptes permit à l'Italie de rentrer définitivement dans la légalité communautaire.
Il élait clair, néanmoins, qu'une nou-

contraindrait le gouvernement de Rome à revenir en arrière. Nombre d'exportateurs prirent du reste des précautions des que sauta le verrou. Leurs craintes n'ont pas été confirmées jusqu'à présent, bien que plusieurs inftiatives, récentes alent pu les inquiéter. Début octobre, le ministre du budget, M. Giulio Andreotti, a évoqué la nécessité de restrictions fiscales ou tarifaires pour décourager la consommation de produits étrangers.

De son côté. M. Carlo Donat Cattin ministre de l'industrie, a proposé un allégement des charges sociales qui pesent sur certaines entreprises artisa-naies et industrielles employant comme dans le secteur textile - un pernnel à majorité féminine. Ce projet a finalement été repoussé par le Pariement, mais M. Donat Cattin cherche des mesures de remplacement.

Un état d'esprit protectionniste réapparait aussi dans plusieurs associations professionnelles, particulièrement atteintes par la récession : elles ont demandé ces dernières semaines au ministre du commerce extérieur de prendre des mesures de contingentement. C'est le cas des producieurs de fromages et de mousseux que la France gêne énor-mément, mais aussi des fabricants de lampes électriques (concurrencés par les pays de l'Est) et de secteurs comme la céramique (Allemagne fédérale), l'électronique (Japon) et le textile (Extrême-

Les tentatives protectionnistes de certains secteurs professionnels ne sont pas partagées par la Confédération générale du patronat. On estime, en effet, à la Confindustria, que les difficultés des petites entreprises ne proviennent pas sculement de la concurrence étrangère, mais de causes internes, aussi bien

conjoncturelles que structurelles. L'amélioration de la balance commerciale de l'Italie (devenue excédentaire si l'on excepte le pétrole) et la faiblesse de la lire ne justifieraient pas des mesures protectionnistes. On craint, au demeurant. de s'engager dans une voie, qui

à moyen terme, pourrait avoir moins

d'avantages pour l'industrie italienne

que d'inconvénients. Plus généralement, il existe dans la peninsule un vieil attachement à la libre circulation des marchandises. C'est l'un des fondements de la « philosophie » de dirigeants économiques comme MM. La Malfa Agnelli ou Carli, appertenant à un courant laique modéré et qui se maintiennent depuis longtemps aux postes de commandes.

Il reste qu'un gouvernement faible c'est le cas de l'actuel cabinet, présidé par M. Aldo Moro — peut être tenté de céder aux sollicitations de certains groupes professionnels. Mals on voit mal dans l'immédiat, le gouvernement de Rome prendre des me tement protectionnistes. Il a cherché à les éviter à tout prix lors du dernier épisode de la « guerre du vin » avec la France. Et — cela mérite d'être noté les associations professionnelles agricoles n'ont pas donné l'impression

PORFRT SOLE

BRUXELLES

Bruxelles (Communautés européennes). — Une fraction importante des exportations exceptionnelles de la. Communanté vers les Etats-Unis est actuellement menacée de mesures restrictives. La Commission européenne: déplorant le regain de protectionnisme que reflétaient les initiatives ainsi prises à Washington, a réagi avec vivacité. Elle a indiqué que la Communante sera conduite à reconsidérer sa participation aux négociations commerciales multilatérales en cours à Genève si le gouvernement américain persistait dans cette vois dangereuse. L'ambiance entre Bruxelles et Washington s'est cependant détendue après que le gouvernement du Trésor, au terme d'une enquête conduite avec célérité, eut déclaré irrecevable la plainte adressée par les sidérurgistes américains contre les exportations com-

munautaires d'acier. Le Trade Act, voté par le Congrès, donne au président des Etats-Unis les pouvoirs nécessaires pour conduire les négociations commerciales avec les pays partenaires du GATT.

Quatre types d'enquêtes ont été engagés par l'administration en application du Trade Act.

LES ACIERS LAMINÉS, LES FROMAGES ET LES JAMBONS EN BOITE : la T.V.A. n'est pas une sub-

américains ont demandé l'application de droits aux frontières pour compense les subventions reçues par les expor-tateurs européens. En ce qui concerne l'acier — 962 millions de dollars d'exportations communautaires vers les Etats-Unis en 1974, — les plaignants

Des escarmouches entre la C.E.E. et les Etats-Unis

faisaient grief à la C.R.K. du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée. La Commission de Bruxelles a joumédiatement rappelé que le remboursement des impôts indirects était parfaitement conforme aux règles du GATT. Le Trèsor américain vient, lui aussi, de le reconnaître.

Pour les fromages (107 millions de dollars d'exportations communautaires) et les fambons en boîte (183 millions). l'affaire est plus délicate : les droits aux frontières sont réclamés pour compenser les restitutions, autrement dit les subventions accordées aux exportateurs européens en application des règies de la politique agricole commune. La Com-mission, qui dans le passé avait affirmé avec constance que les règles du Marché commun agricole n'étaient pas négociables, s'est inclinée devant les pressions américaines et a supprimé ou. considérablement réduit les restitutions accordées à l'exportation des fromages, afin d'écarter la menace d'un droit compensateur. Du coup les exportations de fromages vers les Etats-Unis ont fléchi en 1975 dans des proportions

• LES VOITURES : une enquête. C'est l'affaire la plus grave en raison du volume des échanges : les exportations communautaires vers les Etats-Unis ont atteint 25 milliards de dollars en 1974. L'enquête officielle a été ouverte au mois d'août à la demande des syndicats, qui reprochent aux fab européens de vendre sur le marché américain à des prix de dumping. L'attitude prise ici par le gouvernement américain a été vivement critiquée à Bruxelles, On y a noté, d'abord, que l'administration n'était nullement obligée d'ouvrir l'enquête, car la plainte émanait des syndicats et non pas de l'industrie.

La Commission a reproché également à Washington de ne pas respecter la procédure anti-dumping définie par le GATT. Selon cette dernière, des mesures de représailles ne peuvent être envisagées que si deux conditions sont remplies : il faut prouver, d'une part, qu'il y a vente à prix de dumping et, d'autre part, que ces ventes ont porté un préjudice à l'industrie nationale,

A LES CHAUSSURES ET LES ACIERS SPECIAUX : menaces de

Là encore, l'enjeu est important. En 1974. les exportations communautaires de chaussures ont totalisé 391 millions de dollars, celles d'aciers spéciaux 69 millions de dollars. Le Trade Act prévolt la possibilité de contingenter les importations, dans le cas où leur progression menacerait gravement l'industrie nationale

● LE FLOTT GLASS : la politique régionale est incriminée.

Icl le volume d'exportations communautaires (5 millions de dollars) est faible, mais les raisons invoquées par les industriels pour réclamer des mesures de sauvegarde sont suffisamment préoccupantes pour que ce dossier soit suivi avec grande attention à Bruxelles, C'est en effet pour compenser des subventions aux investissements données en Europe au titre de la politique régionale qu'elles sont demandées

PHILIPPE LEMAITRE.

GRANDE-BRETAGNE

Londree. — U y a quelque temps, M. Callaghan proclamalt avec beaucoup de vigueur que la Grande-Bretagna » a plus à perdre qu'à gagner - dans une bataille qui pousserait tous les pays à élever de nouvelles barrières au commerce international. Le secrétaire au Foreign Office ne faisait que reprendre les propos du chancelier da l'Echlquier et de la plupart des membres du cabinet Wilson. Cela n'empêche que la campagne en faveur d'un » contrôle sélectil - des importations se développe avec une force croissante, tant eu esin des Trade Unions que du Labour Party.

En dépit des récistances gouverne tales, le congrès annuel du mouvement travaliliste e'est d'ailleurs prononcé dairement en septembre pour le protection d'une bonne partie des industries britanniques contre la concurrence étrangère. La thèse défendus à l'heure actuelle par le secrétaire général de parti, M. Hayward, et par majorité geuchissante du comité exécuill est que la contrôle d'un certain nombre d'importations serait absolument Indispensable pour sauvegarder l'emploi de quelques centaines de milliers de Iravailleurs directement menacés

Tous les avocats du protectionnisme n'epbartiennent pas à la même école. La geu-

Campagne pour le contrôle « sélectif » des importations che du Labour a toujours soutenu qua, pour régénérer son industrie, la Grande-Bretagne devrait s'ériger en forteresse écosi bien des gens protestent contre l'invasion croissente de voltures japonaises, même le nomique et relever les ponts-levis qui permettent l'accès de son territeire sux mar-

paux dirigeants du TUC est certai Deux séries d'arguments sont avancés ici en faveur d'un - certain protectionnisme -Beaucoup de syndicalistes soutiennent que la plupart des autres pays pratiqueraient un tel protectionnisme de façon ouverte ou

chandises du dehors. L'attitude des princi-

Un argument plus sérieux e'appuis sur le fait indéniable que, dans beaucoup de domaines, l'équipement des usines britanniques est tout à fait démodé. Il conviendrail donc de leur accorder un répit de plusieurs années pour teur permettre de se réadapter et d'affronter à nouveau la concurrence de ceux des pays qui n'ont pas eu même degré mangué d'Investir dans un equipement moderne.

Dans leurs conversations actuelles avec le gouvernement, les représentants du TUC mettent donc l'accent sur le caractère « exceptionnel » des mesures de contrôle qu'ils réclament. L'un de leurs premiers fabricants britanniques n'ont pas réussi à convaincre les autorités que laurs concurrents extrême-orientaux pratiqueraleni un

Le ministre du commerce, M. Shore, a'est rendu récemment à Tokyo pour tenter de faire admettre aux Japonals qu'ils devraient Gmes freiner leurs exportations. Pour autani que l'on sache, ceux-ci prévoiraient que l'an prochain leurs ventes en Grande-Bretagne n'eugmenteront que de 7,5 %, ce qui leur assurerait la vente de quelque cent vingt mille voltures environ, alors que le total des automobiles neuves vendues en Bretagne devrait être de un millen deux cent mille.

il apparaît ainsi que le problème de le concurrence japonaise n'est pas le plus eérieux. Si les marques etrangères se sont emparées du tiers du marché britannique, c'est surtout parce que les pays du Marché commun ent développé leurs exportations vers le Grande-Bretagne. Sans vouloir s'opposer directement à cette offensive, il semble que, aux yeux du gouvernement lui-même. is situation soit devenus intolérable et que

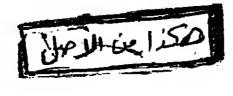
le but soit maintenant de réduire les importations d'eutomebiles au quart du marché Les syndicats cont tout aussi préoccupés par les importations croissantes d'apparelilages électriques, notamment de tubes de télévision. Ici également, le propagende protectionniste brandli l'épouvantail jeponais alore que le plus large part du marché

britannique est occupée par les producteurs

européens et américains. En ce qui concerne les textiles, les vêtements de confection et les chaussu divers - accords - de contingentement ont déjà réduit l'arrivée de merchandises produltes dans les pays asietiques bénéfician d'une main-d'œuvrs à bon marché. Rien dans tout cela n'empêche cependent le TUC de réclamer une action encore plus énergique contre les producteurs étrangers.

Pour l'Instant, les ministres responsables résistent à cette campagne. Il est certain toutefole que ai le nombre de chômeurs. qui est à l'heure actuelle d'un million et quart, devalt, comme on le redeute, s'accroître de façon substantielle dans les mois à venir, le gouvernement ne pourre pas ne pas céder du terrain eux partisans du

JEAN WETZ.



30 man 1....

And States

in the given a

L'art et l'impôt

(Sutte de la page 13.)

Certes, on pourra nous objecter quelques grandes acquisitions par nos mn-sées nationaux : le Tricheur, de La Tour en 1972 et le Verrou, de Fragonard, Encore qu'aussitôt, pour ce dernier tablean - notre pays est ainsi, - les loups de la malveillance et de l'intérêt blen compris se mirent à hurier à la mort, sous la direction d'un chef de meute.

Le déséquilibre de notre balance ne pourra durer des décennies. Un jour viendra où cette fausse industrie exportatrice s'amenuisera jusqu'à l'arrêt défi-

la place prédominante qu'il occupant au le marché de l'art international ? C'est un des éléments supplémentaires de déséquilibre de notre balance. Ajoutons — qu'un cela ressemble à une farce — qu'un mata cela ressemble à une farce — qu'un motre de la ressemble de la ressemble à une farce — qu'un motre de la ressemble à une farce — qu'un motre de la ressemble de la ressemb résident français rapportant dans notre pays le plus grand des chafs-d'œuvre paie une forte taxe à l'entrée.

Lorsqu'une bureaucratie d'Etat exerce son autorité sur l'art, on peut prédire les pires catastrophes.

En 1929, les commissaires soviétiques ont vendu plusieurs dizaines de chefsd'œavre de musée de l'Ermitage, à Léningrad, parmi lesquels PAdoration des mages, de Botticelli, PAnnonciation, de Van Eyck, la Madone d'Albe, Saint-Georges et le dragon, de Baphaël, la Vénus au miroir, du Titlen. Ces tableaux font maintenant l'orgueil de la National Gallery de Washington

La Chine moderne hésite, La révolution culturelle s'attaque aux Chiens de Fo des tombeaux des Ming, dans l'indifférence apparente des actorités. Ces dernières, d'autre part, encouragent sept ans plus tard d'admirables campagnes de fouilles archéologiques. C'est peu de dire que les régimes

socialistes n'ont pas su se donner une doctrine cohérente à l'égard des biens d'art. Depuis la reconde guerre mondiale, J.-P. Getty a reuni, à Malibu, pour son pays, un ensemble qui dépasse de loin en qualité tout ce que les musées soviétiques ont rassemble dans le même

laps de temps. Les responsables des économies socia-listes n'ont pas résoln les problèmes de la création, de la circulation et de l'échange des objets d'art. La beauté ne

se décrète pas. Marx avait pressenti l'antonomie relative de l'art par rapport à l'évolution économico - sociale (2). Aucune institution n'a remplacé le commerce de l'art. Celui-ci, dans les économies de marché, malgré tous les abus auxquels il peut donner lieu, participe

à la conservation des objets d'art dans le secteur privé en organisant souvent le sauvetage d'objets qui ne plaisent plus

à une génération ; il permet ainsi la confrontation de systèmes de valeurs. Mais qu'on nous entende bien, il n'est pas dans nos intentions de nous faire

- L'APPAUVRISSEMENT FRANÇAIS -

Les deux tableaux ci-dessous permetient de fixer les idées sur l'étendue de l'appavorissement de la France en objets d'art. Dans le premier sont pré-sentées les importations d'objets d'art réalisées par le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Japon, telles qu'elles sont comptabilisées par les services officiels de ces pays. Nous comparons ces statistiques avec les chiffres fran-çais d'exportations vers ces dernières nations. Le résultat en est piquant.

OBJETS D'ART (EN MILLIERS DE DOLLARS) (1)

-	Importation Statistiques du	ode France pays importateur	Exportations françaises vers le pays considéré Statistiques françaises		
	1972	1973	1972	1973	
Royaume-Uni Stats-Unis Japon	26 829 76 607 61 979	31 000 86 345 125 590	5 243 17 985 5 891	17 433 24 424 20 851	
(1) Statistiques de	164 115	243 045	27 239	72 788	

Les statistiques françaises ne mentionnent donc que 16,6 % en 1972 et 30 % en 1973 de la valeur totale des objets exportés. On mesure l'étendue de la fraude — 136 millions de dollars en 1972, 170 en 1973, et l'importance pour trois pays seulement des exportations : 164 millions de dollars en

Voiet sur cinq ans la balance cumulée exportations-importations (1969-

OBJETS D'ART (EN MILLIERS D	E DOLLARS) (1)
FRANCE	ETATS-UNIS	ALLEMAGNE FEDERALE	JAPON
200.042.4	205 910	107 901	72 750

1 169 129

+ 863 311

Appanyrissement Enrichise (1) Statistiques de l'O.C.D.E., commerce extérieur, série C.

- 82 26Z

— 277 781

Le déséquilibre français s'élève à près de 300 millions de dollars. Un peu plus de 1,2 miliard de nouveaux francs (d 4,40 F le dollar), plus de 120 miliards d'anciens francs. Encore ne peut-on juger de l'ampleur de l'hémorragie qu'après avoir jait le redressement qui s'impose devant les lacunes des statistiques françaises. En multipliant ces chiffres par trois ou quatre, comme le suggère notre premier inbleau, nous sommes plus près de l'alarmante verité.

les apologistes du commerce de l'art. Nous en connaissons l'aspect trop souvent cynique et le cosmopolitisme sans foi ni loi. Quelques marchands puissants et habiles peuvent littéralement vider un pays d'une partie de sa substance en organisant une exportation plus on moins clandestine. Une superbe collection américaine a ainsi pu se constituer, en quelques décennies, grâce à deux ou trois marchands ita-

liens et au trafic de la frontière italo-

suisse, au nord du lac Majeur. Ces remarques indiquent que certaines décisions à prendre en matière d'impôt peuvent avoir un effet boomerang. Elles nuiront ac commerce de l'art, et parti-cultèrement aux ventes publiques, encourageant des transactions occultes et des exportations secrètes. Les amateurs seront défavorisés par rapport aux spéculateurs. Ceux pour qui l'objet d'art n'est qu'une valeur de placement hlo-queront dans des coffres suisses ou anglais le fruit de leurs achats étrangers en attendant une revente opportune.

organiser des circuits habiles. L'essor de fréquentation des musées français (2,7 millions de visiteurs payants en 1952 ; 4,5 en 1971) révèle une demande. Encore celle-ci est-elle incomplète puisque le public national ne représente qu'une minorité (30 %). C'est un problème de notre société. On parle sans arrêt de la qualité de la vie. Elle commence à l'appréciation des objets

Certains marchands s'apprêtent déjà à

HENRI MERCILLON ET PIERRE GREGORY.

(2) Lire à ce sujet l'article remarquable e Bela K.O. Perzi, secrétaire général de Acadèmie des sciences de Hongrie : « L'art ans le monde socialiste », Le Courrier de

LORSQUE **100 FRANÇAIS** TRAVAILLENT, **62 ETUDIENT**

On compte actuellement en France 13.200.000 élèves et étudiants. Ainsi 100 personnes travaillent quand 62 sont

C'est une des 3.000 informations que vons trouverez - et qui vous étonneront - dans FAITS et CHIFFRES 1975" qui vient de paraître.

"FAITS et CHIFFRES 1975" supplément économique du NOUVELOBSERVATEUR est vendu 12 F seulement chez tous les marchands de jour-



CHRONIQUE

Un ouvrier mobile dans l'automobile

ODRIGO est un ouvrier mobile. R Un O.M., comme II y a tant d'O.S. Né des ruminations des patrons qui se plaignent de la sêdentarité conservatrice de leur personnel, on l'imagine bien se profilant entre les lignes des informations quotidiennes sur l'industrie automobile. Ouvrier de demain, il a des réflexes rapides. En commençant son parcours il y a moins d'un an, il a déjà bien amorcé son tour d'Europe du chômage, comme d'autres cntamaient autrefais leur tour de France du compagnonnage.

Parti d'Espagne le jour aù 11 a été licencié de l'usine de montage Authi, fermée brutelement par sa « société mère », la British Leyland, II. a hésité à se faire embaucher chez Citroen. Mais le prestige de la technique n'étant pas tout et les risques de « décompression » étant ce qu'ils étaient, il n'a pas osé. Il aurait bien voulu tenter sa chance chez Valkswagen, en Allemagne, mais il s'est dit : « Attention : demier entré, premier sorti ! », et il y a renoncé. Bien lui en a pris, d'ailleurs, puisqu'une diminutian des effoctifs de plusieurs milliers de personnes était annoncée

Alars, grace à un camarade Italien. il est entre chez Maserati. Mais, camme il était déjà question que Citroën aban-donne sa fillale italienne, il a préféré-prendre les devants. Le jour où un pre-mier accord « industriel » peu clair était annoncé, il avait déjà pris la

route vers le nord de l'Italie. Non sans mal, il réussit à se faire embaucher-sur les chaînes d'innocenti. Mais, parvenu à ses fins sur ce point, le voici ramené au problème précédent. Car British Ley-land est-sur-le-point de licencier, là encore, mille quatre cents personnes, et menace de mettre à pied la totalité des quatre mille ouvriers qu'elle emploie dans sa filiale lanocenti s'il leur prend la folie de déclencher une grêve de

Soucieux mais tranquilles

En se rendant à Londres la semaine dernière pour servir d'interprête à la délégation syndicale d'Innocenti, qui allait plaider auprès des syndicats bri-tanniques la solidarité internationale des travailleurs, Rodrigo s'est arrêté en France, chez son causin Victor, qui habite à Dole, dans le Jura. Victor, qui a donc raconté le départ, Il y a moins d'un mois, de ses patrons américains d'Ideal Standard, rembarques dans leurs machines volantes avec des gestes bien amicaux, mais définitifs, comme ils étaient venus. Mois, en France, le Trèsar public veille, et Victor touche « ses » Indemnités. Par comparaison, Rodrigo commence à se sentir victime. Il lui faut cependant repartir, et les rudiments d'anglais qu'il s'applique à cultiver depuis toujours lui permettent de compren-dre en arrivant à Londres que la solidarité des syndicats britanniques

envers ceux du continent est surtout

277 096

+ 189 805

536 399

+ 462 640

verbole. C'est alors que lui arrive une nouvelle : British Leyland, qui l'a licencié en Espagne et s'apprête à recommences en Italie, examine — poussée par le gouvernement britannique — la possi-bilité de reprendre la filiale britannique déficitaire de Chrysler... C'est que la firme américaine veut s'en débarrasser. Comme les Français, les Anglais sont soucieux, mais combien tranquilles!...

Alors, Rodrigo décide de rejoindre le remier bateau en partance pour l'Espagne, et il prend la ferme résolution de ne plus bouger de chez lui. En roulant sa basse, Rodrigo aura au moins acquis l'ambition de jouer un râle actif dans la bataille syndicale qui se prépare pour la protection des chômeurs dans l'après-franquisme. Avec un peu de chance, peut-être sera-t-il bien payé lui-même à son prochain

Mais que don Rafaël, le cousin de sa fernme, qui a bien reussi dans l'industrie du chewing-gum, ne vienne plus lui dire que c'est le manque de mobilité des ouvriers qui freine le développement industriel! Ou Rodrigo lui répondro que la mobilité, c'est surtout bon pour les sont les États étrangers qui paient les pots cassés...

Heureusement, Rodrigo n'existe pas... JACQUELINE GRAPIN.

A découvrir au moins une fois dans sa vie Le massage thailandais à Paris

Dès son plus jeune age, la jeune fille asiatique est initiée à l'art subtil et millénaire du massage thailandais. Un massage très raffiné, pratique dans un bain d'ean tiède et parfumée, avec relaxation et ceremonial du the au jasmin.

Prenez un rendez-vous personnel en téléphonant à l'Institut très luxueux de Claude Massard, rue de la Paix. Et offrez-vous le privilège de découvrir, vous aussi, toutes les subtilités do merveilleux massage thailandais.

L'Institut vous propose également ionisation, oxygénation, bronzage, traitements spéciairx et tous les autres types de massages, sportifs on de relaxation, avec masseurs et masseuses

Institut Corporel Claude Massard

6, rue de la Paix - 75002 Paris - tél. 261.27.25-261.27.26



Tout le matériel photo, cinéma et jabo (amateur et professionnei). Expositions de photographies sur 1200 m². Conférences et exposés techniques. Participation

Les amateurs munis de leurs appareils sont invités a venir photographier sur place des modèles

vivants.

des manufall

Acheter un parc automobile implique l'immobilisation de capitaux importants avec lesquels il y a mieux à faire. Et une gestion rigoureuse. L'amortissement, l'entretien, les réparations, l'assurance, les salaires sont autant de postes difficiles à prévoir. Et à contrôler.

Avec le contrat de location longue durée Locasim, tout devient

Vous choisissez vos voitures dans la gamme Simca-Chrysler-

Les sociétés qui ont besoin d'un parc auto ont souvent mieux à faire que de l'acheter.

Matra, vous fixez vous-même la durée (entre 12 et 24 mois) et le kilométrage (entre 20 000 et 60 000 km).

Si vous le désirez, vous prenez l'option entretien qui vous permet sans débourser un centime de faire entretenir et réparer vos voitures

dans les 2200 points service du réseau Chrysler-France. Et l'option assurance, prise d'ordre et pour votre compte. Tout cela pour une seule facture mensuelle, toujours

Vous voyez, vous avez mieux à faire que d'acheter vos voitures.

Location longue udurée Les services de l'automobile sans les servitudes.

Locasim 30, rue d'Orléans 92200 Neuilly Tél.747.56.00, Rue CHEVEL



Pierre Bauchet

LA NOUVELLE COMPTABILITÉ NATIONALE

A comptabilité nationale fait peau neuve, maie ne change guere que de peau, en quittant la vieille base de 1982 pour se raccorder à 1971 et s'étendent avec prudence (quelques services gratults sont ajoutés), sous le titre » système élargi de comptabilité nationale » (INSEE 1975). En outre, les comptes ne sont plus en partie doubls, mals quadruple : enfin. le tableau des échanges interindustriels devient le ablesu des échanges entrées-sorties.

Bonne présentation de l'excellent spécialiste, auss éloignée de l'emphase que du labyrinthe. Le modèle keynésien, en dépit des sévères épreuves subles, depuie ouelque temps, par cetta école.

A plusieurs reprises, M. Bauchet souligne la grande lacuna souvent dénoncée délà concernant les mouvements de patrimoine (euphémisme contemporair pour évitar les mots scabreux fortune et capital). Un pes timide est seulement esquissà dans cette vole.

Cet expose convaincant nous montre le lourdeur de cet appareil de plus en plus difficile à transformer, comme notre société elle-mame. La comptabilité est une grande mangeuse d'hommes, qui engloutit, en même temps, erbres et forêt.

Les trois défauts fondamentaux qui subsistent, en dehora de le carence des patrimolnes, ne sont cer pas imputables à l'auleur, mais on peut regretter qu'il ne les ait pes mieux mises en relief. La quesi-disparition des àtudes conjoncturelles, qui seralent si partion des studes conjoneureus, qui serient si utiles sujourd'hui, n'est que bien légèrement indiquée dans la conclusion. L'ebsence de données eur l'emploi et l'emboltage professionnel eurait pu être signalée à propos des biens commaires comptes catellites socio-démographiques. Nous sommes finalement és eux » Données sociales » de l'INSEE, excellentes certes, male bien éloignées de le matrice de l'emploi, si attendue. Enfin, le franc reste imperturbement tel qu'en lui-même enfin l'éternité dévaluante le change. Le caractère de plus en plus conventionnel da ces comptes, partois hors de toute réalité, aurait mérité une bonne place dans les » Lacunes du eyetème ectuel » ou le passage » Vers de nouvelles comptabilités ».

Quoi qu'il en soit, cette excellente présentation de ce qui est sera très eppréciée par ceux qui ne peuvent a'aventurar dans les six cents peges de 'INSEE our le sujet,

Bibliographie fort soignäe, où manqueni cepandant les rapports présentés eu Conseil économique et social sur la question, en 1954 et an 1970. * Paris, 1975. Editions Cujas, 19 cm, 210 p. plus les annexes, 38 F.

LA CRISE

Introduction de Georges Marchais.

OMPTE rendu des journées d'études organisées par le parti communiste français les 23, 24 et 25 mai à Nanterre : trente participants ont vu leur communication reproduite et vingt-sept eutres sont intervenus dans le débat en déposant une contri-

Après l'introduction du secrétaire du parti, où :

l'optimisme foncier du communisme est opposé aux psrspectives de catastrophes des capitalistes, et où sont critiqués la « démagogle » el l'autoritarisme du gou-

its Rocard, Delors, Attall, Gruson, pour

ménager davantage François Mitterrand, en e'interro-geant seulement sur quelques subtilités. Une division en troie parties aère quelque peu l'ensemble des communications cans que le répartition

vernement, vient une présentation générale de Jean Fabre, qui e'eo prend au réformisme et notamment à

soit toulours décisive. Dans la première (*La crise au C.M.E. (capitalisme nonopoliste d'Etat). Quelle issue ? *), le plus significative et la plus digne d'attention, se détachem les vues des économistes d' « Economie et politique ». notamment Paul Boccara (qui attaque la suraccumb lation du capital et a'en prend à A. Cotta, à Stoleru, à Meadows et à C. Gruson pour son rapport sur le gaspillage) et Ph. Herzog qui propose, pour etteindre les objectifs classiques, de briser les monopoles et de détacher le France de l'Europe. Des chiffres auraient été les bienvenus. G. Pierre dénonce - le danger réformiste - (la terminologie classique samble insuffisante, car la » démocratie avancée » est blen à le base de réformes et de transition) et, sans prononcer la mot indexation, propose de garantir l'épargne contre la hausse des prix. La question de l'Indice à utilise n'est pas soulevée.

La Jeuxième partie, l'Approtondissement de le crise en France (dix communications), et la troisième ta Crise de l'Impérialisme, ne sont pas tout à fait de le même vaine. Relevons cependant les flèches lancées, contre le loi Galley, par E. Preteceille, qui réprouve également l'idée idvilique de la » vie pastorale », contre le rapport Méraud, par J.-P. Gaudard, les, par H. Nolleau.

Monolithisme peut-être, meis solide à multiple

★ Paris, 1975. Economie et Politique et Editions sociales, 22 cm large, 276 p., 29 F.

Hubert Landier

L'INITIATION ÉCONOMIQUE DES ADULTES

L s'egit non d'un manuel d'Initiation économique, mais de le feçon dont cette initiation pourrait âtre concue. Il est particulièrement question de l'entreprise et de ses agents partenaires ou adversaires. Une longue période de formation économique. de militants syndicaux et see fonctione ectuelles eu CNIPE sur l'amélioration des conditions de travail, préparaient l'euteur à la rédaction d'un ouvrage aussi dalicat, où il exprime les ameriumes ressenties au vu des divergences imputables, cartes à l'opposition d'Intérêts, mais peut-être plus encore à l'environnement de checun.

Sont décrites assez longuement les génes el les souffrances souvent dénoncées de l'allénation du travallieur ignorant les finalités de ses actes. Peut-être eut-li été utile de sortir un peu du cadre dans lequel l'euteur semble s'âtre lui-même un peu enfermé, Dans cede rédaction serrée, touffue mâma parfois,

qualques éclaircles prennent toute leur savoureuse vigueur, tel ce cours « sérieux » de formation économique par correspondence dont la première lecon était presque entièrement consacrée eux courbes de préférence de Pareto... Ce divorce entre le monde

da l'économie et celui des économietes cera-t-il Blenvenus auraient été à le fin des exemplaires

des cas concrets, evec le façon de les traitar. Nous attendons avec intérêt des applications, fruits d'une telle expérience et sans doute d'impatiences el longtemps contenues.

Bibliographie commaire. * Paris, 1975. Tema-Formation, 22 cm, 238 p., 50 F.

J.-M. Albertini et J.-J. Lambert LE CIRCUIT

DE L'ECONOMIE NATIONALE A. Viau et J.-M. Albertini

LINFLATION

J. Adenot et J.-M. Albertini

LA MONNAIE ET LES BANQUES

E maître Albertini, dans le meilleur sens du science économique par divers moyena, y com-pris le jeu da familie ingénieux Ecoplany. Des trois ouvrages d'initiation ci-dessus, qui ont de nombreux points communs, le premier cité en tête est peut-être le plus attirant par sa typographie, ses schémasdiagrammes, ses encadrés et son texte, bien entendu. Un certain scrupule ou du moine une idée assez ferme sembla cependant éloigner d'une dénonciation trop nette des préjugés tenaces de l'opinion, fruits de l'accouplement de l'intérêt et de l'affectivité.

* Paris, 1975. Editions ouvrières, Editions du Seull. 20 cm. 156 p., 160 p. st, 150 p., 18 P (les trois).

Francis Mahieux -

LA PRÉVISION DE L'INNOVATION DE L'ENTREPRISE

V OILA déjà presque une innovation : un livre de théorie àconomique fers s'alle de théorie aconomique fort clair. L'auteur (qu'il ne faut pas confondre avec le jeune économiste R. Mahleu) donne une extension intéressante et concrète au terme un peu féerique d'innovadon. L'économia n'étant faite que de contraintes, tout objet, toute opération est loin de l'idéal, ce qui appelle des innovations. La notion de besoin, si redoutée des économistes est ensulle abordée d'une facon qui cependant, ne satisfall pas notre besoln. Nous pas sons à un exposé plus classique de méthodes, pour forcer l'evenir : brainstorming, delphi (ironie de certains résultats), scénarios, etc. Plus originale que son titre-le leisse prévoir, la quatrième partie, sur la prévision du marché (assortie malhe de l'ermes angleis faciles à traduire), donne des échappées vivantes sur la société (par exemple, le reve permanent créé par les média, charges de reprendre le vérité), le biologia des produits (tables de survie), etc.

Bibliographie bigarrée, où FL Nader et Vance Pac kard sont fort plausibles, mais où l'on e'étonne de ne trouver ni Colin, ni Fourastier, ni Piganiol.

* Genève et Paris, 1975. Librairie Drox, 22 cm, 383 p., 85,40 P.

Henry Coston

DICTIONNAIRE DES DYNASTIES BOURGEOISES ET DU MONDE DES AFFAIRES

ONTRAIREMENT à d'eutres euteurs de ce genre, dont l'objectif n'était pas d'une pureté au-dessus de tout soupçon, cet ouvrage présente sans dénoncer, burine sans écorcher, instruit sans soumettre. SI vous désirez vous y reconnaître dans la tribu des Rothschild, ou parmi les Jean Servan-Schreiber avec leurs seconds prenoms respectifs, vous garder dans un salon da grossières confusions sur les Riboud, n'hésitez pas à vous initier par ce gothe de l'économie, naguère gold-gotha. Blen qu'il y alt, den cette forêt, de nombreux arbres (généalugiques), il ne e'agli pas seulement de dynasties, mais aussi de têtes, comme Albert Caquot. Votre curlosité voue permettra de savoir quand le d'Estaing e comblé Giscard, pourquoi Jean Monnet s'est marié à Moscou, et àciaircira l'absence de « Ponie » dans le Catalogue de le noblesse contemporaine, malgré son titre princier. Les hommes politiques ne sont d'alileurs pes toujours ceux que l'on attend : Léon Blum et non Pompidou ou Lavel ; le nom de Chirac revient souveni, maia comme historien; Dupont n'est pas Frédéric, ni Guichard l'aménageur. Les femmes sont peu nombreuses, du moins comme têtes.

L'économie est partout : le eucre chez les Say, l'huile, minéraie ou végétale, chez les Lesieur, les étofies chez Boussac, et blen d'autres, les grands magasins, la blè, les charbonnages, les banquiers, l'automobile, etc. Des vues eussi sur les grandes

D'ordinaire, les dictionnaires meurent vite après la lettre V. Cette fols, nous trouvone ençore quinze pages pour les de Wendel et quatre pour les Worms, stein étant encore en réserve.

Documentation en général sure, exception faila our le synarchie, où l'auteur n'e pas su trouver

* Paris, 1975. Editions Alain Moreau, 25 cm, 599 p., 120 F.

Hubert Lévy Lambert

LA VERITÉ DES PRIX

A fait toujours un peu peur, le vérité, et les prix eussi : mels l'ensemble constitue un sérieux problème, qui touche l'économie antière. Cet ouvrage e été el profondément rementé que nous nons à la signaler à nouveau tant les vérités en deçà peuveni être des erreurs eu-delà.

'Nous passons en ravue tous nos chers tablesux, services publics, énergie, transports (la vérité est ici si inquiétante qu'il faut peut-être le chercher dans son puits... de pétrole), eau, santé, prix de le vie humaine, enseignement, logement (« l'elde à le pierre a été un vaste détournement des fonds publics»), agriculture, industrie et commerce, capital et travail. Viennent ensuita des considérations, à la fois plus érales et plus positives, sur cette vérité des prix, qui peut, meigré quelques etours, nous suggérer de sensationnelles révisions, plus ou moins déchirentes.

7....

N ...

* Paris, 1975. Editions du Seuil, 18 cm, 175 p., 11,40 F.

L'assainissement monétaire international

(Suite de la page 13.)

Il ne peut être question de supprimer le dissymàtrie fondamentale entre le dollar et les eutres monnales. Le dollar est vouà à rester le principal instrument d'intervention sur les marchés des changes. Il est naturel que, dans beaucoup de pays, les réseaux bancaires et les grandes entreprises conservent une partie de leur tré-sorerie en dollars. El II est normal que beaucoup de banques centrales détiennent dans cette monnaie une fraction de leurs réserves. En revanche, certains aspects de le dissymétrie ne sont pas inévitables, el des mesures techniques simples permet-traient, si on le voulait, d'y mettre fin. Quelles pourralent être ces mesures?

On e pariois suggéré que les sutorités monataires amanicaines devralent acquerir et eccumular des davises àtrangères, de la même taçon que les banques centrales non américaines accumulent des dollars. Cette proposition à première vue séduisants ne ne, en réalité, pas blen loin. Les États-Unis n'accumuleront probablement pas de montants substantiels en devises, pour la simple raison qu'ils ne voudront pas s'exposer à des pertes de change sur la valeur de leurs réservos. Il n'est pas à prévoir que le Congrès permettrait à l'administration - à supposer qu'elle le vouitt de s'engager très avant dans cette direction. Quant aux partenaires des Etats-Unis, certains d'entre eux, comme la Suisse, ne souhaltant pas laisser se créer, entre les

mains de l'étranger, des soldes importants dans leurs propres monnales.

Line econde méthode consisterait à Intensifier le recours à le formule des « swaps ». de façon à procurer aux Etats-Unis davantage de moyens d'intervention en monnaies àtrangères, et par conséquent davantage de moyens de soutenir le dollar. Cette méthode n'est certes pas à rajeter. Elle comporte cepondant ses limites. D'une part. il est normal que les crédits » ewaps - de banque centrale à banque centrale ne solent consentis que pour de courtes périodes. D'eutre part, les «swaps» sont presque toujours réciproques, et les Etats-Unis pour-raient hésiter à consentir à leurs partenaires des crédits aussi élevés que ceux dont ils devraient bénéficier eux-mêmes.

Une troisième méthode consisterali à utiliser blen plus largement qu'oo ne l'e fait. jusqu'ici une technique qui fut imaginée II y e un peu plus de dix ans et à laquelle est attaché le nom de M. Robert esa, à l'époque secrétaire edjoint du Trésor américain. Les « bons Roosa » étalent des titres de créances eur le Trésor des Etats-Unis que se faisaient remettre certaines banques centrales et qui étalent libellés dans la monnale du créancier (par exemple, en france sulsses pour les bons ramis à la Banque nadonale sulsse).

Les Elats-Linis - qui oni délà depuis plus de dix ens eccepté le principe de la formula Roosa -- devraient en génàraliser l'emploi dans leurs rapports avec certains les membres du club de Bâle. Ils auraient einsi le possibilité de e'assurer, contre des bons exprimés dans la monnale do peys prêteur, les ressources en devises qui pourront leur être nécessaires a'ils se monnale. De leur côté, les partenaires des Etats-Unie pourraient alder plus volontiers au soutien du doiler, pulaque les créances qu'ile ecquerraient de ce fait seraient, comme il est normal, libellées dans leur propre monnaie.

Le système de réserve fédérale devrait réciproquement, entrer dans le même voie qualité de prêteur ; il devrait acceptes de détenir, à concurrence de montants reiconnables, des bons - type Roosa - souscrita par les banques contrales ou les trésorarles d'un certain nombre de pays. Un élément de symétrie estait introduit dans les reletions entre les Etats-Unis et leurs partenaires du club de Bâle. En particu ces derniers, en émettant des bons « type Roose » exprimés en dollars, pourraient se procurer des dollars en cas de besoin sans se heurter au problème de la mobili-sation des encaisses or.

Les moyens existeralent alors d'une polibique concertée de réduction des flu tions entre la montale américaine et las monnales do « serpent ».

Un autre avantage de le formule est que les bons » type Roosa « étant émis par les trésoreries ne sont pas nécessairement des bons à court terme. On peut imaginer qu'ils solent détenus par d'autres porteurs que les banques centrales, qu'ils soient acquis par les gouvernements ou même par diverses institutions. On peut coucevoir que leur terme allie bien au-deià des durées qui sont normales pour les créences pro-prement monétaires. Brei, ils pourraient er, pour une coopération couveile entre les principaux pays membres de l'O.C.D.E., et spécialement entre l'Amérique et la = serpent », uo instrument fort souple. Il est évident toutefois qu'une telle politique concertée de réduction des floctua-tions ne verra la jour que si Washington

veut blen. Les Etats-Unis ont tendance à considérer le régime actuel des relations monétaires internationales comme conforme à leurs Intérêts. En réalité il ne l'est pas. Il ne l'est probablement pas du point de vue économique, comme M. Alfred Hayes La expliqué à ses compatriotes. Il ne l'est certain

pas du point de vue politique, car les tensione qu'il est voué à engendrer représentent un danger pour l'harmonie des rapports entre l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale

GUILLAUME GUINDEY.

(PUBLICITE) -Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A.

ELETROSUL (Subsidiaire de l'ELETROBRAS)

USINE HYDRO-ÉLECTRIQUE SALTO SANTIAGO

NOTICE DE PRÉSÉLECTION **AUX FABRICANTS DE CONDUITES FORCÉES**

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A.-ELETROSUL va lancer, le quatrième trimestre 1975, un appel d'offres aux fabricants qualifiés dans la présélection, objet de cette notice, pour la livraison de :

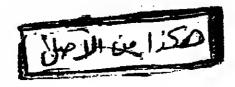
> - Six (6) conduites forcées en acier soudé, avec 7,60 m de diamètre et 130 m de long.

Pour l'achat des équipements ci-dessus, l'ELETROSUL compte utiliser les fonds de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), au moyen d'un emprunt actuellement an stade des négociations.

La participation dans la présélection, pour conduites forcées, est limitée aux fabricants des pays membres de la BID, et/ou pays considérés éligibles pour l'organe de mise de fonds.

Les « Instructions pour demande de présélection » peuvent être obtenues jusqu'an 10 décembre 1975 à l'adresse suivante :

Centrais Elétricas da Sul do Brasil S.A.-ELETROSUL Departemento de Suprimentos Rua da Alfândega, 80 - 2º andar 20.000 - Rio-de-Japeiro - RJ TELEX 02122971 (BRASIL)



CONSERVATOIRE NATIONAL

DES ARTS ET MÉTIERS

Séminaires intensifs de formation continue

organisés par le département Economie et Gestion et l'Institut national des techniques économiques et comptables, pour des cadres comptables, financiers, insénieurs et chris d'entreprise. — GESTION FINANCIERE À MOYEN ET LONG TERME ET CROIS-SANCE DE L'ENTREPRISE, les 14, 21, 28 janvier et 4, 11 février 1976

(is mercredi).
TRESORERIE DE L'ENTREPRISE ET LA GESTION FINANCIERE
A COURT TERME, les 18, 25 février, 3, 10 et 17 mars 1970 (la

mercredi).

ETUDE DES COUTS DE REVIENT ET DE LA RENTABILITE DANSL'ENTREPRISE, les 8, 15, 22, 29 avril et 8 mai 1978 (le jeudi).

COMPTABILITE ET MANAGEMENT, les 7, 14, 21, 28 avril et

5 mai 1976 (le mercredi). GESTION PREVISIONNELLE ET LE CONTROLE DE GESTION DES MOYENNES ENTREPRISES, les 12, 19, 26 mai et 2, 9 juin 1976

(le mercredi). METHODOLOGIE DE LA REVISION COMPTABLE AUDIT, du 15 novembre au 12 juin 1976 (le samedi).

Intec, 292, rue Saint-Martin, Paris-3*. Tél.: 887-37-38, poste 518.

THE THINNING

THE MILESTER THE WINE P

450

-⁴

7 . Sec. 2.

* Sast und Bright SA

-ELEGTRIQUE

ANTIAGO

IESE:

, . . . ,

120

 $\in \mathbb{R}^{n-k(1)} \times \mathbb{R}^{n-k(1)}$

49.00

OSUL

 $T_{i} = T_{i} - \epsilon$

ARTS ET SPECTACLES

Attention, Barenboim et Pollini!

Toul le monde a le droit de ne pas être en forme pour jouer des chejs-d'œuvre à 10 heures du matin (et on dira; mème les critiques pour les écouter...); se ul es les « grands-mères du samedi matin e manifesient un enthousiasme indéfectible.

Il faut cependant crier casse-cou. Le Festival Beethowen de l'Orchestre de Paris o été médiocre pour des artistes d'un tel renom. Maurizio Pollini, sacré comme « le plus grand pianista d'un monde e par un récent réjérendum journalistique dont le principe est détestable, o interprété le Concerto en soi majeur de façon inodore; technique superbe, blen sûr, mais un jeu dur et métallique, dénué de projondeur dans le premier mouvement, avec une cadence bruyante et cascadante, et le dialogue dramatique de l'andente s'est mué en une conversation onodine. Même quand û s'est déchaîné au milieu du rondo jinal, l'absence de grande perspective dans les autres mouvements en o réduit le sens en un vigoureux everaice

mouvements en o réduit le sens en un vigoureux exercice de style.

La 7 Symphonie, dirigée par Daniel Barenbolm n'apparent selve selve sens en le constitue de la constitue de parut guère plus convain-cante. Les montées de l'in-troduction étaient trop râ-

peuses sans répondre à un dynamisme. Boren boi m contrôle ses musiciens avec minuite, un peu à rus de terre, sans obtenir une véritable courbe de phrusé, un balancement tendre, un survol lyrique des notes. Et la sonorité assez lourie de l'or. vol lyrique des notes. Et la sonorité assez lourde de l'orchestre, d'un ensemble approximatif, semblatt indiquer
que les musiciens avaient l'esprit ailleurs (les cors notamment, qui n'arrivaient pas à
« pondre » un beau son rond
en même temps que tout le
monde). Il n'est pas sur que
des gestes autoritaires et
coupants suffisent à faire décoller un orchestre ni inversement qu'un tempo trop convienne à une œuvre aussi puissamment enracinée.

Le talent de Barenbolm n'est pas en cause. Mais sans-doute a-t-il voulu trop vite s'imposer à Paris, trop en faire (aujourd'hui Beetho-ven, demain Webern), sans ven, demain Webern), sans avoir le temps de mûrir l'interprétation d'énormes monuments qui demandent à être investis de toutes parts.
La route des chefs-d'œuvre est plus longue qu'on ne le pense. — J. LONCHAMPT.

* Même programme ce lundi 10 novembre au Palais des congrés (20 h. 30).

Théâtre

La réforme des statuts du Français

- Quarante sociétaires (au lieu de trente)
- L'État renonce à sa part sur les bénéfices

En rendant publique la nomi-nation de nouveaux directeurs pour les théatres nationaux en pour les théatres nationaux en juillet 1974, M. Michel Guy, se-crétaire d'Etat à la culture, avait amoncé la réforme des statuts de la Comédie-Française, Le projet présenté par M. Pierre Dux, administrateur général du

« LE PORTRAIT DE DORIAN GRAY»

Pierre Boutron, adaptateur et metteur en scène du Portrait de Dorian Gray, a construit son spectacle autour d'une idée qui, écrit - il dans le programme, lui paraît essentielle ches Wilde : « Un être humain est un miroir a deux faces: la personne et le personnage. à Après cette forte pensée en peut craindre le pire, et, en effet, le pire arrive. On espère un moment une parodie à la manière de Dracula: musique et flammes de bougles dans le noir pour gréer la mysière. que et flammes de bougles dans le noir, pour créer le mystère, reflets multiplés dans des pannecaux tranparents, qui, par des jeux d'éclairage, deviennent opaques, et Raymond Gérôme — le diabolique sir Henry — s'est fait la tête de Christopher Lee. Mais cela manque de chauve-souris et d'humour. Mathieu Carrière est un Dorian Gray freluquet et maladroit. Quant à son portrait, il ressemble à une photomaton en couleurs agrandie. Pour achever le massacre, le texte s'étale, lourd massacre, le texte s'étale, lourd et difficultueux comme du rai-siné sur du pain rassis. — C. G.

* Maison des arts de Créteil, 21 b. jusqu'au 15 novembre.

9 DERNIÈRES atelier





« Bouleversant... Un sommet... Le premier spectacle de l'année.» Ph. TESSON, Canard eachainé. PRIX SPECIAUX ETUDIANTS 606-49-24 et scences ____

Théâtra Français, a fait l'objet de longues négociations (avec le ministère des finances en particulier).

Deux décrets parus au Journal Deux décrets parus au Journal officiel du 9 novembre modifient le règime administratif et financier de la Comédie-Française.
Le nombre de sociétaires, jusqu'alors fixé à trente, passera à quarante et la durée de leur contrat est révisée. Celle-ci était de vingt ans. Ils pourrout désormais demander leur départ où être mis à la retraite dix ou outres ans aurès leur engagement. quinze ans après leur engagement.
Blen que leur nombre augmente,
leur part dans les bénétices ne
diminuera pas ; ceux-ci seront
répartis différemment : l'Etat rereparas differemment: l'esat re-uonçant à sa part de 35 %, 75 % frout aux sociétaires (au lieu de 55 %), 15 % au personnel (qui u'avait rieu) et 10 % serout destinés au fonds de réserve, comme auparavant. Le uombre de parts entre lesquelles sont ré-

de parts entre lesquelles sont ré-partis les bénéfices réservés aux sociétaires passe de 24 à 32. Une de ces parts pourra être attribuée chaqoe année à titre exception-uel, en totalite ou en partie, à un ou deux sociétaires dont l'acti-vité aura été partieulierement remarquée au cours de l'année écoulée.

Les pensionnaires, qui n'étalent jamais noumés sociétaires avant deux ans de service, pourront l'être après un an (mais pas après plus de deux ans). Ceux qui seront maintenus au-delà de cette durée maintenus au-delà de cette durée bénéficieront d'un statut privilégié. La procédure pour la nomination d'un sociétaire reste inchangée. De même, sociétaires et pensionnaires doivent toujours obtenir l'autorisation de l'administrateur pour toute activité extérieure à la Comédie-Française; le décret précise que toute publicité commerciale leur est interdite.

Une commission consultative est créée. Elle comprendra deux so-ciétaires, dont le doyen, et quatre meticurs en scène, choisis à l'extérieur. Cette commission, nommée pour trois ans, et présidée par l'administrateur, est chargée de donner son avis sur le choix des ceuvres et des metteurs en scène. Chaque année, les mambres du comité d'administration et du comité d'entreprise de la Comédie-Française se réunissent pour prendre connaissance du rapport sur la saison écoulée et des orien-tations et projets pour la saison

(Deux préoccupations essentialles ont présidé à la réduction de ces textes : le maintien de la Société cédiens-français dans son des comediens-trançais dans son existence spécifique, et son adap-tation aux conditions actuelles d'exploitation : rééquilibrage du nombre des pensionnaires et des sociétaires, assouplissement du mode de recrutement et des conditions de départ — ce qui correspond à une promotion plus simple des pensionnaires et à une plus grande liberté. La Comédie-Française se veut plus goverte sur l'extérieur dans la meanre où sociétaires et pensionnaires pontront obtenir l'antorisation de journal overnir l'amortanton de jouer à Paris (jusqu'ici, ils ce pen-vaient le faire qu'en dehors de la capitale. Seul Eobert Ritteh avait pu être Arturo Ul 20 T.N.P., sous la direction de Georges Wilson). Mais le décret précise que toete

Cinéma

LA MANIFESTATION DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Un millier d'artistes contre « la nouvelle censure »

Un millier de comédiens, de réalisateurs, de techniciens et de producteurs de cinéma ont defile, samedi soir, derzière una banderole indi-quant: » Le ginema français doit vivra. » Parmi les manifestants, qui ont monté et redescendo l'avenne, en distribuent des fracis, ont e reconn notamment Michel Piccoli, Jean-Pierre Cassel, Plerre Prevert René Ventier, Jean Delamoy, Jean-Daniel Simon, Françoise Arnoul et Raymond

Bussière.

Les associations, professionnelles et syndicales (Société des réalisateurs de films, Association frances de films, Association français de films, Association de films, Association de films, Association de films caise des producteurs de films. Syndicat français des artistes interprètes, Syndicat général des tra-vailleurs du film, Association des auteurs de films, fédération nationale du spectacle C.G.T. et

En se réunissant samedi à l'appel d'une dizame d'organisations professionnelles et syndicales, les artistes et cinéastes qui cut voulu dénonce l'injustice de cut voulu dénonce destinées à l'annonce des mesures d'aide sont remises à plus tard ; en tout cas, elles ne figurent pas au budget 1976.

La campagne — et la sensibilité — anti-pornographique se sont remises à plus tard ; en tout cas, elles ne figurent pas au budget 1976.

La campagne — et la sensibilité — anti-pornographique se sont remises à plus tard ; en tout cas, elles ne figurent pas au budget 1976. cales, les artistes et cinéastes qui out voulu dénoncer l'injustice de mt voulu dénoncer l'injustice de mt voulu dénoncer l'injustice de certaines mesures destinées à combattre ce qu'on a uommé le « raz-de-marée pornographique »: d'une part, les mesures gouvernementales — suppression de l'aide automatique et T.V.A. à 33 % sur les films désignés par la commission de contrôle, — d'autre part, les engagements des dirigeants de l'industrie cinématographique — qui vont, par « antodiscipline ». limiter à ceut (ou deux cents) le nombre des salles qui passent des films « porno » — et enfin l'amendement Foyer, qui frappe indistinctement d'une surimposition de 50 % les bénéfices et revenus tirés de la production, de la réalisation et de l'exploitation de dix-huit ans.

La présence de Michel Piccoli parmi les manifestants indique hien qu'il ne ragit pes seulement d'un réflexe d'autodéfense de quelques « pornographes » : Piccoli a tourné suffisamment de films — la Grande Bouffe, par exemple — interdits aux moins de dix buit aux considéres. quelques « pornographes » : Piccoli a tourné suffisamment de
films — la Grande Bauffe, par
exemple — interdits aux moins de
dix-huit ans pour être solidairement menacé par les décisions récentes. Parmi les adversalres du
dispositif inti-pornographique, on
trouve aussi des producteurs qui
avaient participé aux négociations
avec le gouvernement en vue de
règlementer la diffusion de ces
films; mais, dans leur esprit, ces
négociations devalent conduire à
rinsiauration d'un système d'alde
à la distribution et à l'exploitation
des films (auquel le serrétariat
d'Etat à la culture était favorable), en échange de l' c autodiscipilne » de la profession. Les exemple — interdits aux moins de dix-huit ans pour être solidairement menace par les décisions récentes. Parmi les adversaires du dispositif inti-pornographique, on trouve aussi des producteurs qui avaient participé aux négociations avec le gouvernement en vue de réglementer la diffusion de ces films; mais, dans leur esprit, ces négociations devaient conduire à l'instauration d'un système d'aide à la distribution et à l'exploitation des films (auquel le secrétariat d'Etat à la culture était favorable), en échange de l'e autodiscipline » de la profession. Les

qui appelaient à la manifestation, ont fait circuler un texte où elles denoncent » la nouvelle censure zu cinèma », affirmant notamment que « la crainte de voir un film soumis à une répression intellec-tuelle ou économique tuera dans l'œuf un grand nombre de projets de valeur, laissant la place aux seuls films dont la rentabilité est assurée » : ce texte ajoute que « le cinéma est réglementé par la seule loi du profit » et précouise l'abaissement du taux de la T.V.A., la prise en charge du Centre national de la cinématographie par le budget de l'Etat. le retour des salles de l'U.G.C. dans le secteur public et l'abaissement du prix des places « pour que le cinéma redevienne un speciacle accessible à fons ».

Prises.

Pourtant, sans compter que les causes réelles, sociales, du succès de ce genre de films ne s'effacent pas par la création de « cinémas de tolérance », certains professionnels annoncent que la portée du dispositif gouvernemental ue sera que très relative dans l'immédiat et en tout cas sujette à caution.

menat et en tout cas sujette à caution.

Ainsi, à moins de rendre les textes rétroactifs, les dizaines de films pornographiques mis en circulation depuis cinq cents jours échappent à la nouvelle réglementation, misone le commission de tation, puisque la commission de contrôle ne les a pas distingués des autres longs métrages interdes autres longs métrages inter-dits aux moins de dix-huit ans... Il faodra done les soumettre à un nouveau contrôle d'id le 1s jan-vier, date d'entrée en vigueur de la taxation. Fait sans précédent. De même, les dirigeants du Bureau de liaison de l'industrie cinématographique (BLIC), qui se sont engagés à distinguer le bon grain de l'ivraie, c'est-à-dire les salles oui ont programmé 80 %

fection », il soit, de l'avis quasi-général, injuste, puisque Godard, Bunuel, Bergman, Hitchcock, tom-bent sous ses foudres, à l'instar de n'importe quel sous-produit italo-germano-danois : le secré-tariat d'Etat à la culture et le ministre des finances ont mani-festé leur souhait outil soit rapministre des finances ont mani-festé leur souhait qu'il soit rap-porté. Les sénateurs et les dépu-tés, en seconde lecture, s'y em-ploieront, sans nul doute. Lors du débat sur le budget de la culture, M. Aymerie Simon-Lorière, dé-puté U.D.R. du Var, a attiré l'attention de l'hémicycle sur les risques que comporte une telle risques que comporte une telle répression. Il préconlse que l'As-semblée revienne en débat public sur la question, et qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour à un horaire où plus de dix députés sont présents au Palais-Bourbon. M. E.

Tue interdiction totale et trois m Une interdiction totale et trols suppressions d'aide ont été signées par M. Michel Guy, serétaire d'Etat à la culture, après avis de le com-mission de contrôle, Ces premières epplications du décret paru il y e quatre jours concernent « Check-up érotique » (qui est interdit), « Draguse oo le manoir infernal » « Suce-moi vampire » et « Prestitution clandestine » (qui ne bénéfi-cient pas du soutien financier).

I.a commission sénatoriale des finances a adopté un amendement à la première partie de la loi de finances, du à l'initiative de M. Maofinances, dù à l'initiative de M. Mac-rice Schumann, sénateur do Nord (app. U.D.R.), qui vise à renforcer la liscalité applicable aux films de violence co de pornographie. La commission propose d'assujettir ces films à une taxe « égale ao montant maximum de l'alde de l'Etat » que le film aurait reçue s'il avait obteno l'alde prévue pour les autres estégories de films. Le paiement de la taxe serait exigible avant la mise en

Jazz

LE « PEGASUS » DE JEAN-LUC PONTY

Si le violoniste Jean-Luc Ponty d'a pas jone avec tous, il a joue avec beau coup, et parmi les maltres : Frank Zappa, John Mc Laughlin, Tony Wil-Zappa, John Mc Laughlin, Tony Williams. Et aussi Sciphane Grappelli, et Joachim Kühn, et George Duke. La biographie que diffuse sa maison de disques signale qu'il ne considère pas son demier album comme du jazz. C'est bien possible. Sa musique, comme celle du Mahavishna Orchestra door elle est directement issue, fair la part belle, la meilleure (?) part à l'électrification et an « binarisme » : la voie « funky » ? Le « jazz-rock « ? Peu importe. De la musique. Violente. A haute tension. De musique. Violente. A hante tension. De la musique qui agresse et fair croire à l'andireur un pen trop proche que les sons ne persent même plus par ses creilles mais s'installeur directement an centre de son crine. Durant leur courte prestation de samedi à l'Olympia, les brillants professionnels de « Pegabrillants professionnels de « Pega-ras », mettroer en place impercable-ment les thèmes de l'album « Upon the wings of mosic «, grave en mai 1975. Ce sera froid, retteau, sans spon-tanèire, et parfois raisonnablement din-gue. Et puis apparaîtra une petite chose délicieuse, à l'élastique balancement, loin du martèlement de forge de l'usine is décibels, comme un regret, un narge nosalgique, une carone à l'âne du passe, une petrie « pièce « jouée sur deux violons acoustiques, à l'unisson devant la guitare électrique : elle sera la plus epplaudie. Là se trouve peur-être la vraie voie de Ponty : une voie médiane où cohabiteraient machines à watte et voix acoustiques. De son instrument amjone à la perfection. Mais son groupe « sonne » comme beaucoup d'autres, dans la grande et puissante marée électrique, see aux ponvoies limités, là, et · Pégasus · est un cheval sons ailes. · Upon the wings of music » ? C'est une question. Ponty n'y a pas repondu.

YYES BOURDE.

* Le concert que devait donner a Fegasis » le 21 novembre, eu cours du « Reims Jazz Festival a, est an-milà. Il est remplacé par le sextette d'Ornette Coleman.

M Andy de Groat, danseur amé-ricain, ancien collaborateur de Bob Wilson, présente à la galerie-théâtre du Centre culturel du Marais = The Bope Dance », spectacle créé cet été ao Festival de Chiraz, les 12, 13 st 16 novembre, à 23 h. 36, et le dimanche 15, 1 19 h.

LETTRES

« LE VOYAGE DES COMÉDIENS »

(Suite de la première page.)

Treize ons d'histoire dans un film de quatre heures qui n'est pas (malgre le budget le plus impor-tant du cinéma grec : 7 millions de drachmes) une reconstitution historique spectoculaire. Un film passionnant, même si ces évenements ne nous sont pas familiers - et c'est, justement, une occasion de

Cette troupe de comédiens, qu'on volt voyager dans une Grèce non touristique, une Grèce à la fois traversée du nord ou sud et de 1939 à 1952, c'est une famille dont les membres s'oppellent Agamemnon, Clytermestre, Oreste, Electre, Pylade, Egisthe. Les Atrides, référence culturelle, et symbole de n'importe quelle famille grecque, divisée politiquement, comme c'est orrivé en ces temps-là. Les comediens d'Angelopoulos promè-nent, en Grèce, une pièce folklo-rique, une pastorale « Golfo la bergère », sorte de « Roméo et Juliette », dans lo montagne. Cette pièce, qu'ils tentent de jouer devant un unique décor, ils n'arrivent jamais à la représenter. Constam-ment, la réalité politique envohit la scène du théâtre : olerte oérienne, descente de police, intrusion des occupants. Les structures du mythe des Atrides, du faiklore populaire et de l'histoire Individuelle sont Investies par les structures idéologiques du conflit entre la dictature et la liberté entre le fascisme et

resistance populaire niste) entre la doite et lo gauche. Ce conflit, Théodore Angelopoulos l'exprime dans d'odmirables plons-séquences où se conjugent l'espace et le mouvement. Il o recours, oussi, à des plans fixes où un acteur, face à la camera, raconte un morceau d'histoire. Ces monologues historiques sont l'équivalent des a sonas a brechtiens. Il est d'oilleurs évident qu'Angelopoulos se réfère au théâtre épique de Brecht, « pour une opproche mandiste de l'histoire s. Electre (l'admirable comédienne Evo Kotamanidou) est ici un « carac-tere », qui traverse les évenements comme la fameuse « Mère Cour-rage ». Or ce film distoncié et non romanesque est aussi beau que « Atlansanfan » des frères Taviani, por la farce de son esthêtique. La coméra qui bouge au qui se fige par du réalisme pour oller au-delà du réalisme, de situations concrètes pour orriver à la poésie. Dans une cove, Electre offre son carps en spectacle à un trafiquant du morché nair qui lui donne une bouteille d'huile. Ce traflquant est un collaborateur, abattu, ensuite, par lo résistance. Dans la neige, les comédiens afformés poursuivent un poulet, et c'est le tableau de la misère et de la famine.

Un seul combat de rues signifie toutes les botailles de rues. Sur une place vide, après une fusillade, un soldat écossais s'avance jouant de la comemuse. L'armée anglaise a « libéré » la Grêce e

ÉLYSÉES LINCOLN - QUINTETTE - 14 JUILLET

SAINT-LAZARE PASQUIER - STUDIO RASPAIL

L'HUMOUR YIDDISH

A NOUVEAU DANS LE CINEMA AMERICADI

APRES FRANKENSTEIN JUNIOR, WOODY ALLEN.

HESTER

STREE1

UN FILM DE JOAN MICKLIN SHVER

que est le support de l'exposé idéo-logique. D'où l'importance de la musique et des chansons. Une chanson d'omour peut devenir, sous lo poussée des événements, une chanson politique. Sur une trodition crétoise -- les « batailles de chansons » dans les cofés. ---Angelopoulos a construit une extraordinoire séquence de bal du Nouvel An 46 au communistes et monarchistes s'affrontent en se jetant des refraïns à lo tête. Un coup de revalver tiré en l'air fait taire la voix populoire. Les monarchistes - rien que des hommes - se mettent à donser entre eux. Puis, dans un seul plan de rue où ils défilent en scandant lo marche des miliciens, ils effectuent une traversée idéologique de l'histoire s. de 1946 à 1952.

L'errance perpétuelle des comé-diens se confond avec le mouvement historique. Mais ces Atrides ordinaires, divisés puis traqués, brisés, torturés, selon leur choix politique, nous pouvons les recon-naître. Le film de Théodore Angelopoulos, gul « fonctionne sur une memoire collective s, met au jour le méconisme du fascisme et prend une voleur universelle.

JACQUES SICLIER. * Saint-André-des-Arts (v. o.).

MERCREDI -



un film de Patricio Guzman L'UNIQUE DOCUMENT DE LA DERNIÈRE ANNÉE D'ALLENDE

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS LA BATAILLE DU CHILI

la lutte d'un peuple sans armes

A une semaine du prix Genceurf

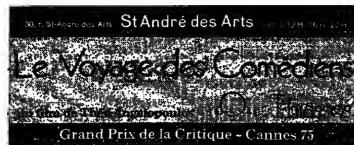
GARE AU GORILLE!

A nne semaine de l'attribution dn prix Gonenurt, le 17 novem-bre, les membres de l'académie savent désonnais ce qui les ettend. Invité de Philippe Bon-vard à l'émission de TF 1 c Dix de der 2, M. Jean-Edern Hailler a révélé ses intentions. s Petit écrivains, édité chez un petit éditeur qui est moi-même », le contestataire des mœurs littéraires, a défenseur des petits contre les grands », estimo tou-jours que, si le romancier Jac-ques Thienloy est enjourd'hui en prison, ce n'est pas tellement parce que de l'essence fut enflammés dans l'escaller de Mms Mallet-Joris, le 31 octobre dernier, mais parce que l'académie Goncourt n'a rien fait pour empêcher cette détention ou tont en moins pour tenter d'y mettre un terme.

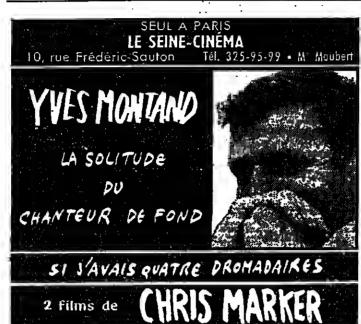
Dès lors, tont est simple. Comme M. Thieuloy laisse chez dépérit, eh bien I si rien u'est fait par les Goncourt d'ici le 17 novembre pour rendre son maître à l'animal, M. Hallier et ses amis Ubéreront... lo singe lundi prochain dans les salons de restrant de les salons dn restaurant Drougnt.

Vollà ce que les téléspecta-tents d'un samedi soir ont cotendu de la part d'un garçoo qui continus imperturbablement de proclamer que sou combat est de prociamer que son comuni est anssi grave qu'important (1). Quant à M. Thienloy, U n'a pas apprécié un article à soo propos de M. Jean Dutourd, po-blié par « France-soir » le 9 novembre, et u a décidé d'as-signer en diffamation et l'acteur et le journal. M. Duteurd, traitant de la querelle faite aux Goncourt, la jugeait menée par « de jeunes bourgeois faméliques (...) qui font de la littérature pour gagner des sous et parce que c'est moins difficile que d'être marchand de bicy-

(1) Conscient de l'impression que pourrait laisser son intervention, M. Hallier nous indique que des coupures oot été faites dans ses propos et qu'ainsi ont été supprimées « sept à huit mioutes de déclarations sur l'essentiel s.



SFLECTION QUENZAINE DES REALISATEURS CANNES 75 THANGS FILME



production: SEUIL AUDIOVISUEL

français que nous ayons vus ces temps-ci. ISABELLE ADJANI FRANÇOIS TRUFFAUT L'HISTOIRE

CYRAMO YERGALLES - ARTEL PORT MOCEN Plus beau que tous les films

FORUM

DE LA DANSE

COMPLEXE DU THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

permanent de 17 h à 22 h 30

19 h 15 à 19 h 50 conférences-débat-buffet 1 compagnie 10 F-carte à la journée 35 F-carte à la semaine 50 F renseignements et location au théâtre de 11 h à 18,h - tél. 359.72.42

FESTIVAL D'AUTOMNE 16L 278,10.00 - FNAC MONTPARNASSE

UGC MARBEUF - BONAPARTE CYRANO VERSAILLES

AUX DEUX ANES -

Demain matinée exceptionnelle 2-15 h. 32 avec Pierre-Jean VAIX-LARD, Christian VEBEL et Jacques MEYRAN dans la mordante revue

SERRE-VIS COMPRIS

a seule revue satirique jouée à Paris

THEATRE des AMANDIERS

de Pierre MACRIS

PROLONGATION

JUSQU'AU 16 NOVEMBRE

THEATRE dos QUARTIERS d'IVE

PUBLICIS CHAMPS-ELYSEES - ERMITAGE - PARAMOUNT OPERA - REX - MOULIN ROUGE -PARAMOUNT MONTPARNASSE - BOULTHICH - MISTRAL - PARAMOUNT GOBELINS 3 MURAT - LIBERTÉ - PARAMOUNT MAILLOT



BOBIGNY-TRIANON Drancy - STUDIO Rueil - CALYPSO Viry-Châtillen - U.C.G. Poissy -ARTEL Rosmy - CARREFOUR Pantin - BELLE EPINE Thiais - GAMMA Argentenii PARLY II - ARCEL Corbeil

TRIOMPHE (S.T. Angleis) - CAPRI GRANDS BOULEVARDS (S.T. Espagnol) PARAMOUNT OPERA



SPECTACLES _11-22 novembre ___ XIIIº FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA DANSE

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des sailes LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES > 20 compagnies - 16 pays - 5 lieux de représentation 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 10 novembre

Les salles subventionnées Comédie-Française, 30 h. 30 : la Poudre aux yeux ; le Plus Heureux des Trois (abt habillé série G).

Les solles municipales Nouveau Carré, 21 h. : Lucrèce Borgia ; mardi, à 14 h. 30 et 17 h. : Cirque à l'ancienne.

Les autres salles Antoine, mardi, 15 h. ; le Tube. Riothéaire-Opéra, 21 h. : l'Interpré-

Riouard-VII. 21 h.: Viens ches mol, 1'habite ches une copins.

Egits américaine, 20 h. 30: Richard II.

Espace Cardin, 20 h. 45: Lorenzacco. — Salle polyvalente, 21 h.: On loge la nuit; Café à l'eau.

Fontzine, 20 h. 45: la Balanca.

Madelaine, 20 h. 30: Peau de vache.

Michel, 21 h. 10: Duos sur canapé.

Micheldère, 20 h. 30: Geg et Magog.

Nouveautés, 21 h., et mardi, 16 h.: les Deux Vierges.

Palais des sports, mardi, 15 h. 30? de Cuirassé Potemkine.

Plaisance, 20 h. 30: Mes Cuips.

Saint-Georges, 20 h. 30, et mardi, 15 h. 20; conque-Monsieur.

Théâtre Campagne-Fremière, 19 h. 30: Pit à Pat; 23 h.: Angels of Light, Théâtre de la Cité internationale, 1a Calerie, 21 h.: les Troyennes.

Théâtre de Dix-Heures, 20 h.: Patrick Font, Troglodyte, 22 h.: Xāhāt.

Theâtres de banlieue

Théâtres de banlieue Villiers-la-Bel, salle Marcel-Pagnol 21 h. : Bacha Distel.

Festival d'automne Complete du Théâtre des Champs-Elysées, de 17 h. à 22 h. 30 : Forum de la danse. Les chansonniers

Caveau de la République, Ya du plus mai dans

Les cafésthéâtres Au Bec fin, 20 h. 45 : Nadine Mons

Le jazz et la pop' Théatre Monffetard, 20 h. 30 : B. Gauthier, I. Achi, J.-J. Avenel. Salle Pleyel, 21 h. : Weather Report. Les concerts

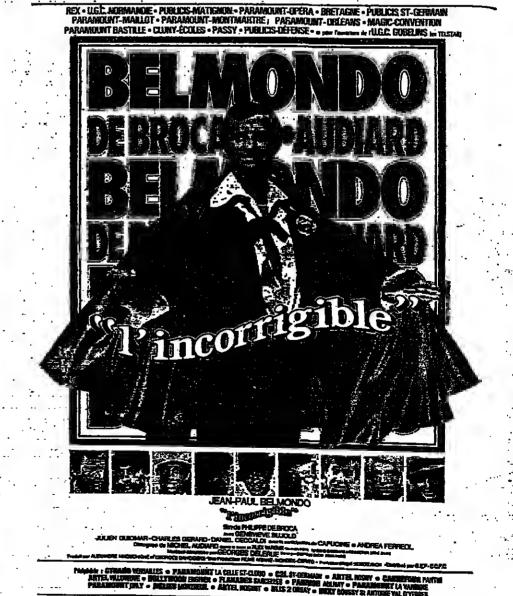
Theatre Essalon, 20 h. 30 ; M. Lepinte, violoncelle, et Cl. Beche,
piano (Chostakovitch, Morol, Britten, Tisné).
Palais des congrès, 20 h. 30 ; Orchestra de Paris, dir. D. Barenbolm,
avec M. Follini, piano (Besthoven).
Théâtre 13, 20 h. 45 ; Concert de
gala de l'UMIP (Bach, Debussy,
Hindemith, Villa-Lobos, Haydn).

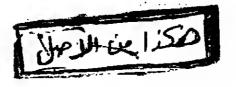
STUDIO DES URSULINES UGC MARBEUF

AGUIRRE LOCALIS DE DE Tenigme de KASPAR HAUSER UN FILM DE



RIX INTERNATIONAL DE LA CRITICI





Wantathaya villalang. BRES BUZDS

héatrus

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins da trèire ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, saroedi. 15 h.: Dada et le surréalisme; 19 h. 30 : Hiròshima mon amour; 20 h. 30 : la Collectionneuse, d'E. Rohmer; 22 h. 30 : Riote, d'A. J. Pakula; 0 h. 50 : Qui a tué tante Boo?, do C. Harrington — Dimanche, 15 h. : la Chute de l'ampire ro ma ln. d'A. Mann; 16 h. 30 : France S. A. d'A. Corneau; 20 h. 30 : la Vallée, de B. Schroeder; 22 h. 30 : le Messie sauvage, de K. Russell.

Les exclusivités

A SEPALATE PEACE (A.) v.o. :
Luzembourg 6º (633-97-77).
BLACE MOON 197.): Studio Médicis
5º (633-25-97). Biarritz 8º (25942-33).
CACHE-CACHE - PASTORAL (Jap.)

CACHE-CACHE - PASTORAL (Jap.)

V.O. (a Pagode, 7 (551-12-15).

CATHERINE ET Cie (Fr.) (*);

Chuoy-Paiare, 5 (033-07-76), Fauvette, 13 (331-56-86), Nationa, 12 (243-04-67). Concorde, 8 (359-62-84). Gaumont-Lumière, 9 (770-64-84). Mcotparnasse-Pathé, 14 (325-83-13), Caumont-Convention, 15 (828-42-27).

LE CHANT DU DEPART (Fr.); Caméo, 9 (733-23-88). Royal-Passy, 16 (527-41-15). U.G.C.-Odéon, 6 (325-71-08).

LA CHEVAUCHEE SAUVAUE (A.)

V.O.: Paramonni-Upéra 9 (773-34-37). Max-Lioder, 9 (770-40-64), Paramouni-Mootparnasse, 15 (256-22-17). Paramouni-Mootparnasse, 15 (256-22-17). Paramouni-Mootparnasse, 15 (256-22-17). Paramouni-Mootparnasse, 15 (256-22-17). Paramouni-Mailiož. 17 (758-24-24).

24-34).
CHUBIZENESSE (Pr.): Ambassade, 8° (339-19-08), Berlitz, 2° (742-60-33), Clieny-Pathé, 18° (522-37-41). Cluoy-Patace, 5° (033-07-6). Moniparnasse-Pathé, 14° (326-65-13), Caumont-Sud, 14° (331-51-8). Gaomont-Garrbetts. 20° (797-05-02). Cambronne, 15° (734-42-95).

L. Urr

7-1

Land of RAN

mont-Garbetts. 20° (737-05-02),
Cambronne. 15° (734-42-98).

LA COURSE A L'ECBALOTE (Pr. I :
Marignao 6° (359-92 82), Richellen,
2 (233-58-70). Hautsfeulle. 8° (83379-38), Mon1parname 83, 6° (54414-27), Wepler. 18° (382-36-67), Fauvette, 13° (331-58-68). GaumontConvention. 15° (828-42-27), VictorHugo. 16° (727-49-75), GaumontCambetta, 20° (737-02-74), P. L. M.Saini-Jacques. 14° (589-68-42)

LA OERNIERE TOMBE A OlMBAZA
(Fr. I. Saiot-Severin. 5° (033-50-91).

LE DEDIT DU PLUS POET (Ali. **,
v.o.) : La Pagode, 7° (551-12-15).

LE FAUX CUL (Fr.) : Mercury, 3°
(225-75-90); A.B.C., 2° (236-55-54);
Datton. 6° (328-08-18); Citohy-Pa1hé. 18° (522-37-41); Montpstnesses 23, 8° (544-12-27).

L'ENIGME OR RASPAR HAUSER
(Ali.) (v.o.) : Studio des Draitioes. 5° (033-39-18); U.G.C.-Marbeut. 8° (225-47-19).

FLIC STORE-(49°) : ParamountMailfol., 17° (758-24-24); Ermirage,
8° (259-15-71); Ren. 3° (238-83-83);
Mistral. 14° (734-20-70); Murrt,
18° (238-9-78); Paramount-Mootparnasse, 15° (333-48-29); ParamountMolt. 5° (333-48-29); Paramount-

18° 1283-98-78); Paramount-Moot-parnasse, 15° (325-22-17); Boul' Mich', 5° (033-48-29); Paramount-Opèra, 9° (073-34-37); Paramount-Gobelina, 12° (707-12-28); Moulun-Rouge, 18° (606 - 34 - 25); Liberté-Studio, 12° (343-01-59); Publicia-Champa-Elyséea, 3° (720-76-23); LES GALETTES OF PUNT-AVEN (Fr.) (°); Elaritz, 8° (359-42-33); U.G. C.-Gobelina, 13° (331-68-19); Bretagne, 8° (222-57-97); Capri, 2° (508-11-69).

GUERRS ET AMUUR (A.) (7.0.)

HREESING. 8° (272-57-371; Capri. 2° (508-11-69).

GUERRS ET AMUUR (A.) (v.o.): Publicis-Champs-Eiysées. 6° (770-76-231; Porsmouot-Océon. 6° (325-59-83); v.f.; Faramoost-Opéra, 6° (672-34-37).

H. MUSIC (A.1 (v.o.): Grands-Augustins. 6° (633-22-13); Action-Républicov. 11° (803-51-33).

HESTER STREET (A.1 (v.o.): 14-Juliet., 11° (700-51-13); Elyséos-Liocoix. 8° (339-38-14); Quintette, 5° (033-33-40). Saint-Laxare-Pasquier. 8° (337-33-43); Sludio-Raspail. 14° (326-33-98].

HISTOIRE O'ADELLE B (Fr.): Blasmitz. 8° (339-42-33); Cinémonde-Upéra, 8° (770-01-90): Bleovenue-Mootparmasse. 15° (544-23-02); U.G.C.-Odeen. 8° (323-71-68]; Cilcoby-Palhé, 18° (522-371-68]; Cilcoby-Palhé, 18° (522-371-68]; Liberié-Ciub, 12° (343-91-59); Liberié-Ciub, 13° (343-91-59); Liberié-Ciub, 1 (828-20-64).

HISTOIRE DE PAUL (Pr.) : La Clef.

BISTOIRE DE PAUL (Pr.) : La Clef.

5° (337-90-90)

BISTOIRE D'U (Pr.) 1°2) : Montparnasse-Pathé, 14° (326-65-13);

Collsée, 5° (359-29-46); Pungais.

9° (770-33-88)

HU-MAN (Fr., v. angl.) : Quintette,
5° (033-33-40); Olympic - Entrapôt. 14° (733-67-42)

L'ILE SUR LE TUIT UU MUNDE

(A. v.o.) : Ermitage, 6° (359-15-71)

(en solrée); v.f. : Ermitage (en mai.) . Rex. 2° (236-63-93), Miramat. 14° (336-41-02), U.G.C. -Gobelina. 13° (331-06-19), Mistral, 14°

(734-21-70), U.G.C. - Coben. 6°

(325-71-06). Terminal Foch. 16°

(704-9-53).

L'INCORRIGIBLE (Fr.) : ClumyEcoles. 5° (033-20-12), Magic-Convootion. 15° (825-20-64), U.G.C. Gubelina. 12° (331-06-19), Bretagne,
6° (222-57-57). Normacole, 8° (33941-16). Rex. 2° (235-83-83). Publicis Mail 20 on 8° (53931-97). Paramount - Maillot. 17°

(736-24-24). Paramount-Bartile, 12°

(733-4-37). Paramount-Bartile, 12°

(733-14-37). Paramount-Bartile, 12°

(733-13-37). Paramount-Bartile, 12°

(733-13-37). Paramount-Bartile, 12°

(733-13-37). Paramount-Bartile, 12°

(731-18). Bart. 12°

(732-19-17). Paramount-Bartile, 12°

(733-19-17). Paramount-Bartile, 12°

(733-19-17). Paramount-Bartile, 12°

(734-78-18). Paramount-Bartile, 13°

(735-26-26). Paramount-Bartile, 12°

(736-26-26). Paramount-Bartile, 13°

(736-26-26). Paramount-Bartile, 13 NUIA SUNG (22.1) (32.5 92-46) (4 12 h. 15 (sf D.) et 4 22 h. 15).
FETALS, IE SUIS, JE SERAI (All., -0.); La Clef., 5- (337-90-90).
JANIS JOPLIN (A., v.o.); U.G.C.-Marbeuf, 9- (225-47-19), U.G.C.-Marbeuf, 9- (225-47-19), U.G.C.-Marbeuf, 9- (325-71-03), La Clef. 8- (337-90-90), Vendôme, 2- (073-97-52) V.F.; Blenveous-Montparnasse, 15- (544-25-02).

Les films nouveaux

LE VOVAGE DES COMEDIENS.

— V.O.: Saiot-André-des-Ariz,

© (326-48-18).

LE RETUUR OB LA PANTHERE
ROSE, film américaio de Siake
Edwards avec Peter Sellars.

V.O.: Gaumont-Champs-Ely86es, 8° (339-04-67). Hautafeuille, 8° (333-79-38): v.L.:
Gaumont Rive - Gauche, 6°
(548-26-36). Clichy-Pathé. 18°
(522-37-41). Gaumont-Bud. 14°
(331-51-16).

(\$22-37-41), Gaumont-Bud, 14° (\$23-31-16). [130-2] (\$31-31-16) VERUES, film français d'E'-c Lipmann — Balzac, 8° (\$33-32-70), U.G.C., Marboul, 8° (\$23-47-10), Omnia, 2° (\$21-39-35), Images, 18° (\$22-47-94), Gaumont-Convention. 15° (\$28-42-27), Caumont-Copers, 9° (\$73-95-48), Mootparnasse-83, 6° (\$44-14-27), 8t-Lacare-Pasquier, 8° (\$27-35-43), Caumont-Gembetts, 20° (\$77-02-74), Dragon, 8° (\$48-54-74), 81-Germato-Buchstte, 5° (\$33-87-59) Gaumont-Sud, 14° (\$31-51-16) 51-16:
ALLSGURIE, film français de C. Faurelle, film français de (278-47-85).
LE SUJET OU LE SECRETAIRE

AS SUJET OU LE SECRETAIRES
AUX MILLE ET UN TIROIRS,
film français de Joaquin
Nosesi, — Le Marain, 4° (27847-56)
IE, (lim français de Jacques
Richard, avec Michel Lonsdale
al Catherine Ribeiro, — Olympuque, 14° (783-67-42), t.i.e. à 18 h
ZACHARIAB, film américain de
G Englund, avec Elvin Jones.
— V.n : Action-Christiné, &
(325-85-78).

JEUNE FILLE LIBRE LE SUIR

(ex. : LA SA 3 Y SITTSE;

Blarritz, 3° (359-42-33), Boloode,

6° (633-08-22), Salot-Michel, 5°

(328-79-17), Mac-Mahoo, 17°

(380-24-61) V.F. : Grand Pavois,

15° (331-44-58),

MILESTONE (A. V.O.) : Action
Christine, 8° (325-85-78),

MOBT O'UN GUIOR (Fr.) : Bonaparts, 6° (326-12-12), U.G.C.-Marbeuf, 8° (225-47-19),

LE MYSTEKE UES DOUZE CHAISES (A. V.O.) : Cinoche Salot-Germaio, 6° (633-10-83),

NUMERO OEUX (Fr.) 'Hautsfeuille, 6° (633-79-38), 14-Juillet, 11° (700-51-13),

UB AMERICA (Fr.) (v. am.): U.G.C.-Marbeuf, 8° (225-47 8), Quintette, 5° (033-33-40)

PARFUM DE FEMMS (L. V.O.) :

Elysée-Linchin, 5° (326-84-85), Quintette, 9° (033-33-40), Mayfair, 15° (325-27-06), Marignan, 8° (355-36-14);

BALZAC ELYSES - UGC MARBEUF - OMNIA BOULEVARD - LES IMAGES -

GAUMONT SUD - GAUMONT OPERA 5 MONTPARNASSE 83 - SAINT-LAZARE PASQUIER -

92-82). V.F.: Montparnasse 53, 8° (544-14-27), Marignan, 8° (359-92-32), Prançaia, 9° (770-33-88), Cilchy-Pathé, 18° (522-37-41), Caumont-Convention, 18° (523-42-27), Caumont-Convention, 18° (528-42-27), Caumont-Convention, 18° (338-82-52), Elyséca-Lincoln, 8° (338-82-52), Elyséca-Lincoln, 8° (338-82-52), Elyséca-Lincoln, 8° (338-33-43), Est-Lezara-Pasquiar, 8° (337-33-43), Batter-Pasquiar, 8° (337-33-43), Nationa, 12° (523-67-27), Montparnasse-Pathé, 14° (326-63-13), Nationa, 12° (528-42-27), Montparnasse-Pathé, 14° (326-63-13), Luxembourg, 8° (523-67-77), Quintette, 5° (33-35-90), V.I.: Trois Faussmann, 9° (770-47-55)
PRUSMANI (Georg., V.O.): Saint-André-des-Arta, 5° (326-48-18), POUR ELECTEE (El. V.O.): Saint-André-des-Arta, 5° (326-48-18), POUR ELECTEE (El. V.O.): Saint-André-des-Arta, 5° (326-48-18), Coul-e-Cour, 6° (328-80-25), EDILEBBALL (A. V.C.): Capri, 2° (533-11-58), Napoison, 17° (380-41-46), Suint-Germain-Village, 5° (633-37-59), Studio de la Cootrescarpe, 5° (225-73-77)

Saint-Germain-Villaga, 5 (63387-39).

SI FAVAIS QUATRE OROMADAIBES et LA SOLITUDE D'UN
CHANTEUR US FOND (Fr.): Le
Seire, 5 (325-82-46).

TARZOON, LA BONTE OS LA JUNGLE (Beig.) (*) (* am.): Ermitage, 8* (329-15-71). V.fr.: Trois
Haussmann, 9* (770-47-55).

LE TELEPHUNE BOSE (Fr.): Paris, 8* (329-53-99). Impérial, 2*
(742-77-52). Maneville, 9* (770-7287), Caravella, 18* (387-50-72). Nations. 12* (343-04-67). St.-GermainStudio, P* (033-42-72), Montparname-Fatha, 15* (328-63-13). Gaomout-Sud, 14* (331-16), Cambronne, 15* (734-42-96). Bosquet,
7* (551-44-11).

LE VIEUX FUSIL (Fr.): George-V.
(225-41-46), Plaza, 8* (073-74-55),
Paramount-Maillot, 17* (738-2424), Marivaux, 2* (742-83-90). Paramout-Montparname, 14* (325-2217), Studio Jean-Cocteau, 5* (03347-83)

VIVA POBTUGAL (Ail., v.o.): 14Juillet, 11* (700-51-13).

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.):
Luxembourg. 8» (533-97-77), à 10 h.
12 h. et 24 h.
LA CHINE (Fr.-It.-All.): Le Seine,
5° (325-92-46), à 12 h. (sauf dim.)
CINQ PIECES PACHLES (A. v.o.):
New-Yorker, 9° (770-63-40), à 20 h.
et 22 h (sauf mar.).
UEEP-END (A. v.o.): Saint-André.040-Aris. 8° (328-48-18), à 12 h. et
24 h
JUHNNY GOT EUS GUN (A. v.o.):
La Clef, 5° (337-90-90), à 12 h. et
24 h.
JULIETTE UES ESPRITS (IT. v.o.):

PSAUME KOUGE (HODE, V.A.): SELIT-ADDIT-C-GE-ATE, 6° (328-48-18), a 12 h. et 24 h. TARZOUN, LA HONTE DE LA JUN-ULE (Belg., V. am.) (°): Le Clef. 5° (337-90-90), à 12 h. et 24 h.

Les festivals

Citizen-Wells (v.e.) : Olympic, 14a (783-67-42) : le Voyage au pays de la peur.

PAYS OR L'EST (v.e.) : Bolte à films, 17a (754-51-50), 14 h. 15 : Ah, ca ira : 16 h. Adrift : 18 h. : le Nid des gentilhommes : 20 h. : le Manuscrit trousé à Sorces : te Manuscrit trouvé à Saragome; 22 h. 15: la Clépsydre. BESTIAIRE FANTASTIQUE (v.a.): Siyz. 5 (683-08-40): le Chien des Bankerville. Baskerville.

QUINZAINE RETEOSPECTIVE (v.n.): Studio de l'Emple (7º (380-19-83): le Jardin de tante Isabelle.

belle.

J. OEAN (vo): LA FUREUR OR VIVE: Murat, 16 (228-99-73); Hollywood-Boulevard, 9 (770-10-41); Etudio Alpha, 5 (033-39-47); v.f.: Faramount-Gaité, 14 (328-89-34).

— A L'EST D'EDER: Noctamboles, 5 (033-42-34), mer., vend., sam., dim., ma. — (GEANT: Noctambules, 5 (033-42-34), jeu., /undt.

EXPERIMENTAL 1: 18 Seine, 5 (328-83-08).

M. BOURGES NE PARTICIPERA PAS AUX • DOSSIERS DE L'ECRAN

• M. Yvon Bourges, ministre de la défense, ne participera pas, mardi 11 novembre, aux « Dossiers de l'écran » consacrés à l'armée, contrairement à ce que nous avons annoncé dans la

l'armée, contrairement à ce que nous avons annoncé dans le Monde daté 9 et 10 novembre. Le ministre de la défense donne, en effet, le même soir un diner officiel en l'honneur du prince sultan Ben Abudulaziz, ministre sacudien de la défense et de l'aéronautique.

D'autre part, la Fédération nationale André-Maginot s'élève contre la présence d'Alain Krivine: « Un 11 novembre, une semblable présence constitue une véritable of jen se au monde, combatiant tout entier et à ses morts. »

THEODORE BOTREL CELEBRE POUR L'ARMISTICE

· A la demande du Comité pour le cinquantième anniversaire de la mort de Théodore Botrel, le souveiir du barde breton sera évoqué sur TFI et sur Radio-France au cours de la retransmis-sion du défilé du 11 novembre. Borrel avait en effet pris le re-Boirel avait en effet pris la pa-role pendant le défilé qui avait suivi la première guerre mondiale.

TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 10 NOVEMBRE — M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, est l'invité de « Dix questions, dix réponee e pour convaincre » sur France-Inter, à

MARDI 11 NOVEMBRE

— MM. Michel Debré et Jacques Toulat répondent à la question : « La dissuasion atomique tion: « La dissuasion atomique est - elle n è c e s s a i r e » ? pour France-Culture, à 20 h. 5.

— MM. Baillet (P.C.), Hernu (P.S.), Krivine (L.C.R.) et Mituni (Fédération Léo-Lagrange) participent au débat des « Dossiers de l'écran » sur l'armée, sur Antenne 2, vers 22 heures. **ÉCRANS DE L'ÉTRANGER**

Modrid, Nashville, Peyton Place, Drottingholm, quatre villes pour un samedi soir eur TF 1 : l'écran magique ignore les distances, incruste les visages d'ici dans les décors d'allieurs ; le sans cité, ou village global que célèbre Marshall McLuhan.

De l'hôpital où ogonisa Franco on part pour les Buttes-Chaumoni. Eddy Mitchell, le rocker, s'y dédouble, dialogue avec lul-même sur l'écran ; Eddy de Paris et Eddy de Nashville, est-il deux ? Na sont-lie qu'un ? Le montage e'accélère pour don-ner un kaléidoscope d'images sans sulte ; voici le Lunapari de le country-music, ce blues des Blancs du Tennesses ; Nashville, capitale imaginaire d'une majorité silencieuse, dévollée en cinémascope par Robert Altman, dans une tresque de deux heures trenta (qui sortira en exclusivité la 19 novembre à Paris); Nash-ville réduite toi à un Disneyland de guitares, de banjos et de

l'Amérique ; è trole heures de voi de Nashville, sommeille le Nouvelle-Angleterre, terre de tradition au sein du nouveau contifaire Chéaste de notre temps. nent : affaires de cœur, intrigues sociales, protessionnelles; le docteur Rossi et le mère de Mie Farrow dinent eeuis dans une melson eu bord de le mer; Ryan O'Neai a épousé una jeune fille de condition infériaure parce qu'il le croit enceinte ; la vie de le communeutè — trop étrofte pour qu'on y solt vraiment libre — se noue et se dénoue eu gré de la rumeur publique... Deux obser-

vations : d'une part, on ne voit

Peyton Place, c'ast toujours

les conseillers municipeux, et c'est lo médecin qui solgna les corps et les êmes ; d'eutre part, l'histoire, qui se aitue è l'époque des premières années du rock, représente, à le manière du romanesque hollywoodien tredi-tionnel, la temps des - American cathersis familiale tient un drôle de langage : è chaque pien, des paroles définitives eur l'amour. la vie, le devoir, la réussite, sont prononcées, male les instants psychologiques, au contraire, genre « vous me donnerez un autre verre -, ou bien - I) fait bon, Icl =. Hallo, docteur Fraud... Ingmar Bergman a reconstruit,

pour y placer ses caméres, un

espace lyrique aux dimensione de l'Opéra da Drottingholm : Silence, on tourne, proposalt des croquis du tournage de la Filite enchantée (qui sort également le 19 novembre à Paris). Premières auditions, construction du décor. essayage des costumes, répétitions avec le chel d'orchestre devant la caméra, le dragon poursuk Pamino, Papageno se vente d'exploits hors de sa portée - male Mozart et le musique occupent toute le portée. Des soustaire Cinéastes de notre temps. titres intalligemment concue sur fond noir, permettent de lire, moi Bergman donne è ses colleborateurs ; de saisir eu détour d'une phrase la pensée du démiurge... (ement anecdotique, comparé à ce que Bergman peut dire. Le propos, il est vrai, n'était pas de teire cinèeste de notre temps. Pour comparer, regarder mercredi l'émission que TF 1 rediftuse, en hommage à Pasolini, MARTIN EVEN,

« Le Monde » public tous les samedis, numéro daté do dimanchelundi, un supplément radio - felévision avec les programmes complets de la semaine.

LES PROGRAMMES

LUNDI 10 NOVEMBRE

CHAINE I : TFT

20 h. 30, La caméra du lundi. (Regard sur l'his-20 h. 30, La camera du tumoi, (kegard sur l'histoire) : « les Gladiateurs », de D. Daves (1954).
Avec V. Mature, S. Hayward, M. Rennie, D. Paget.

Un esclare grec, qui a recueilli et cachd
la tunique de Jésus, est contraint de devenir
platiateur. Dans les joux du cirque, il perd
la loi. Il devient l'amont de Messaline.

La projection du film sera suivia d'un
débat

23 h. 10, IT 1 derniere. CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes, de P. Bellemare; 21 h. 45, Documentaire: D'une autro Allemagne. «Esquisse pour un portrait: Ulrich von Hassel», de M. Legris; réal. Cl. Robrini. 22 h. 45, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30. Prestige du cinéma : «le Crépuscule des dieux «, de L. Viscooti (1972) ; evec H. Berger, R. Schneider, T. Howard, S. Mangano.



extravagants et coûteux châteaux nés de ser lantasmes. 23 h. 35, FR'3 actualités.

> Pour: une belle image: téléviseurs couleur Philips -**PHILIPS**

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie) 20 h. 5, • line belle premenade d'été •, de M. Konkolv, fraduction H. Garber-Aument, avec M. Barbulée, B. Lange, J.-R. Caussimon, F. Hubert, réalisation G. Godebert : 21 h. 5 (S.), Orchestre de Radio-France, direction S. Cambraline. Avec J. Morata, piano. J.-R. Gravoln, violen : • Concerto pour place et violen • (Hayden) : • Rakastava • • (Sibelius) : • Denserie • (M. Thirtel), et direction A. Grard, avec R. Miliosi, violen : • Concerto en (a nº 2 • (J. Aubert) : « Concerto en mi bémol majeur • (F. Durante) : « Portrait » (K. Matdio) : 22 h. 35, Entretiens avec Habib Bourguiba ; 23 h., De le null!) 23 h. 50, Poésie,

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Dossiers musicaux; « Entre les pavés, l'herbe «, per J.-F. Hirsch; 21 h. 30, En direct du Royal Festival Hell...
Orchestre symphonique de la B.B.C., direction P. Boulez; « Eciat » (P. Boulez), « Cinq pièces, opus 10 », « Quatre lieder, opus 13 », et « Six (leder. opus 14 » (Webern). « Umost » (S.-D. Sandstrom), création mondiale; 23 h. 30, Concours international de guitare; 24 h., Faisceaux, par A. Almuro.

NOVEMBRE MARDI 11

CHAINE I : TF I

10 h. 30 (C.), Cérémonie militaire, en direct de l'Arc de triomphe (en présence du président de la République); 11 h. 30 (C.), Court mêtrage; 12 h. (C.), Jeu: L'homme qui n'en savait rien; 12 h. 30 (C.), Midi première; 13 h. 30 (R.) (C.), Film: = lo Sorcier du Rio Grande e. de C. Mar-quis Warren (1953). Avec C. Heston, J. Palance, K. Jurado, B. Keith.

15 h. 10 (C.), Retransmission lyrique: = la Norma =, de Bellini, avec M. Caballé; direction G. Patane; réal. P. Jourdan.
17 h. 50 (C.), L'Histoire en personne: Roses rouges pour Clemenceau. de Ph. Levillain. Réal. S. Vannier.
19 h. 10, Pour les petits; 19 h. 20, Pour les jeunes; 19 h. 45, Feuilleton: le Henard à l'anneau dor.

jeunes; 19 h. 45, Feuilleton: 10 Menard & Fan-ueau d'or.
20 h. 30, Téléfilm: a le Triangle du Diable a, avec K. Novak.
21 h. 45, Jeu: Cnol. de qui ?: 22 h. 35, Emis-slou littéraire: Pleine page, d'A. Bourin et P. Sipriot.

23 h. 30, IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2 14 h. 30, Aujourd'hui Madame : 15 h. 30, Série :

les Incorruptibles (La septieme voix); 16 h. 20 (R.), Film: a la Maison de campagna a, de J. Girault (1969), avec D. Darrieux, J. Richard, X. Gélin, M. Pacôme.

17 h 45, Fendire sur...; 18 h 45, Le palmarès des enfants; 18 h 55, Jeu : Des chiffres et des leitres : 19 h 20, Court métrage : Noire monde, cet inconnu (La vie secrète des animaux) ; 19 h 45, Jeu : Y'E un iruc.

20 h 30, Les dossiers de l'écran d'A, Jammot.

Film (R.): « Trois de Saint-Cyr », de J.-P. Pau-lin (1938). Avec R. Toutain, J. Mercanton, J. Che-vrier. H. Perdrière. (N.) Débat ; « Armée de toujours, militaires d'au-jourd'hui » (voir tribunes et débats) ; 23 h. 15, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

19 h., Pour les jeunes : Le club d'Ulysse (L'hy-giène alimentaire) ; 19 h. 20, Documentaire : En Guyane française, chez les indiens de l'Oyapock ; 19 h. 40, Tribune libre : Sommet des anciens com-19 h. 40, Tribune libre: Sommet des anciens com-battants de l'Europe des Neuf: 20 h. Emission spéciale en commémoration du 11 novembre 1918: « Fermé pour cause de victoire «. d'A. Ridel (com-mentaire de H. Amouroux. Avec la participation de Mils Lemoine, M. Vincent. M. Friesinger). 20 h. 30 (R.), Westerns, films policiers, aven-tures: « Fort Bravo ». de J. Sturges (1953); avec W. Holden, E. Parker, J. Forsythe. 22 h. 5, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5, Dialogues, par R. Pilleudin : (a dissuasion etomique est-ette nécessaire ? avec Michel Debré et Jean Toutet ; 21 h. 20, Musique de notre temps, par G. Léon : Michel Zbar ; 22 h. 25, Entratiens avec Habib Boorguibe ; 22 h., De la noif ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Présentation du concert) 20 h. 20, Récital d'orgue Jean-Jacques Grunenwald : « Suña du premier ton » (Clérambeut) » « Toccata, adagid et fugue en ut maleur » (Sachi : « Choral nº I en mi maleur » (Frenck) ; « Symphonie sorbique » (Widor) ; « Prélude et fugue en soi mineur « (Dupré) » « Pastorale « (Alibaud) : « Jubitata Deo » (Grunenwald) ; 22 h. 30, Festival d'outomne : S.M.I.P.. (Euvres de Oieter Schunbel : 24 h. Non écritea : l'Inde du Nord I h., Plans sur plans, par G. Gesy.



FOOTBALL -

Saint-Étienne fatigué mais tout de même vainqueur

De notre envoyé spécial.

Troyes. - La venue de Saint-Etienne à Troyes avait ettiré quelque treize mille spectateurs rtagés entre la désir de voir leur équipe tenir tête eux champlons de France et celui d'assister à une démonstration des valn-queurs des Glasgow Rangers. Pendant quatre-vingt-dix minutes lle purent croire à le réalisation du premier souhait tout en ayant le sentiment que le second se trouvait en partie comblé.

Fetigués par les deux matches qu'ile evalent disputés en moins de huit jours, les joueurs de comme on dit eussi sur les gradine troyens evec un sentin d'epproprietion, n'en restent pas moins des joueurs doués qui connaissent leur football sur le bout du pied. Bousculant les Trovens d'ebord sitolés par le réputation de leurs adversaires, obtinrent un but heureux au bout de dix minutes. La machine tourna encore pendant le première mi-temps grace surtout aux raide de Janvion caracolant sur

joueurs de Troyes s'en donnérent d'eutant plus à cœur fale qu'ils sentalent qu'en face les éneroles falblissalent. Ne vit-on pas Jean-Michel Larqué e'écrouler de toute se masse spréa une course de 20 mêtres et ne revenir qu'è petits pas vers son camp? La fatigue faillit blen être un élément déterminant. Par deux fois on vit Curkovic se détendre comme un diable à ressort vers

des balles-obus (1) qu'il ne pouvait que détourner en corner (Troyes en ubtint 15 contre 1 à Saint-Etienne...) seuvent ainsi una défense pul lorgnaît vers le tableau jumineux égrenant les

Le public, décu de n'evoir per vu gagner son equipe, n'en gerda pas moins le souvenir d'un metch agréable, joué sane que l'arbitre eit eu à siffier plus d'une dizaine de coups francs. Avent l'entrée des équipes, le speaker avait invité les epectateurs à appleudir des footballeurs qui vanalent de elliustrer en terre écossaise, ce qui en dit suffisemment sur l'esprit de teirplay don't pervent e'hunorer les

dirigeants trovens.

C'est peut-être cela aussi que Saint-Etienne peut epporter au football français. De plus en plus mière division, ce club restera celul à battre, mais pas de n'importe qualle manière. Ses joueurs peuvent réhabiliter un aport qui e'enlisait dens un système défensif propice aux mauvais couns. Et l'on souhalte que, remie de leur fatigue, les - verts : deviennent les embassadeurs du mellieur football, celul, qui fait de l'ettaque la vrale défense. FRANÇOIS SIMON.

1) Un test affectué avec un appareil de mesure électronique permet de préciser que le ballon peut-être propuisé à une vitesse qui dépasse les 160 kilomètres-heure, le maximum enregistre à ce jour étant de 129,87 kilomètres-heure.

BASKET-BALL

Quand l'A.S.P.O.-Tours relèque le football au second plan

Tours - Dans sa croisade pour l'assainissement des mœurs, M. Jean Royer, le maire de Tours, pourrait eccorder une place de choix su développement des activités sportives. Ainsi, au cours du week-end, un programme varié el presque « non-tiop » était proposé aux amaisurs de speciacles sportifs avec le samedi à 18 heures, un match du championnat de France de deuxième divisiun (Tours - Paris-Football-Club), puis, à

A l'heure où, lundi matin, quel-ques Tourangeaux ont dû repren-dre leur travail la voix éreintée et les muscles lourds des fatigues de les muscles loires des fangles de leurs favoris, le bilan était somme toute favorable. Le traditionnel « On a gagné! » avait été de cir-constance dans les deux sports majeurs, même si la victoire par 2 à 1 du Football-Club de Tours sur le Paris-Football-Club avait sur le Paris-Protesil-Cuip avair été obtenue un peu comirele cours du jeu, et si le succès par 106 à 98 de l'Association sportive pré-paration olympique de Toure (ASPO, Tours) sur la Chorale de Roanne aurait du être plus convenient.

convaincent Dans la petite lutte d'influence que se livrent au plan local le basket-ball et le football, les deux principaux clubs de la ville pou-vaient et re satisfaits de leur étonnante progression. Il'ASPO.
Tours, qui a retrouvé la première division en 1970-1971, occupe la première place en compagnie de Villeurbanne et de Berck, et figure cette année parmi les favoris pour cette année parmi les favoris pour le titre a prés avoir terminé second la saisou dernière. Le F.C. Tours, qui opérait encore en division d'honneur il y a quatre ans, se retrouve désornais à la onsième place du championnat de France de deuxième division, tout en ayant gardé le staint amateur. Même dans une ville de moyenne importance comme Tours, qui importance comme Tours, qui compte cent solvante mille habitants, la concurrence d'une grande équipe de basket-ball pose néan-moins quelques problèmes au foot-

ball, surtout si ce dernier n'y bénéficie pas d'une grande tradi-tion. Ainsi le samedi 8 novembre,

Hippisme

Jeu à treise

Rugby

CHAMPIONNAT DE PRANCE

(statème fournée)

POULE A

*Pla bat Albi

*Lésignan bat Bordesux

*Saint-Satève bat Carcassonne

*Toulouse bat Saint-Gaudana.

*Villaneuve bat Pamiers

POULE B
Villefranche bot *Carpentras
*Cavalilon bat Tonnelns
*Limoux bat Saint-Maur
Avignon bat *Moutpellier
*Roams bat Cahora

Pau bot *Saint-Jacques

TOURNOI FEMININ DE PARIS

TOURNOI FEMININ DE PARIS
FINALE. — MISS Wade b. MISS
Barter, 6-1, 6-7, 5-7.
Troisième place. — Mile Stove b.
MISS Coles, 6-7, 7-5, 6-4.
DOUBLE. — Demi-finales : Miss
Wade (G.-B.) - Mrs Goolagong-Cawlay (Aust.) b. Miss Cassis-Miss Teoguarden (E.-U.) 5-7, 6-2, 7-5 :
Mile Durr (F.) - Mile Stove (P.-B.)
b. Miss Barker-Miss Coles (G.-B.)
6-2, 6-1.

6-2. 5-1.

FINALE. — Mile Durr-Mile Stove
h. Miss Wade-Mrs Goolagong 2-6,
6-0, 6-3.

Tennis

da première division de basket-ball avec la Chorals de Roanne. Le dimanche après-midi, les Tourangeaux pouvaient assister à la cinquième traversée de leur ville en canoe-kayak ou à un cyclo-cross qui réunissait notamment Bernard Theyenet Ocana et Jean-Pierre Danguillaume, enfin, en soirée, à une rencontre de hockey sur glace evec les Pélicans de Montréal.

dirigeants qui ignorent le uombre de licenciés dans leur club, ou considèrent comme un secret d'Etat le montant des subven-tions décidées et accordées par De notre envoyé spécial où les deux clubs étaient en

concurrence, les foot balleurs avaient préféré jouer leur match à une heure inhabituelle pour tions décidées et accordes par le conseil municipal, on peut, uéanmoins affirmer que le basket-ball a, même relégué le football au second plan pour l'agglomération de Tours, avec une vingtaine de clubs ou de sec-tions et près de trois mille bas-ketteurs, contre une quinzaine d'associations regroupant quelque deux mille footballeurs. conserver les trois mille specta-teurs qui, en mysenne, les encou-ragent depuis le début de la saison.

saison.

Pour le speciscle, près de quatre mille Tourangeaux avaient préféré se rendre en soirée au palais des sports, où l'ASP.O. recevait la Churale de Roame, récent vainqueur de Berck et de Villeurbanne, les deux autres leaders. Avec la présence des Noirs américains Raymond Reynolds (2 m. 05) et Randie Bowen (1 m. 96), du naturalisé Dewitt Menyard (2 m. 08), du côté de Tours, opposés à leurs compatriotes blancs Mark Soderberg (2 m. 08) et Steve Pilpot (2 m. 05), (2 m. 08) et Steve Pilpot (2 m. 05), l'affrontement s'ammonçait « au

Dans ce choc de géants, l'A.S.P.O. Tours, privée de son meneur de jeu Jean-Michei Séné-gal, mais dont la moyenne de taille du cinq majeur est de-1 m. 99, semblait prendre rapi-dement le desus.

dement le dessus.

Après avoir compté dix points d'avance à la mi-temps (53 à 43), davance à la mi-temps (53 à 43). Tours mena même de vingt points (81 à 61) quelques instants plus tard. Mals, pour atteindre ce but, les « pivots » tourangeaux, un pen à court de condition physique, s'étalent usés contre leurs rivaux. L'écart u'étalt plus que de cinq points (85 à 80) à six minutas et trente secondes de la fin du match guend success la fin du match, quand succes-sivement le pivot roannais Philpot, puis ses trois homologues tourangeaux Reynolds, Meynard et Demars durent quittar le terrain avec cinq fautes person-nelles.

Un affrait pour les jeunes

Privée de ses géants, l'A.S.P.O. Privée de ses géants, l'A.S.P.O. de Tours, habilement managée par l'entraîneur national Pierre Dao, démontra alors toutes ses rescources grâce à la valeur supérieure de ses réservistes qui lui permirent de durrir le jeu sans trop de risques aux dépens des Roannais, plus limités dans le domaine des remplaçants.

Même si les dernières minutes gâchèrent otelque peu la qualité Le prix Guillaume de Pracontal, disputé à Auteuil et roient pour les paris complé gagnant et tiercé, a été gagné pur Fenoull, missi de Granpol et de Social Stress. La combination gagnante est 2-12-13. gacherent quelque peu la qualité du match, l'A.S.P.O. Tours u'en exerce pas moins auprès des jeu-nes un attrait qui explique l'es-sor du basket-ball dans le dépar-tement de l'Indre-et-Loire, où il

rivalise désormais avec le foot-S'il est difficile de faire des comparaisons précises avec des

JEUX OLYMPIQUES

L'AFRIQUE DU SUD DÉSIRE RÉINTÉGRER LE COMITÉ INTERNATIONAL

Pretoria (A.F.P.). — Le Dr Piet
Koornhof, ministre sud-africain des
sports, a déciaté dans une interview
à l'ageous Franco-Presse que « pins
rien étsormais de saurait s'opposer
à la réadmission de son pays an
sein du Comité olympique international (CIO) ».
C'est en 1987, avant les Jeux de
Mexico, que l'afrique en Sud a été
exclue en mouvement olympique, à
la sulle de protestations et plusieurs
pays africains et d'Europe de l'Est

pays africains et d'Europe de l'Est contre sa politique et « apartheid ». Les Sue-Africains, avaient alors estiné les membres en CiO, ne pour-ront envisager de participer aux Jeux olympiques que le Jour où Ils auront modifié très sensiblement l'orientation de leur politique spor-

l'orientation de seur possique spor-tiva.

a Ces dix-huit derniers mois, es-time le Dr P. Ecornhof, tout a changé thez nous. Noiss et Hancs pratiquent tous les sports ensemble, et les mellieurs d'entre eux, quelle que soit leur race, représentent l'Afrique en fine dans les compétitions internationales. Pour la pro-mière fois depuis de nombreuses années, les championnets nationaux années, les championneus nationaux ont été enverts à tous l'an passé, m Les Sud-Africains, a souligné le ministre, souhaitent prendre part aux Jeux de Moscou en 1980, et les estiment que, du fait qu'ils ont répondu favorablement aux exi-gences du comité exécutif du CIO. geners du comité executi du CIG, il leur suffira pour ca faire que quelques comités olympiques nationaux pialéent leur cause. En ce qui coucerne les rapports, sur le plan sportif, de l'Afrique du Sud avec les pays socialistes, le Dr P. Kootnibot a notempent de

Dr P. Kootnhot a notamment ec-ciaré: « Je suis ministre des sports cepuis quatre ans et ist oublié la politique... A plusieurs reprises, nous avons invité des athlètes soviétiques et chirois à renir se produire cher nous. Jamais neus u'avens obtenu de réponse favorable, et je le re-grette sincèrement. J'espère que, de ce fait, les Soviétiques ne s'oppo-sereot pas à notre participation éventuelle aux Jeux de 1980. » **AUTOMOBILISME**

LANCIA

Le constructeur italien Lancia a gagné, pour la deuxième année consécutive, le titre de champion du monde des rallyes. Presque assuré, en égard à ses résultats antérieurs, d'obtenir ce succès avant le tour de Corse qui s'est disputé les 8 et 9 novembre, Lancia ne peut plus, désormais, être inquiété par ses concurrents. Au demeurant, la victoire de Darniche, en Corse, comme celle de Lancia sur l'ensemble de la salson, est conforme à la logique, le son, est conforme à la logique, le titre mondial allant, à l'évidence, à la meilleure volture de rallye

année pour la construction auto-mobile italienne. Ferrari a enlevé le championnat du moude des conducteurs (formule 1) et Lancia le championnat mondial des ral-lyes. Les références vont d'ailleurs au même groupe, l'un et l'autre étant contrôlé financièrement par Fiat. Fort de l'expérience de l'an-

maître d'œuvre a jugé cette fois qu'une telle concurrence n'avait plus sa raison d'être. On peut le regretter dans la mesure où le nombre de constructeurs qui s'in-

sefforcera d'améliorer ses relations, parfois empreintes de jalousie, avec les autres clubs de
basket de la ville et du département, pour favoriser son recrutement. A cet effet, un foyer
devrait même être créé — à
l'image de celui de Saint-Etienne
en football, — où les jeimes éléments pourraient être logés, poursuivre des études et progresser
en s'entrainant au contact des
joueurs de l'équipe première. La
décision prise par la Fédération
française de basket-ball de limiter dès la saison, prochaine le
nombre des joueurs étrangers ou
naturalisés à deux par équipe
ne peut, il est val, qu'inciter les.
clubs à envisager, enfin sérieusement le problème de la formation des futurs titulaires.

champion du monde des rallyes

actuelle, moderne, maniable et puissante (Lancia-Stratos). Décidément, 1975 est une bonne

Fiat. Fort de l'expérience de l'anuée dernière et des erreurs tactiques et commerciales commises, Fiat a évité une lutte inutille dans le championnat des rallyes eutre les voltures du même groupe, privilégiant l'équipe Lancia au détriment de l'équipe Fiat.

En 1975, les deux marques, d'autant plus rivales que la primauté pour les courses routières était en jeu au sein du même groupe. s'étaient combattues tout au long de la saison. Beaucoup avaient vu dans cette liberté d'action, un « bon esprit sportif » de la part de Fiat, mais il semble que le maître d'œuvre a jugé cette fois téressent régulièrement aux ral-lyes diminue régulièrement. Le Tour de Corse, ainsi qu'on

Le Tour de Corse, ainsi qu'on pouvait le craindre, après les événements qui se sont déroulés dans l'île, a été perturbé par des manifestants qui avaient déposé des trones d'arbres sur certaines routes que devaient emprunter les concurrents. Ancun incident grave n'a été signalé, mais les organisateurs ont été contraints de modifier l'itinéraire en fonction des circonstances. — F. J.

Z1...

W. . .

GERARD ALBOUY.

tion des futurs titulaires.

La formation des joueurs

La construction d'un complexe sportif avec un stade de football qui pourra accueillir de huit mille à dix mille spectateurs permettra peut-être, d'ici deux à trois ans, au F.C. Tours, présidé par M. Royer, et déjà fortement soutenu par la municipalité (270 000 F de subventions pour un budget du club atteignent 1 million) d'avoir d'autres ambitions.

d'avoir d'autres ambitions. Entre-temps, l'A.S.P.O. Tours s'efforcera d'améliorer ses rela-

PRESSE

Réunion des instances nationales de deux syndicats de journalistes

● Le comité national du Syn-dicat national des journalistes (S.N.J.-autonome), réuni les 7 et 8 novembre, a adopté une réso-8 novembre, a adopté une réso-lution précisant son « plan d'ac-tion » par rapport aux grands problèmes de la profession. Le S.N.J. considère que la convention collective nationale doit franchir une nouvelle étape le 20 novembre, date de la pro-chaine réunion paritaire. Il accé-lère, d'autre part. Pétude d'un lère, d'autre part, l'étude d'un statut des entreprises de presse et d'information permettant de

et d'informatiou permettant de soustraire l'information à l'in-fluence prépondérante du pouvoir et de l'argent, notamment par l'application des ordonnances de 1944. Le comité national du S.N.J. après avoir souligné qu'il restait vigilant face aux conséquences de l'introduction de l'informatique et des techniques nouvelles dans la des techniques nouvelles dans la presse, s'élève contre les atteintes sux libertés de création, d'expres-sion et d'information qui se mul-tiollent.

tiplient.

Il apporte en outre sou soutien

à le lutte des journalistes des
sociétés issues de l'O.R.T.F. « pour
briser » l'intransigeance des directious dans la négociation de leurs
couventions collectives.

Le comité national du S.N.J. a
particulièrement examiné les menaces de licenciements au Figaro,
qui « constituent un nouveau renporcement du contrôle de l'inforporcement du contrôle de l'infor-

qui a constituent un nouveau rajaro, forcement du contrôle de l'information et fruppent la profession tout entière ».

A propos du conflit du Parisien libéré, le S.N.J. condamne l'attitude de M. Amaury, qui met en cuvre des moyens considérables pour liquider des centaines d'emplois.

Enfin le S. T. Enfin, le S.N.J. va proposer à ses partensires de l'U.N.S.J. l'organisation d'une journée nationale d'action des journalistes.

 Le consell national du Syndicat des journalistes C.F.D.T.
(S.J.F.-C.F.D.T.) s'est tenu samedi 8 novembre à Paris, à la Bourse du travail. Dans la déclaration qu'il a adoptée à l'issue de ses travaux, le conseil national in-

• La commission paritaire de La commission paritaire de convention collective, qui a réuni le 7 novembre les représentants ed la Fédération des syndicats patronaux de l'imprimerte de labeur et les représentants du Livre C.G.T., u'a abouti à aucun résultat.

résultat.

En conséquence, le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T., dans un communiqué, appelle « tous les travailleurs du Livre de la région parisienne à développer jermement leurs actions pour l'aboutissement des revendications immédiates...».

dique qu'il « constate l'attitude entièrement négative des représentants patronaux et réaffirme sa volonté d'obtenir satisfaction sur les revendications essentiales ». Pour cela, « le SJF-CFD.T. S'affirme prêt à recourir aux moyens qui s'obtenin pas exclue ». Le syndicat annonce une campagne d'explication et de mobilisation dans toutes les rédactions et appelle les journalistes à intervenir auprès des directions de leurs entreprises le 20 novembre.

Solidaire des journalistes de la radio et de la télévision françaises, actuellement en négociation, le S.JF.-C.F.D.T. dénonce, d'autre part, le patronat du Figaro et du Parisien libèré, demande au gouvernement de faciliter des solutions négociées et déclare qu'il soutiendra les actions décidées eu commun avec les syndicats des autres catégories de personnel.

Le Monde Service des Abonne 5, rue des Italiens 75427 PARIS - CEDEX 93 C. C. P 4 207 - 23

ABONNEMENTE 3 mais 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. x-COMMUNAUTE (sauf Algérie) 90 F 160 F 232 F . 308 F TOUS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
4 F 273 F 402 F 530 F

ETRANGER BELGIQUE-LUXEMBOURG PAVS-BAS - SUISSE

ILS F 210 F 307 P 400 I IL - TUNISIE 125 F 231 F 337 F 440 F

Les abounés qui paient par chèque postai (trois volets) vou-dront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse défi-nitifs ou proviauire a (daux-semaines ou plus), nos abones sont invités à formuler leur-demande une semaine au moins avant laur départ Joindre in dernière bande d'envoi à toute correspondance Yeufliez avoir l'obligeauce de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimeria.

Auxerre bat Besançon 1-0 *Montilupou bat Epinal 3-1 *Caunes bat Angars 1-0 *Toulon bat Chaumont 2-1 Sets contre Nevers: ramis. CLASSEMENT: 1. Cannes, 19 pts; 2. Angers, Red Star et Graugnon, 18 pts; 5. Besaucon, 17 pts, etc. Football

RESULTATS

Automobilisme

TOUR DE CORSE 1. Darniche-Mahé (Laucia Stratosi, 4 h. 58 min. 28 sec.; 2. Nicolas-Laverno (Alpine Ramault), 4 h. 58 min. 58 sec.; 3. Andruet-Jouanny (Alfa Roméo, Alfetta C.T.), 5 h. 9 min. 51 sec., premiera des Tourisme spéciales; 4. Manzagui-Pilippi (Alpine Renault), 6 h. 13 min. 53 sec.; 5, Henry-Célin (Alpine Renault), 5 h. 19 min. 41 sec.; 6. Vincent-Jaubert (Alpine Renault A. 310), 5 h. 27 min. 35 sec.; 7. Miles Montan-22 min. 35 sec ; 7. Miles Mouton-Conconi (Alpine Rensult), 2 b. 33 min. 45 sec, premières des Grand Tourisme de sèrie et premières des

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE PRANCE DE PREMIERE DIVISION

(dixième fuurnée) Berck bat Antibes 115-97
Tours bat Roanne 106-98
Villeurbanne bat Challans ... 93-78

Graffenstaden bat Lyon ... 89-67
CLASSEMENT: 1. Tours, Villeurbanue, Berck, 23 pts; 4. Le Mans,
26 pts; 5. Challans, 22 pts; 6. Caen,
21 pts; 7. Nice, 20 pts; 8. Orthez,
19 pts; 9. Clermont, Antibes, 16 pts;
11. Lyou, 16 pts; 12. Bosnne, 15 pts;
13. Jœuf, Basnolet, 14 pts; 13. Graffenstaden, 13 pts; 16. Densin, 12 pts,
Caen, Orthez, Roanne et Graffenstaden complent un match de moins.

**Modern bat Lens
**Modern bat Avignon
**Bordeaux bat Lille
**Modern bat Nice
**Saint-Exience bat *Troyes
Parls-Baint-Germain b. *Nancy
CLASSKMENT: L Nice. 22 | CLASSEMENT: 1 Nuc. 22 pts; 2 Mets, 18 pts; 1. Lyon Saint-Etienne et Basika, 17 pts; 6. Nanteset Sochaux, 16 pts; 6. Bordeaux, Valenciennes et Nimes, 15 pts; 11. Beims, Paris-Saint-Germain, Marseille et Nancy, 14 pts; 15. Lille et Monaro, 10 pts; 17. Strasbourg et Monaro, 10 pts; 19. Troyes, 9 pts; 20. Avignon, 7 pts.

DEUXIÈME DIVIBION

(dountème journée)

GROUPE A

Brest bat "Boulugne

"Tours bat Paris F. C.

"Lorient bat Sedau

"Rousen bat Casu

"Hazebrouch bat Angoulème ...

"Aval bet Amiens

"Atalahoff but Fontainebleau ...

"Rennes bat Châteauroux

"Cholet bet Dunkerque

CLASSEMENT 1 L Rennes 25 p.

GROUPE B

Nagez, roulez-vous dans

du monde, marchez dans l'atmosphère polluée

des villes : votre Rolex.

CLASSEMENT: 1. Rennes, 23 pts; 2. Laval, 21 pts; 3. Hazebrouck, 17 pts; 4. Chateauroux et Amiena, 13 pts, etc.

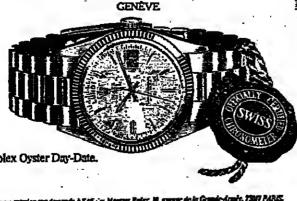
L'équipe de France B a battu son homologue gullouse par 24 points à 18, le 3 novembre à Rouen. Les Français ont inscrit quaire essais contre deux sus Gallois. À Heidelberg, une équipe de France A, prinés de la plupart de ses habituels titulaires, p'est imposée par M à 12 depunt les Allemande de Fouert. *Saint-Dié bat Bériers 3-0
*Toulouse et Mulbouse ... 3-7
Red Star bat *Martigues ... 1-0
*Gueugnon bat Ajacolo 1-0

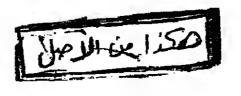
Son boîtier est sculpté dans un unique bloc d'or: la Day-Date de Rolex. Le boîtier de la Day-Date totalement étanche à la poussière et à l'eau.

de Rolex ne comporte aucune soudure: il est sculpte dans un bloc d'or 18 carats. La couronne de remontoir est, de plus, vissée sur le boîtier de telle façon qu'elle joue le rôle d'un sas de sous-marin. Votre Day-Date est ainsi

marquer le Temps. ROLEX

Rolex Oyster Day-Date.





ties rallyes

a

1 A 314

Car .

(-1

instant spation:

Offres d'emploi "Placards ancadres" At FORMARILES minimum 15 lignes de hauteur 38,00 DEMANDES D'EMPLOI CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC 65,00 LANCIA champion di ma

La ligne La ligne T.C. 39,70 44.37 8,03

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi

FIRST NATIONAL CITY BANK

rechercha

paur faire face à l'expansian de ses activités en France

UN CADRE

d'Opérations immobilières

Una formation enseignament supérieur; Una bonna connaissance da la langue anglaise; Un tempérament ouvert et dynamique, séront — avec l'expérience bancaire demandée — les critères de sélection pour ce poste qui offre des perspectives da carrière intéressantes.

CV à FNCB, 60, av. des Champs-Elysées, Paris (8°).

Société construction appareils automatiques machines de bureau, filiala C.G.S., recherchn

PRÉPARATEUR III

spécialisé dans l'étade et la finance

L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location EXCLUSIVITÉS L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)

25,00 29.19 30.00 35,03 26.85 23.00

La ligne La ligne T.C.

offres d'emploi

34,00

7,00



OFFRES D'EMPLOI

Les responsabilités déléguées sont entières, très les responsabilités deleguées sont éritières, trà importantes et couvrent notamment l'implantatio d'une Marque anglalse très réputée, spécialisée dans la Boulonnerie (acter et nylon) et les composants industriels.

composaris industrieis.

Nous recherchors un homme da "métier", ayant l'expérience prouvée des marchés, de la gestion et de la direction d'une équipe de vente sur le terrain, son action étant dirigée vers le profit.

Son êge: 28 ans minimum:

Dynamique et ambitieux;

La parfaite maîtrise de la langue anglaise est exidée.

La valeur du candidat étant reconnue, ce poste peut évoluer vers la fonction: Directeur de Filiale. La remunération est élevée + participation aux

Voiture de fonction fournie. Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous Réf. 71046 A.

ORES SECE 11, allée de la Robertsau 67000 STRASBOURG



emplois internationaux

URGENT

ENTREPRISE NATIONALE BATIMENT TRAVAUX PUBLICS recherche pour ARABIE SAOUDITE

CHEF DE SECTEUR

INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL CONFIRME

25 ANS MINIMUM. SOLIDES REFERENCES EXIGEES, ANGLAIS OBLIGATOIRE, LIBRE AU PLUS TARD FIN JANVIER 1976. REMUNERATION 150.000/200.000 FRANCE PAR AN

Ecrire nº 7.670. «le Monde» Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9°), qui transm.

UNIVERSITY COLLEGE DUBLIN

L'Université Nationale Irlandaise recherche, pour sa section de Dublin, un FRANÇAISE ET ROMANE

- Poste permanent.
- Agrégation ou Doctorat requis.
- Connaissance de la langue anglaise.
- Spécialisation préférée : linguistique appliquée à l'enseignement de la langue et de la littérature françaises.

Adresser une demands de renseigusments à :
Mr J P MAC HALE. Secretary and Bursar,
University College, Belfield, Dublin 4 IRLANDE
Les dossiers de candidature devront être complétés
avant le 5 décembre 1975 et la sélection se fera
ensuite par entrevue.



Constructeur d'Equipements Electriques et Electroniques, C.A. 15 millions, dant 50% en progression à l'expartation, recherche pour son siège social à LYON

diplòmé d'una écola d'électricité, chargé d'affaire, ayant le sens de le vente et de la négociation à un niveau élevé da clientèle : grands installateurs, grandes industries, engineering et administrations. Déplecements de courte durée en Frence et étranger, Connaissance de l'Angleis. Déhutant exclu. Répunse assurée.

Cabinet Gatier

directeur administratif et

Rouen Pour faire face à une expansion régulière, une entreprise régionale, leader dans sa branche, recherche son Directeur Administratif et Financier. Ce poste largement autonome, à responsabilités croissantes est rattaché directement au P.D.G. Le candidat aura plus de 33 ans, une formation supérieure (H.E.C., ESSEC, Sup. de Co.), titulaire du D.E.C.S. ou autre, ayant acquis 4/5 ans d'expérience probante comme chef comptable au sein

ALEXANDRE LAMBERT PSYCHOLOGUE 464 rue des Causdiens - 76230 BOIS GUILLAUMB

offres d'emploi

INGENIEUR DE COORDINATION ASSISTANT DE CHEF DE PROGRAMME

Un impératif pour nous, société d'engineering et de construction nucléaire, assumer la coordination et l'articulation techniques de

nos projets.

Pour une tella mission, l'ingénieur qua nous recherchons aixiera le Chef de Programme à définir la cadre dans lequel les études doivent être conduites et à en assurer le suivi. Il contrôlera la cohérence et la qualité des documents techniques émis par nos Divisions d'Etudes vers notre Client, nos Usines ou nos

Fournisseurs. Il camilisera et ordonnera les demandes diverses rmulées par ces derniers aux Divisions animera les réunions périodiques

Une fonction pour un ingénieur ayant au moins einq ans d'expérience d'engineering dans les domaines de la coordination d'études

Ecrire à No 28.709, Contessa Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cadex 01, qui transm.

IMPORTANTE SOCIETE
ENTREPRISE ELECTRIQUE
recharche INGENIEUR électricien, comalissant la pestion des
affaires, capable de diriger un
servica. - POSTE A AMIENS.
CONDUCTEUR de travaux pour
coordonner les travaux da télécommunications, Ecrire sous et le
m T 078,339 à REGIE-PRESSE,
85 bls. rue Résumur, Paris-2*,

POLAROID

FRANCE

JOURNALISTE TECHNIQUE

pour reportages industriels

Envoyer C.V. at prétentions

57, rue de Villers, 92202 NEUILLY-SUR-SEINE.

Ecole de servica social recherche EDUCATEUR (de préf. homme) pour fonction de formateur. Ecr. avec envoi de C.V., au 250, bou-levard Raspall. - 75014 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE PRODUITS ARDMATIQUES région parisienne

CADRE COMMERCIAL

formation ingénieur CHIMISTE PHARMACIEM, ou équivalent ayant, si possible, expérience commerciale. — Salaire intéressant : — Statut cadre + avantages,

Env. C.V., photo (ret.) sous le ne 8.863, à PRO MULTIS, 47, r. des Tournelles - PARIS (111e), qui transmettra.

PROGRAMMEUR I.B.M. 210 - G.A.P. 11. Téléph, 225-54-70,

POUR DEPLACEMENT OUTRE-MER ANALYSTE-

ou TECHNICIEN pour sulvi méthodes, très bonnes connaissances usinage conventionnel et découpe, choix des procé-dés, rédaction, gammes et mise en route en usins,

Lieu de travail : PORTE DE SAINT-OUEN. Déplacements fréquents de quelques jours en pro-vince (300 km Paris).

Earire avec curr. vitae et prétentions à SATMAM, 63, houlevard Bessières, PARIS (17°).

offres d'emploi

GROUPE BANCAIRE PRIVÉ 8° arrondissement

pour son service de Relations Clientèle

ATTACHÉ COMMERCIAL

- Bonne formation générale. BAC minimum ;
- a Brevet de banque souhaité ou formation pro-fessionnelle similaire :

· Expérience du contact elientèle indispensable. Adresser C.V., prétentions et photo à nº 4.494, COFAP, 40, ruc de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.



MONOPRIX

PROGRAMMEURS CONFIRMES sur matériel 1BM 350 ou 370 en O.S. Assembleur ou Cobol

Lieu de travall : PARIS 19º Libres immédiatement

Edresser C.V. et prétentions, l MONOPRIX sarvice Recrutement Boîte postale 191-06 75361 Paris Cedex 68

Fabricant matériel électrique à Paris offre larges perspectives

CHARGE D'AFFAIRES

particulièrement « musclé » pour — Faire face à un marché îrès concurrencé mais porteur ; Préconiser des produits ou services nouveaux en tonc-tion des opportunités du marché;

automobiles automobiles automobiles

Une Alfa Romeo se choisit à la SFAM

- 120 persannes à votre service.
- Exposition permanente de la gamme.
- Délais de livraisan les meilleurs. Crédits, leasing.
- Atéliers spécialisés mécanique, carrosserie et peinture
- Quick-service : paur réglages et réparations rapides
- Important stock de pièces détachées d'arigine.

Une Alfa Romeo s'entretient à la SFAM

SFAM_France 18



23 bd de Courcelles 75008 Paris Tél. 292.02.50 -40 ter av. de Suff 10 4:015 Paris Tél. 734.09 3.5

emploir regionaux

ingénieur commercial

Ecriro avec CV au Servica F, 32, rue Barrêma 69006 LYÓN

financier 80000+

d'une entreprise performante. Pour recevoir une notice détaillée, m'écrire rapidement.

Collège techn., 2 a. dir. onseign supér. électronique zoophysiolo sia université. — 14032 CAEN. Exceptionnel. - MERCEDES 300 5EL. 3 I. 5, automatique, tott ouv., vitres électric., beise, pavillon grans), Etat Impec. Voltura société, 30.000 F. Tét. M. Panet, 22494-80 ou 531-01-08. secrétaires

Secrétaires

EDITEUR RECHERCHE
REELLEMENT BILINGUE
anglela, français, stánodactylo.
exote, minim, 5 ans, Adresser
iettre manuscr. CV., photo et
prét, à M. DUPLAIX, 54, rue
Pertonet, 2200 Nevilly-s'Seine,
TRADUCTRICE SECRETAIRE
DACTYLO TRILINGUE
RUSSE - ANDLAIS,
PROTECHNA. - Té. : 779-28-35.

représent. offre

Société d'importance nationale rech. pour diriger et animar réséaux ventes (existants et en cours de création). NOMME D'APLOMB, bon sestionalre, possédant régles apitudes au convinandement, résociateur l'elevée, sociétale et rémunération très élevée stulvant valeur. Ecr. avec C.V. défaillé REGIE-PRESSE, 25 bis, rue Résumur re 5004. Distributeur exclusif électroménager Blanc, cherche INSPECTEURS DES VENTES confirmés, blen introd, auprès centrales d'achets et stressistes. Env. C.V. et photo OICAFF, rue Levolsier, 6000 Complègne.

travaux à façon

ARTISAN SERRURIER sous-traite is travx de pose bât, acier et alu et entrellen d'imm. Ecr. nº 6.077, « le Monde » Pub., S, r. des Italiens, 75427 Paris-9°.

enseignem.

G. R. O. U. P. Initiation à l'analysa

demandes d'emploi

J. H., 26 e., dynam., possédant volture et téléph., cherche poste REPRESENTANT DEBUT. av. client fourde, rés. 7791794, fixe + pourcantage + frais. Téléphone : 394-61-03. Jeune Femme, excellente présentation, 9 a. expérience, 1 a. USA. cherche poste estalstante direction, secrétariar, libre immédiament, Mila CAR. 70, rue de le Faisanderie. — 75016 P A R I S. Jeune F. ch. 17av. bur. domic.

Anglets, 29 ans, de formation universitaire, 5 ans d'expérience profess, en Allemanne, parfaire containsance du français, voulant s'établir définitivement en FRANCE, cherche un poste : D'ATTACHE DE DIRECTION, à Paris, Libre de suite, Ecrire, r. 7.6, de Monda • Publicité, 5, r. des Italiens, 75/27 Paris-Po.

SUP. DE CD.

L'immobilier

appartements vente

Falsanderie, — 75016 P A R I S.
Jeune F. Ch. Traw. bur. domic.
Ecr., Mile Catherine Agitus, 9, av.
de le Gare, SAINT-MARD (77).
H., I., 27 a., formal. Jiříér., Sc.
hum., iang. engl., allem., ch.:
empaloi fous secleurs d'activité.
Ecr., 19 7.572., le Mende e Pub.,
5, r. des Italiena, 75472 Paris-9a.
J. H., 25 a., étud. niv. 2º fechn.,
empl. précéd., 6 a. dessin bur.
effud., ch. emploi sérieux avec
respons, et Initiat., cont. hum.
souh., France ou pavs francooh.
Ecr., ne 4.100, e la Mende e Pub.,
5, r. des Italiens, 75472 Paris-9a.
Antiels, 29 ars. de formation

J. Femme, 30 a. IIC. Sciences
Eco., 5 a. expér. serv. étud., ch.
posie à responsabilité impliqu.
contacts. — Ecrire. nº 24.757,
REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Résumur-2+, qui fr.

29 ans, cellbat, 4 ans d'expér, en ession, recherche poste en MARKETING, and , esp., al. Ecr. no 7 78.119, Résic-Presse, as bis, rue Résornur, Paris-2c.

CADRE COMMERCIAL Français résidant en SUISSE, connaissance circuits distribution modernes, énuile toutes propositions : commercialisation produits trançais, créations fillales, e1 c.

Sélaur, chbre, tét., tout contt, soleil, 30 ma - A SAISIR.

ESPLANADE INVALIDES cans imm. entièrement rénové et décoré, restent disponibles quelques STUOIOS, 2 P., DUPLEX. grand contort, standing, vendus directment par potaire, excellents alacement, bonnes rentabilité et plus-values. - Exceptionnel, sur place, tundi et mardi 11 novembre. au 40 bis. rue Fabert, Paris-7. Secleur en pielne expansion. Bet immeuble. Rénovation exceptionnelle. Asc., vide-ordures, interphone STUDIOS, 2 PIECES.

16º TROCADERO Occupés, 2 pièces, dépendances. Tél. 622-16-98 (poste 26)

Paris · Rive gauche 15º - CHARLES-MICHELS

transactionnelle, de transacti

Paris - Rive droite

INVESTISSEURS RUE DE FLANORE

GROUPE VRIDAUD, 5, rue de la Paix, PARIS (2º) 073-15-51 - 073-80-23.

Archiv.-Rambotaau, DDE. 95-10.
Séjour, 2 P., 75 m², toxe, asc., hauts platfonds caractère.
PORTE DAUPHINE
GRAND 7 PIECES, 235 m²,
2º ETASB, ASCENSEUR.
Smitaires récents, chb. service.
Très bei immeuble standins.
EUR. 05-55.

PALAIS-ROYAL plant. Living dble, chbre 70 m2, ft cft, chb. serv. 230,000 F. 742-38-73.

APPART. 4 p., 120 => emviron. Bei Imm. pler. de tallia ravalà. chbre serv. TEL, Poss. profes. Ilbérale. 580,000 F. — 704-88-10. PRES PANTHEDN. DDE. 95,12. SGOUT, CABTE, JARDIN PRIVE. GRANDE CAYE AMENAGEE.

Résion parisienne

Porte Pantin - Mº Hoche, 5 p. nouf, ens., 8sc., cuis, équipée, 1 s. bs. 1 s. douche, moquete, facilités crédit. Tél. 269-38-22. BERNARD PYTEL, heures bur. Province

64 - ANGLET Particulier vend directement
DEMEURE grand standing ds
dernier, Séjour 40 m2, boiseries
anc. 3 ch., chis., bains, gar.,
débarras, chiff. cent., wc, cave.
Parc, jerdin, Zis.000 F,
Vis. s/pl. DIM., LUNDI, MAROI
de 18 à 21 b. 1. Viss SOFIA,
44 ,av. Siarritz - 64 Ansiet

appartem. ∍achat :

SOCIETE ACH. COMPT. PARIS proche bani., appl 2, 3, 4 p. Ecrire MDRD TIME, 96, boulev. Mosenia, PARIS-10. 203-11-00. DISPOSE PAIEMENT COMPT. CHEZ NOTAIRE, Ach., urgent, 1 à 3 pièces, préférence Rive sauche , TEL : 873-23-55. Recherche Paris-19, 7 errouti, pr bous clients, apris ites seri, et immeubles. PAIEM. COMPT. Ecrire Jean FEUILLADE, \$ r. A.Bariboldi, IS'. Tél. 579-39-77.

PALE COMPTANT 1/4 P A particular - 266-32-85.

locations non meublées

Offre Paris

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 8, r. la Michadière, Mº Opéra 4, rue d'Alésia, Mº Alésia, Mondern, 300 F - 742-7842.

PROFESSIONS LIBERALES
3.500 + ch. FONCIP, ANJ. 90-73.

BUREAUX TOUS QUARTIERS. LOCATION OU VENTE. AGENCE MAILLOT, 293-45-53.

BURFAUX A LOUER

17 Halie, 230 m2 et 515 m2
16 Mozart, 200 m2
16 Mozart, 200 m2
17 Cardinethian, 236 m2
16 Mozart, 200 m2
17 Cardineth, 330 m2
28 Gambaina, 125 m2 avec possibilité double de cette surface, même niveau Sèvres - 750 m2
Bourg-la-Rethe - 60 m2 de bureaux + 130 m2 de dépôt.

IMINCO Téléphone :
26-35-59

fonds de commerce

villas

propriétés

SEINE-ET-MARNE URGENT. Cause départ. Parti-culler à Particulier vend très belle propriété Pt de Chareston, maison style fermente briarde, o Plèces, tout confort, garage, dépendances, serre, vorger de 12,000 m2. Prix à débatire, Tét. pour R.-V. le matin : 879-48-12.

* terrains

A vendre BELLE-ILE-EN-MER, centre de l'île, 18 ha en plusieurs lots, Prix 3 F le miz. Pixsibilité palement fractionné. Réalisation urgente. Err. nº 7.666, e le Mondé e Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Peris-P. 5. r. des Italiens, 7542 Perit-7.
64-Angiet, près Biarritz, 2 km.
de le mer, 1.000=2 ter, Viabliné.
Ecr. nº 6.099, « le Monde » Pub.,
5. r. des Italiens, 75421 Paris-9°.
TERRAIN 12 hectares.
Morcellement possible.
Proche CHATEAU D'AMBOISE.
1DEAL POUR PLACEMENT.
Tél. 531-94-50.

pavillons: NEUILLY-SUR-MARNE. A VON-

viagers.

A vendre à CAHORS
TRES BELLE VILLA
fout confort.
Grand tertain. — 320,000 F.
AGENCE ALBOUYS,
37, boulevard Gambeita,
46-CAHORS, — Tél, 25-36-88.

pavillon neuf (aros-œuv toiture) lardin + geras Intérieur à terminer. Téléph, 231 - 75 - 91.

Vendez aux meill, conditions FONCIAL 26 ans de référence Expertise gratelle 19, bool. Malasterbes - 266-32-15

fermettes

TOURAINE Region
Châteas-Lavassière
Sue fermet av .déc. Eau s/
press. Elec. \$71.000 m2. - Prix
7,000 Pr. avec 6.000 F comptant.
C.I.O. 8. rue Gambetta.
LE MANS. - 76t. ; 25-73-16. Excellent placement Vente sourcement 20 5 TUDIOS, iron, ricant. ASC. 12.00 + 200 F. F. CRUZ 2, ros L3 Sodija 266-19-09

A cáder ATELIER DE VER NISSEUR 35 =>, 1 → arrondiss Téléphoner le soir: 588-41-20

ECONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

AU COLLOQUE SOCIALISTE DE SURESNES

M. Chapuis confirme l'opposition du P.S. au programme nucléaire du gouvernement

L'une des directives d'action que donne là parti socialiste à sea militants, après les deux journées nationales d'études sur l'energie qu'il a organisées pendant le week-end à Suresnes, est de lutter contre le programme nucléaire tel qu'il e été défini par le gouvernement. Le parti socia-liste, est-il précisé dans la déclaration remise à la presse par M. Robert Chapuis, délégue national

du parti socialiste à la technologie et à la recherche, et principal animateur de ces journées d'études, n'est pas hostile par principe à l'énergie nucleaire. Mais il condanne un programme qui soumet le France aux intérêts des entreprises multinationales et à l'accumulation des risques sans garantie ni contrôle.

nale soient prépondérants. Nous retrouvons ici la division capita-liste bien connue : tous les pro-fits pour les intérêts privés, tous les risques pour la collectivité. Quand on sait quels sont les risques du nucléaire, nous ne devons plus parler de fautes mais de crimes. Aussi le parti socialiste demande-t-il l'instauration d'un débat dé-mocratique. Avant l'acceptation de tout programme nucléaire, le P.S. pose trois préalables : la définition d'un programme energétique d'ensemble, l'adoption d'une loi nucléaire et la création d'une agence de sécurité, avec des co-mités régionaux réunissant les représentants des travailleurs et D'antres luttes devront être en-

des populations.

Une autre directive de lutte concerne le Commissariat à l'énerconcerne le Commissariat à l'ener-gie atomique. « On assiste à ce paradoxe, a dit M. Chapuis, que les moyens de la puissance pu-blique, en l'occurrence ceux du Commissariat à l'énergie atomi-que, vont être mis au service d'une firme privée où se lient étroite-ment les intérêts de Creusot-Loire et de Westinghouse, Nous come et de westinghaise. Nois sommes partisans de la démar-che inverse: le C.E.A., en liaison avec l'E.D.F., doit disposer d'un correspondant industriel où les intérêts de la collectivité natio-

D'antres luttes devront être engagées contre les gaspillages de la société actuelle et pour la recherche de nouvelles technologies, de même que pour la définition de nouvelles priorités en matière de recherche. D'autre part, trois axes de réflexions ont été définis par M. Chapuis, à l'issue de ces deux journées d'études, actour de thème des « caractères de la société socialiste ». Ces réflexions concerneront la nature de la politique industrielle, la diversification des usages de l'énergie, enfin la façon dont pourrait être modifiée l'évolution de la consommation énergétique. M. POPEREN: la croissance reste une exigence de notre temps

économique.

Lors de la séance de clôture dimanche après-midi, M. Poperen a pris la parole pour confirmer l'opposition du parti socialiste à toute implantation ueuvelle de centrales uucléaires avant l'instauration d'un débat au niveau

«Nous n'échapperons à la mea ajouté l'orateur, que par un effort résolu au niveau européen. Le dilemme opposant la domina-tion américaine et l'indépendance nationale française est un faux dilemme.» M. Poperen s'est, d'au-

M. Mitterrand est sceptique sur les chances de la conférence Nord-Sud

Samedi en fin de matinée, M. François Mitterrand était intervenu en insistant beaucoup sur la nécessité de situer l'éconotionaux : « Certains pensent qu'une expérience socialiste en France conduirait à nous couper du reste du monde. Je ne suis De plus, a-t-il sjoute, une politi-que autarcique ne generait que nous-mêmes. Les multinationales iraient s'installer ailleurs qu'en France. 3 absolument pas ce raisonnement

En fait, a expliqué M. Mitter-rand, ce qui caractérise les gou-vernements des pays capitalistes,

tre part, déclaré convaincu qu'il était mopportun, dans la période actuelle, de raientir la croissance

« Si nous prenons le pouvoir, a-t-il précisé, nous ne pouvons pas dire que nous relentirons la croissance; la croissance reste une exigence de notre temps. En ce qui concerne l'autogestion, nous avons encore beaucoup à travail-ler pour résoudre les problèmes d'articulation entre les objectifs de l'entreprise et les directives du plan.»

c'est leur refus d'instaurer système capable de contrôler les multinationales. Ils ne peuvent donc pas apporter de réponse ment. Quant our mattres actuels du monde occidental, « ceux qui parient ne sont pas ceux qui dé-

cident ».

Le premier secrétaire du parti socialiste est certes favorable à la tentative de dialogue entre le nord et le sud de la pianète. « Mais, a-t-il ajouté, fe garde des doutes quant aux résultats de la prochaîne conférence de Paris. D'abord parce que la position américaine ne semble pas

A la conférence de Rambouillet

Le Japon proposera d'aider le tiers-monde

De notre correspondant

Tokyo. « Pattache une grande importance à la prochaine conférence économique et monétaire de Paris, nous déclare le premier ministre ja pon a l s, M. Mikl. Ce n'est pas en déjendent l'ordre ancien que nous résoudrons les problèmes d'aujourd'hui. Trouver des méthodes neuves répondant aux temps nouveaux, vollà la signification majeure de la réunion : trouver les méthodes d'un New Deal.

Deal.

S C'est la première jois que le Japon accède à une conjérence de pareil niveau, et c'est ainsi que l'Asie sera présente. La participation japonaise peut donc apporter un tang nouveau dans les délibérations internationales. S

« Notez aussi, poursuit M. Miki, que le Japon a une expérience

llers pour soutenir des secteur

atteints par la crise économique,

Avec ce nouvel accord, qui peut

par le syndicat unitaire de la métal-

lurgle (F.L.M.), M. Glovanni Agnetti

P.-D. G. de Flat, confirme son imege

de - patron euvert -, capable de sortir des sentiers battus, il n'en

renforcera pas pour sutani sa posi-

tion au sain de la Confindu essociation du patronat Italian, dont il est le président, Déjà. l'an demier,

nembre d'Industriels . accusais

M. Agnelii de se montrer trop faible

Commentent l'accord du 8 novem

bre, la direction de Flat a'est d'all-

leurs efforcée d'en eculigner . le

caractère interne au groupe automo-

F.L.M., qui falt ressortir, au contraire,

revendications de tous les ouvriers

de le métallurgie qui s'apprêtent à

renouveler leur contrat de travall. Le syndicat n'hésite pas à opposer

le direction de Fiat à l'union des

patrons du secteur, qui refuse « une

ies horaires, l'emploi, les restructu

tous ces points, à le fols, que les

erganisations syndicales voudraien aborder, tant avec le patronat qu'avec

ins, les programmes productils le décentralisation... .. Or, ce son

confrontation aur les investiss

comme les machines-outils.

avoir moniré une évolution suffi-sante sur le problème des matiè-res premières; ensuite, et surtout, parce que les intérêts des diffé-rentes parties sont contrai-res. » — Ph. S.

AUTOMOBILE

AUX TERMES D'UN ACCORD AVEC LES SYNDICATS

Fiat s'engage à ne procéder

à aucun licenciement en 1976

De notre correspondant

années de « non-embauche » Flat et trop large avec les syndicats, engagera deux mille cinq cents personnes en 1975. Mais II .n.e. s'agira. lieures dans une course au dessus

de leura movena.

degrades durant ces derniers mois.

et prolonge celui qui, conclu à Turin un an plue tôt, institualt une

collaboration inédite entre les syn-

dicats et le direction pour - gérer

la crise « Outre l'absence de • licenciement collectif pour réduc-

tien de personnel -, le nouveau

contrat donne aux quaire-vingt-dix milie employés du secteur automo-

blie, l'assurance de travailler ner-

malement, sans reduction d'horsire,

jusqu'aux prochaînes vacances d'été. Seul est prévu un - pont - de trola

Autre résultat acquie : après deux

pas encore — sauf pour le dépar-tement tracteure — de ramplacer

tous les employés qui quittent l'en-

Lee syndicate ent ebtenu une

reste pourtant en crise, calul des

autobus : un établissement sera

construit dans le eud, & Grottami-

narda, pour produire un miller de

véhicules par an; il fournira huit

cents à mille postes de travail sup-

plementaires. L'eccord du 8 novem-

bre prévoit eussi des transferts

fimités de personnel, l'accrolesement de le production non automobile du

groupe Flat et des efforts particu-

jours autour de Noël.

Rome. - Un neuvel et important accord a été conclu, le 8 novembre, chez Fiat, entre les syndicats et la direction. Celle-ci s'est engagée nolamment à ne procèder à encun licenciement eo cours de l'armée 1976. La gerantie, accordée aux cent quaire-vingt cinq mille employès de la première firme du pays, est d'autant plus importante que la situation de l'emploi en Italie s'est fortement

a la fais de pays développé et de pays en développé et de pays en développement, car, jusonomique et monéis, nous déclare le encore dans notre économie des destre ja pon a l s, secteurs arriérés qui nous apparentaient aux pays sous-déveloprefre ancien que néces de la fais de pays développé et de pays en faction de pays en faction de pays et développé et de pays en faction de pays en faction de pays et développé et de pays développé et de pays en faction de pays en développé et de pays en développement, car, jusou developpement, car, jusqu'à une date récente, nous avions des des récentes en developpement, car, jusqu'à une date récente, nous avions des des récentes en developpement des des récentes en de la fait de l - Ferez-vous donc à Ram-

bouillet des propositions au sujet de l'aide aux pays en développement ?

— J'apporterai en ejfet une proposition concrète du Japon en ce domaine. Sans pouvoir en réveler ici le contenu, je peux dire qu'à mon avis il s'agit d'élargir le concept de l'accord de Lomé, qui est un accord régional, pour l'étendre à d'autres pays en déve-loppement dans un contexte mon-dial, le but était de stabiliser les

dial, le but était de stabiliser les revenus de ces pays. J'ajoute qu'à mon avis le système de Lomé et le plan Kissinger de jonds d'aide au développement ne s'exchent pas Fun l'autre. >
(Si l'on en croit des indications de source officieus, ce serait en effet une sorte de « Lomé asiatique » que M. Miki proposerait à Rambouillet, mais en y incorporant certains aspects du plan Kissinger. L'aide japonaise serait orientée spécialement vers l'Asie du Sud-Est, sérieusement frappée actuellement par la réduction de

du Sud-Est, sérieusement frappée actuellement par la réduction de ses échanges avec le Japon.)
Sur les problèmes du commerce international, M. Miki se montre également résolu à apporter une contribotion positive et à combattre contre la montée des teudances protectionnistes. « Commerce ou périr, c'est la lot du Japon », dit le premier ministre. Le Japon, indique-t-il, souhaite réaffirmer avec ses partenaires à la conférence l'engagement de respecter le principe du librerespecter le principe du libre-échange international et voudrait faire avancer de nouveau les négo-

faire avancer de nouveau les négociations tarifaires dites du
« Tokyo round a, qui plétinent
depuis quelque temps.
Le Japon se plaint, poursuit en
substance le premier ministre, des
tendances protectionnistes montantes aux Etats-Unia, mais il
découvre les mêmes en Burope.
En revanche, sur le problème
monétaire, l'attitude japonaise
paraît devoir rester passive ou
négative et décevra peut-être
l'attanta de la France. An correspondant du Monde qui lui
demande si le Japon est prêt à
soutenir l'effort du président
Giscard d'Estaing pour sortir du
chans, des monnaies flottantes et
chercher des parités stabilisées.
M Miki répond seulement : « A
mon cois, la situation n'est pus
encore mûre pour nous permettre
d'avancer tout de suite dans la
direction presidés fes muite dans la
direction president d'avancer tout de suite dans la direction souhaitée par la France. Il subsiste des désaccords entre la France et les Etats-Unis en ce domaine, et le sommet devrait

domaine, et le sommet devrait s'efforcer de rapprocher les points de vue. "
Sur le problème de l'énergie enfin, M. Miki déclare: « Je suis convaince que le dialogue et la coopération entre consommateurs et producteurs de pétrole sont le seul « passeport » vers une solution vértiable du problème pétrolier. » Cela dit, le premier ministre japonais, évoquant ses rencontres avec MM. Kissinger et Ford, estime qu'il y a un malentendu quand on attribue aux Etats-Unis une politique d'affrontement contre les producteurs de pétrole.

M. Miki est également partisan

M. Miki est également partisan d'une politique plus vigoureuse d'économies en matière énergéd'économies en matière energè-tique. Le Japon est prêt à y concourir, dans la mesure de ses possibilités. Mais celles-et sont plus réduites que dans d'autres pays, car la consommation privée de pétrole no représente chez lui que 30 g. certe 70 (c. à l'inque 30 %, contre 70 % à l'in-

ROBERT GUILLAIN.

MONNAIES:

Selon M. Witteveen

LES MODALITÉS PRATIONES DES CESSIONS D'OR DU F.M.I. SERAIENT RÉGLÉES AVANT LA FIN DE L'ANNÉE

Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Wit-teveen, a déciaré au cours d'une conférence de presse à Franc-fort qu'on parviendrait probable-ment à un accord avant la fin de l'année sur les modalités prament à un accord avant la fin de l'année sur les modalités pratiques de la cession par le FMI. de l'or, en vue de procurer des ressources au Fonds fidociaire créé pour aider les pays en voie de développement. La formule qui sera probablement retenue consisterait à restituer le métal précieux au prix officiel (42,22 dollars l'once) aux banques centrales qui en ont fait initialement apport au Fonds monétaire, étant entendu que les mêmes banques le rétrocéderaient, au même prix, au Fonds fiduciaire.

M. Witteveeen a précisé que bon nombre de pays se railieralent à son projet car aucum oe souhaiterait prendre la responsabilité de jeter sur le marché des quantités importantes d'or. Resterait à savoir — ce que M. Witteveen n'a pas dit — si le Fonds fiduciaire conserverait l'or (à tire, par exemple, de garantie de ses prêts) ou bien réaliserait effectivement la plus-value en le vendant. Toute veute d'or par le Fonds à un prix autre que le Fonds à un prix autre que le prix officiel serait contraire aux statuts encore en vigueur.

Dans la conférence qu'il a pro-uoncée à Francfort, M. Witte-veen a proposé qu'ou se serve des droits de tirages spéciaux pour régier le volume des liquidités internationales, Les banques cen-trales détiendraient une certaine trales détiendraient une certaine fraction minimale de leurs réserves de chauge sous forme de ves de chauge sous forme de D.T.S., ce qui serait la trans-position sur le plan international du système de réserves ebligatoi-res auquel sont soumises, dans beaucoup de pays, les banques commerciales.

(Publicité)

FORMER POUR EXPORTER

Sous le patronage de la FNEGE (Fondation nationale pour l'enle concours du Ministère des Affaires Etrangères, l'Institut d'Administration des Entreprises de Grenoble organise, en colla boration ovec l'IEC, un colloque franco-québécois sur le thême « La confribution des établisse ments de gestion à la formation et au perfectionnement à l'ex-

Ce colloque oura lieu sur le compus universitaire de Saint-Martin-d'Hères/Grenoble du 25 au 28 novembre 1975. Il ros semblera des enseignants, praticlens et conseils français et canadiens. Un certain nombre de popiers de recherches sur le commerce International seron présentés.

LA.E. de Grenoble, Relations Extérieures, tine universitaire B.P. 38940 Grenoble Cedex. Tél.: 76/44-34-57.

Washington. Le seul vol quotidien sans escale.

Départ Paris-Charles de Gaulle : 11.45.



TransWorld Service TWA.

De nombreuses enfreprises au bord de la faillite

La situation de l'Industrie italient n'est, en effet, guère brillante, mal-gré les annonces continuelles d'une - reprise - aussi invisible que les milllers de milliards de lires que le gouvernament se propose en perma-nence d'injecter dans la machine économique. Au cours des neuf pre-miers mois de l'année, la production industrielle e baisse de 12,4 % par rapport à le période correspond de 1974. Si l'attention se porte sur quelques cas évidents (Leyland-innocenti et Montefribe, qui menacent toujours de fermer leurs portes, ou Pireili; qui réclame d'urgence des subventions), une serie de petites entreprises moins en vue sont au bord de le falllite.

Il manque au fond à l'Italie — et les syndicats ne sont pas les seuls à le répéter — un plan cohérent pour réformer son système industriel. Le gouvernement lui-même ne reconnaît-Il pas que le conjoncture internationale n'est qu'un aspect de la crise Italienne ? Ceile-ci est avant tout une crise de structure, même si le nou velle augmentation des prix du pétrole en a unifié l'aspect

ROBERT SOLE BRITISH LEYLAND 2 repoussé sa décision concernant la fermeture éventuelle d'Innocenti, sa filiale italienne, jusqu'au 22 novembre. Le constructeur automobile britannique désire licencier mille cinq cents personnes sur les quatre mille cinq cents employées par Innocenti et a posé un ultimatum au gouvernement italien, précisant qu'il fermetait complètement ses usines italiennes si les négousines italiennes el les négo-ciations n'aboutissaient pas rapidement.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE SONATRACH

Direction Moyens Généraux

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Nº 10-75

La Société Nationale SONATRACH lance un appel d'offres international ayant pour objet la four-

Viandes; Poulets.

Les fournisseurs intéressés pourront retirer les cahiers des charges dès parution de cet avis à la Direction Centrale des Moyens Généraux, Département Budgets et Contrôles.

80, avenue Ahmed-Ghermoul - ALGER.

Les offres accampagnées de toutes pièces requises devront parvenir à l'adresse ci-dessus indiquée avant le 30 novembre 1975, délai de rigueur, sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure portant la mention obligatoire: APPEL D'OFFRES INTERNA-TIONAL Nº NE PAS OUVRIR.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant 30 (trente) jours.

découvrez avec le Nouvel Economiste une lacon nouvelle de vivre l'actualité économique.

Dans un monde qui a changé, l'économie est devenue votre préoccupation majeure. C'est la facette utile de l'Actualité. Celle que vous voulez comprendre, et prévoir, en premier lieu. Pour mieux orienter votre vie professionnelle et privée.

Le Nouvel Economiste répond à ce besoin nouveau. Car il vous apporte autre chose et plus que les autres.

Ce que nous ne sommes pas

Ce que nous sommes

Nous ne sommes pas un mensuel.

Un hebdomadaire. Pour coller parfaitement à l'actualité avec juste le recul nécessaire pour en comprendre les causes et les conséquences. Et parce que ce rythme est justement celui des entreprises – Le Nouvel Economiste paraît donc chaque vendredi.

Nous ne sommes pas un journal de théoriciens. Avec des exposés généraux sur des thèmes dépassés.

Un journal qui donne une information concrète. Par des reportages, des enquêtes, des interviews sur le terrain. L'actualité à sa source. Pour en rendre compte dans sa réalité. En mesurer l'impact, avec les yeux des affaires. Et en tirer tous les éléments de réflexion, de jugement et de prévision importants pour les responsables.

Nous ne sommes pas un journal qui n'approche que les dirigeants en méconnaissant "les autres".

Un journal qui s'informe à la base. Car c'est de plus en plus à la base que se dessinent d'abord les changements : évolutions sectorielles ou grandes mutations. Loin d'écouter seulement les directions, nous consultons toutes les parties prenantes des entreprises : les cadres, les employés, les ouvriers; les représentants syndicaux. D'où cette information vivante, humaine. Comme l'actualité dans laquelle elle puise. Comme aussi, nos lecteurs - dont les problèmes et les besoins sont concrets, réels.

Nous ne sommes pas un journal bayard au monologue stérile, style maître a penser.

Un journal qui ouvre, maintient et élargit sans cesse le dialogue. Ouvert à toutes idées et tendances. Accueillant les suggestions, avis et griefs de tous les partenaires économiques et sociaux. Pour orchestrer ainsi une vaste confrontation qui débouche sur une meilleure compréhension du présent et une vision plus claire de l'avenir. Et dans laquelle, vous, responsable, vous êtes impliqué.

Nous ne sommes pas un journal qui sacrifie au culte des grands managers.

Un journal intéressé davantage par le dynamisme que par le laxisme, et par l'audace que par le conformisme. Nous sommes donc tout spécialement attentifs à ceux dont on parle moins mais qui agissent plus. Aux pionniers - aux hommes jeunes. Le pourquoi de leurs réussites - comme celui de leurs échecs - n'est-il pas pour vous riche en enseignements pratiques.

Nous ne sommes pas un journal qui se contente de collecter chiffres et statistiques.

Un journal qui, chaque semaine, recherche ses propres chiffres pour vous fournir des indicateurs exclusifs : pouvoir d'achat des cadres, dynamisme des investissements, crédits à la consommation, niveaux des stocks, etc. Au premier coup d'œil vous mesurez ainsi la situation et les perspectives dans votre secteur et dans ceux qui vous intéressent : ceux de vos clients, fournisseurs, etc. Et vous en tirez profit pour votre propre situation et l'orientation de votre carrière.



Ceci n'est qu'un aperçu du Nouvel Economiste et de son style d'information unique en France. Pour ne rien manquer des prochains numéros, profitez vite d'un abonnement au tarif spécial réservé à nos premiers abonnés. Cet abonnement vous permet en plus de recevoir gratuitement ces deux importants dossiers: "LES 5.000", poursuite du célèbre document d'Entreprise, et SPECIAL BOURSE. Sans joindre d'argent, postez le Bon ci-dessous dès aujourd'hui :

LE NOUVEL ECONOMISTE, Service Abonnements, 17 rue d'Uzès **75063 PARIS Cedex 02.**

Mieux connaître. Pour mieux prévoir.

Bon spécial d'abonnement à renvoyer an Nouvel Economiste, Service Abonnements, 17 rue d'Uzès, 75063 Paris Cedex 02. OUL je désire bénéficier d'un abonnement d'essai de six mois (25 numéros) au NOUVEL ECONOMISTE aux conditions spéciales de 90 F au lieu de 125 F.

Nom	LM
Adresse	·
Code Postal Ville	· .
Signature	

Je ne joins pas d'argent, vous ne m'enverrez une facture que plus tard.

ECONOMIQUE VIE

COMMERCE

Une transaction est proposée aux négociants et aux spéculateurs pour régler la crise du marché du sucre de Paris

M. Martineau, président du tribunal de commerce de Paris, a proposé, vendredi 7 novembre, d une soixantaine de parties, une transaction pour régler l'imbroglio juridique at financier provoqué par la suspension, le 2 décembre 1974, des cotations sur le marché des sucres blancs de Paris. Les réponses devront être données le 24 novembre.

Positives, elles pourraient sauver la Bourse de commerce de Paris. Négatives, elles conduiraient au même naujrage que l'« emprunt russe », selon le mot de M. Jacques Pesson, administrateur pro-visoire de la Caisse de liquidation des affaires en marchandises (CLAM), qui a « monté » cette opération de sauvetage.

Suspension des cotations par le ministre du commerce, jugement ministre du commerce, jugement du tribunal de commerce de Paris cassé par la cour d'appel, arrêt du Conseil d'Etat : onze mois après l'ouverture de la crise du marché des sucres blancs de Paris, le passif serait da 800 millions de francs s'il fallait liquider les positions des uns et des autres sur la base de la différence entre les cours actuels (1700 francs la tonne) et ceux de décembre 1974 (6 217 francs). Ce serait, outre la ruine de nombreux spéculateurs et commissionnaires, la faillite de la Bourse de commerce de Paris.

Nommé le 23 juin dernier admi-nistrateur provisoire de la CLAM, établissement financier chargé de garantir la bonne fin des opéra-tions, M. Jacques Pesson a élaboré un compromis qui a été présente aux parties vendredi 7 novembre par le président du tribunal de commerce de la capitale, M. Martineau.

Il s'agit d'une transaction gi-

aurait pas de liquidation des posi-tions, mais un « règlement géné-ral » d'après un cours théorique de 6017 francs la tonne; les anciens clients de M. Nataf (1) seraient réglès sur la base de 35 % de cette somme. Les autres

 UNE PLAINTE A ETE DEPO-SEE PAR LES METALLUR-GISTES C.G.C. contre quatre syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T., au titre de la loi anti-casseurs. La C.G.C. accuse ces militanta de violence et entrave an libre exercice du droit syndical lors de la séquestration, le 9 octobre, de onze cadres d'une usine métallurgique, à Cénon (Vienne).

commissionnaires feraient pour leurs clients français un e effort supplémentaire » de 300 francs. Les opérateurs étrangers, notamment britanniques, seraient écartés de la transaction;

2) L'opération reviendrait à 200 millions de francs, fournis à concurrence de:

— 43 millions par les remisiers (5 millions) et les commissionnaires (35 millions), qui feraient des apports personnels et emprunteraient dans les milieux sucriers et betteraviers;

— 50 millions représentant les actifs de la CLAM (les immeubles valant environ 35 millions);

actifa de la CLAM (les immenbles valant environ 35 millions);
— 103 millions provenant des creances de la CLAM.

Les quelque soixante parties concernées doivent faire connaître leur réponse le 24 novembre. Pour que l'opération réussisse, il faut que chacun donne son accord, qui serait suspensif de toute forme de recours juridique ultérieur. Deux oppositions au moins ponrraient se faire jour : celle de l'ancien président de la CLAM et celle de l'actionnaire principal de cette banque, les Assurances générales de France (A.G.F.), qui en contrôlent 55 ç du capital. Outre les opérateurs étrangers, c'est en les opérateurs étrangers, c'est en effet la Calsse de liquidation qui devrait aupporter les conséquences

financières du compromis.

M. Pesson envisage toutefois de preserver les droits des actionnaires de la Caisse : la cession totale de l'actif serait décidée lors

d'une assemblée générale extra-ordinaire; les actions CLAM pour-raient être rachetées sur la base d'un cours volsin de 85 francs. On est encore ioin d'une solution car il fandrait trouver quelque

10 millions de francs.

Si cette transaction échoue, « ce sera comme pour l'emprent russe » estime M. Pesson. Car une cascade impressionnante de ruse ascade impresson. Car une cascade impresson autre issue vraisemblable que la rume de nombreux opéraieurs. Outre l'enjeu financier, il y va de l'avenir de la Bourse de commerce de Paris. Le marché du sucre ne n'est pas redressé depuis la suspension des cotations. Les transactions sur les autres marchés cacao et café, ont de leur côté singuilèrement diminué. Affaire de confiance, assurément. M. Ansquer a tenté de la rétablir en publiant le 23 septembre un nouveau réglement général de la Bourse de commerce. Des règles particulières devraient l'être à laur tour dans les jours prochains. Il est clair de toute façon que les négociants internationaux ne reviendrent à

internationaux ne reviendront à Paris que si l'affaire du sucre est apurée.

ALAIN GIRAUDO.

(1) M. Nataf a été radié des commissionnaires agréés. Il détenait au moment du krach plus de la moitié des engagements en sucre de la Bourse. Sa faillite laisse un passif de plusteurs ceutaines de millions de francs.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

[Dollara .		Deutschemarks		Prance suisses	
48 heures	5 1/8 5 3/4 6 :/3	6 1/2 6 1/4 7 1/2	3 3/8 4 4 1/4	3 1/2 3 7/8 4 1/2 4 3/4	1/2 1 3/8 2 7/8 3 1/2	1 1/2 1 7/8 3 3/4

(Avis financiers des sociétés)



ELECTRICITE DE FRANCE

Siège social: 2, rue Louis-Murat - 75008 PARIS

EMPRUNT 10,20 %

NOVEMBRE 1975 de 1.700 millions de francs

représentés par 1.700.000 obligations d'une valeur nominale de 1.000 francs

prix d'émission : le pair soit F. 1.000 par obligation

date de jouissance : 2 décembre 1975

intérêt par obligation le 2 décembre 1990

163.76 F payables des années 1977 à 1989 102 F payables le 25 avril 40.24 F payables le 25 avril 1976 remboursement:

au pair le 2 décembre 1990

taux de rendement actuariel brut :

10,12 %

SOUSCRIPTIONS:

Les souscriptions sont reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :

- Camptables du Trésor et des Pastes et Télécommunications :
- Caisses d'Epargne;
- Caisse Nationale de l'Energie;
- Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉMISSION

L'admission des abligations du présent emprunt à la cote afficielle (Bourse de Paris) sera demandée.

précision mécanique labinal

Siège social : 17, rue de Clichy, 93404 SAINT-OUEN
R.C. Paris B 552.139.305 Direction administrative : 156, boulevard Houssmann, 75362 PARIS CEDEX 08

ADEMENTATION DE CAPITAL DE 36.789.870 F à 49.053.160 F

EMISSION : de 188.666 actions nouvelles de 65 F nominal à souscrire contre

PRIX D'EMISSION : 75 F par action soit avec une prime de 10 F. JOURSSANCE : du 1er janvier 1976.

DROIT DE SOUSCRIPTION : réservé par préférence aux anciens actionnaires à raison d'une action nouvella pour trois anciennes. Le droit, coupon n° 60, sera négociable à la Bourse de Paris. Possibilité de souscrire à titre réductible.

DELAI DE SOUSCRIPTION : du 10 novembre 1975 au 12 décembre inclus.

- LES SOUSCRIPTIONS : seront reçues aux guichets des banques suivantes
- BANQUE NATIONALE DE PARIS, CRÉDIT LYDNNAIS, - SOCIETE GENERALE,
- CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE.
- CREDIT INOUSTRIEL ET COMMERCIAL - BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR.

LIBÉRATION : par versement de la totalité du prix de l'action à la sous-

INDOSUEZ

UNE DEUXIÈME SUCCURSALE AU JAPON

La Banque de l'Indochine et de Suez (Indosuez) anneues l'euverture, le le novembre 1975, d'une succursale à Caaka.

Déjà largement établie en Aris, où elle est la mieux impiantée des banques françaises, la Banque de l'Indochine et de Sues est désormais la seule d'entre elles à posséder deux établissements su Japon. Présente dans neuf pays d'Extrême-Orient, elle demeurs la seule banque française en Malaisie, Thallande et Corée du Sud.

Avec l'onverture de sa succursale d'Osaka, Indosuez développe ses moyens d'action au Japon et accroît ainsi les services qu'elle met à la disposition de sa clientèle.

SCHLUMBERGER LIMITED

Le chiffre d'affaires et le bénéfies des neuf premiers mois de l'exercice en cours ent progressé respectivement de 32 et 51 % par rapport à œux de fin septembre 1974. Les résultats de SANGAMO sout pris en compts depuis le 1st juillet 1975.

Au cours du troisième trimestre 1975, le chiffre d'affaires comparé au troisième trimestre de l'année précédente a euregistré une sugmantation de 31 % (24 % sans compter SANGAMO). Le bénéfice not à progressé de 31 % et s'établit par actieu à \$1,07 contre \$0.71.

En comparant le troisième trimestre 1975 au trimestre correspondant de 1974, M. Jean Riboud, président-directeur général, a donné les précisions auivantes ;

- SECTEUR PETROLE : L'activité des principales filiales a fortement

- Sociétés de service de mesure dans les sondages : le chiffre d'affaires

l'hémisphère orismal.

— Forage : Dans ce domeius, la progressieu a été de 42 %, toutes les unités, en mer aussi bien que sur terre, travailleut au maximum de leurs capacités.

— Sociétés de mise cu production : Leur activité a laspement progressé.

— Sociétés de mise cu production : Leur activité a laspement progressé.

— Sociétés de mise cu production : Leur activité a laspement progressé.

— Sociétés de mise cu production : Leur activité à laspement progressé.

— Sociétés de mise cu production : Leur activité à laspement progressé.

— Sociétés de mise cu production : Leur activité à laspement progressé.

— Sociétés de mise cu production : Leur activité à laspement progressé.

— Sociétés de mise cu production : Leur activité à laspement progressé.

— Sociétés de mise cu production : Leur activité à laspement d'alient progression continue de façon significative en Europe un raison de la progression continue dans la démaine de l'électrouique et des vannes apéciales. SANGAMO a contribué modérément au béuéfice du troisième trimestre.

En ce qui coucerne l'avenir, M. Jean Riboud a déclaré :

— Tout indique qu'il n'y aura pas de baisse du prix du pétrole et que les perspectives de croissance pour Seblumberger sont excellentes. e

LES PILES WONDER

Au cours de l'exercice, qui s'est terminé le 30 septembre 1975, la société les Piles Wender a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 283,8 milions de francs, en augmentation de 9,21 % par rapport à ceim de l'exercice précédent, qui avait atteint 338,8 milions de francs. L'exercice 1974-1975 a été marqué par la mise en production de l'usine de Dieppe et par celle de deux autres unités de fabrication an Gaboe et à Madaguscar, ed les produits Woeder sont appréciés et cennus de longue daie.

Ces deux dernières réalisations, qui viennent renforcer celles de Haute-Veita et de Côto-d'Ivoire, confirment la politique de emissance lodustrielle menée depuis lengtemps déjà par la société vers les poys en voie de développement.

GROUPE PRINTEMPS

Les chiffres d'affaires tontes taxes comprises (ventes au détail), réalisés du le' janvier au 30 septembre 1975, out atteiot :

— pour les megasius du boulevard Haussmann: 685 \$29 310 france contre 620 \$37 635 france pour le même période de 1974, soit une augmentstion de 10,41 %;

— pour l'ensemble des magasius appartenant au groupe et exploités tant pur la sociéée au Printemps S.A. que par ses filiales ; 2 583 \$71 053 frances au lieu de 3 169 209 256 frances, soit 13,06 % de plus.

Compte tenu des ventes des magasins métropolitains indépendante, affillés au groupe, le chiffre d'affaires T.T.C. réalisé par l'organisation Printemps s'est élevé à 5 789 910 900 frances coutre 6 046 144 000 frances pour la période comparable de 1974, en augmentation de 12,3 %.

Richesse vive Radiographie 1975 des marchés industriels ie Marbeit, 25006 Page 1259-59

Groupe EMPAIN-SCHNEIDER

DE FRANCE-DUNKERQUE

Chantiers de France-Dunkerque a livré, la 30 octobre 1975, à son aymateur, après des essais satisfaisants, le cargo rouller « Rodin », pramier navirs d'une série de troia unités de ca type commandées par la Compaguie é nou la campaguie senérale maritime.

Le 4 novembre 1975, 11 a été procédé, à Dunkarque, au lancement de l' « El Paso Consolidated », troisième des méthaniers de 125 000 m3 cemmandées à la société par le groupe américain El Paso. Ce lancement sers suivi, dans queiques jeurs, de la mise, sur cais d'un nouveau navire méthanier de caractéristiques analogues. Il est rappelé que Chantiere de France-Dunkerque, qui a reçu, à ce jeur, la commande de sept navires méthaniers de la classe des 125 000-120 000 m3, as place dans les premiers range des chantiers moudiaux pour ce genre de construction très spécialisée.

Les opérations ci-dessus ont été effectuées aux dates prévues dans le programme de construction du chantier de Dunkerque; La bonne réalisatieu de ce programme de construction du chantier de Dunkerque; La bonne réalisatieu de ce programme de construction est à rapprocher de la situatien financière de la société au 30 juin 1975 qui vient d'être publiée au BALO. Celle-ci fait apparaitre, pour le premier semestre de 1975, un bénéfice de 40,7 millions contra 30,4 millions peur le premier semestre de 1974.

L'assemblée générale erdinaire du 29 octobre 1975, présidée par M. Raymond Mury, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 avril 1975.
Au cours de cet exercice, le chiffre d'affaires (H.T.) est passé de 52.2 millions de fraues à 61.4 millions de francs, en augmentation de 17,50 %. Cette progression a été particulièrement sousible dans les ventes à l'exportation qui représentent avec 14.5 millione de francs, 23.85 % du chiffre d'affaires contre moins de 20 % pour l'exercice précédent.

23,85 % on entire d'attacte contre moins de 20 % pour l'exercice précédent.

Le bénérice d'expicitation, désuctien faite des amortissements et provisions, s'est élevé à 14,8 milions de F, coutre 12,9 milions de F en 1973-74. Le bénéfice net comptable ressort à 5,3 miliens de F au lieu de 6,1 millions de F pour l'exercice au 30 avril 1974. Cette diminution est due, d'une part à l'immutation sur les bénéfices de la provisien pour participation des salariés aux fruits de l'expansien et d'autre part, à la contribution exceptionnelle de 18 % sur les résultats antérieurs.

Au cours de l'exercice 1974-75, les investissements ont atteint 1,1 million de franca. Aucune modification n'a été esportée aux participations détenues dans les filiales françaises (SEMICO et MATUNI) et étrangères (SEM

Sur la proposition du conseil d'administration, l'assemblée a décidé de répartir le bénéfice disposible de la façon suivante :

Report à nouveau P 287 925

A neter que le capital a été norté en cours d'exercice de F 7 500 000 à F 9 450 000 par prélèvement sur les réserves et que les actions neuvelles ne participeront qu'aux résuitals de l'exercice en cours,

Le divideude de l'exercice 1974-75 se trouve ainsi fixé à F 14 par actieu et doune droit à un aveir fiscal de F 7. Il est payable depuis le 3 novembre 1975 contre remise du ceupou ne 3 des actions pe 1 à 75 600 au siège administratif de la société on aux guichets du Crédit lyonnais et de la Société générale.

Rappelons que les divideudes des deux exercices précédents avaient été respectivement de F 6 et F 12.

A la suite des modificatieus apportées en conseil d'administrotion, ceiul-ni se compose de :

MMA Baymond Mary, président-

MM. Baymond Mary, président-directeur général, Pierre Blancbet, directeur géné-

ral, Pierre Rondreux, Mines Brigitte Polition, Nicole Blanchot,

ROUDIÈRE

Les comptes de la société au 30 juin 1975 font ressortir un bénéfice d'exploitation de 9.44 millions de francs après 5.22 milliens de francs d'amortissements et un bénéfica net de 4.56 millions de francs.

Compte tenu de la provision pour dépréciation du stock intervenue au 31 décembre 1974, les résultats au 30 juin 1975 ne sont pas directement comparables avec ceux du 30 juin 1974. Ils peuvent par contre être mis en parallèle avec les chiffres obtenua pour l'ensemble de l'aunée 1974, soit un bénéfice d'exploitation de 18.27 millions de francs après 12 millions 670 000 d'amortissements et un bénéfice net de 3.60 millions de francs. Le résultat net consolidé au 30 juin 1975 atteint 3.83 millions de francs pour l'ensemble de l'année 1974.

Compte tenu des difficultés qu'à rencontrées l'industrie textile, en peut considérer que l'activité des six premiars mois de 1975 a atteint un bon niveau : la chiffre d'affaires bons tarses (ventes de tissus) a représenté 142,6 millions de francs contre 139,9 millions de francs pour le premier semestre 1974.

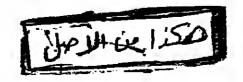
Le troisième trimestre a counu un raientissement de l'activité dans une conjoneture depende ries difficile. Au 30 septembre 1975, le chiffre d'affaires bons tarse (ventes de 1975 a chiffre d'affaires bons tarse (ventes de 1974).

Depuis la rentrée, la société a enregistré une reprise sensible des erdres qui lui assure une bonne activité pour les prochains mois et qui permet d'estimer que l'année 1975 se terminer d'une façon satisfaisente.

ACIER-INVESTISSEMENT

Vnleur fignidative nu 31 octobre 1975





ES SOCIÉTE

1515.

• • • LE MONDE — 11 novembre 1975 — Page 25

OCET	LES	MARCHÉS	FINANCIERS	- • • LE MONDE — 11 novembre 1975 — Pa	
"		LONDRES	Strongermanning of the engine of the	VALEURS précéd. cours VALEURS précéd. cours VALEURS précéd. cours	cours
	Vif succès des émissions en euromarks et en eurofrance	Le marchi est hésitant ce lu	ndi Le BALO du jundi 10 novembre	Providence S.A., 208 193 E.L.M. Lenanc. 321 174 Boofre Gémies 175 176 Bart Industries 128 50 Evidence 279 277 20 Fosces 10 30 (Ny) Sade. 139 197 Facton 190 019 Than et Mode. 33 65 Geveet 119 119 119 119 119 119 124 124 125 126 126 127 127 128	19 83 110 60 33
	taux des instruments monétair	83 00 (covertors) (dollars) : 144 contra 14	sulvantes : Crédit commercial de Prance. — 1) Emission au pair et cotation de ventualle de 1151810 actions de	Some	393 I
	fleats de dépôts), qui s'établis a moment même où la majorité d indicateurs économiques souligner que la reprise de l'activité na précise pas outre-Atlantique, per	7/11 10/1	75 F. jouissance 1st janvier 1976 (une nouvelle pour trois anciennes). Les souscriptions seront reques du 17 novembre au 18 décembre 1975:	776 Madag, Agr. Ind. 30 16 50 Manusle	73 4 00 28 88
	avoir une autre conséquence trimportante pour le marché eur obligataire, à savoir un nouvel acce de faiblesse prévisible de la devi américaine alors que le deutscheman	es War Lean 3 % 23 1/2 23 0- Beechamps 317 618 8 Fritish Petroleum 587 587 587 580 Shell 22 285	1 2 sance 1 sr janvier 1975 (une pour 12 quatre). Le capital sera porté suc- 1 2 cossivement de 259 112 250 F à	Paugeof (2c. out) 102 163 18st. Ranigation 78 70 20 18st. Ranigation 123 16124 50 178	
	a des raisons de faire preuve o fermeté. Déjé, les banques centrale auropéannes cont intermentes	to imperial Chemical 30 30 304 50 160	1/2 pottore de 100 E tonterence 1st ten-	Fremings See. 90 31 65 Stell 57 97 97 C.E.T.A.P 42 41 Commission 124 125 125 Stell 125 S	269 ··· 344
. :	changes. La Banque d'Angieters elle-même, a apporté son soutien la devise américaine, interventio étonnante qui rappelle le febre	"West Driefeutelm 40 40 40 40	I wer 1975 (The sour chatte):	Docks France	160
	tenu de la faiblesse intrinsèque d aterling. L'incroyable succès de la premiè:	in (INSER Base 100: 31 dec. 1974 0 nov. 7 no	seront reques du 17 novembre an 18 décembre 1975.	AD Genvrain e167 50 L132 France-Durkerque 50 33 62 Cigarettes inde. 168 121 10 Uffinex e171	119 60 256
	an deutschemarks pour le compte de la Banque suropéenne d'investissements (BEI), sprès trois mois d'fermeture au marché, peut été interprété comme un signe avant coureur de l'évointion qui para s'inscrire sur les marchés des char	Ch DES AGENTS DE CHANG	E Sony Corporation. — Attribution gratuite et cotation de 43 125 000	123 125 127 128 129	9257 91
	été celui du triomphe du deutsche mark sur l'europarchi à long term	NOUVELLES DES SOCIETE	10 781 250 000 yens. Rhin et Moselle - Assurances	Samplenet 195 di 95 Victor (Fermière) 0 40 0 49 Poblicis 118 33 120 10/11 frais ser 10/11 378 Vittel 228 212 Saller-Leblane 168 185	
	le volume des émissions en surc marks ayant 'été pendant cett période pina important que celui de emprunts libellés en dollars. Compi tenu de la présente conjoncture au	FRANÇAISE DES PTROLES. Les résultats consolidés du gro- l Total pour le premier semestre l	nouvelles créées en rémunération d'apports. upe B. L. M. Leblans. — Attribution 1975 gratuite et cotation de 10 500 actions	9énédictina	142 52 147 21 150 30 140 19
	Etais-Unia, qui risque de peser rapi dement sur la devise américaine, o pent se demander si le prante semestre 1976 ne sera pas de nouvea celui de l'eurodeutschemark.	iont resportir un benefice net ios milions de francs contre 870 m illons de francs pour la moltié n l'exercice 1974. Si l'on fait abstr tion d'un bénéfice sur riocks	de dennes. Le capital est porté de ac- de l'Espaines de l'Espaines d'Espaines de Companis Espaines d'Espaines d'Espaines de	36 Source School 100 . 167 . Oochette Cenpa . 90 10 20 10 Rat. Negerianden . 135 . B.7.P. Valeurs . 127 53 Source . 136 . Source . 137 . Oochette Cenpa . 90 10 20 10 Rat. Negerianden . 135 . Source . 127 53 . Source . 128 . 318	123 22
	Dans l'immédiat, le marché euro obligataire continue de bénéficier di maintien de taux à court terme per élevés eur l'eurodollar. Le march secondaire des suro-émissions es	595 millons de france an prem semestre de l'an dernier, la dir u nution des résultats reste de l'or de 30 % pour le bénéfice net et	de la cotation éventuelle de 32 117	A. Talery-Sigrand 100 . 153 00 Algemeine Ban. 540 . 534 . Convertimmo [19 10] Bon-Marché 83 70 34 . Bco Pop. Español 244 244 . Convertimmo 138 70	132 41 150 94
	demeuré bien orienté la semaine der nière, les cours enregistrant dan l'ensemble des gains de l'ordre d 1/4 de point. Dans le secteur pri	inancement. ENGINS MATRA. — Bénéfice 14.8 millions de francs an 30 j 1975 contre une perte de 5,3 n	de Sehlumberger Limited. — Insertion	Seer, Bonchon 131 191 Palais Nonveanté. 302 202 Comminerchant 350 Epargue-Mobil 135 70 70 5ucr. Solssonnais 005 302 Prismic 44 50 42 76 Bowster 15 36 15 80 Epargue-Oblig 135 62	219 62 152 46 129 47 247 73
	maire, les emprunts nouveaux conti nuent, à de rares enceptions pré- d'être blen absorbés. Certains décê lent la disparition de l'enthousiasm qui prévalait sur le marché il y	GALERIES LAFAYETTE.— Pe de 9,8 millions de francs an 30 ju 1975 après 8,75 millions de fran	mentation de capital émis de rie 58 747 165 dollars à 58 861 013 dollars, nin après émission de 113 848 actions acs émises dans le cadre des plans	25 Saylam 129 33 199 20 Clando 127 130 Crysnham 12 20 12 20 France-Croissanc. 126 60	121 11
	éncore deux semaines. Ce change ment d'humeur u'affects cependan pas les déplacements nouveaux. Il paraît lié à l'activité des institu- ternels et des professionnels, deve-	francs de provisions pour dépréc tion, mais avant revenus des filis et participation, contre un bénéf	ia- et dirigeants de la société et de les 2000000 d'actions mises en vente les par décision de l'assemblés générale ul- de 30 juin 1975.	Bois Der, Oeéan. 70 97 30 C.I.P.E.L 82 50 85 50 Piretti 9 4 30 France-lowest 120 35 65 Borte 273 273 Lampes 126 10 123 10 I.B.C 48 40 I.affits Rend 110 25 10 I.B.C 48 40 I.affits Rend 110 25 10 I.B.C 48 47 II.affits-Folyn 131 14	114 83 112 39 125 10 260 93
	tiennels et des professionnels, deve- nue prépondérante par raport i celle des investisseurs privés. Ce derniers, peut-être temporairement saturés de papier nouveau, sembles: sêtre provisoirement retirés du mar-	lions de francs d'amortissements de provisions an 30 juin 1974, t GROUPE PARIBAS. — Les rés tats du groupe et de la maison m devraient marquer une nette p	cours Du Dollar a Tokyo	C.E.C.,	133 19 174 69 139 42 130 30
	ché.	gression en 1971 par rapport à 19	74. 1 dollar (eg yens) 301 88 391 85	5 F.E.R.E.M 130 130 Schneider Radio 110 119 A.E.C. 150 145 Intercroissance 147 62 Françaiss d'entr. 7 20 OEB S.A. 625 625 Bell Cainada 137 80 189 10 Intercroissance 132 17 132 17 132 17 133 17	126 to
		I name (Department)	ABRE — COMPTANT	Berlied 255 267	181 32 126 13
	Off front Crubot		précéd. cours VALEURS précéd. cours	Courtes (Countr.)	152 20 109 24 136 47
	38 40 8 311 France 5 %	atrice S.A. 326 327 OLIMIOCO ace	145 10 148 78 70 Acier investiss 103 103 145 145 Easting Select 196 198 180 10 165 Invest et Cest 129 20	Spid-Batignalles, 66 10 68 Huarun 123 124 Haggowns 87 90 Sogovar 295 48 7.9. Fouger SNCT 48 138 Kinta 122 226 Manuesmann 427 Soleil-Investiss 142 29	212 08 135 70
	Emp.N.Eq. 6% 66, 102 50 0 623 Banque Emp.N.Eq. 0% 57 96 10 2 623 Banque Emp. 7 % 1872 100 10 0 877 Std B. et	Mat. Parts 530 530 Particip 312	142 142 Placem luter 82 80 27 178 174 68 Softagi 163 182	Amrep 8	142 28 108 59 208 14
	E.D.F. 9 1/2 1950 — 5 % 1990 . 102 76 3 630 C.F.E.C. C.L.L.B. Codetel	Wermas 171 172 174 175 176 177 177 177 177 177 177 177 177 177	140 140 Conten. Blanzy. 310 332 140	Complete: 13 107	267 80
	YALEURS précéd coors Crédit et		919 915 (Ny) Charlest 114 50 116 291 220 (ny) Champer 112 119 491 Charp Résu. (p.) 2801	Pathé-Cinéma 192 Carbene-Lor 45 50 95 50 Vant Reefc 135 127 Financière privée 319 48 Pathé-Marcoul 94 20 Dobalante S.A. 410 414 West Band 10 9 85 Frection 135 85 Tow Effel 80 60 20 Finalers 40 40 10 Alcan Alpun 68 50 Gestion Mobilière 174 50 Alcandation 85 85 60 86 60 10 Mobilière 174 50 Alcandation 85 85 60 86 60 10 Mobilière 174 50 Alcandation 85 85 60 86 60 10 Mobilière 174 50 Alcandation 18 85 60 87 60 10 Mobilière 174 50 Alcandation 18 85 60 87 60 10 Mobilière 174 50 Alcandation 18 85 60 87 60 10 Mobilière 174 50 Alcandation 18 85 60 87 60 10 Mobilière 174 50 Alcandation 18 85 60 87 60 10 Mobilière 174 50 Alcandation 18 85 60 87 60 Mobilière 174 50 Alcandation 18 85 60 87 60 Mobilière 174 50 Alcandation 18 85 60 87 60 Mobilière 174 50 Alcandation 18 86 60 87 60 Mobilière 174 50 Alcandation 18 86 60 87 60 Mobilière 174 50 Alcandation 18 86 60 87 60 Mobilière 174 50 Alcandation 18 86 60 87 60 Mobilière 174 50 Alcandation 18 86 60 87 60 Mobilière 174 50 Mobilière 174	296 33 129 69 178 84 166 97
	E.D.F. parts 1959 Ct. France 2 % 130 30 131 50 Fr. Cr. 1 Abeille 1.E.A.B.D. 384 400 France- Abeille (Vie) 208 201 Hydra-E	et B. (Cir.) 76 60 70 40 Cogiff	241 246 Flectra-Flazanc 369 300 50 109 50 116 Fig. Bretsgue 41 20 41 10	0 Arbei - 159 50 153 Grando-Parolsse, 92 Roranda 131 13 50 Planister 25 94 Arbeirs G.S.P., 6 45 0 44 Hulles G. at dér. 13 50 116 Vieille Montague, 428 447 Sicavinno, 196 60 Arbeirs G.S.P., 6 45 0 44 13 50 Planister 196 60 Arbeirs G.S.P., 6 45 0 45 0 45 0 45 0 45 0 45 0 45 0 45	260 96 101 53 321 23
	Epargue France . 296 Internali Fonc. 7. (A.R.D. 60 1 20 Locaffor Foncière (Vie) . 269 256 Lyon-Ale		109 103	Bernard-Moteurs 6 45 70 6 44 30 Lorilleux-Lefranc 227 50 50	149 01 12 355 75 147 53
	France (LAR.O.) 900 Sec. Mar Campte tame de la brièveté de Octal qui complète Saus pas dernières delliqui, dans les cours. Ellas sont corrigées le	nous est inmerti nour aublier la cute	MARCHÉ A	La Chambre syndicale a Obcide, é titre expérimental, de prolonger, après la citéte des valents avant fait l'oblet de transactions entre 14 h. 18 et 14 h. 30. Pour	cette
	large large	- Count 1 comment Pricet b	Come 1	Target, cours ar your services the lamber to be serviced to be ser	r-midi.
l	550 . 4,50 % 1973 541 50 542 . 543 1234 . 6.N.E. 8 % . 1231 . 1235 . 1235	38 548 720 Cin Gie Eaux, 719 7	10 712 707 176 GHda-Caby 188	2 122 Int on ten to 250 Talest IZ. 261 263 263 263 218 Con Storbio 218 20 212 20 212 20	COULZ
	286 Atrique Occ. 271 . 368 . 388 355 Air Liquide. 357 90 358 30 259 62 Als. Part. Ind 30 50 23 23 55	90 386 230 E. J. Letabyre 237 2 90 387 54 Esso S.A.F 53 40 70 67 20 210 Eurafrance 209 88 2	33 50 434 435 60 22 232 227 50 53 50 53 10 53 10 53 50 53 10 53 10 20 20 182 Parts-France 101 2 40 343 347 141 Parters. S.A 138	732 181 Electron 547 1845 1845 10 10 10 161 161 161 161 161 161 161 16	
	75 Aisthem	79 50 40 33 252 280 Ferade 398 83 2 359 168 Fla, Parie PB 123 1 64 20 74 Fla, Un. Eer. 78 10	49 343 347 [4] Paterz. S.A. [23 68 Peckelbreum. 68 3 68 Peckelbreum. 68 3 69	9 to 1 and 1 to 1 t	945 106 GD 88 88 192 50
	130 ArjomPrios. 125 20 125 122 940 Aux. Entrepr. 329 90 334 334 172 Auxit. Mayig. 178 10 178 10 178	68 338 . 10 128 10 29 Fr. Pétreles . 120 . 1	73 30 70 35 72 68 33 Perrier 109 19 50 118 30 118 50 57 Perroles B.P. 55 Peuroles C.P. 910 22 10 23 10 27 55 320 — (sel.) 322 910 25 70 82 90 81 10 81 P.L.M. 78 7	1 101	228 18 5 70 520 . 42
	94 BabcFives . 62 50 92 50 92 170 Bail-Equip . 174 . 172 . 172 183 Bail-Lawest . 183 69 184 30 186 50 0.C.7 102 169 . 195 104 106 Begins-Say . 102 . 107 . 107	33 0f 10 81 Saleries Laf. 84 61 61 62 62 67 62 62 62 62 62 62 62 62 62 62 62 62 62	67 30 167 . 157 68 143 Payet et GR. 147	2 234 20 332 50 322 20 903 Viniprix	167 .
	183 Bazar HY 101 30 101 60 104 106 Beptin-Say. 102 107 10	80 50 275 S. Trax. Mars 257 2 106 435 Sayuun Sas. 443 4 554 Signatur Sas. 101 80 1 1555 175 Hutuk Maps. 180 1 1 1075 Hutuk Maps. 180 1 1 1075 Hutuk Maps. 180 1 1 1075		725 DASE (MATE) 266 268 268 268 186 Person December 160 20 188 188 1	62 23
	1700 Carrefest 1770 1755 1776 1330 Casion 1346 1349 1335 189 C.C. 261 201 259	600 inst. Merienx 834 . 8 605 l. Borel int. 484 30 4 1765 82 Jeumont Ind. 97 40	80 . 481 488 122 Pricel 138 17 67 20 85 83 188 Prisingsz 189 .	3 . 135 50 135 50 135 . 124 Cass Manh. 114 90 110 63 118 10 116 70 63 Shell Tr (S). 34 70 34 10 24 20 6 50 203 203 80 205 . 405 C.F.FCun. 338 . 396 50 239 . 475 Siemens A.C. 474 . 474 . 48 500	78
	240 Cetelem 237 50 229 229 173 Char. Rénn 174 50 174 174 09 ChâtComm. 57 57 97	. 225	72 272	108 Ericescur 133 . 193 so 195 . 183 10 84 West Daes 67 50 96 70 82 20 400 Exces Corp 387 . 380 80 382 171 West Hold 180 155 155 1	
	192 Chim. 9out. 163 10 161 159 94 Cim. Franç. 91 10 91 123 (mb.) 168 20 168 78 122 1910 C.1.7. Aksatel 1827 1648 1649	98 80 1710 Lagrand 1725 17 20 122 28 225 Lacaball 224 22 1848 . 185 Localrance 188 80 13	10 1710 1896 . 95 Raffio. (Fee) 38 5 225 225 223 . 127 Raff. St 125 5 72 50 172 172 510 9 eduato 620	5 50 170 170 173 174 175	n'est
		222 68 6100 — obl. curv. 3285 910 68 104 . 485 Lyong. Exex. 495 . 4	003180 2.199 485 000 Limpertal 466 38 458	COTE DES CHANGES COURS MARCHÉ LIBRE DE L'	
		72 Mach. 8mil. 38	30 16 20 16 29 20 33 SacHer 54 55 1550 1560 680 Sagim 54 52 102 102 123 Saint-Gobelu 183 53 60 60 60 SA.1 594 50 2500 2500 120 Sauther-Dur 106 31 50 30 88 39 8 100 Sauther-Dur 106	4 64 36 33 25 5 647 651 .645 2 124 80 134 91 124 MARCHE OFFICIEL COURS COURS 0. grs 8 grs MORNALES ET DEVISES COURS CO	ORS 16
	100 Cet. Foucher. 123 83 103 00 194 197 Cr. Cem. Fr. 130 80 180 180 198 — 1981 , 185 10 185 10 185 199 Créd. Fonc. 251 250 55 350 185 141 140 199	180 4 M.E.C.L. 40 19 195 90 109 Mét. Norm. 193 14 150 MTcbelle B. 1380 1381 1381 1381 1382 1383	72 10 182 50 180 30 288	7 90 82 25 65 65 Alternagne (100 614) 178 790 170 07 fin (kilo en lingui) 2(0)9 2075 4 103 103 102 Belgique (100 fr.) 11 015 11 310 10 90 Pièce française (20 fr.) 239 40 239	6 5 21
7 4	310 Cred. Mat 318 818 33 818 1 oc. C. Nord U.P. 07 97 97	50 310 870 Mott. Laray-8, 971 32 96 80 285 Montleax 290 60 22 80 164 80 515 Manton 507 . 04	79 879 885 370 9.1.4.2 331 33 50 224 50 224 348 Sign. L. El 348 295 S.L.L.C 348 194 Sign. L. El 348 195 Sign. L. El 348 195 Sign. L. El 368	6 123 301 123 401 123 20	7 80 7 80 1 60 5 80 6 20
	200 C.S.F	. 207 60 255 Rac. Invest. 278 210 125 113 Race. Invest. 112 113 Race. Invest. 278 21 112 113 Race. Invest. 278 22 112 112 112 113 112 113 113 113 113	11 . 251 275 71 S.L.M.N.O.R., 75 21	5 22) 76 75 75 75 Pays-lass (170 ft)	5 7 63

Mers

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. AFRIQUE Les événements da Sahan occidental.
- A la veille de l'indép de l'Angala.
- 4. PROCHE-ORIENT
- 4-5. EUROPE - PORTUGAL .: violents incidents aa cours de la
 - gouvernement. 5. DIPLOMATIE
- 6. ASIE
- 6. AMERIQUES
- 6-7. POLITIQUE Le P.S., le P.C.F. et l'alternance au pouvair.
- 8. ANNIVERSAIRE – Le souvenir da gênêral de
- 8. EQDIPEMENT ET RÉGIONS La réforme de l'orchitectu
- 9. LA RÉGION PARISIENNE
- La bataille sur le statut de la capitale est auverte », en article de François Luchaire 10. JUSTICE
- MARSEILLE : le congrès — ROME : la discrête cêlè-
- bratica de vingt-cinquième anniversaire de la coavention européenne des draits de
- 11. EBOCATION
- Vers un nouveux syndicus LIBRES OPINIONS : « L'impossible consensus », par Paul
- L'assemblée de la Fédération protestaate de France.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- PAGES 13 A 16
- L'assainissement monétaire international par la méthode des petits pas, par G. Guindey, L'art et l'impôt, par H. Mer-cillon et P. Grégory.

 La hausse des prix en Prance reste nettement plus forte qu'en Allemagne et aux Etats-Unis. - Le protectionnisme est encore tenu en laisse. Les notes de lecture, d'Alfred
- 17 à 19. ARTS ET SPECTACLES
- MUSIQUE : attention, Baren boïm et Polliai l CINEMA : la manife
- des Champs Élysées contre la « nouvelle censura ». 20. SPORTS - AUTOMOBILISME
- Lancia, champios de monde des rullyes.

 — BASKET-BALL : l'A.S.P.O. de Taurs.
- 22 24. LA VIE ÉCONOMIQUE
 - ET SOCIALE

 ÉNERGIE : le colloque socia-COMMERCE : la crise da marchà da sucre à Paris.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (19) Annonces classées (21); Aujourd'hui (12); Carnet (11); Aujourd'hui (12); Carnet (11); Aujourd'hui (12); Loterie nationale (12); Météorologie (12); Mots croisés (12); Fl-nances (25).

lephotographe

ntilisent la photo et le ciné-mo dans leur profession

le photograph.

SPECIAL SALON DE LA PHOTO ET DU CINEMA

Lephotographe

exemploire gratuit an Salon Photo-Cinema ou aux Publi cations P. Montel, 189, rue St-Jocques, 75005 Paris sur présentation de ce bon

profession: adresse

nom:

ABCD

UN MOIS D'ARRÊT DE TRAVAIL A AIR FRANCE

Les navigants des compagnies françaises menacent de se joindre au personnel au sol

Daux menaces, cette comaine, sur le transport aérien français l'ordre de grève générale, lancé pour le mercredi 12 novembre, par les syndicais C.G.T., C.F.D.T. et F.O. d'Air France, à l'ensemble des personnels au sol: le préavis de grève déposé pour les vendredi 14 et samedi 15 novembre par le Syndicat national du personnel navigant et commercial (SN.P.N.C.), qui groupe la quasi-totalité des quatre mille hôtesses et stewards d'Air France, d'U.T.A. et d'Air Inter.

Après l'échec des négociations Après l'echec des négociations avec la direction, le vendredi 7 novembre, les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont appelé l'ensemble du personnel au sol d'Air France à cesser le travail, le mercredi 12 novembre. Depuis un mois, seuls les agents en poste sur les aéroports parisiens suivent des consignes de grève perlee.

Néanmoins, aucun des quatre-vingt-douze vols prévus le dimanvinge-douze vois previs le diman-che 9 novembre n'a été annulé; le retard le plus important n'a pas excédé un quart d'heure, affirment les responsables de la compagnie nationale. Ceux-cl espèrent assurer, le mercredi 12 novembre, environ les quatre cinquièmes de leur programme, malgré l'ordre de grève générale (1).

Pour le moment, aucun rendezvous n'est prévu entre les orga-nisations professionnelles et la direction d'Air France. L'impasse semble totale. Les discussions buttent sur le niveau des salaires. Après l'augmentation de 8,5 % des rémunérations accordée au personnel à compter du 1^{er} no-vembre dernier et le versement de différentes primes (700 francs au total pour les plus bas sa-laires), le traitement le plus faible versé à un agent de la compagnie nationale sera, à la fin de ce mois, de 2050 francs.

Compte tenn des difficultés que traverse l'entreprise, il est impos-sible d'augmenter davantage les salaires, estime la direction. Le personnel n'a pas à faire les frais d'une politique d'austérité dont il n'est aucunement responsable, répondent les syndicats.

L'épreuve de force apparaît d'autant plus vive que la direction de la compagnie nationale vient d'assigner en justice la C.F.D.T. et la C.G.T. et de leur réclamer 10 millions de francs de dommages et intérêts. Elle reprodue à con regulater de na secondicate de par secondicate de par les des la contra de la contra del la contra de la contra del contra de la contra che à ces syndicats de ne pas avoir déposé un préavis de grève en bonne et due forme comme

(1) Renseignements à 525-56-00.

les y oblige la loi du 30 juillet 1963. Elle entend, d'autre part, pro-tester contre le fait que ces arrêts de travail ont donné lieu

des occupations illicites de

locaux.

En déposant, de son côté, un préavis de grève de quarante-huit heures pour le vendredi 14 et le samedi 15 novembre, le personnel navigant commercial entend faire pression sur le comité des transports aériens français (C.T.A.F.) qui groupe Air France, U.T.A. et Air Inter, et le contraindre à conclure les négociations, qui trainent en longueur deunis qui trainent en longueur depuis la mi-août dernier, sur le renouvellement de la convention col-lective.

Trois points d'achoppement

Le C.T.A.F. avait signé, le 11 février 1972, avec le S.N.P.N.C. une convention collective qui fixa les conditions de travail et de rémunération des hôtesses et stewards. Conclo pour trois ans, cet accord est arrivé à expiration le 31 mars dernier. Juridiquement, ses effets continoent à courir un an encore à compter de cette date. Les discussions achonnent sur trois points. Le S.N.P.N.C. demande une diminution de la durée hebdomadaire du travail do soixante-sept heures de vol à soixante-cinq heures. Il propose, en outre, un rattrapage de sept jours fériés par an Enfin, il souhaite que le système d'avancement basé sur le choix prenne davantage en compte l'ancienneté Les directions des trois compa-gnies françaises voudraient, pour leur part, obtenir un assouplisse-ment des conditions de travail qui permette d'améliorer la rentabilité de leur exploitation.

Pour la vingt-cinquième fois, le S.N.P.N.C. et le C.T.A.F. se ren-contrent, ce lundi matin 10 no-vembre. Des résultats de cette rencontre dépendra le maintien ou la suspension du préavis de ou la suspension du préavis de

La grève du 13 novembre à la télévision

Poursuite des négociations à Radio-France

Createur de stylos depuis 1884.

Les syndicats S.N.R.T. (C.G.T.), SURT-C.F.D.T. et F.O. de FR 3 ont déposé un préavis de grève de durée indéterminée pour le jeudi 13 novembre, à 0 heure, après l'échec de leur réunion avco la direction le vendredi 7 novembre (le Monde daté 9-10 novembre). Les syndicats et le personnel de FR 3 entendent ainsi manifester leur opposition envers manifester leur opposition envers les grilles de salaire proposées par les grilles de salaire proposées par la direction, les salaires personna-lisés et le refus d'envisager la création de commissions pari-taires spécialisées (le Monde daté 26-27 octobre). Il semble que sur ce point les directions des diffé-rentes sociétés no veulent pas céder. A Antenne 2, les syndicats out également déposé un préavis de grève, mais ils doivent rencon-trer la direction ce lundi 10 no-vembre. A TF 1, où le préavis a été déposé le vendredi 31 octobre, la direction, qui envisage de néla direction, qui envisage de ne-gocier plutôt que d'aviver le conflit, a adresse une lettre an personnel.

personnel.

D'autre part, le S.N.J. (Syndicat national des journalistes) a décidé do mener une première e grève d'avertissement » de vingt-quatre heures sur FR 3 le jeudi 13 novembre pour les mêmes raisons. Une réunion entre

iotochema

SPECIAL SALON NOVEMBRE

SUR LE SALON

ET LES EXPOSITIONS

LE MATERIEL

PHOTOS :

TOUT -

les délégués du S.N.J. et la direc-tion de TF1 a lieu ce lundi 10 novembre, une autre est prévue avec la direction d'Antenne 2 le vendredi 14 novembre ; une as-semblée générale des journalistes de Radio-France se tiendra le mercredi 12 novembre.

A Radio-France, le personnel n'a pas voté la grève lars de l'assemblée générale du vendredi 7 novembre. Mais les responsables syndicaux (S.N.R.T. - C.G.T., SURT-C.F.D.T., F.O. et SCORT) sont toujours mandatés pour déposer un préavis. Le vendredi 7 novembre, la direction de Radio-France a déclaré que l'augmentation salariale serait garantie pour l'année 1976; que les indemnités de licenciement ue seraient pas un obstacle à la signature de la convention collective; que les syndicats seraient associés aux promotions de fonction, et que la convention serait signée au plus tard le 15 décembre 1975. Les syndicats out cependant rappelé que A Radio-France, la personnel tard le 15 décembre 1975. Les syndicats ont cependant rappelé que la situation o'avait pas évolné en ce qui concerne les salaires personnalisés et la consultation des élus sur les promotions salariales. La prochaine réunion syndicats-direction de Radio-France est prévue le mercredi 12 novembre.

Les Neuf doivent se prononcer sur un projet ambigu de réforme de la politique agricole

A Bruxelles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'agri-culture des Neuf se retrouvent lundi 10 et mardi 11 novembre d Bruxelles. Ils doivent approuver le rapport sur la politique agricole commune destiné au Conseil européen des 1er et 2 décembre.

Lundi matin, les ministres ont repris le dossier du vin, mais la France et l'Italie sont restées sur leur position respective. La Commission européennes, constatant que le geuvernement français maintilent la taxe sur les importations de vins italiens, va porter le litige devant la Cour le justice de Luxembourg.

La principale caractéristique tin rapport qui a été rédigé par un comité de hants fonctionnai-res à l'attention des ministres est d'être un compromis où presque chaque paragraphe est matière à interprétations.

interprétations.

Comme prévu, le document note que le bilan de la politique agricole commune peut être considéré comme positif. Les défaillances constatées peuvent être mises au compte des échecs de la coopération économique et monétaire ou des contraintes de la c politique étrangère » de la C.E.E.

Comment parvenir cependant

Comment parvenir cependant à un meilleur équilibre du mar-ché? Les ministres indiquent qu'il ne convient pas de recher-cher systématiquement à aligner cher systématiquement à aligner la production agricole sur la demande intérieure des Neuf. Toutefois le rapport précise que « des mesures doivent être prises pour améliorer l'équilibre des marchés ».

Les cas du lait, de la viande boving et des céréales fourragères sont plus particulièrement examinés : les mécanismes d'in-

Les élections italiennes

tervention ne sont pas ouverte-ment critiques, mais leur modi-fication est sous-entendue.

Le chapitre consacré au coût de la politique agricole commune apparaît lui aussi comme un chef-d'œuvre d'ambiguité : « Tout en excluant le recours à des tech-niques de plafonnement financier, en raison de leur incompatibilité avec le fonctionnement des orga-nisations de marché, le Consell étudiera et adoptera les procé-dures nécessaires pour mieux as-surer les liens indispensables en-tre la politique agricole et la

surer les liens indispensables entre la politique agricole et la
politique budgétaire. » Peut - on
croire à des arbitrages qui, d'une
manière ou d'une autre, ne se
traduiraient pas par des plafounements des dépenses autorisées?
En bref, il semble que, faute de
pouvoir se prononcer clairement
sur la portée et les limites des
aménagements à entreprendre,
les ministres se sont résignés à
passer la main et à laisser aux
chefs de gouvernement, sans passer la main et a laisser aux chefs de gouvernement, sans même chercher à le canaliser, le soin de mettre au point un programme de réformes.

PAUL VI APPROUVE L'INTERVENTION DU CARDINAL POLETTI CONTRE LE COMMUNISME

(De notre correspondant.)

Rome. — Le pape a publique-ment apporte son appui dimannent apporte son apput dinan-che 9 novembre an cardinal Ugo Poletti, vicaire de Rome, qui s'était inquiété d'une possible vic-toire de communistes dans la Ville sainte aux élections municile Monde du 22 octobre). Au cours d'un discours prononce à Saint-Jean-de-Latran. Paul VI a en effet vanté « la piété, le zèle, la cohérence. L'abnégation que notre cardinal-vicaire ne cesse de notre carainal-vicaire ne cesse de prêcher avec sagesse pasiorale et sollicitude : soit en metiant justement en garde, comme il l'a fait récemment, contre des formules inadmissibles pour les membres de la communauté ecclésiale, soit en exhortant à davantage de fraternité et d'action aimante au bénéfice de tous ».

Les mots « marxisme » on « communisme » n'ont pas été prononcés par le pape, mais le sens de son discours est clair. Au-delà des démentis, le pape et son cardinal-vicaire semblent vouloir s'opposer à une résignation de l'électorat démocrate chrétien. de l'électorat démocrate chrétien, lequel a tendance à voir comme une fatalité l'arrivée des communistes au pouvoir. C'est aussi un appel indirect aux dirigeants démocrates chrétiens pour qu'ils se ressaisissent et rénovent un partiqui en a blen besoin. — R. S.

NOUVELLES BRÈVES

● A la S.N.C.F., risque de per-turbation du trafic mercredi à Paris-Est. — De fortes perturba-tions du trafic sont à prévoir pour la journée de meteredi 12 novem-bre sur le réseau de Paris-Est. Les trente-six agents du P.R.S. (poste tout relais à trafic simple) qui tout relais à trafic simple) qui assurent et contrôlent le mouvement des trains en gare observeront un arrêt de travail si un
compromis concernant l'allégement de leur tache n'est pas
trouvé lundi 10 novembre au
cours d'une réunion avec la direction. Le traite de bandeoe
serait totalement supprimé entre
6 h. et 9 h.; 17 h. et 19 h.;
22 h. et 24 h. On doit s'attendre
aussi à des retards importants
sur les trains de grandes lignes.

Arrêts de travail dans les chèques postaux — La poursuite de l'action revendicative dans les P.T.T., soutenue par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., se traduira, le 13 novembre, par des débrayages dans les chèques postaux.

© Quatre mille exemplaires du
« Parisien libéré » jetés dans la
Marne. — Une dizaine d'inconnus
ont commis dans le Val-de-Marne,
pendant la nuit du 9 au 10 novembre, deux agressions contre
des véhicules transportant des
exemplaires du Parisien libéré.
Vers 2 heures du matin, une
camionnette était interceptée dans
une rue de Saint-Maurice, et
quatre mille exemplaires du journal ont été jetés dans la Marne ;
d'antre part, les pneus du véhicule
ont été crevés. A Champigny-surMarne, vers 3 h. 30, les pneus
de la voiture appartenant à un
dépositaire de presse ont. également été enevés, mais les agresseurs, circulant à bord de trois
véhicules, n'ont pas eu le temps
de s'emparer des journaux.

Selon « Newsweek »

LE PRÉSIDENT MAO AURAIT PERDU L'IISAGE DE LA PAROLE

Bien que conservant intactes toutes ses facultés intellectuelles, la président Mao Tse - toung aurait perdu l'usage de la parole, écrit l'hébédomadaire américain Neusseek. Lorsqu'il s'entretient avec des personnalités étrangères, au l'activation de trois existentes. il est entouré de trois assistantes qui observent la mouvement de ses lèvres et se consultent ensulte ses levres et se constitute ensitie pour déterminer ce qu'il a dit. S'il hoche la tête, ses propos sont alors traduits par sa principale interprête, Nancy Tang, précise Newsweek. Lors de l'entretien qu'il a eu récemment avec le chanceller Schmidt, le président Mao s'est plaint qu'en ne « l'écoute plus guère ». Au chancelier qui, cltant un proverbe rocs les plus solides succombent aux gouttes d'eau », il aurait répondu, en plaisantant, que repondu, en plaisantant, que malheureusement, « il ne lui restait plus assez d'eau ». L'hobdomadaire ecrit d'autre part que M. Chou En-lai souffre d'un cancer de l'estomac et serait pratiquement à l'agonie.

LA CHINE ACCROIT SA FLOTTE DE COMMERCE

Londres (A.F.P.). - La Chine. dont la marine marchando connait dopuis un an cu deux une très rapide expansion, vient de pro-céder à l'acquisition de plusieurs navires sur le marché de l'occa-

sion.
Selon la Lloyds de Londras. ce pays a acheté, la semaino dernière, par l'intermédiaire de l'Ocean Tramping Group de Hong-kong, qu'elle contrôle, trois pétroliers pour environ 6 millions de dollars chacun. Il s'agit de deux bâtiments de 92 000 tonnes cons-truits en 1967, battant pavillon libérien, et d'un autre, norvégien, de 95 000 tonnes,

En outre, les Chinois mani-festent un intérêt particulier pour les petits navires transporteurs de marchandises en vrac jaugeant jusqu'à 35 000 tonnes. Ils viennent (22.1

±-.

 \sim

Jusqu'à 35 000 tonnes. Ils viennent d'en acheter deux.
Selon les statistiques publiées par Lloyds, la marine chinoise s'est accrue, en tonnage, de 51 % entre juillet 1974 et juillet 1975, tandis que l'augmentation moyenne mondiale n'était que de 10 %. Son tonnage atteint aussi 2828 000 tonneaux de jauge brute. Cet essor a fait passer la Chine du vinet-troisième au dix-neudu vingt-troisième au di vième rang dans le monde.

e Le prix du café en grains augmentera d'environ 11 % le 15 novembre (de 1,31 F à 1,86 F par kilo, selon les qualités), annonce le Bulletin officiel du service des prix du 8 novembre; le prix du café soluble sera majoré de 6 %. A la même date, les produits de chocolaterie et de confiserie pourront augmenter de 2,7 % (chewing-gum) à 5 % (pâtes de fruits). 🖴 Le prix du café en

LA PHOTO, valeur refuge à **WALL-STREET?**

Non ce n'est pas de la fiction I Les deguerréctypes, les photos du XIX a, celles des matres américains du XX ettelgnent aujourd'hui 2.3 et même 4000 dellars à la Bourse américaine de la Photo. "Le Photoprophe" ouvre l'esquête dans son numéro de novembre. Spécial Salon de la Photo. 10 F - En vente au Salon et 189 rue St-lacques, Paris 5».

Le numéro du « Monde » daté 9-10 novembre 1975 a été tirè à 498 034 exemplaires.

(Publicité)

PARIS, CAPITALE DE LA PHOTO?

Tillustration se rencontrait au Dôme lantparnasse. "Le Photographe" vous roconte en Imagee, dans le Spécia on de novembre, 10 F - En vente au on et 189 rue St-Jacquès, Paris 5-

